

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LE DOUAIRE
DANS L'ANCIENNE BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1230 à 1250

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 22 décembre 1906, à une heure et demie

PAR

Abel RIDARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*

Suffragants : { M. ROUX, *Professeur.*
M. Eugène GAUDEMET, *Professeur.*

DIJON
IMPRIMERIE JOBARD
Place Darcy, 9

1906

ESSAI
SUR
LE DOUAIRE
DANS L'ANCIENNE BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1230 à 1250

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le samedi 22 décembre 1906, à une heure et demie

PAR

Abel RIDARD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*

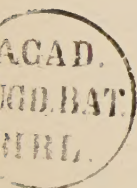
Suffragants : { M. ROUX, *Professeur.*
M. Eugène GAUDEMET, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1906





Digitized by the Internet Archive
in 2026

OUVRAGES CITÉS

I. — MANUSCRITS

1^o Archives de la Côte-d'Or.

SÉRIE B. — COUR DES COMPTES DE BOURGOGNE

- B. 290 (liasse), Titres de familles.
- B. 291 (liasse)) Titres de familles.
- B. 292 (liasse), Titres de familles.
- B. 307 (liasse), Titres de familles.
- B. 10490 (liasse), Série chronologique des hommages, aveux et dénombrements de Bourgogne.

SÉRIE B. — PROTOCOLES DE NOTAIRES

- B. 11245 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Huet de Saulon.
- B. 11246 (registre), Notaires et tabellionages, Registrum Hueti de Salone, coadjuteur au tabellion de la cour de Langres, à Dijon.
- B. 11288 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Pierre Layer, d'Aleume de Cleuleu et d'Aubertin de Sauxurette, coadjuteurs de André de Fenay, notaire à Dijon.
- B. 11303 (registre), Notaires et tabellionages, Registrum prothocolorum Aubertini de Sauxuretes, coadjutoris notarii divionensis, assisté de Jean le Bon, clerc.
- B. 11304 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean de Maroilles, clerc, coadjuteur du notaire de Dijon.
- B. 11306 (registre), Notaires et tabellionages, Registrum Guidonis de corporibus sanctis clerici, coadjutoris Andrée de Fanaayo, tabellionis tabellionatus divionensis.
- B. 11311 (registre), Notaires et tabellionages, Registrum prothocolorum Guillelmi de Maxilleio, notaire à Pontailler.

- B. 11317 (registre), Notaires et tabellionages, Registrum sextum decimum Johannis Boni de Divione clerici, coadjutoris tabellionis loci dicto duce, tabellionis curie lingonensis.
- B. 11320 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellionage de Dijon, et de Pierre Alixant et Pierre Potier, ses clercs.
- B. 11322 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon, assisté de Pierre Alixant et Jean Bizot, ses clercs.
- B. 11323 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon et notaire de Langres.
- B. 11332 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon.
- B. 11340 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon.
- B. 11354 (registre), Notaires et tabellionages, Registre de Berthelot Cornu, clerc à Dijon, coadjuteur du tabellion de cette ville.
- B. 11367 (registre), Notaires et tabellionages, Registre de Jean Boyert de Selongey, clerc, coadjuteur de Pierre Jossequin, tabellion de Dijon.
- B. 11370 (registre), Notaires et tabellionages, Registre de Claude Amidieu, de Saint-Jean-de-Losne, clerc, tabellion fermier dudit lieu pour le duc de Bourgogne, des contraulx par lui receuz tant soubz les scels de la cour de mondit seigneur, comme soubz les scels des cours de Langres, Chalon, comme Loone.
- B. 11371 (registre), Notaires et tabellionages, Registre de Nicolas Recouvreur, clerc, coadjuteur du tabellion de Dijon, à Arc-sur-Tille.
- B. 11379 (registre), Notaires et tabellionages, Protocole de Hugues Fevres, de Mirebeau, clerc, coadjuteur du tabellion de Dijon.
- B. 11706 (liasse), Documents relatifs aux familles.
- B. 11709 (liasse), Documents relatifs aux familles.
- B. 11712 (liasse), Documents relatifs aux familles.
- B. 11714 (liasse), Documents relatifs aux familles.

SÉRIE E. — TITRES DE FAMILLES

- E. 75, Titres de familles.
- E. 76, Titres de familles.
- E. 100, Titres de familles.
- E. 102, Titres de familles.

E. 104, Titres de familles

E. 429, Titres de familles.

SÉRIE H

Vieux cartulaire de Cîteaux, n° 166.

2° Bibliothèque de l'ordre des avocats de Dijon.

DE LA MARE, *Arrêts du Parlement de Dijon, recueillis par M. de la Mare, avocat au Parlement*, Dijon, 1754, registre manuscrit in-folio.

II. — IMPRIMÉS

ABORD (Hippolyte), *Histoire de la réforme et de la ligue dans la ville d'Autun, précédée d'une introduction et suivie de pièces justificatives*, par Hippolyte Abord, 3 vol. in-8°, Paris, Dumoulin ; Autun, M. Déjussieu.

BEAUNE (Henri), *Introduction à l'étude historique du droit coutumier français jusqu'à la rédaction officielle des coutumes*, 1 vol. in-8°, Lyon, libr. Briday ; Paris, Laroze.

BÉGAT (Jean), *La coutume du duché de Bourgogne enrichie des remarques de Mes Philipes de Villers, Jean de Pringles et Jean Guillaume, anciens avocats au Parlement de Dijon, suivies d'arrêts recueillis par Me Jean Bégat, président au même Parlement*, Dijon, Antoine de Fay, 1717, in-4°.

BOUHIER, *Les coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes, tant générales que locales, de la même province, et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-folio.

BOUVOT (I.), *La coutume de Bourgogne, de nouveau commentée, abrégée et conférée avec toutes les autres coutumes de France par I. Bouvot, docteur ès loix et avocat au Parlement et cour souveraine de Dijon*, Genève, Pierre et Jacques Chouët, 1623, in-4°.

BRETAGNE (François), *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne, avec les observations de Fr. Bretagne, celles de Nic. Perrier, des notes de MM. La Mare et Jehannin*, Dijon, Augé, 1736, in-4°.

BRISSAUD (J.), *Manuel d'histoire du droit français (sources, droit public, droit privé)*, Paris, A. Fontemoing, 1898-1904, 2 vol. in-8°.

- BRUEL (Alexandre), *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, Paris, imprimerie nationale, 1876-1903, 6 vol. in-4°.
- CAILLEMER (Robert), *L'origine du douaire des enfants*, Prato-Giachetti, 1904, 1^{er} fasc.
- CHARMASSE (A. de), *Cartulaire de l'église d'Autun*, Paris, Pédone ; Autun, Déjussieu, 1865 et 1900, 2 vol. in-4°.
- CHASSENEUX, *Consuetudines ducatus Burgundiæ fereque totius Galliæ commentariis D. Bartholomæi a Chassenæo ut amplissimis illustratæ summaque diligentia et labore recognitæ*, Lugduni, apud Antonium Vincentium, 1552, in-folio.
- DUNOD, *Observations sur les titres des droits de justice, des fiefs, des cens, des gens mariés et des successions de la coutume du comté de Bourgogne avec des traités à l'usage de la même province sur les institutions contractuelles, la puissance paternelle, etc.*, par M. F.-I. Dunod de Charnage, écuyer, ancien avocat au Parlement et professeur royal en droit canonique et civil dans l'Université de Besançon, à Besançon, chez Daclin, 1756, in-4°.
- GARNIER (Joseph), *Chartes bourguignonnes inédites des neuvième, dixième et onzième siècles, extraites des manuscrits de la bibliothèque de Dijon et des archives départementales de la Côte-d'Or, recueillies et expliquées dans une introduction historique par Joseph Garnier*, Paris, imprimerie royale. — *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867, 3 vol. in-4°. — *Chronique de Saint-Pierre de Bèze*, neuvième volume des *Analecta divionensia*. Documents inédits pour servir à l'histoire de France et particulièrement à celle de Bourgogne, Dijon, Darantière.
- GIRAUD, *Coustumes et stilles gardez ou duchié de Bourgongne avant la réformation desdites coustumes* (dans la *Revue de législation*, 1843, t. II, p. 292, et dans *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, Paris, Videcoq père et fils ; Leipzig, Léopold Michelsen, 1848, 2 vol. in-8°, t. II).
- GUIGON (Henry), *La succession des bâtards dans l'ancienne Bourgogne*, in-8°, Dijon, Jobard, 1905.
- HUBER, *Die historische Grundlage des ehel. Güterrechts der Berner Handfeste*, Basel, 1884.
- LEFEBVRE (Ch.), *Le droit des gens mariés. Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français*, 1^{er} fasc., 1 vol. in-8°, Paris, Larose et Tenin, 1906.
- Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or*, 13 vol. in-4°, à Dijon, chez Lamarche.

- MEYNIAL (Ed.), *Comptes rendus critiques. Un article sur « Le droit des gens mariés », de M. Lefebvre*. Nouvelle revue historique de droit français et étranger, juillet-août 1906.
- PÉRARD, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*, Paris, Claude Cramoisy, 1664, in-folio.
- PETIT (Ernest) et VAUSSE (de), *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne avec des documents inédits et des pièces justificatives*, Lamarche, Dijon, 1885 à 1905, 9 vol. in-8°.
- PLANCHER (dom Urbain), *Histoire générale et particulière de Bourgogne, avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives*, Dijon, Antoine de Fay, 1739, 4 vol. in-folio.
- RAGUT (M.-C.), *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, Mâcon, Emile Protat, 1864, in-4°.
- RIMASSON, *Essai historique sur la législation du douaire dans le droit germanique*. Revue de législation ancienne et moderne, année 1870.
- SCHROEDER, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, Leipzig, 1889.
- SCHULTE, *Histoire du droit et des institutions de l'Allemagne*, traduit par M. Fournier, Paris, 1882, 1 vol. in-8°.
- SIMONNET (J.), *Documents inédits pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne*. (Extraits des protocoles des notaires, quatorzième et quinzième siècles), Dijon J.-E. Rabutot, 1867, in-8°.
- SOHM, *Frankisches Recht und Römisches Recht*, Zeitschrift der Savigny-Stiftung, 1880.
- STOUFF (L.), *Etude sur le principe de la personnalité des lois depuis les invasions barbares jusqu'au douzième siècle*, Paris, Larose, 1894, 1 vol. in-12.
- TAISAND, *Coutume générale du pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de Monsieur Taisand*, Dijon, Jean Ressayre, 1698, in-folio.
-

INTRODUCTION

Notion générale. — En Bourgogne, les enfants n'ont pas de douaire.
— Triple intérêt du sujet. — Plan.

A un point de vue très général, le douaire peut être défini : « Un gain de survie accordé à la femme sur les biens de son mari prédécédé. » Cette notion, si large soit-elle, nous paraît convenir mieux que toute autre au début de cette étude : le mot « douaire », en effet, est un terme trop compréhensif, dont la portée a trop souvent varié à diverses époques, et dans notre droit lui-même, pour qu'on puisse se risquer à le restreindre dans le cadre d'une formule plus précise ou plus étroite.

Le douaire n'est pas une institution propre à la France. On le rencontre en Angleterre, en Allemagne, en Normandie, dans des pays qui n'ont pas connu notre communauté. C'est ainsi qu'en Allemagne, l'entretien de la veuve n'était pas réglé par le droit municipal, mais dans les provinces et surtout pour la noblesse, on y pourvoyait par des pensions, ou par un don de biens quelconques. Souvent on assignait à la femme une rente viagère qu'elle percevait à la place de sa dot ou quel-

quefois en plus de sa dot (1). Le douaire, en revanche, apparaît en France avec la communauté, et plus spécialement en Bourgogne, où nous nous proposons de l'étudier.

Dans chaque pays, dans chaque province où il a existé, le douaire a revêtu des aspects différents. En Bourgogne notamment, il a présenté un caractère particulier. Et pour signaler tout de suite une de ses grandes différences avec le douaire de la plupart des autres provinces, disons qu'en Bourgogne on n'a pas connu le douaire des enfants. Les femmes seules ont droit au douaire : les enfants en sont complètement privés. M. Caillemet, dans son étude sur *L'origine du douaire des enfants* (2), nous fournit l'explication de cette divergence. La femme avait primitivement sur son douaire un droit de disposition absolu ; puis une déformation du douaire restreignit les droits de celle-ci, non pas au profit des enfants, mais au profit seulement du mari. La propriété de la femme devint bien un simple droit d'usufruit en Bourgogne comme ailleurs, mais la nue propriété au lieu de se constituer au profit des enfants, ce qui, dans la région parisienne, créa le douaire des enfants, appartient chez nous exclusivement au mari qui se réserva le droit d'en disposer. Un grand nombre de chartes, en effet, nous permettent de constater ce droit pour le mari de disposer, du vivant même de sa femme, des biens qu'il lui a donnés en douaire (3). C'est que le douaire ne portait pas en Bourgogne, comme à Paris, sur les héritages possédés par le mari au jour du mariage, mais uniquement sur ceux qu'il laissait à son décès. Il n'y avait donc aucun empêchement à ce qu'il aliénât ses héritages à sa guise.

(1) Schulte, *Histoire du droit et des institutions de l'Allemagne*, traduit par M. Fournier, p. 505.

(2) M. Caillemet, *L'origine du douaire des enfants*, p. 26.

(3) *Cartulaire de Savigny*, n° 171. — *Charles de Cluny*, n° 2919. — *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, n° 194.

Tel est le premier trait caractéristique du douaire bourguignon. Il en a beaucoup d'autres que nous rencontrerons, chemin faisant, au cours de cet exposé. Et, pour conserver à cet essai son cachet local, nous nous servirons exclusivement de documents bourguignons, nous efforçant de dégager d'une façon aussi précise que possible, et en nous appuyant toujours sur des textes, la véritable physionomie du douaire dans notre province.

Le mot « douaire » évoque l'idée de noblesse. Celui de « douairière » qui rappelle un autre âge, s'impose à l'esprit quand on songe au premier, et avec lui, tout un cortège de souvenirs surannés et vieillis. Il semble qu'on soit en présence d'une institution bien différente de notre loi actuelle, et qu'il existe entre les deux législations un abîme impossible à combler. On pourrait croire qu'il n'en reste pas de traces, et que dès lors son étude ne présente pas grand intérêt. Le douaire a disparu, en effet, dans la pratique avant la fin de l'ancien régime et on ne le rencontre plus dans notre Code civil. M. Brissaud (1) nous dit à ce sujet que la Révolution l'avait vu d'un mauvais œil ; « elle le considérait comme un débris de la féodalité, comme une entrave à la liberté des transactions et une complication dans le régime des successions. La loi du 17 nivôse an II semble l'avoir aboli dans son article 61. »

Le Code n'avait assigné au conjoint qu'un rang très éloigné. Après lui, il n'y avait plus que l'Etat.

Au dix-neuvième siècle, la condition du conjoint survivant a fait l'objet de réclamations très vives ; on s'aperçut que cette suppression créait un vide, une lacune énorme et qu'il était monstrueux, à une époque où on fait reposer la succession *ab intestat* sur l'affection présumée du défunt, de faire passer le conjoint après tous les collatéraux. Aussi

(1) M. Brissaud, *Histoire du droit*, t. II, p. 1659.

une série de réformes tendirent-elles à améliorer le sort du conjoint survivant ; mais les premières lois ne concernent que des cas particuliers (1).

Enfin une loi générale a été votée le 9 mars 1891. Cette loi qui a son origine dans un projet déposé par M. Delsol, en 1872, a été précédée d'une enquête au cours de laquelle on consulta la Cour de cassation, les Cours d'appel et les Facultés de droit. Elle aboutit à déterminer définitivement le droit du conjoint survivant, ainsi qu'il résulte de l'article 767 du Code civil. Certainement, le souvenir de l'ancien douaire a inspiré cette nouvelle législation et il existe un lien de parenté entre le douaire et l'usufruit tel qu'il est établi par la loi de 1891 : la meilleure preuve est que ceux qui ont préparé la loi ont parlé du douaire. Toutefois, son originalité s'explique par la différence des institutions et par l'histoire.

Le douaire ne servait pas seulement à assurer l'avenir de la femme en cas de survie ; il jouait encore, par rapport aux tiers, un rôle analogue à celui de notre hypothèque légale de la femme mariée. La femme ayant un droit réel sur les biens du mari, celui-ci ne pouvait plus dès lors les aliéner sans le consentement de la femme. Il en résultait que, de même qu'aujourd'hui les gens prudents exigent une renonciation de la femme à son hypothèque légale, de même autrefois nous voyons les ancêtres de ces gens prudents exiger de la femme une renonciation à son douaire. Une institution juridique nouvelle s'est glissée dans le moule de l'ancienne, sans qu'on ait, en général, saisi la différence. C'est un second intérêt.

Voici le troisième. En étudiant le douaire, nous prépa-

(1) Loi du 14 juillet 1866, sur les droits d'auteurs littéraires et artistiques. — Loi du 25 mars 1873, relative aux déportés de la Nouvelle-Calédonie. — Décret du 31 août 1878, relatif aux condamnés à la transportation.

rons l'étude de la communauté. Le douaire a existé avant la communauté, mais nous croyons cependant que l'un et l'autre ont la même origine et la même cause, dans ce fait que primitivement, la femme était sans dot et sans droits successoraux. Le mari prit l'habitude de remettre à sa femme certains biens. On distingua les biens présents et les biens à venir. Sur les biens présents porte le douaire de la femme. Quant au droit de celle-ci sur les meubles et sur les conquêts, c'est sa part dans la communauté. Très voisines au début, ces deux notions divergèrent. Le droit de propriété de la femme sur les propres du mari s'affaiblit et fut converti en un droit d'usufruit. Le douaire s'éteignit à mesure qu'augmentèrent les droits successoraux de la femme. Ainsi donc, issues d'une même souche, nourries à l'origine d'une même sève, les deux institutions eurent d'abord un développement parallèle ; mais la communauté acquit vite une vigueur beaucoup plus grande, et comme un gourmand, elle finit par épuiser et tuer le tronc principal.

Nous diviserons cet essai ainsi qu'il suit. Dans un premier chapitre nous rechercherons qu'elle fut l'origine du douaire, en étudiant les gains de survie avec lesquels il se confondait ; puis, l'accompagnant dans son évolution à travers les âges, dans un deuxième chapitre nous examinerons le douaire burgonde jusqu'au treizième siècle, puis le douaire au treizième siècle ; en quatrième lieu, le douaire aux quatorzième et quinzième siècles jusqu'à la rédaction de la coutume. Le cinquième chapitre sera consacré à l'étude de la rédaction de la coutume et du projet de réformation. Enfin, dans un dernier chapitre, nous suivrons le douaire jusqu'au jour de sa disparition et nous dirons quelques mots du sort ultérieur du douaire en Bourgogne.

Les documents auxquels nous nous sommes référé au cours de ce travail, nous ont été signalés ou communiqués

par les soins de M. Champeaux, professeur à la Faculté de droit de Dijon.

Nous sommes heureux de pouvoir donner à cette occasion, à notre ancien maître, un faible témoignage de reconnaissance, en lui exprimant nos remerciements sincères et respectueux.

CHAPITRE PREMIER

Gains de survie à l'époque burgonde. — Leur contribution à la formation du douaire.

1° *Wittemon*. — A qui était-il payé ? — La femme y avait-elle droit ? Sa composition. — 2° *Morgengab*. — Définition. — Sa composition. — Droit de la femme sur le *morgengab* suivant qu'elle a des enfants ou qu'elle n'en a pas. — Explication des textes qui traitent du *morgengab*. — 3° *Donatio ante nuptias*. — Définition. — Large part de la *donatio ante nuptias* dans la formation du douaire.

Le douaire s'est formé lentement, en puisant à trois sources différentes qui sont : le *wittemon*, le *morgengab* et la *donatio ante nuptias*.

Nous allons étudier successivement chacun de ces éléments, chacune de ces origines en montrant la part qui leur revient individuellement dans ce travail de création.

Et d'abord le *wittemon*.

Mais auparavant, il nous semble indispensable de dire quelques mots des formes du mariage, puisque la seconde de ces formes, à savoir le mariage par achat, nous amènera tout naturellement à parler du prix payé par le futur époux aux parents de sa fiancée, c'est-à-dire au *wittemon*.

Il est utile, d'ailleurs, pour comprendre les gains de survie à l'époque burgonde, de se rappeler ce qu'était le mariage, car c'est sur lui que reposait la famille chez les Burgondes et plus généralement chez les Germains. A l'époque primitive, l'homme ravissait une femme dont il faisait sa compagne et qu'il associait à son existence. Ce rapt qui engendrait des luttes sans fin entre les différentes familles, fut consenti peu à peu par le père et la famille de la femme, moyennant une composition de rapt. Nous n'insisterons pas sur cette forme primitive du mariage plus que barbare, et qui ne présente pas grand intérêt au point de vue juridique.

La seconde forme du mariage fut le mariage par achat. Il était précédé de fiançailles qui entraînaient tous les droits et obligations qui existent entre mari et femme. Dès qu'elles étaient célébrées, en effet, toute infidélité de la fiancée était punie de mort. La loi des Burgondes nous en fournit un exemple au titre LII (1). Ce ne fut

(1) *Monumenta Germaniæ historica*, Legum sectio 1; Legum nationum Germanicorum, t. II, pars I; *Leges Burgundionum* de Ludovicus Rodulfus de Salis. — *Lex Burgundionum*, titre LII, « De mulieribus desponsatis, quæ ad aliorum consortium adulteris instigante transierint », § 3. « Iuditis igitur atque perpensis criminalis negotii meritis, quod inter Fredegiselum spatarium nostrum et Baltamodum nec non et Aunegildem vertebatur, sententiam diximus, quæ recens facinus resecaret et futuris temporibus modum distractionis imponeret.

» Et quoniam Aunegilde post mariti prioris obitum in sua potestate consistens se antedicto Fredegiselo non solum ex parentum consensu, verum etiam proprio arbitrio et voluntate donaverat, et maiorem nuptialis pretii partem sponso admunerante perceperat, fidemque placiti libidinis ardore succensa dirumpens ad Baltamodi non tam vota concurrit, quam ad consuetum flagitium remeavit, atque ob hoc non aliter tantum crimen tantumque dedecus libertatis quam sanguinis sui effusione debuerit expiari, tamen distractioni publicæ dierum reverentiam præponentes iubemus, ut Aunegilde divino humanoque dehonestata iudicio pretium, hoc est ccc solidos, Fredegiselo coacta dissolvat. Nec Baltamodum quidem ab ipsius damnationis merito segregamus, qui mulierem alterius coniugio debitam præsumpsit accipere, cuiusque mortem causa poscebat : sed sententiam nostram ab interitu eius sub hac conditione sanctorum dierum consideratio revocavit, ut, nisi cum aliis undecim evidentia præbuerit

que par une grâce toute spéciale que la veuve Aunégilde qui, après avoir reçu le prix nuptial de Frédegisel, écuyer du roi, avait entretenu des relations criminelles avec Balthamod, vit sa peine commuée en 300 sols de composition pour Aunégilde et de 150 pour Balthamod ; à moins, toutefois, que celui-ci ne jurât, avec onze personnes, qu'il ignorait qu'Aunégilde fût déjà la fiancée d'un autre.

A l'occasion des fiançailles, l'usage voulait que le mari remit à sa femme une monnaie ou un objet, ordinairement un anneau. Il est curieux de constater la persistance de cette pratique à travers les siècles.

Après les fiançailles, avait lieu la tradition de la femme au mari qui devait payer une somme d'argent aux parents de celle-ci (1). Cette somme n'était plus, comme au

sacramenta, quibus adfirmet : se eo tempore, quo ipsi sæpius dicta Aunegilde quasi uxoris iure coniuncta est, ignorasse, quod Fredegiselo iam fuerat obligata, pretium suum, hoc est *CL* solidos, Fredegiselo non moretur exsolvere. Quod si iuraverit, neque damnum neque periculum patietur. »

(1) Thevenin, *Textes relatifs aux institutions privées et publiques aux époques mérovingienne et carolingienne*, Institutions privées, charte n° 48, formules de Marculfe : « Tunc dicatur sponso : da Andree wadium, quod tu Cristine filie sue omnium que modo habes aut inantea acquirere poteris, que sunt, portionem quartam facies, et, si te retraxeris, auri libras 100 compones. Tunc wadio a fideiussoribus accipiat. Dehinc patri dicatur : Andrea, per huncensem et wantonem istum sponso Cristinam filiam tuam. Ipso affirmante, dicatur sponso, ut eam accipiat. Dehinc dicatur : Andrea, da wadium Martino, quod filiam tuam ei trades uxorem, et eam sub mundio cum rebus ad eam pertinentibus mittes ; et tu, da wadium, quod tu eam accipies, et, si quis nostrum se subtraxerit, componat pars parti fidem servanti penam auri libras 10. Antifacti et morgincaph cartule lecte sponse a sponso tradantur. Tunc pater, qui mundaldus est, per manum dexteram tradet eam marito. Tunc dicatur : Martinus hunc caballum, solidos 20 valentem, Andree dat pro mundio Cristine uxoris sue et Andree filie ; et pater caballum accipiat. Et tu, Andrea, pro hoc caballo, 20 solidos valente, Cristinam, filiam tuam, cum rebus omnibus ad eam pertinentibus sub Martini mundio mitte, mundium et caballum tibi ad proprium trade. Tunc Martinus patri mulieris lauechild exsolvat, de quibus omnibus breve fieri rogetur, aut notitiam scribi a comite iubeatur. » — *Ibid.*, Tacite, *De moribus Germanorum*, chap. XVIII.

début, le prix du corps de sa fiancée. Des idées un peu plus élevées s'étaient fait jour, et ce prix était destiné à compenser la perte de la puissance exercée sur sa fille par le père, car la femme germaine était sous une tutelle perpétuelle, le *mundium*. Le *mundium* de la fille appartenait au père, à son défaut au frère ou à tout autre parent du côté paternel ; puis il passait du père, du frère ou de tout autre *mundwald* au mari par le mariage, et moyennant le paiement du prix d'achat.

Cependant, cette théorie n'est pas admise par tous les auteurs et M. Lefebvre (1), en particulier, s'est efforcé de la réfuter. Il ne veut pas admettre, un seul instant, que l'autorité du mari, impliquant le caractère et les attributs de chef de l'association conjugale, ait sa source dans une institution de droit germanique : il prétend qu'en cette matière, nous devons tout au christianisme et conclut en niant énergiquement l'existence du *mundium*.

M. Meynial critique vivement le système de M. Lefebvre au cours d'un article paru récemment dans la *Nouvelle revue historique* (2). Il reprend tous les arguments de M. Lefebvre, qui font supposer l'existence du *mundium*, dit-il, au lieu de l'exclure.

Nous admettons, avec M. Meynial, l'existence du *mundium*, mais d'un *mundium* mitigé, et qui n'exclut pas chez la femme une certaine capacité. Je détache de l'article de M. Meynial un passage qui montre l'aspect du *mundium* tel que nous l'entendons. « On peut donc dire que vraiment, dans la pensée des législations primitives, la soumission au *mundium* n'entraîne pas incapacité, pas plus d'ailleurs qu'elle n'entraîne irresponsabilité pénale

(1) *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français*, par M. Charles Lefebvre, 1906, 1^{er} fascicule, p. 23 et suiv.

(2) *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, juillet-août 1906, p. 543 et suiv., M. Meynial.

de l'argent vis-à-vis du dehors. Mais il y a mieux encore. De bonne heure, à côté du bien de famille, se sont glissés des objets dont la famille ne se soucie pas, qui ne bénéficient pas de sa protection, et qui, étant hors du droit sanctionné, conservent un caractère essentiellement individuel. Ce sont pour une femme ses vêtements, ses bijoux ; la loi salique parle de son lit, de ses meubles... » A notre avis, le *mundium* n'exclut pas l'idée de femme associée ; il nous apparaît non pas comme un pouvoir de maître sur l'esclave, mais comme une souveraineté, une domination qui n'empêche pas la femme de conserver une personnalité distincte.

L'idée de *mundium* étant admise et la signification que nous lui donnons indiquée, revenons au mariage par achat. Nous avons dit que le prix payé par le futur époux aux parents de sa fiancée était destiné à compenser la perte de la puissance exercée par le père sur sa fille. A combien s'élevait ce prix ?

Le prix du *mundium* que chez les Burgondes on appelait *wittemon* ne désignait plus aux premiers siècles de notre ère que l'ensemble des présents donnés à la famille de la fiancée à l'occasion des noces. Ce *wittemon*, nommé dans la loi Gombette *pretium nuptiale* ou *donatio nuptialis*, ne devait pas être fixe. Il variait suivant la condition du mari ainsi qu'il ressort du titre CI (1). On l'attribuait aux membres de la famille de la fiancée suivant l'ordre des successions et il revenait d'abord au père, puis aux frères, et dans le cas particulier où le *wittemon* passait

(1) *Lex Burg.*, titre CI, « De wittemon », § 1^{er}. « Quicumque Burgundio alicuius obtimatis aut mediocris sine ordinatione patris cum alicuius filia se copulaverit, iubemus, ut tripla solutione obtimatis ille qui fuerit patri ipsi, cum cuius filia se copulavit et eum ante scire non fecit nec consilium petiit, CL solidos ei cogatur exsolvere, et multæ nomine solidos xxxvi. » — § 2. « Leudis vero si hoc presumpserit facere, similiter in tripla solutione, hoc est solidos XLV, et multæ nomine solidos XII. »

à la mère, à l'oncle maternel, aux sœurs ou aux parents plus éloignés, la fiancée en recevait le tiers pour ses ornements (1). Ainsi, s'il n'y avait qu'un oncle paternel et des sœurs, l'oncle avait un tiers, les sœurs avaient un autre tiers; le troisième tiers restait à la femme. Une fois que s'introduisit la coutume d'obliger les parents de la femme à donner à celle-ci une partie du prix reçu, il se fit tout naturellement dans l'esprit un rapprochement entre le tiers de ce *wittemon* et la « dot » de la femme elle-même; et on s'explique comment on arriva aisément à désigner la dot sous le nom de *wittemon* qui était le prix payé par le fiancé à ceux qui avaient la puissance sur la femme.

Quand la femme a reçu sa dot, on ne peut plus la lui réclamer et elle a le droit d'en disposer. On prit l'habitude d'augmenter de plus en plus la part de la femme sur le *wittemon*, et cette tendance s'accroissant, on arriva à cesser de gratifier les parents et à faire les libéralités uniquement à la femme (2).

Ces libéralités, en quoi consistaient-elles ? L'étymologie nous fournira peut-être quelque explication. Le mot *wittemon* est, dit-on généralement, un composé de *mundium* et de *gift* ou « dot », parce que le mari était censé acheter des parents de sa femme l'autorité qu'il pouvait exercer sur elle ; et si ce n'est de *gift*, du moins de *witta* qu'on rencontre dans *wittiscalcus*. En adoptant cette étymologie, le *wittemon* exprimerait l'idée d'une composition de rapt (3). Le *wittemon* porte en Bourgogne

(1) *Lex Burg.*, titre LXVI, « De puellis, quæ sine patribus et matribus ad maritum traduntur », § 1^{er}. « Puella, quæ marito traditur, patrem et fratres non habens nisi patrum et sorores, de wittemo tertiam partem patruus accipiat, et alteram tertiam sorores sibi noverint vindicandum. »

(2) *Chartes de Marculfe*, *op. cit.*, n° 17 : « Si aliquis puella invita traxerit. » — *Ibid*, n° 42 : « Libellum dotis. » — *Ibid.*, n° 175 : « Don de certains biens par le mari à sa fiancée.. »

(3) Matile, *Etude sur la loi Gombette*, p. 49 et suiv.

un nom technique qui est *malahereda* (1). Consistait-il en objets analogues à ceux qu'énumère et que décrit Tacite quand il parle de la dot, c'est-à-dire le plus souvent des bœufs, un cheval harnaché, un bouclier, un glaive, une framée (2)? Toutes choses qui s'accordent très bien avec cette idée que chez les Germains, la femme était l'associée de son mari, sa compagne dévouée dans ses travaux et dans ses dangers. N'était-ce pas plutôt des objets de luxe ou de toilette? Cette supposition semble bien fondée si on songe que la femme avait sur ce bien mobilier un droit de disposition. On voit dans Grégoire de Tours Frédégonde et Radegonde disposer librement de leurs cadeaux et bijoux (3). A la mort de la femme, ce *malahereda* passait aux filles à l'exclusion des fils, ou à défaut de celles-ci, à la plus proche parente (4).

Telle est une première partie du patrimoine de la femme : le *malahereda* qu'on indique souvent sous le nom de *pretium nuptiale* ou *wittemon*.

A côté de ces biens de mariage, le patrimoine de la femme comprenait encore certains dons du mari qui constituaient le *morgengab*. C'est la seconde source du douaire dont nous allons maintenant nous occuper. C'était une libéralité faite par le mari à sa femme à l'au-

(1) *Lex Burg.*, titre LXXXVI, *De Malahereda*.

(2) Tacite, *De moribus Germanorum*, § 18.

(3) Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, VI, 75.

(4) *Lex Burg.*, titre LI : « De his, qui debitas filiis substantiæ suæ non tradiderint portiones », § 3. « Ornamenta quoque et vestimenta matronalia ad filias absque ullo fratris fratrumque consortio pertinebunt; quod quidem de his ornamentorum vestimentorumque speciebus circa filias ex lege servabitur, quarum mater intestata decesserit. Nam si quid de propriis ornamentis vestibusque decreverit, nulla in posterum actione causabitur. » — § 4. « Quod si necdum nupta puella sorores habens de hac luce transierit suamque per scripturam aut coram testibus non vulgaverit voluntatem, portio eius post eius mortem ad sorores suas, remota, ut dictum est, fratrum commotione, pertineat. »

rore de la vie conjugale en vue de la parer et de l'embellir. Suivant M. Schröder (1), le *morgengab* avait la signification d'une adoption, au moins à l'origine, à l'époque de Tacite. Les textes désignent ce don sous le nom de « don de virginité » ou « don de beauté »; la loi Gombette cependant l'appelle presque toujours *donatio nuptialis*, *morginegiva* ou *dos* (2).

Cette *dos* qui, au début, était exclusivement mobilière et se composait uniquement de parures et d'ornements, se transforma et prit une importance considérable. Nous en avons la preuve en de nombreux chapitres de la loi Gombette desquels il semble bien ressortir, qu'à l'époque burgonde, le *morgengab* pouvait comprendre même des immeubles.

Le droit de la femme sur ces immeubles était différent suivant qu'elle avait des enfants ou qu'elle n'en avait pas.

Examinons d'abord la première hypothèse. Si la femme a des enfants, elle n'aura que l'usufruit du *morgengab*. Ceci nous est dit expressément au titre XXIV, § 1^{er} (3),

(1) M. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, p. 301.

(2) *Lex Burg.*, titre XXIV, § 2. « Si forte filios mulier illa non habuerit, quidquid ad eam de donatione nuptiali pervenerat, post mortem mulieris medietatem parentes eius, medietatem defuncti mariti parentes hoc est donatoris, accipiant. » — Titre XLII, « De hereditatibus eorum, qui sine filiis moriuntur », § 2. « De morginegiva vero, quod priori lege statutum est, permanebit. Nam si a tempore obitus prioris mariti intra annum nubere voluerit, habeat liberam potestatem et tertiam substantiæ partem, quam permissa fuerat possidere, omnia sicut dictum est, que de priore marito habuit, direlinquat et pretium, quod de nuptiis eius inferendum est, accipiat cuius partibus defuncti parentis debetur hereditas. »

(3) *Lex Burg.*, titre XXIV, § 1^{er} : « Si qua mulier duntaxat Burgundia post mariti mortem ad secundas aut tertias nuptias, ut adsolet fieri, fortasse transierit, et filios ex omni coniugio habuerit, donationem nuptialem, dum advivit, usumfructum possideat; post eius mortem ad unumquemque filium, quod pater eius dederit, revertatur, ita ut mater nec donandi nec vendendi nec alienandi de his rebus, quas in donatione nuptiali accepit, habeat potestatem. »

duquel il résulte que si la femme, après la mort de son mari, a convolé en secondes ou en troisièmes noces, *ut adsolet fieri*, et qu'elle ait eu des enfants, elle ne prendra durant sa vie que l'usufruit des biens reçus par ses enfants. Elle ne pourra ni aliéner, ni donner, ni vendre ces biens qui retourneront, à sa mort, à l'enfant du père dont ils viennent. La même idée est reproduite dans un chapitre retouché, le chapitre LXII, § 2 (1), d'après lequel la femme jouit pendant sa vie de la dot qu'elle a reçue de son mari, en réservant la propriété au fils; si elle a plusieurs enfants elle n'a plus droit qu'à un quart, et ce quart leur revient après sa mort (2). De plus nous voyons au titre XXIV, § 3, que si la mère a eu un enfant et que cet enfant soit mort après le père, elle jouira pendant sa vie des biens de cet enfant, mais à son décès ces biens retourneront aux héritiers du fils.

Une constitution retouchée, titre LIX, § 2, décide que dans le cas où le fils viendra à mourir avant la mère, il y aura partage, c'est-à-dire que la succession du fils se divisera par moitié entre la mère et les héritiers du fils; il ne sera plus question, pour la mère, d'usufruit; c'est un véritable droit de propriété qu'elle aura. On avait sans doute remarqué les inconvénients du titre XXIV qui, donnant à la mère un droit d'usufruit sur le tout, privait pendant trop longtemps les nus propriétaires de la jouissance.

Si, au contraire, la femme n'a pas d'enfants, elle est propriétaire, dit-on communément. Nous ne croyons pas que ce soit exact. Le chapitre XXIV, § 2, décide

(1) Titre LXII, § 2. « Dotem sane suam, quam a marito suo acceperat, quamdiu vixerit utatur, filio proprietate servata. »

(2) Titre LXXIV, § 2. « Quæcumque sane mulier, coniuge suo in fato conlapso, ad secundi mariti vota non ierit, ac si eam adulti iam filii secum esse noluerint, hac ratione cum eis defuncti mariti dividat facultatem, ut si unum filium habuerit predictæ substantiæ tertiam consequatur; si duos aut tres aut quatuor vel plures erunt filii, quartam accipiat portionem, quam tamen post obitum eius ad filios ipsius placuit remeare. »

que si la femme n'a pas d'enfants, tout ce qui lui est advenu par donation lui appartient sa vie durant, pour être partagé à sa mort : une moitié ira aux parents du mari et l'autre aux parents de la femme. Donc, d'après ce chapitre XXIV, si la femme n'a pas d'enfants, elle conserve le *pretium nuptiale* qui se divise en deux portions à sa mort. Il semblerait que ce soit bien là une propriété. Cependant ce n'est pas notre avis, car cette propriété est trop peu solide entre les mains de la femme. Elle ne lui restera que si celle-ci ne se remarie pas. Le chapitre XLII, § 1^{er} (1), qui est un chapitre corrigé, explique en effet que si la femme, après le décès de son mari sans enfants, ne convole pas en secondes noces, elle possède en toute tranquillité le tiers de tous les biens de celui-ci, tant qu'elle vit, et après sa mort, tout retourne aux héritiers légitimes du mari. On en déduit que si la femme se remarie, elle perd son droit à cette tierce. Et même quand ce droit lui reste, ce n'est pas là une véritable propriété, puisque notre constitution retouchée enlève tout droit aux héritiers de la femme. Une propriété qui disparaît en cas de remariage ne peut pas être la vraie propriété romaine ; le chapitre XLII est de l'année 501, et on peut dire que, dès cette époque, il n'y a plus que les héritiers du mari qui héritent de la tierce part. Le titre XXIV ne prouve donc pas la propriété de la femme. D'ailleurs il a été copié dans le code théodosien et dès lors, entre cette constitution et une autre d'origine barbare, il ne faut pas hésiter à se prononcer pour le droit barbare.

Laissons de côté le chapitre XXIV et reportons-nous aux titres LXII et XLII. Un chapitre retouché de l'année

(1) *Lex Burg.*, titre XLII, § 1^{er}. « Si mulier, defuncto sine filiis conjugis suo, ad secunda vota non ierit, tertiam totius substantiæ mariti usque ad diem mortis suæ secunda possideat; si tamen ut post transitum eius, ad legitimos mariti heredes, omnia revertantur. »

517 décide que si la femme se remarie, elle perd sa tierce. Le chapitre XLII qui est retouché également et date de 501, exprime la même idée (1). Il est encore stipulé que tout ce qui existait précédemment relativement au *morgengab* continuera de s'appliquer. On fait ainsi allusion à une loi précédente, qui serait, suivant M. de Salis, le chapitre XXIV que nous avons plus haut mentionné.

Des termes du paragraphe 2 du titre XLII, il résulte que si, dans l'année qui suit la mort de son premier mari, la femme veut se remarier, elle le peut, mais à condition d'abandonner sa tierce qui reviendra aux parents du défunt, *tertiam partem dimittat*; si elle se remarie dans l'espace de deux ans, elle perd tout, *omnia derelinquat* (2). Cette loi paraît ainsi répéter deux fois la même chose; en l'examinant de près, on comprend la différence qui existe entre les deux cas prévus. Si la veuve se remarie *intra annum*, elle perd *tertiam substantiæ partem*, tandis que si elle se remarie seulement après l'année de deuil, elle perd *omnia*. Cette solution surprend néanmoins, car il n'est pas possible qu'on se soit montré plus sévère en présence de la seconde hypothèse qu'en présence de la première. Pour expliquer notre paragraphe, il faut peut-être y voir une confusion, faite au souvenir de la loi romaine, qui prescrivait d'attendre une année avant les seconds mariages. Cette prescription s'est sans doute combinée avec la disposition burgonde qui prohibait

(1) *Lex Burg.*, titre LXII, § 1^{er}. « Nam si ad alias nuptias transierit, omnia perdat. »

(2) *Lex Burg.*, titre XLII, § 2. « De morginegiva vero, quod priori lege statutum est, permanebit. Nam si, a tempore obitus prioris mariti intra annum nubere voluerit, habeat liberam potestatem et tertiam substantiæ partem, quam permissa fuerat possidere, dimittat. Ceterum si emenso anno vel bienno maritum accipere voluerit, omnia sicut dictum est, quæ de priore marito habuit, derelinquat et pretium, quod de nuptiis eius inferendum est, accipiat cuius partibus defuncti parentis debetur hereditas. »

presque les seconds mariages. On est ainsi arrivé, en cumulant ces deux idées, à écrire un paragraphe qui répétait deux fois la même chose ; ou bien est-ce le souvenir d'une distinction établie jadis dans les dons faits par le mari à sa femme, en ce sens que la femme qui se serait remariée dans l'année aurait perdu la *tertia pars*, tandis que celle qui se serait mariée dans les trois ans aurait perdu *omnia*, c'est-à-dire les biens mobiliers, tous les petits cadeaux.

En tous cas, il résulte des textes précités un doute sérieux sur le droit de propriété de la femme.

L'histoire du *pretium nuptiale* ne s'arrête pas là et nous allons constater encore de nouvelles modifications apportées à la loi. Ainsi le titre LXXIV du *Liber constitutionum*, qui porte la rubrique *De viduis et filiis earum*, a été ajouté. La meilleure preuve est le texte même qui indique qu'on veut modifier une ancienne loi. Les termes *ante actis temporibus lege fuerat constitutum* font allusion à ce qui se passait auparavant ; les mots *sed nunc ex ipso titulo* indiquent la transformation. Quelques auteurs cependant ont pensé que ce chapitre LXXIV n'était qu'un morceau du chapitre LXII. Mais il nous semble, comme à M. de Salis (1), qu'il soit plus récent et plus nouveau. En voici l'analyse. Dans un paragraphe premier, il fait allusion à une loi générale qu'on se propose de modifier ; il s'agit du chapitre XLII, § 1^{er}, qui déclare que la femme non remariée, si son mari est *sine filiis defuncto*, *tertiam hereditatis ejus usque ad diem vitæ suæ propriis utilitatibus vindicaret*. Ainsi cette disposition donne à la femme l'usufruit du tiers de tous les biens du mari décédé sans postérité si elle respecte son veuvage. Cette faveur ayant paru exagérée, on décida que la femme ne pren-

(1) M. de Salis, p. 98. — *Monumenta Germaniæ historica*, Legum sectio I. — *Legum nationum Germanicarum*, t. II, pars I. — *Leges Burgundionum* de Ludovicus Rodulfus de Salis.

draît plus désormais la tierce qu'autant qu'elle n'aurait rien recueilli de ses père et mère ou lorsque son mari ne lui aurait pas laissé de quoi vivre (1).

Au paragraphe 2 du même chapitre, on voit que si la femme n'est pas remariée et si ses enfants adultes ne veulent plus demeurer avec elle, il y aura partage.

Si elle a un fils, elle prendra la tierce; si elle en a deux ou plus, elle prendra la quarte. On cherche ainsi à restreindre déjà les droits de la veuve.

Cette seconde modification, cette idée que la femme n'a droit à la tierce que s'il n'y a pas de don fait par le mari, annonce déjà la distinction du douaire prefix et du douaire coutumier. Nous ne voulons cependant pas encore relever entre ces deux dispositions un lien de filiation bien marqué. En effet, notre chapitre est contraire au douaire; par contre, il est favorable au testament. Mais avec les siècles troublés qui vont suivre, tandis que le testament disparaîtra, le douaire ira se développant sans cesse.

Sur ces différents biens, nous n'osons pas encore dire sur ce douaire, quels étaient les droits du mari? C'est là une question qui présente des difficultés, parce qu'on n'est pas d'accord sur le régime général du mariage en Bourgogne. D'après M. Schröder (2), le régime qui prédominait en Bourgogne était celui de l'exclusion de commu-

(1) Titre LXXIV, § 1^{er}, « De viduis et filiis earum » : « Ante actis quidem temporibus emissa generaliter lege fuerat constitutum : ut, si mulier, defuncto sine filiis marito suo, ad secundas nuptias non transisset, tertiam hereditatis eius usque in diem vitæ suæ propriis utilitatibus vindicaret ; sed nunc ex ipso eodemque titulo cum obtinatis populi nostri adtentius universa tractantes, generalitatem prædictæ legis placuit temperari.

» Quapropter iubemus, ut illa tantum vidua hanc, de qua loquimur, in hereditates mariti accipiat quantitatem, quæ patris aut matris non habuerit facultatem, aut si ei maritus suus aliquam, in qua vivere possit, successionis suæ non donaverit quantitatem. »

(2) M. Schröder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, p. 295.

nauté, régime dans lequel il n'y a pas confusion de deux patrimoines, mais où deux patrimoines distincts sont réunis sous l'administration du mari. Il n'y aurait pas eu chez nous, d'après cet auteur, absorption des biens de la femme par le mari, comme cela se présentait dans le cas de la *manus* romaine. Cependant tout le monde n'a pas admis ce système, et l'objection a été faite en particulier par un auteur considérable, M. Huber, qui a publié *Le fondement historique du régime des biens matrimoniaux à Berne* (1). Il s'appuie sur un argument fourni par la loi burgonde, titre C, où il est dit : « Toute femme burgonde ou romaine qui, de sa volonté, aura accepté un mari..., nous ordonnons que le mari ait sur les biens de la femme un pouvoir aussi grand que celui qu'il a sur la personne même de celle-ci (2). » Cela indiquerait que le mari devient propriétaire des biens de la femme pendant le mariage.

M. Schröder pense qu'il s'agit là d'un cas particulier, d'une convention spéciale, par laquelle une femme burgonde a accepté de passer sous la *manus* du mari comme pourrait le faire une femme romaine.

Une autre objection qui semble plus solide vient du chapitre XIV, paragraphe 4 (3), du *Liber constitutionum* : « Ce que la femme aura apporté, à la mort du mari sans enfants, la femme ou ses parents ne le réclameront. » De cette phrase M. Huber déduit que tous les biens de la femme passaient sous la puissance du mari à l'exception

(1) Huber, *Die historische Grundlage des ehel. Gutterrechts der Berner Handfeste*, Basel, 1884, s. 14-38.

(2) *Lex Burg.*, titre C. « Quæcumque mulier, burgundia vel romana, voluntate sua maritum ambulaverit, jubemus ut maritus ipse facultate ipsius mulieris, sicut in ea habet potestatem, ita et de omnes res suas habeat. »

(3) *Liber constitutionum*, titre XIV, § 4. « Similiter quod mulier ad maritum veniens erogaverit, defuncto sine filiis marito mulier aut parentes mulieris non requirant. »

du patrimoine mobilier. A quoi M. Schrøeder répond ainsi : comme pendant longtemps, la dot mobilière a été la règle, puisque dans le principe la dot se composait surtout d'ornements, dire que le patrimoine mobilier de la femme échappe à la puissance du mari, c'est reconnaître qu'en général la dot reste la propriété de la femme. A vrai dire, le texte n'a pas une grande importance, parce que *erogare* ne signifie pas seulement « apporter » mais aussi « donner ». Dans le chapitre XIV, paragraphe 4, il ne s'agit que d'une donation que la femme consent à son mari ; dès lors le mari conservera ces biens qui lui auront été donnés sans que la femme ni ses parents puissent les réclamer. Du reste l'idée du patrimoine commun, propre au mari, global, semble difficilement compatible avec plusieurs textes de la loi des Burgondes, que nous allons énumérer. D'abord le chapitre XIV, § 1^{er}, qui règle l'ordre des successions et nous montre qu'à égalité de degré, les filles sont exclues par les fils ; puis le chapitre LXXIV, § 1^{er}, d'après lequel la veuve n'aura droit à un tiers de la succession du mari que si elle est pauvre, si elle n'a reçu aucun bien suffisant, soit de ses parents, soit de son mari. Tel enfin le chapitre XCVI qui prévoit le cas où les biens de la femme ont été engagés pour une dette du mari, et décide qu'on ne pourra pas s'attaquer à la caution, et que, de plus, le mari devra dégager les biens de sa femme et les lui rendre. Voilà qui semble bien prouver que la femme a un patrimoine distinct de celui de son mari, et dans ce patrimoine de la femme peut bien rentrer la dot.

Nous croyons que le mari avait l'administration et la jouissance du patrimoine de la femme (1). Peut-être pouvait-il disposer du patrimoine mobilier de la femme, comme au moyen âge, mais cette supposition est bien

(1) *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, n° 15 (870).

hardie, à l'époque burgonde, surtout en présence du § 96 qui considère comme un délit le fait pour le mari d'engager les biens de sa femme (1). En ce qui concerne les immeubles, le mari ne peut les aliéner qu'avec l'autorisation de sa femme. Le mari a bien un rôle dirigeant, mais il ne peut rien faire d'important sans le conseil de sa femme qui l'assistait dans tous ses actes. Quant à son propre bien, il en disposait librement à condition de n'avoir concédé à la femme aucun droit particulier sur ce bien, de sorte que l'attribution à la femme de la *tertia* eut pour résultat de faire concourir celle-ci comme copropriétaire à chaque aliénation immobilière de son mari.

A côté de ces différents avantages accordés à la veuve par le droit barbare et dans lesquels seuls habituellement on trouve l'origine et les éléments constitutifs du douaire, il existe une institution du droit romain qu'on passe généralement sous silence et qui cependant, il nous semble, a eu une grande influence sur la formation du douaire. C'est la *donatio ante nuptias*, qui venait de l'usage de certains présents faits par le mari à la femme. Dans ses commencements, du moins, on l'appelait *donatio ante nuptias*, parce qu'elle se faisait avant la célébration du mariage et ne se pouvait pas faire après. Dans la suite des temps, la donation à cause de noces put être augmentée pendant le mariage, tout comme la dot, et même être faite pendant le mariage : elle fut désormais appelée *donatio propter nuptias* (2).

Cette institution a dû jouer un rôle considérable dans

(1) *Lex Burg.*, titre XCVI, « De fideiussoribus ». « Quicumque, tam Burgundio quam Romanus, fideiussor accesserit, et pro fideiussone aut pro quolibet debito mariti res uxoris pigneratas fuerint, nullam calumniam fideiussor habeat pro pignere; ita tamen ut maritus, cui pro debito suo res uxoris pigneratas sunt, apud fideiussorem suum se absolvat et res uxoris, quæ pigneratas sunt, restituat. »

(2) Voir Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 936.

la formation du douaire à l'origine. « Rattacher une institution à une seule cause, c'est en général commettre une grave erreur : chaque institution emprunte quelque chose au siècle qu'elle traverse, grandissant ou diminuant suivant que les besoins dont elle est l'expression augmentent ou diminuent, modifiée ou transformée suivant cette loi par des influences nombreuses », nous dit M. Rimasson dans un article de la *Revue de législation* (1), où il répond à l'objection généralement faite à savoir que, entre le douaire et la *donatio ante nuptias*, il y a une différence capitale. La *donatio propter nuptias*, dit-on, suppose que la femme a apporté une dot à son mari et doit être de même valeur que cette dot, tandis qu'aucune relation n'existe entre le douaire et la dot apportée par la femme, puisque la femme n'apportait pas de dot.

Nous croyons néanmoins que ces institutions ont un fonds commun, une idée directrice qui est la même. Il s'agit de l'avenir de la femme qui pourrait se trouver sans ressources si on n'était pas prévoyant. C'est pourquoi on prit l'habitude d'équilibrer les situations. On veut qu'il y ait égalité entre les deux époux, quant à leurs avantages matrimoniaux. M. Meynial, dans un article qu'il a publié en 1897 dans la *Revue historique* (2), nous expose que tant que dura la *manus*, la loi et les mœurs donnèrent à la femme droit à une part du patrimoine du mari à la mort de celui-ci. Le mari, propriétaire de la dot, la gagnait, s'il survivait à la femme, et l'ajoutait à son patrimoine. Si la femme survivait, elle reprenait sa dot et en outre avait droit à l'usufruit d'une part des biens du mari, que celui-ci lui assurait par testament. Quand l'usage du testament disparut,

(1) M. Rimasson, *Revue de législation ancienne et moderne*, année 1870, p. 373.

(2) M. Meynial, *Revue historique de droit français et étranger*, t. XXI, p. 117.

l'ancienne symétrie fut détruite. On la rétablit par la *donatio ante nuptias*. Elle s'ajoutait habituellement à la dot, était soumise au même régime, et faisait participer, par portions égales, chacun des époux à la constitution du patrimoine conjugal. A la dissolution du mariage, la femme survivante pouvait réclamer les biens qu'elle avait reçus du mari. La *donatio propter nuptias* aboutissait donc à peu près au même résultat que le douaire. De plus, le douaire présentait un certain nombre de caractères qui, à n'en pas douter, sont des emprunts au droit romain. Tel le principe de l'inaliénabilité des immeubles faisant partie du douaire, tant que la femme n'avait pas donné son consentement ; celui-ci encore, à savoir que le douaire devait être constitué avant le mariage.

Si nous examinons les textes, quelles traces trouvons-nous de la *donatio ante nuptias* ?

Le titre LXXXVI, *De malahereda*, du *Liber constitutum*, ne figure pas dans la *Lex romana*. Il semblerait donc que l'institution n'ait pas eu de correspondant en droit romain. Cependant nombreux sont les textes de la *Lex romana* qui mentionnent la *donatio*. C'est d'abord le chapitre XVI, § 2 (1), d'après lequel la femme adultère perd la *donatio* ; en second lieu, le chapitre XXI, § 2 (2), qui accorde à la femme le droit de conserver la *donatio* si elle répudie son mari ; puis le chapitre XXII, § 2 (3), aux termes duquel les filles ont la propriété de la *donatio*

(1) *Lex romana*, titre XVI, § 2. « Ad secundas vero nuptias post designatum anni spatium transeuntes donationem mariti prioris usufructuarie possedere... »

(2) Titre XXI, § 2. « Quod si pars viri repudium dare uxore contradicente voluerit, non aliter illi licebit, nisi aut adulteram esse convincat, aut veneficam aut conciliatricem ; quorum uno probato crimine, licebit ei uxori dare repudium ad ius suum nuptiale donatione revocata. »

(3) Titre XXII, § 2. « Donationes etiam vel dotes, quas ex matrimonio filius vel filia in familia positi consecuntur, ad eorum proprietatem, quibus conlate sunt, remota patrum acquisitione sine dubio pertinere... »

nuptialis. Enfin le chapitre XXVI (1) parle aussi de cette *donatio nuptialis*.

Les chartes font également de fréquentes allusions à la *donatio ante nuptias*. Telle une charte de 976, contenue dans le *Recueil des chartes de Cluny*, « charta qua Unest dat sponsæ suæ Saimel curtilum in villa Varennas », où on lit, après une longue énumération de biens : « La una medietate totum, sponsa mea, tibi dono et *doto ante diem nuptialem*, et faciatis post ac die quicquid volueris in omnibus (2). »

Des lois et des chartes, par conséquent, et malgré l'avis contraire de la plupart des auteurs qui assignent au douaire une origine purement germanique, il semble bien ressortir que l'élément romain a joué un rôle important à côté de l'élément germain. L'histoire, de plus, nous documente sur l'existence de ces deux races qui se sont rencontrées, toutes deux puissantes, et se sont longtemps disputé l'empire.

M. Stouff dit à ce sujet dans son *Etude sur le principe de la personnalité des lois* : « Il était impossible à des nations vivant sur le même sol, dans un contact journalier, de maintenir leurs coutumes dans leur pureté primitive, de les préserver de l'influence des coutumes étrangères. Aussi, nombreux furent les emprunts que chaque peuple fit aux lois des nations avec lesquelles il se trouvait en rapport... Mais l'influence la plus considérable fut celle du droit romain. Elle se fit sentir dans toutes les grandes lois barbares (3). »

Les lois barbares et romaines se trouvèrent donc en

(1) Titre XXVI, § 2. « Nuptiales tamen donationes, defuncta eorum matre, secundum veterem consuetudinem in usufructu liceat possidere. proprietate filiis in nullo immunita. »

(2) *Recueil des chartes de Cluny*, t. II, n° 1426, juin 976.

(3) M. Stouff, *Etude sur le principe de la personnalité des lois depuis les invasions barbares jusqu'au douzième siècle*, Paris, 1894, p. 28.

présence dans la Gaule et coexistèrent longtemps; on s'explique que la Bourgogne, par sa situation centrale, ait subi à la fois l'influence des deux législations.

Ainsi les institutions du droit des gens mariés dans le pays burgonde sont la *dos* et le *morgengab* d'origine purement germanique et la *donatio ante nuptias* d'origine romaine. On y trouve en germe le douaire. Nous verrons aux siècles suivants ces différentes sources fusionner et former le *dotalitium*. Et pour donner dès maintenant une vue d'ensemble, voici comment l'évolution a dû s'effectuer: En Gaule, à l'origine, deux nations se trouvent en présence, les Barbares et les Gallos-Romains. Les Barbares dominant, mais les vaincus n'abandonnent pas leurs lois devant celles des vainqueurs et les lois romaines persistent, si bien qu'on trouve d'une part le *wittemon* et d'autre part la *donatio ante nuptias*. Puis vers le sixième siècle, tous ces divers éléments se combinent (*wittemon*, *morgengab* et *donatio ante nuptias*), pour former le *dotalitium* alors très important, et composé de meubles et d'immeubles. Vers la même époque, le droit de propriété se transforme : de collectif il devient familial, et l'habitude apparaît de conserver les propres dans les familles. Dès lors les propres ne seront plus susceptibles d'aliénation, tandis que les acquêts seront vendus et échangés à volonté. Ainsi naît la distinction du meuble et de l'immeuble, du propre et de l'acquêt, distinction qui a une très grande importance parce qu'elle explique l'apparition du douaire et de la communauté. Sur les meubles et les conquêts portera la communauté, sur les propres portera le douaire. Nous ne nous occuperons que du douaire.

CHAPITRE II

Fusion des différentes sources (sixième au treizième siècle).

Prédominance du droit franc. — Son influence sur les gains de survie et les modifications qu'il y apporta jusqu'au jour où ceux-ci ne formèrent plus qu'une seule et même chose : le *dotalitium*. — Droit de la femme sur ce *dotalitium*. — D'abord pleine propriété, puis à la suite d'une série de transformations, simple usufruit.

Les trois sources du douaire que nous venons d'étudier chacune avec sa physionomie propre, n'ont pas conservé longtemps leur aspect primitif et leur caractère d'indépendance l'une vis-à-vis de l'autre. Dans la période troublée et agitée qui va du sixième au treizième siècle, elles se sont ressenties du bouleversement général qui, en les rapprochant, les a fait fusionner. Vers le milieu du sixième siècle, le royaume des Burgondes tomba, mais la loi Gombette ne devait pas disparaître tout d'un coup avec lui. Cependant lorsque les Francs eurent formé un empire dans la Gaule, leurs lois y dominèrent, à savoir la loi salique et la loi ripuaire. Quant aux lois des autres habitants de la Gaule, comme elles étaient toutes person-

nelles, elles purent persister un peu malgré leur diversité, mais elles finirent par se mêler et se confondre parce qu'elles avaient des principes communs. C'est cette période de transition que nous nous proposons d'étudier ici.

Dans tous les documents de cette époque, l'influence franque est certaine, et sous cette influence les gains de survie changent d'aspect. M. Sohm (1) a exposé comment le droit franc, au cours de la période franque, a pénétré les coutumes des autres races. D'après cet auteur, il y a eu une francisation générale du droit germanique, et seuls le droit lombard et le droit romain ont résisté devant cette conquête des idées franques. Le droit franc a été le plus répandu au moyen âge, et les racines de tous les droits spéciaux qu'on rencontre au nord de la France viennent du droit franc. Le droit allemand se présente comme un rameau de celui-ci ; et l'examen du droit franc a la signification la plus importante pour la compréhension du droit allemand. Dans la conclusion de son étude sur le principe de la personnalité des lois, M. Stouff montre aussi quelle a été l'influence du droit franc, et comment la loi de la race dominante est devenue la loi de tous (2).

On pourrait ainsi comprendre l'évolution : avant le sixième siècle, de nombreux droits particuliers sont en présence ; du sixième au douzième siècle, le droit franc domine et, à partir du douzième siècle, le droit romain reprenant vigueur, entre en lutte avec le droit coutumier.

Cette influence du droit franc se manifeste en Bourgogne dès la disparition des rois burgondes, et durant les

(1) M. Sohm, *Frankisches Recht und Rœmisches Recht*, *Zeitschrift der Savigny-Stiftung*, 1880, t. I, p. 1 et suiv.

(2) M. Stouff, *Etude sur le principe de la personnalité des lois*.

huitième, neuvième, dixième et onzième siècles, les *sponsalitia*, les *dotalitia* et les *libelli dotis* renvoient fréquemment aux coutumes saliennes (1), sous le règne desquelles le *wiltemon* a changé de nature. Ce n'était plus, en effet, un prix d'achat payé aux parents de la femme, et dont celle-ci ne recevait qu'une infime partie ; c'était désormais un don fait à la femme elle-même.

La qualité et la quantité de cette *dos* subirent aussi des transformations. Exclusivement mobilière au début, elle prit de plus en plus d'importance jusqu'à devenir immobilière et obligatoire. Le concile d'Arles en proclama la nécessité en 529. D'ailleurs la plupart des lois suppléaient au silence des parties, en établissant une *dos legitima*. La loi des Francs ripuaires fixait la dot à cinquante *solidi* et attribuait en outre à la femme le tiers des conquêts ; la loi des Francs saliens fixait la dot à soixante-deux *solidi* et demi ; celle des Alamans à quarante ; celle des Wisigoths ne voulait pas que la dot dépassât le dixième des biens du mari. Il devait y avoir aussi chez les Burgondes une *dos legitima*, parce que la coutume parle constamment du double, du triple, du sextuple du *pretium*.

L'Eglise a contribué également et dans une large mesure à augmenter la dot, surtout à partir du huitième siècle, en prescrivant la nécessité d'attribuer à la femme, avant tout mariage, une certaine quantité de biens. Elle

(1) *Chartes de Cluny*, t. I, n° 86, charte de 904 : « Igitur ego, in Dei nomine, ego Bliegariote te dilectissima sponsa mea, nomen Bertasia, atque esponsavi tantum per voluntatem Dei vel pareutorum nostrorum iuxta legem salicam et consuetudinem per solida et denario... » — *Ibid.*, t. I, n° 88, p. 99, charte de 905 : « Dulcissima conjus mea Sigerada, tercio porcione tibi cedo et secundum mea lege salica manibus tibi trado, perpetua-liter ad abendum, vendendum, donandum, seu liceat tibi commutandum et sicut lex mea salica commemorat faciendum. » — *Ibid.*, t. I, n° 358, charte de 928 : « In dotalicio tertia porcione tibi dono, sicut lex salica commemorat. § — *Ibid.*, t. I, n° 668, charte de mars 945. — *Ibid.*, t. II, n° 1211, charte de 966.

appliquait l'adage : *Nullum sine dote sit conjugium*, et le prêtre devait refuser de bénir toute union qui n'aurait pas été précédée de ces dons faits par le mari à la femme. En leur absence, le mariage était réputé nul et les enfants déclarés bâtards. Or, de même qu'à Rome, la *dos* était le cachet auquel on reconnaissait les mariages légitimes, de même la dot germanique devint obligatoire pour la validité du lien conjugal. On comprend aisément d'ailleurs que la dot ait revêtu ce caractère. La jeune fille en effet, par son mariage, sortait de sa véritable famille ; le *mundium* que le chef de famille avait sur elle était acheté par le mari ; elle était par là même exclue de toute espèce de succession dans sa famille primitive. Contrairement à ce qui se passait à Rome où la femme, ainsi sortie de sa famille, était *loco filix*, et par conséquent héritait de son mari comme si elle était l'un de ses propres enfants, elle était étrangère à toute succession paternelle, sans avoir, à titre de fille, une compensation dans la succession de son mari. On voit par là dans quelle situation embarrassée pouvaient se trouver les veuves au décès de leur mari. Elles risquaient de se trouver dénuées de ressources et sans moyen d'existence. Il y avait là une injustice que seule la dot pouvait réparer. Cette idée, du reste, devait s'établir facilement dans l'esprit des Germains qui considéraient la femme non pas comme l'esclave du mari mais comme son associée. Elle était intéressée à tous les actes de la vie commune et cette union, cette égalité devaient contribuer à faire rapidement éclore l'idée de douaire.

Quant au *morgengab*, il était vu d'un très mauvais œil par l'Eglise qui trouvait sa signification primitive trop matérielle. Dans un acte qui procède de la sainteté du mariage il devait perdre sa crudité des premiers âges, et de *præmium defloratæ virginitatis*, devenir un simple avantage

de mariage. Il ressemblait dès lors tellement à la *dos* qu'il se confondit avec elle pour ne plus former qu'une seule et même chose, le *dotalitium* ou douaire. Ainsi, l'influence de l'Eglise, d'une part, et la situation particulière qui était faite à la femme, en droit franc, expliquent la confusion de la *dot* et du *morgengab* et la transformation des deux institutions en une autre nouvelle qu'on appella le *dotalitium*. La fusion est à peu près accomplie au dixième siècle. L'expression *wittemon* ne se rencontre pas dans les chartes de Cluny. Elle est remplacée par celle de *dotalitium*, qui ne consiste plus seulement, comme nous l'avons supposé pour la *dot*, en parures, ornements et cadeaux de peu de valeur, mais en dons beaucoup plus importants, satisfaisant mieux aux idées de luxe qui apparaissaient. Le *dotalitium* comprenait à la fois des meubles et des immeubles. « *Hoc sunt res in edificis, casis astantibus, casaricis, ortis, areis, vineis, vinealis, campis, pratis, pascuis, silvis, decimis, rivis fontibus, etc., aurum, argentum, mobile et immobile... tertia portione tibi dono* », dit une charte de Cluny de 928 (1). Et même, après n'avoir porté que sur quelques-uns des héritages que possédait le fiancé lors du mariage, il s'étendit bientôt à une certaine quotité, généralement le tiers, de ceux qui pouvaient lui être advenus durant le mariage, englobant ainsi les conquêts eux-mêmes (2). Telles, entre cent autres, la charte

(1) *Chartes de Cluny*, t. I, n° 358; *ibid.*, n° 86, n° 88, n°s 105, 189, 229, 439, 686, 833; t. II, n°s 1426, 1211. — *Idem*, *Chronique de Bèze*, p. 321. — *Idem*, *Petit, Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, année 1020; t. III, année 1258. — *Idem*, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, chartes 210 et 224.

(2) *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, charte n° 7, « *Charta qua Eldebertus donat in dotalicio sponsæ suæ Gontaræ mansum in villa Bandingas* », année 833. « *Sed quia et ratio postulat et consuetudo exquirat ut sponsus sponsam et maritus uxorem dotare debeat, ideo cedo tibi atque dono per hoc dotalicium aliquid ex rebus meis, que sunt site in pago Lugdunense, in villa que dicitur Bandingas; hoc est mansum cum vineis, terris cultis et incultis, pratis, silvis, et servum Madalgaudum cum uxore*

n° 668 du cartulaire de Cluny dont nous détachons ce passage : « *Et dono tibi in dotalicio, sicut antiqua consuetudo legis commemorat... oc est tertia pars de omnia mea, de quitquit visus fui abere vel possidere, tam de proprio quam de conquisto...* » La plupart des actes de cette époque sont rédigés de la même façon. La femme a droit non seulement à une portion des biens présents, mais aussi aux biens à venir. Il est intéressant de remarquer cette participation de la femme aux conquêts ; nous nous contentons simplement de la signaler, pour le moment, sans plus insister. Observons aussi que la dot se compose de biens mobiliers et immobiliers. Les constitutions de

sua. Cedo etiam tibi tertiam partem ex omnibus rebus meis mobilibus quas modo habeo vel in futuro pariter acquirere poterimus... » — Charte n° 88, « Charta qua Isaac cedit Sigeradæ, uxori suæ, terciam partem rerum suarum in Lugdunensi, viennensi et aliis locis », année 905. « Proterea cedo tibi tercia porcione de omnes res... » — Charte n° 189, « Charta qua Ermengerius dat in sponsalitie dotanæ, sponsæ suæ, quasdam res in villa Vitriago et in aliis locis », année 912. « Dono tibi aliquid de res meas que sunt sitas in pago Matisconense, in agro Maciacens, in villa Vitriago... infra istas terminationes de ipso curtilo terminato tercie part. ad integrum tibi dono... » — Charte n° 190, « Charta qua Ermengerius dat in sponsalitie dotanæ, sponsæ suæ, curtilum in villa Vitriago », année 912. « Tertia pars ad integrum tibi dono in dotalicio isto... » — Charte n° 229, « Charta qua Constancius dat in sponsalitie Teubergi, sponsæ suæ, quasdam res in villa Bracost », année 922. « ...Propterea dono tibi in esponcalicio aliquid de res meas : sunt res ipsas in pago Vienense... tercia porcione tibi dono, secundum mea lege romana, ad abendi, tenendi, donandi... » — Charte n° 358, « Charta qua Sobbo dat Rihelt, uxori suæ, quasdam res suas in Bracoscio, Lopiano... », année 928. « In dotalicio tertia porcione tibi dono, sicut lex salica commemoret, ad abendi, tenendi, donandi, seu liceat tibi commutandi. » — Charte n° 496, « Charta qua Ariot dat sponsæ Areti quasdam res, nomine dotalicii, in villa Altriacio », année 939. « Omnia ex omnibus quicquit visus fui abere vel possidere, tam de paterno quam de materna me atvenit, tercia parte tipi dono in dotalicio. » — Charte n° 659, « Charta qua Aimulfus dat Ermengardi uxori suæ in sponsalitie et in dotalicio aliquid de hereditate sua in monte Mercore », année 944. « ...Et dono tibi in dotalicio terciam partem de quicquid nos visi sumus abere vel acquirere potuerimus ambo, et facias de ipsas res quid volueris, sicut lex mea commendet... abendi, vendendi, donandi seu liceat commutandi. » — Charte n° 668, « Charta qua Adalardus dat uxori suæ Lieutsendæ curtilum in villa Metdono », année 945. — Charte n° 687, t. II, nos 1212, 1331, 1392, 1412 ; t. III, nos 1777, 2618.

douaire, à la fin du neuvième et au dixième siècle, contiennent souvent les termes *mobile et immobile* (1), en reconnaissant encore à la femme un droit de propriété sur le tout. La composition de la dot a une grande importance, parce qu'elle nous permettra de comprendre aux siècles suivants la transformation du droit de la femme.

Sur cette dot qui, aux neuvième, dixième et onzième siècles se compose, comme on vient de voir, partie de meubles et partie d'immeubles, la femme a un droit de propriété absolu. Elle peut les tenir, les donner, les vendre, les échanger, les laisser à qui elle veut ; aucun obstacle ne vient limiter son droit de disposition et on trouve fréquemment dans les actes des neuvième et dixième siècles ces expressions : *ad abendi, tenendi, donandi, seu liceat tibi commutandi* (2), ou bien *tibi dono et doto ante diem nuptialem et faciatis post ac die quicquid volueris in omnibus*.

La femme peut même donner ses biens à un second mari (3). Le Recueil de Cluny en donne un exemple de l'année 974. Dominique donne à son second mari David trois vignes qui lui provenaient du douaire de son premier mari, *que de dotalitio meo mihi aduenerit, totum tibi dono, tertiam partem mihi reservo*.

Elle peut aussi gratifier un établissement religieux. En 927, Eva vend aux moines de Cluny une vigne qu'elle

(1) *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I, n° 358, janvier 928 : « Propterea dono tibi in dotalicio de omnem rem facultatem meam, hoc sunt res in edificiis, casis astantibus. . aurum, argentum, mobile et immobile. » — *Ibid.*, t. I, n° 7, charte de 883 : « Cedo etiam tibi tertiam partem ex omnibus rebus meis mobilibus quas habeo », après une énumération d'immeubles.

(2) *Chartes de Cluny*, t. I, nos 86, 88, 139, 190, 229, 358, 496, 659, 668, 687 ; t. II, nos 1392, 1412, 1426, 1777. — *Ibid.*, *Cartulaire de Mâcon*, n° 210, année 968.

(3) *Chartes de Cluny*, t. II, n° 1398. — *Ibid.*, t. III, n° 1741.

a reçue en douaire, *unam vineam que mihi fuit tradita a marito meo in dotalitium* (1).

Ainsi jusqu'à la fin du dixième siècle la femme a un droit de propriété absolu. Vers cette époque, le droit de la femme subit des modifications insensibles qui tendent à le restreindre de plus en plus pour aboutir à un simple droit d'usufruit. Et voici comment nous comprenons cette lente évolution et les causes qui l'ont déterminée.

Du moment que la femme vit avec son mari et que c'est lui qui supporte les charges du ménage et procure les ressources nécessaires à leur existence par son travail, la femme n'a que faire d'une fortune personnelle. Elle n'aura besoin de cette fortune que le jour où le mariage viendra à se dissoudre, parce qu'alors les biens du mari seront pris par les héritiers et la femme sera souvent réduite à une existence très pauvre après une vie de splendeur. C'est là un sentiment qui tombait sous le sens. Lorsque c'est le mari qui constitue la dot, on ne voit pas l'utilité d'attribuer à la femme des ressources durant le mariage. En outre, l'institution du douaire en pleine propriété, allait à l'encontre d'une autre idée qui se développait sans cesse. Donner à la femme pendant le mariage une fortune personnelle dont elle a la jouissance, les profits et l'administration, c'est oublier ce principe que, dans l'association conjugale, la femme doit avoir une situation inférieure à celle de son mari et que, dans cette union, les deux époux doivent mettre en commun leurs biens. L'Eglise qui a dit *vir caput mulieris est*, devait tendre à ce que le *dotalitium* se transformât, et à ce qu'au lieu d'une attribution de biens présents en propriété, la femme ne reçût plus qu'un

(1) *Chartes de Cluny*, t. I, n° 315; *ibid.*, t. IV, n° 3190, année 1049; *ibid.*, t. IV, n° 3205, année 1049.

gain de survie. Ainsi le douaire allait changer de caractère, et avec raison. D'abord, en effet, le douaire est destiné à permettre à la veuve de conserver après la dissolution du mariage son rang social. Or, pour cela, il n'est pas nécessaire d'attribuer à la femme des biens en pleine propriété, il suffit de lui constituer un usufruit sur certains biens. Elle ne sera pas déchuë au point de vue de sa situation matérielle, et si le douaire en usufruit répondait au même but pratique que le douaire en pleine propriété, il répondait mieux aussi au besoin de la société et à la tendance de l'ancien régime, à savoir la conservation des biens dans les familles.

Le premier pas dans cette voie a consisté à donner à la femme un droit de disposition de la moitié seulement de ce qui lui a été constitué en douaire, le mari se réservant l'autre moitié (1).

Nous avons rencontré un exemple de ce procédé en 997 dans le cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon, charte n° 463. Livo donne à Masseline, sa fiancée, un certain nombre de propriétés et il est stipulé : « Chacun de nous en aura la jouissance pendant sa vie. S'il naît un héritier de notre mariage, il recueillera lesdites propriétés. A défaut de cet héritier, la moitié fera retour à mes proches, et *tu feras de l'autre moitié ce que tu voudras*. »

Aux termes d'un acte de l'année 987 (2), Anna fait à son mari André une donation ainsi conçue : « Ego Anna... dono tibi res meas, eo tenore dum vivis, teneas ; post decessum tuum, ad meos propinquos perveniat, alia medietate fac quod volueris... » Comme à cette époque, les donations de la femme au mari sont l'exception, il ne doit pas y avoir de règles pour elles ; elles ont sans doute pour modèle les *dotalitia* du mari à la femme. Et

(1) Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, charte n° 463, de 997.

(2) *Chartes de Cluny*, t. III, n° 1741.

dès lors, peut-être est-il permis de penser que cette femme ne fait qu'user d'un moyen couramment employé par les maris pour restreindre les droits de leur femme.

Cette tendance s'accroît de plus en plus et les pouvoirs du mari sur le *dotalitium* allèrent toujours augmentant au détriment de ceux de la femme, jusqu'au jour où celle-ci n'eut plus qu'un simple droit d'usufruit. C'est un usage qui paraît bien établi dès le dixième siècle ; et même auparavant, sans qu'on puisse y voir encore une règle générale, on trouve déjà des traces de cette restriction. Ainsi, dans le recueil de Saint-Vincent de Mâcon, la charte n° 250 (1), de 886, s'exprime ainsi : « Dilecta sponsa mea nomine Raimbergane. Ego Osbertus sponsus tuus dono tibi in sponsalium vel in titulum dotis, ex rebus meis, rasas duas de vinea que est in pago matisconense... Infrascriptos terminos tibi dono, eo tenore quamdiu nos vivimus, usum et fructum et si de nobis natus fuerit infans ad illum perveniat, et si nati non fuerint, ad propinquos nostros perveniat. »

Le mari donne à sa femme l'usufruit ; il se réserve la nue propriété qui fera retour, après la mort de la femme, à ses parents ou à un établissement religieux qu'il a gratifié.

Mais cette transformation du droit de la femme, ce passage de la pleine propriété à un simple usufruit, se présente à nous comme le terme d'une évolution qui

(1) Ragut, *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, charte 250, année 886. — *Idem*, *Chartes de Cluny*, t. III, n° 2590, avril 1004 : « Totum tibi dono, ea tenore, si de nos nati fuerint, ut illos perveniat, et si non, dum vixerimus usum et fructum ; et post nostrum discessum amborum ad propinquos meos perveniat. » — *Idem*, t. III, n° 2628, janvier 1006 : « Charta qua Volfardus dat sponsæ suæ Ermengardi vineam, campum et pratum in villa Ibiaco. » « Totum tibi dono in dotis, ea tenore dummodo vivis usum et fructum et post tuum decessum ad propinquos meos perveniat. » — *Idem*, t. IV, n° 2919, année 1037. — *Idem*, Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, année 1002.

s'est faite lentement, sans méthode, au milieu d'hésitations et d'incohérences sans nombre. Aussi importe-t-il de ne pas fixer à une date précise la généralisation de cette réforme et de ne point s'arrêter à certaines contradictions de nos documents. C'est ainsi qu'au onzième siècle et même encore à la fin du treizième, on rencontre de nombreux cas où la femme a un véritable droit de propriété. Dans la chronique de Bèze, la charte de Fontenelles montre qu'une femme donne à l'abbaye de Saint-Pierre de Bèze un manse qu'elle tenait à titre de douaire. A la mort de la femme, le manse appartiendra à l'abbaye de Saint-Pierre (1). Ainsi une femme cède définitivement un bien qu'elle tient à titre de douaire. Donc, à cette époque, le douaire pouvait bien encore transférer la pleine propriété.

Dans le même recueil (2), nous voyons Arimberg gratifier Saint-Bénigne d'un manse et d'une forêt situés à Is-sur-Tille. De même Hildebergue donne un manse *quem tenebat lege dotalicii* (3). Il s'agit d'un don fait du vivant du fils et on ne se rend pas bien compte du titre auquel intervient le fils. Donne-t-il son approbation à la donation comme héritier de la femme ou bien comme nu propriétaire ? Alors la femme ferait la donation de son usufruit et le nu propriétaire approuverait. On pense qu'il est plus vraisemblable qu'il intervenait comme héritier de la femme, car autrement c'est lui qui devrait vendre, ou seul ou avec l'usufruitier. Mais on peut répondre qu'au onzième siècle, l'usufruitier a une propriété à temps et peut paraître plus autorisé à vendre la propriété que le nu propriétaire qui n'a qu'un droit peu différent de celui d'un héritier.

(1) *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, suivie de la chronique de Saint-Pierre de Bèze*, p. 331, « Carta de Fontinellis ».

(2) *Ibid.*, p. 162, 175, 176.

(3) *Ibid.*, p. 331.

Malgré ces contradictions, la transformation du droit de la femme est indéniable, et ce nouveau droit dure la vie entière de la veuve. D'Arbois de Jubainville (1) rapporte l'exemple suivant : Hugues III avait voulu, à sa majorité, priver sa mère Alix de son douaire ; ce seul fait faillit amener une guerre entre le roi de France, qui soutenait cette princesse, et l'empereur Frédéric auquel Hugues avait demandé secours.

Le douaire de la femme portait parfois sur une terre déterminée, ou bien sur une quote-part de biens que l'on fixait au moment du mariage. La femme avait dès lors sur ces biens un droit réel, de sorte que le mari ne pouvait pas les aliéner sans le consentement de sa femme. De là ces innombrables chartes dans lesquelles le mari et la femme concourent ensemble à l'aliénation (2). Ainsi, vers 1077, Sybille de Nevers à qui le duc Hugues avait assigné

(1) D'Arbois de Jubainville, *Histoire des comtes de Champagne*, t. III, p. 63.

(2) Garnier, *Chartes bourguignonnes* : « Constantinus et Teodrada, uxor eius, donant res quas possident Rubiliaci, in pago cabillonensi. » P. 98, année 853. — « Warnerius et Agnosia, uxor ipsius, donant sancto Benigno iornales iv terræ arabilis. » P. 99, année 843. — « Donum Ebonis, Sufficiæ, uxoris eius. » P. 101, juin 862. — « Folceradus, Teutgerius et uxores eorum vendunt campum unum, in villa Asciriaco situm. » P. 124, janvier 880. — « Teutferdus uxorque ipsius, Arieldis, vendunt campum situm in fine Aziriaco. » P. 125. — *Chartes de Cluny* : « Fortun Garceiz Cayxal, ejusque uxor tota Garsiæ, sancti Salvatoris abbati, dant quidquid hereditatis habebant in civitate Cæsaraugustana » T. V, n° 4046, année 1134. — « Charta qua Wido et uxor eius Maria dant monasterio Cluniacensi vineam recenter plantatam in villa Vinosa. » T. IV, n° 3426, année 1069. — « Charta qua Ato et uxor ejus dant vel vendent monasterio Cluniacensi res suas in villa Cortili. » T. IV, n° 3148, année 1049. — « Charta qua Wichardus de Minciaco, consentiente uxore sua Algarde, werpivit monasterio Cluniacensi quartam partem ecclesiæ Taziacensis. » T. IV, n° 2966, année 1048. — *Ibid.*, t. IV, n° 2954, année 1041. — *Ibid.*, t. IV, n° 2935, année 1040. — *Ibid.*, t. IV, année 1038. — Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, année 1002. « Un seigneur, nommé Gislebert, et sa femme, Adèle, donnent aux religieux de Flavigny un domaine à Massigny. » « Donation à l'abbaye de Cluny par le comte de Mâcon, Othe, et sa femme Elisabeth, d'un domaine à Fixin. » T. I, année 1020, etc. — Pérard, *Recueil de pièces*, chartes des années 735, 761, 776, 816, 879.

une terre en douaire, lors de son mariage avec elle, approuve la donation de cette terre. De même le grand rôle joué par Constance, femme de Robert, roi de France (1), nous montre que la femme est devenue copropriétaire. Et M. Lefebvre, dans son *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français*, page 173, trouve ce fait des plus significatifs, et découvre l'origine de la communauté dans cette habitude « d'agir à deux, en vrais compagnons d'existence ». Cependant, à notre avis, la communauté n'existe pas encore ; mais du jour où les constitutions de douaire portent sur les conquêts ou sur une portion de ceux-ci, et alors qu'on distingue dans tout *dotulitium* des meubles et des immeubles, nous approchons à grands pas de la communauté que nous verrons bientôt établie. Et, quoiqu'il existe déjà quelques chartes qui attribuent à la femme la moitié des conquêts (2), ce n'est qu'un essai timide et la règle est encore de donner le tiers.

L'apparition de la communauté a coïncidé avec le développement des droits de la femme ; elle ne sera manifeste qu'au treizième siècle. Jusqu'à présent nous ne faisons que la pressentir.

(1) Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. II, p. 33, 106, 107, 121, 122 144, 145, 149, 155, 165.

(2) *Chartes de l'abbaye de Cluny* : « Charta qua Bliggario cedit Bertasiæ, uxori suæ, medietatem rerum suarum in villis Corcellas et Rogiaco, necnon et quædam mancipia. » Au cours de la charte, on lit ceci : « Omnia et ex omnibus de ipsa villa Corcellas, tantum quantum mihi advenerit, medietatem tibi dono. » T. I, n° 86, octobre 904. — *Ibid.*, t. II, n° 1426, juin 976.

CHAPITRE III

Le douaire au treizième siècle.

Le douaire est en plein développement à cette époque. — Il consiste définitivement dans l'usufruit de moitié des héritages du mari. — Commencement de défaveur : premières restrictions coïncidant avec l'apparition de la communauté.

En étudiant la transformation du droit de la femme sur le *dotalitium*, de pleine propriété qu'il était en simple usufruit, nous sommes arrivé au treizième siècle. Durant les trois siècles précédents, le douaire fit de rapides progrès et, dès lors, nous le trouvons suffisamment développé pour former une institution propre, ayant ses caractères spéciaux et ses règles particulières. Ses contours se marquent plus nettement, il est mieux défini. Le treizième siècle est l'époque de la renaissance du droit ; le droit s'épure, « il s'efforce de tirer de la pratique des règles générales qui deviendront un peu plus tard des principes, des axiomes et serviront de base à la rédaction postérieure des coutumes », dit M. Beaune (1). Et

(1) M. Beaune, *Introduction à l'étude historique du droit coutumier français*, p. 216.

cette évolution est particulièrement sensible en ce qui concerne le douaire : les documents sont plus nombreux et se rattachent d'une façon plus étroite au droit coutumier. Les principales tendances qu'on rencontre à cette époque sont les suivantes : d'abord, de conventionnel qu'il était, le douaire devient coutumier. De plus, il consiste en un droit d'usufruit, parce qu'il ne porte plus d'une façon rigoureuse que sur des immeubles. Sur les meubles un droit nouveau apparaît, comme nous l'avons déjà laissé entrevoir au chapitre précédent. Enfin la troisième tendance est un commencement de défaveur du douaire dans les villes.

Ainsi le treizième siècle constitue une étape dans l'histoire du développement du douaire, qui est, à cette époque, une institution bien nette et bien caractérisée, surtout depuis la célèbre ordonnance de Philippe Auguste en 1214. Cette ordonnance établit un douaire légal, coutumier, fixé à la moitié des héritages appartenant au mari au jour du mariage, ou lui échéant en ligne directe. C'est de cette date que les auteurs font partir le douaire coutumier, mais nous, en particulier, devons-nous considérer cette ordonnance comme ayant eu une importance considérable en Bourgogne ? Était-ce, dans cette province, une innovation ? Nous croyons plutôt que c'était la consécration des usages. Philippe Auguste, choisissant cette quotité de moitié, en faveur dans la plupart des coutumes, n'apportait aucun changement au droit bourguignon. A la fin du douzième siècle et au début du treizième, les constitutions de douaire, portant sur la moitié des biens du mari, étaient devenues fort nombreuses : il nous semble que l'ordonnance de 1214 ne contenait que l'expression d'une coutume préexistante. On ne devait d'ailleurs pas tenir grand compte de cette ordonnance. Si on s'était véritablement basé sur celle-ci, on n'aurait pas introduit par la suite certaines modifica-

tions qu'on rencontrera au quatorzième siècle, décidant, par exemple, que le douaire est de la moitié des biens laissés par le mari *au jour du décès*, alors que précédemment on ne parlait que *du jour du mariage*. La seule différence avec les pratiques du passé, c'est que désormais il devenait inutile de stipuler le douaire qui cessait d'être conventionnel, et le mari n'avait plus besoin de le constituer à la porte de l'église en termes solennels. Cet usage n'avait cependant pas complètement disparu : Boudot nous rapporte certaines formules qu'on avait coutume de prononcer à la porte de l'église, et qui étaient ainsi conçues : « Tunc sacerdos tradat annulum sponso ; sponsus autem per manum sacerdotis primo ponit in pollici sponsæ ; post presbyter dicens ista verba :

» Marie, de cet anel, je t'épouse et de mon corps je t'honore, et te donne du douaire qui a été divisé entre mes amis et les tiens. In nomine patris, etc. (1) » ou bien : « De mon corps je vous honore, de cet anneau je vous épouse et de mes biens je vous doue (2). » Mais ces formules étaient rarement usitées et, nulle part ailleurs, il n'est question d'une semblable habitude. M. Simonnet, dans son ouvrage sur l'ancien droit en Bourgogne d'après les protocoles des notaires, n'en parle pas ; l'abbé Marcel qui a publié un recueil sur les rituels du diocèse de Langres, n'en a rencontré aucune trace au cours de son étude (3).

Le douaire, sauf quelques exceptions, existait donc

(1) *Mémoires de la commission des antiquités du département de la Côte-d'Or*, années 1832 et 1833, 2^e partie, p. 9. Recueil d'actes appelés « chartæ nuptiales, chartæ conjugales », tirées des Archives générales de la Bourgogne, pour parvenir à la connaissance de l'ancien état civil en France, et lus par M. Boudot à la Commission des antiquités (séance du 29 mars 1833).

(2) *Ibid.*, p. 12.

(3) Nous remercions l'abbé Marcel, supérieur du grand séminaire du diocèse de Langres, d'avoir bien voulu nous donner ce renseignement,

dès le treizième siècle, indépendamment de toute formalité. Il était fixé par la coutume générale ou par les actes de l'époque et s'élevait à la moitié des biens du mari. Une charte de 1272 (1) nous montre qu'une femme formariée d'un habitant de Fresne pouvait, après la mort de son mari, emporter et jouir de son douaire dans son nouveau domicile, « c'est à savoir la moitié des biens à son mari de là où elle sera ». Un peu plus loin, il est spécifié qu'après sa mort, les biens reviendront au plus proche du lignage du mari demeurant à Fresne. La charte de Fontenay près Montbard, de la même date à peu près que la précédente, est conçue d'une façon analogue (2). Quelques années auparavant, en 1258, Hugues de la Maconnière, citoyen de Chalon, dispose de tous ses biens, aux termes de son testament, avec cette réserve au profit de sa femme : « Lego predictae Antonie, uxoris mee, medietatem predictae domus, medietatem... et medietatem bonorum meorum secundum bonos usus Burgundie quoad vixerit solummodo possidenda (3). » En 1268, Jean de Chalon épouse la fille du comte de Nevers et la doue de la moitié de ses biens (4). Cette quotité de moitié est encore nettement indiquée dans une transaction de 1277, que rapporte Pérard dans son *Recueil de pièces*, entre Alix, comtesse de Vienne, et ses enfants au sujet de son douaire (5). Philippe et Jean attribuent à leur mère en partage : « la moitié de la ville de Sahurre et la moitié des randes et des issues et des proventes et

(1) Abbé Bougaud et Joseph Garnier, *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon suivie de la chronique de Saint-Pierre de Bèze*, publiée d'après les textes originaux, 2^e partie, p. 330.

(2) *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon suivie de la chronique de Saint-Pierre de Bèze*, 2^e partie, p. 331, « Carta de Fontinellis ».

(3) Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. III, janvier 1258.

(4) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Cour des comptes de Bourgogne*, B., n^o 290, année 1268. — *Ibid.*, G. 371, année 1251.

(5) Pérard, *Recueil de plusieurs pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*, f^o 540.

des profits et en jostice et en seignorie en tous biens et tous profits... »

Dès le milieu du treizième siècle, on trouve définitivement établi le douaire coutumier fixé à la moitié des biens du mari. Avant cette date et au début du treizième siècle, le douaire conventionnel est encore souvent usité. On comprend que l'évolution ne s'est pas accomplie brusquement et méthodiquement, mais au contraire avec lenteur et hésitation.

A côté des chartes particulières, les *Coutumes anciennes* qui datent de la fin du treizième siècle, nous prouvent d'une façon certaine l'existence d'un douaire coutumier et ses accointances avec la communauté. Ce douaire porte sur la moitié des immeubles du mari ; d'autre part, c'est un douaire d'usufruit, un douaire *ad vitam* ; sur les acquêts au contraire il ne peut être question que de propriété ainsi qu'il résulte de la teneur du § 43 des *Coutumes anciennes* (1). « Quand li mari muert, la femme empourte la moitié de ses meubles, à touzjours mais, et la moitié des biens non moubles à sa vie pour son douaire ; et si emporte la moitié des acquêts à touzjours mais, soient moubles ou non moubles. » Le § 34 ne parle que des meubles : « Ma femme, quand je la prens, hai la moitié en mes meubles, et je ez suens (2). » Le § 57 des *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* ne fait pas de distinction au sujet des acquêts, mais il met en lumière ce point, que la femme n'a qu'un usufruit : « *Uxore ducta, ipsa habet medietatem in bonis meis, et ego in suis, me vivo* (3). » Le § 60 est conçu dans le même sens : « *Marito mortuo, uxor habet medietatem mobilium mariti et aquæstuum perpetuo, sive sint*

(1) Bouhier, *Coutumes anciennes*, t. I, p. 188, § 43.

(2) Bouhier, *Coutumes anciennes*, t. I, p. 188, § 34.

(3) Bouhier, *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ*, t. I, p. 183, § 57.

mobilia vel immobilia ; et medietatem immobilium non acquisitorum ad vitam (1). Partout, on insiste sur le fait que la femme n'a plus qu'un droit d'usufruit. Il en résulte qu'au lieu de pouvoir, comme aux siècles précédents, céder définitivement et à qui bon lui semblait, le bien qui lui était laissé en douaire, au treizième siècle au contraire, la femme qui aliénait son douaire perdait tout droit sur celui-ci : *Si mulier extra manum suam dotalicium suum perpetuo posuerit, perdit illud* (2).

Cette dernière mesure, il est vrai, marque une autre tendance. C'est le désir de restreindre le douaire de la femme qui gênait considérablement le crédit du mari. Dans les villes et à Dijon en particulier, on s'efforce de le diminuer. Toute une série de règles se rattachent à cette idée. Ainsi le § 23 des « Autres coutumes générales du duché de Bourgogne » exige, pour que le douaire soit constitué valablement, que la femme soit présente (3). Le paragraphe 33, conçu dans le même esprit, nous apprend que souvent le mari remplaçait le douaire par le don d'une certaine somme d'argent, et que la femme ne pouvait rien réclamer en dehors de la somme fixée (4). Un troisième moyen employé en vue de restreindre le douaire, et plus efficace que les précédents, résulte des termes du § 119 des « Coutumes locales de la ville de Dijon ». Si

(1) Bouhier, *Consuetudines generales*, t. I, p. 183, § 60.

(2) Bouhier, *Consuetudines generales*, t. I, p. 182, § 30.

(3) Bouhier, *Autres coutumes générales du duché de Bourgogne avec les locales de la ville de Dijon*, t. I, p. 192, § 23 : « Item il est de costume a Dijon et en toute Bourgoigne que se mariaige est pourpallez entre les amis des douhes personnes, c'est a savoir de l'omme et de la femme, se li ami de l'omme font douaire, ou don pour noces a la femme, se la femme n'est presente, li douaires ou dons pour noces ne vaut riens ; et ne lou puet demander. »

(4) Bouhier, *Ibid.*, t. I, p. 193, § 33 : « Item il est a savoir, que se aucuns homs fait douaire a sa femme, ou devis d'aucune summe certaine de pecune, li femme n'aura point de douaire, mas que de ladite summe certaine de pecune aprez la mort de son mari. »

une femme se marie et qu'elle n'ait pas un douaire devis, son mari peut vendre et engager tout ce qui lui appartient sans avoir besoin de l'intervention de sa femme, alors même que celle-ci aurait dû recevoir, à titre de douaire, une partie des biens engagés par le mari (1).

Ainsi on favorise un nouveau douaire, qui ne ressemble plus au douaire de Philippe Auguste. Ce douaire ne commence plus véritablement qu'à la mort du mari, ou bien s'il commence toujours en principe dès le mariage, en tous cas il ne produit plus effet qu'à la mort du mari. Ce douaire amenant une restriction des droits de la femme semble avoir été le plus usité dans les villes au treizième siècle. A la campagne, au contraire, la femme comparait encore dans l'acte d'aliénation. Ainsi dans le cartulaire de Cîteaux on voit, à chaque instant, la femme intervenir à l'occasion d'une cession de biens faite par son mari. Au folio 32 (2), par exemple, il s'agit d'une donation faite par Lambert ; sa femme confirme la donation et renonce à tout droit qu'elle pouvait avoir sur le bien à titre de douaire. En 1209, un document semblable est rapporté au folio 3 ; de même en 1207, folio 4. Bref, on rencontre dans ce cartulaire un grand nombre d'approbations de ventes ou de donations par la femme : de même dans la chronique de Bèze (3). Nous attachons une

(1) *Autres coutumes générales du duché de Bourgogne avec les locales de la ville de Dijon*, § 119 : « Item il est droiz et costume que se une femme pran mairi, et elle, hait douhaire devis, li mariz ne lou puet vendre, ne angaigier, sans la volonte de sai femme. Et se elle ne l'ai devis, il puet vendre et angaigier tout ce qu'il hai, sans parler a lui, jai soit ce que li moitz de ce qu'il hai dahut avenir a sa femme par son douaire. » — Bouhier, *Œuvres de jurisprudence*, t. I, p. 200.

(2) Archives départementales, *Cartulaire de Cîteaux*, H. 166, f° 32, chartre 26 : « Quod filius Lamberti quictat quidquid habet in Stannis. » — *Ibid.*, H. 166, f° 3 v° : « Alix de Vergy approuve une concession faite à Cîteaux par son mari Eudes. » Juin 1209. — *Ibid.*, H. 166, f°s 4, 5, 6, 17.

(3) *Chronique de l'abbaye de Saint-Bénigne, etc.*, op. cit., « Carta de Lucco », p. 284. — *Ibid.*, « Carta de Decimis Novæ Bellæ », p. 294. — *Ibid.*,

grande importance à tous les actes dans lesquels on voit intervenir la femme pour renoncer à son droit de douaire. C'est la preuve, en effet, que primitivement le douaire prenait naissance le jour du mariage. A partir de ce moment, la femme avait un droit bien établi sur les biens de son mari et, dès lors, toute vente, tout échange ou, d'une façon plus générale, tout acte d'aliénation devenait impossible sans son consentement. C'était le plus grand inconvénient du douaire et c'est ce qui explique toutes les mesures qu'on a prises afin de l'affaiblir ou de le supprimer. Mais on verra qu'en Bourgogne, à partir du quatorzième siècle, on a habilement tourné la difficulté. Les actes ne portent plus de renonciation de la femme. Le droit de celle-ci qui constituait une entrave si gênante a donc disparu, et la femme reste étrangère aux biens de son mari durant la vie de celui-ci. Son droit ne prendra naissance qu'à la mort du mari. Ce procédé est sans doute la seule raison qui a permis au douaire de subsister en Bourgogne beaucoup plus longtemps que dans la plupart des autres coutumes.

Avant d'abandonner les *Consuetudines generales*, mentionnons le titre LXI qui se rapporte au douaire des enfants, et prouve qu'on ne trouvait pas en Bourgogne le douaire des enfants, tel qu'il existait à Paris. A Paris et en Beauvoisis, le douaire donnait non seulement un droit d'usufruit à la femme, mais encore un droit de propriété aux enfants. D'après ces coutumes, lorsqu'il y avait plusieurs mariages et des enfants de chaque mariage, la moitié des immeubles frappés par le douaire de la femme profitait aux enfants de cette femme. Par conséquent, puisque la moitié des biens du mari appartenait

« Carta de Setis », p. 299. — *Idem*, Pérard, *Recueil de pièces*, p. 526, année 1273 : « Vualletus de Mialleio et Emelina uxor eius recognoscunt tres solidos omni census super unam peciam vineæ. »

aux enfants, la seconde femme se trouvait en face d'une fortune réduite à moitié, soit un quart pour son douaire. A sa mort, les enfants avaient en propriété ce quart des biens du mari. La troisième femme était ainsi en présence d'une fortune dont une moitié était prise par les enfants de la première femme, et un quart par les enfants de la seconde. Restait un quart, soit un huitième pour son douaire. Telle était la coutume de Paris.

En Bourgogne, le système était plus simple. Les *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* disent que la femme prend son douaire sur ses enfants, c'est-à-dire que c'est sur la portion qui tombe entre les mains de ses enfants, que la femme prélève son douaire. Elle a en usufruit la moitié de la part de ses enfants (1). C'est la même idée qu'exprime le manuscrit de Beaune (2) aux

(1) Bouhier, *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ*, t. I, p. 184, § 61 : « Marito mortuo, qui habuit duas uxores et liberos ex unaquaque, uxor ultima non dotat se super liberos primæ uxoris ; imo super suos liberos. Et importat pro se et liberis suis, vel libero, medietatem bonorum patris, et liberi primæ uxoris aliam medietatem. »

(2) M. Champeaux ayant bien voulu nous communiquer ses travaux récents sur les origines de la compilation de Bouhier, il nous est possible de citer les sources. — *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 189 : « Et sil advient que le mari ait eues pluseurs femmes, et dicelles ait pluseurs enfans et de la derraine n'ait aucuns enfans, apres le decez de lui sera et demourra douee et emportera pour son douaire la moitie de tous ses biens desquelx il estait saisi au temps de sa mort. Et s'il avient qu'il ait enfans de la derraine femme, iceux enfans de la derraine femme vendront esgalement a leschoite de leur pere avec les enfans des premieres femmes. Et sera partie la succession du pere entre tous les enfans desdictes femmes. Ce se entant par branches es successions de droite ligne, comme de pere et de mere et non mie collateral comme de l'oncle et de la tante car l'en partiroit par chief comme raison veult, et non pas par teste, car autant emporteront les enfans de l'une des femmes comme de l'autre. Et en ce cas auquel il aura enfans de la derraine femme prenra son douaire sur les enfans tant seulement. » — *Ibid.*, p. 203 : « Item se aucun a enfans de sa femme et sa femme meure et il prent la seconde femme et ait enfans de la seconde femme, et il meure apres, les enfans de la premiere femme morte et les enfans de la 1^{re} femme vivent vendront esgalement a la succession du pere, et la femme qui survit prenra son douaire tant seulement sur la partie de ses enfans, et aussi dans ce cas ha leu ce que len dit vulgualment

pages 189, 203, 205, celui de Montpellier aux pages 88, § 6, 109, § 52 et 119, § 88 (1), celui de Troyes aux pages 96 et 97 (2). Le paragraphe 4 de Giraud, pour nous dire cette chose assez simple, à savoir qu'on divise les biens en autant de branches qu'il y a de lits, nous égare dans des exemples longs et pénibles en employant des terminologies compliquées qui ne font qu'embrouiller le sujet. De ce texte voici ce qui résulte :

1° Si la mère se trouve en présence de ses propres enfants, avant que ceux-ci soient admis à la succession, elle prend la part de douaire qui lui revient.

2° Si la femme est en présence seulement d'enfants de précédents mariages, elle prend encore la moitié et les autres le reste. Ainsi, dans les deux cas, que la femme soit en présence de ses propres enfants, ou en présence seulement d'enfants de précédents mariages, la situation est la même, toujours aussi simple.

Elle se complique si la femme a des enfants, et qu'il y ait en outre des enfants de précédents mariages. Dans ce cas, on établit autant de parts qu'il y a eu de mariages féconds. C'est ce que les coutumes appellent « diviser par

en Bourgoigne que la femme prent son douaire sur ses enfans. » — *Ibid.*, p. 205 : « Se aucuns a enfens de femme et elle meure, et puis se remarioit en autre et en ait enfans et puis se meure, les enfans de la premiere morte et de la seconde qui vit vendront egalement a la succession de leur dit pere et la femme survivant prenra son douaire seulement sur la part de ses enfans. Et ainsi en ce cas, entent len ce que len dit vulgalment en Bourgoigne que la femme prent son douaire sur ses enfans. »

(1) *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 88, § 6 : « Se aucunz hay anfanx de sa famme, et sa famme muire et il pranne la secunde famme, et hoit anfanx de la secunde famme qui vit, et il muire ; li enfant de la premiere famme male et cilz de la secunde qui vit, vindront huigaument par moitie a la succession de lour dit pere ; et la famme survivant panra son douaire tant soulement sus la partie de ses anfanx. Et auxi en cest cas ai lon ce que on dit vulgalment en Borgoigne que li famme prant son douaire surz ses anfanx. » — *Ibid.*, p. 109, § 52. — *Ibid.*, p. 119, § 88.

(2) *Manuscrit de Troyes*, p. 96 et 97. — *Idem*, *Compilations de Bouhier*, § 186.

branches ». La femme ne prend alors son douaire que sur les biens de ses enfants : elle a droit, au plus, à la moitié des biens tombés dans le lot de ceux-ci.

Toutefois, la règle, d'après laquelle la femme prend son douaire sur ses enfants, peut amener des complications lorsque c'est le père qui a constitué le douaire. C'est le cas prévu aux pages 190 (1), 203 et 205 du manuscrit de Beaune, n° 24 ; aux pages 87 (2) et 88 du manuscrit de Montpellier, n° 386, et à la page 97 du manuscrit de Troyes, n° 204.

Quand ce n'est pas le mari, mais le père du mari qui a promis douaire à la femme, il faut distinguer deux hypothèses à la mort du fils.

1° Le père est vivant ;

2° Le père est mort.

Si le père est vivant, la femme lui réclamera son douaire.

(1) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 190 : « Item, se li peres marie son filz et promet dohaire devis a la femme de son filz, le filz mort sa femme pourra requérir son douhaire au pere qui promis lui a, se il vit ; et se il est mors, aux hoirs du père, ou cas ou elle naura enfans de sondit mari mort. Et se elle en a enfans, elle prendra son douhaire sur la partie a ses enfans et non pas sur les autres hoirs, combien qu'il soit eu promis du pere. Tutevoies prendra elle son douhaire devis au propre lieu ou promis et assignez lui fut, se ce lieu avient au partaige de ses enfans ; et s'il ny vient, non pour tant le prenra elle la ; mes de tant comme elle prendra sur la partie des autres heritiers, ses enfans seront tenus de faire recompensation aux autres heritiers, chacun an, durant le douhaire. »

(2) *Manuscrit de Montpellier*, p. 87 et 88, § 5 : « Aucune foiz avient que li peres marie son fil et promet certain douaire a la femme son fil ; en ce cas le fil mort la femme dou dit fil puert requérir son douaire qui li est promis si li peres vit qui promet. Et se li peres est morz, elle le demandera es hoirs de li ou cas ou ele n'a enfanz de sondit mari. Et se ele n'a enfanz ele le panra sur la partie a ses enfanz et non pas sur les autres hoirs comme bien qu'il soit hanz promis dou pere. Et ce est ce que lon dit vulgaulment em Bourgoigne que li mere prant biens ou douaire sus ses enfanz : laquel chouse lon autant « soit promis dou pere ou non ». Et entel maniere fut pronunciez des hoirs, Guy Bauduin et de Cecilete femme son fil a la quele dame li diz G... havoit promis certain douaire. Elle le prist sur sa fille. » — V. de même Giraud, art. 6, et Bouhier, *Compilations*, § 181.

Si le père est mort, il faut établir une sous-distinction.

a) La femme n'avait pas d'hoirs, elle ne peut alors réclamer son douaire qu'aux hoirs du père mort.

b) La femme avait des hoirs. Dans ce cas, ses enfants sont héritiers du père donateur ; c'est seulement sur leur part que la femme prendra son douaire.

Toutefois, une difficulté peut se présenter dans le cas où la femme a un droit réel, c'est-à-dire lorsque la femme a un douaire qui lui a été promis et assigné dans un lieu déterminé. C'est par exemple un douaire devis portant sur un « chastel » : la femme prend son douaire sur ce bien.

Si ce bien est tombé à la suite du partage dans le lot de ses enfants, il n'y a pas de difficultés. Si, au contraire, il est échu à d'autres héritiers, en vertu de l'assignat, la femme va pouvoir suivre ce bien. Néanmoins, le principe « la femme prend douaire sur ses enfants », continuera à être appliqué ; les enfants de la femme feront récompense, chaque année, aux héritiers dans le lot desquels se sera trouvé le bien grevé de douaire.

Indépendamment de cette dernière question qui est en quelque sorte une parenthèse, et pour résumer les explications précédentes, disons que l'examen des documents et des coutumes du treizième siècle prouve la transformation définitive du droit de la femme sur le douaire, et nous montre celui-ci sous l'aspect qu'il conservera jusqu'à sa disparition. Ce sera désormais un simple droit d'usufruit.

A partir du treizième siècle, le douaire commence à être vu avec défaveur, parce qu'il nuit au crédit du mari qui ne peut s'obliger sans demander l'intervention de sa femme, ce qui porte atteinte au progrès du commerce qui réclame, pour son développement, la rapidité et la facilité des marchés. Aussi, avons-nous rencontré toute

une série de mesures qui tendent à le rejeter ou à le diminuer. A Dijon, on introduit la distinction du douaire divis et du douaire coutumier. En présence du douaire divis, le mari qui veut aliéner son bien doit demander le consentement de sa femme ; en cas de douaire coutumier, il se passe de l'approbation de celle-ci. C'était porter un coup terrible au douaire coutumier, car on supprimait désormais toute sûreté pour les femmes qui risquaient de voir disparaître du patrimoine du mari tous les biens sur lesquels elles devaient exercer leur droit, sans avoir aucun recours.

Enfin le trait le plus caractéristique peut-être de cette période, c'est l'établissement définitif du régime de communauté dont nous avons esquissé la marche très lente aux chapitres précédents. Nous avons vu le douaire porter sur des meubles exclusivement lors de sa formation, puis ensuite sur des immeubles. On distingua dans les chartes les meubles et les immeubles, les propres et les acquêts. Mais jusqu'alors, sur tous ces biens, la femme avait un droit semblable, c'était presque toujours un droit de propriété. Au treizième siècle une scission s'opère. Les meubles et les conquêts font l'objet, pour la femme, d'un droit de propriété ; c'est sa part dans la communauté. Le douaire porte au contraire sur les propres et consiste en un simple droit d'usufruit.

C'est d'ailleurs l'idée qu'expriment très nettement les « Coutumes anciennes » au § 43. « Quand li mari muert, la femme empourte la moitié de ses meubles à touzjours-mais, et la moitié des biens non moubles à sa vie, pour son douaire ; et si empourte la moitié des acquêts à touzjours-mais, soient moubles ou non moubles. »

Ce développement rapide de la communauté parallèlement au décroissement du douaire a été dû, en grande partie, aux progrès du commerce au treizième siècle. Les transactions, d'abord restreintes aux héritages seuls, se

sont étendues aux meubles qui ont pris une grande importance. On a oublié la vieille maxime: *Res mobilis, res vilis*. Mais les meubles ne se transmettent qu'en pleine propriété, sans pouvoir être jamais l'objet d'un droit d'usufruit. Et dès lors, le droit de la femme sur les biens de son mari dont la fortune se composait de meubles de plus en plus nombreux, fut à la fois « un douaire en usufruit » qui portait sur les immeubles, et un « douaire en propriété » sur les meubles. Le douaire en usufruit est le véritable douaire, celui que nous étudions. Le douaire en propriété prit un autre nom : ce fut la part de la femme dans la communauté.

CHAPITRE IV

Le douaire aux quatorzième et quinzième siècles jusqu'à la rédaction de la coutume.

Sens variable du mot « douaire ». — Caractères particuliers du douaire à cette époque. — Il se précise et tend à porter sur une somme d'argent, ou bien, en même temps, sur un immeuble et sur une somme d'argent. — Droit pour la femme d'opter entre le douaire divis et le douaire coutumier. — Clause générale, « douée suivant la générale coutume du duché de Bourgogne ». — Etude d'une constitution de douaire : A quel moment il était constitué. — Sa quotité. — *Quid* des dettes ? — La veuve peut demander le partage. — Le droit de la douairière est un usufruit.

Nous avons vu, au chapitre précédent, le droit de communauté se faire jour et se développer sans cesse, tandis que le douaire commence à décliner. Née après celui-ci, la communauté a marché de pair avec lui pendant quelques siècles, puis elle va désormais tendre à le supplanter. Ces deux institutions ont le même but : ce sont, pour la femme, deux avantages qui semblent faire double emploi. Mais la communauté conservera le dessus et tuera le douaire. Cette marche en avant des deux institutions, dont l'une se laisse devancer à grands pas, va continuer,

et le mouvement s'accroîtra même aux quatorzième et quinzième siècles. Le douaire s'atrophiera de plus en plus à cause de ses nombreux inconvénients, aussi nuisibles au mari dont le crédit est ébranlé, qu'aux tiers qui risquent, s'ils viennent en aide au mari, de voir leurs garanties primées par celles de la femme ; et de plus, le douaire devient inutile : les droits de la femme dans la communauté suffisent désormais à assurer son avenir.

Cependant, avant d'aller plus loin et pour ne pas paraître inconséquent, il faut revenir sur une observation que nous avons déjà faite tout au début. En effet, nous venons de dire que le douaire tend à diminuer et à s'évanouir, et cependant nous allons rencontrer aussi fréquemment qu'auparavant l'expression « douaire ». C'est que ce terme s'emploie souvent sans avoir un sens bien précis, sans avoir une dénomination technique. Il sert d'une façon très vague et très générale à désigner une gratification quelconque. Fréquemment, à partir du quatorzième siècle, le mot « douaire » s'applique à une donation que le père fait à sa fille à l'occasion de son mariage, devenant ainsi le synonyme de « dot ». Il a ce sens dans un contrat de mariage de 1380 où nous voyons Jean Guespet, d'Arc-sur-Tille, « douer » sa fille Perrenote de quarante livres de cens annuel (1). L'expression « douer » a évidemment, dans le cas particulier, le sens de « donner » et il s'agit tout simplement d'une donation, comme celle que nous rencontrons par exemple mentionnée, en 1390, dans un contrat de

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, reg. B, notaires et tabellionages, *Protocole de Pierre Loyer, d'Aleume de Cleuleu et d'Aubertin de Sauxurette, coadjuteurs de André de Fenay, notaire à Dijon, n° 11288* : « Item que le dit Jehan Guespet pour contemplacion dudit mariaige advenir douire des maintenant pour lors et sa dicte fille par donnation irrevocable faite entre vix de quarante livres de rante en censine annuelle et perpetuelle qu'il a nouvellement acquises et achetees de Guillaume de Champlitte... »

mariage où monseigneur « Jofroy de Blazey donne en contemplacion dudit mariaige à icelle damoiselle Agnès sa fille certains héritaiges (1) ».

Cette remarque faite, examinons l'aspect particulier et les caractères distinctifs que présente le douaire en Bourgogne durant les quatorzième et quinzième siècles.

En premier lieu, le douaire qui, jusqu'alors, portait, sauf de rares exceptions, sur une portion indéterminée des biens du mari, se précise et ne comprend plus que certains biens soigneusement énumérés et définis. Un testament de 1333, rapporté dans le cartulaire d'Autun, nous en fournit la preuve en même temps qu'il est un exemple de douaire assez complet : c'est le testament de Richard de Montbeliard, sire de Montrond et d'Antigny. « ...Item, je vuil et ordonne que ma chere et bien aimee espouse et compaigne, madame Ysabeaul de Pontoiller, hait pour son doaire le château d'Antigny et toutes les appartenances et toute la terre de la chastellerie d'Antigny, sans rien exceptier, tant maisons, fors, villes, bois, eaux et estang, molins, fours, rantes, censes, justices, soigneuries, fierz, rarefierz, gardes, mainmortes, quant toutes autres chouses, generalement quelles qu'elles soient, et comment on les puisse ou doye nommer, que je hay pehus ou doy havoir ou hauray au temps de mon obit en ladite chastellerie d'Antigny... »

Plus souvent encore, on donne à la femme une somme d'argent déterminée. Les liasses n^{os} 290, 291, 292 de la Cour des comptes de Bourgogne (série B, archives départementales de la Côte-d'Or), renferment de nombreux

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, reg. B, *Registrum prothocolorum Aubertini de Sauxurete, coadjutoris notarii divionensis*, n° 11303, f° 47. *Id.*, Archives départementales de la Côte-d'Or, *Cour des comptes de Bourgogne*, B. 292, année 1313 : « Charles, comte de Valois, établit le douaire de sa fille Jeanne sur le château de Saumur. »

exemples de cette pratique dès le début du quatorzième siècle. Ainsi un acte de 1307 (B. 291) s'exprime ainsi : « Odeobardus fecit et constituit dotalicium seu donatorem propter nuptias prefatæ Blanche de sex millibus libratiss terræ ad monetam viennensem. » Un autre de 1338 qui est un *vidimus* des convenances de mariage entre Philippe, duc de Bourgogne, et Jeanne de Boulogne, contient en faveur de la comtesse un douaire s'élevant à mille livres de rente (1). Plus tard, en 1380, dans un traité intervenu entre Jeanne de Dampierre et Jeanne de Conflans au sujet d'hoirie (2), il est attribué à Jeanne de Conflans la somme de soixante-dix livres qui lui était due à cause de son douaire, plus les arrérages de cette somme depuis quelques années. De même dans un contrat de mariage de 1376 (3), Aymonin, fils de Jean de Saulx, sire de Courtivron, donne en douaire à demoiselle Jeanne, fille de feu Hugues de Pommard, la somme de deux cents livres de terre. Il s'agit encore d'un douaire consistant en une somme d'argent dans une transaction de 1406 entre Jeanne de Mipont, dame de Fain, veuve de Guillot, et Guillaume (4). Citons encore, en 1420, le contrat de mariage de Béatrix avec Jean d'Epinal, « lequel fait douhaire à sa femme de la somme de trois cents francs d'or compté (5)... »

On trouve aussi réunis fréquemment dans un même

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Cour des comptes de Bourgogne*, B. 292.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean de Maroilles, clerc, coadjuteur du notaire de Dijon*, B. 11304, f° 8.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de famille, B. liasse n° 11712.

(4) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon*, B. reg. n° 11322. — *Ibid.*, B. reg. 11322 : « Contrat de mariage de Jean de Gray, écuyer, et Jeanne Courtot de Bretennière », 1406.

(5) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Protocole de Jean le Bon*,

acte un douaire comprenant à la fois un « chastel » ou une terre quelconque et une somme d'argent (1). En ce qui concerne l'immeuble, le mari, généralement, le décharge des hypothèques et obligations qui peuvent le grever. En 1310, la lettre par laquelle Etienne d'Oiselet, sire de la Villeneuve, assigne le douaire qu'il constitue à Jacqueline de Grantson, sa femme, vient justifier nos explications (2). Quant au paiement de la somme d'argent, elle était en Bourgogne l'objet de garanties spéciales connues sous le nom d'« assignaux ». Afin d'assurer le paiement de la somme promise en douaire, le fiancé livrait un ou plusieurs immeubles personnels spécialement désignés. Le jour où le douaire produisait son effet, la femme pouvait se mettre en possession des immeubles ainsi grevés, et les détenir jusqu'au jour du remboursement.

Toutefois l'usage de ces assignaux ne se maintint pas longtemps en Bourgogne, et fut remplacé par l'hypothèque légale qui s'était considérablement développée, et assurait suffisamment désormais le remboursement des sommes d'argent.

Tous les exemples que nous avons cités jusqu'ici ne

coadjuteur du tabellion de Dijon, assisté de Jean Mathelie, Huguenet Binget et Jean Machefert, ses clercs et coadjuteurs, B. 11322. *Idem*, Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne, avec des notes, des dissertations et les preuves justificatives*, t. III : « Propositions et traité de mariage entre Guillaume de Bavière et Marguerite de Bourgogne », année 1385.

(1) Plancher, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, t. II : « Contrat de mariage de Philippe de Bourgogne avec Jeanne de Boulogne », année 1338. — *Ibid.*, t. III : « Traité de mariage de Charles, fils du duc de Bourbon, et d'Agnès, fille du duc de Bourgogne », année 1412.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, B. 11709 : « Et renonce pour moi et mes hoirs en ceste devant dite investiture, saisine et possession, a tous privileges, faits et donnes et a ce droit qui dict que renonciation generale ne vaut... » — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Registre de Jean Boyert, de Selongey, clerc, coadjuteur de Pierre Jossequin, tabellion de Dijon*, B. 11367, f° 15.

concernent que le douaire devis, qui était, de beaucoup, le plus fréquent. Mais le douaire coutumier, le douaire de la moitié des biens du mari, n'était pas cependant abandonné et, dès le milieu du quatorzième siècle, on prit l'habitude de laisser à la femme le choix entre le douaire devis et le douaire coutumier. Dans un contrat de mariage de 1376, Aymonin, fils de Jean de Saulx, sire de Courtivron, « done » Jeanne, sa femme, de cette façon : « Et se douaire avait lieu, ladite demoiselle prendrait et aurait pour son dit douaire les deux cents livres de terre dessus dites ou le douaire selon la generale costume du duche de Bourgoingne, et sera a la volonte de la demoiselle de prendre de ces deux douaires celui que mieux li plaira (1). » Mais il faut que le droit d'option soit accordé à la femme, sans quoi celle-ci n'aurait pas la faculté de choisir, et elle ne pourrait prendre douaire coutumier que dans le cas où son mari ne lui aurait pas constitué douaire devis. Cette disposition est d'ailleurs contenue aux pages 188 et 189 du manuscrit de Beaune, n° 24 (2), aux pages 87 (3) et 109 du manuscrit de Montpellier, n° 386, et au § 183 des *Compilations* de Bouhier.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, B. 11712. — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Registre de Berthelot Cornu, clerc à Dijon, coadjuteur du tabellion de cette ville*, B. 11354 : « Contrat de mariage de Huguenin de Marey et de Oudote », année 1412.

(2) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 188 et 189 : « La feme son mari mort, prent pour douaire la moitie de leritage son mari duquel il estait tenant et possidant au temps de son trepassement au cas ou son dit mari ne lui feist douaire devis. Car en ce cas elle prenra le douaire devis, se tant estoit qu'il ne surmontas pas la moitie des biens de son dit mari car en tant comme ledit douaire devis surmonteroit la dicte femme ny prendra rens par douhaire. »

(3) *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 87 : « Le mari mort, la femme survivant prant son douaire des biens du mari mort segout lusaige de la costume de Borgoigne. Laquele costume est tele : quelle panra son douaire au tout laretaige de son mari dou quel il estoit tenanz et possidanz au tans quil ala de vie a mort. Et ce a entendre ou

Une autre indication de douaire beaucoup plus générale se rencontre aussi dans les contrats de mariage à partir du quinzième siècle. Il est dit tout simplement que, lors du mariage, « la future sera douée suivant la générale coutume du duché de Bourgogne, nonobstant la coutume locale de la ville de Dijon ». Ainsi est rédigé le contrat de mariage de Jean, fils de Guiot d'Ancise, avec Julienne, fille de Thevenin de Feaz, en 1407 (1). Quelle est donc cette allusion à la coutume de la ville de Dijon ? Cela veut-il dire, comme on pourrait le croire au premier abord, que la coutume locale de la ville de Dijon n'admet pas le douaire de la moitié des biens du mari ? A notre avis, le sens est tout différent, et l'explication est aisée lorsqu'on se souvient que le mot « douaire » n'a pas une valeur technique. Quant un mari « doué sa femme selon la générale coutume du duché de Bourgogne, nonobstant la coutume locale de la ville de Dijon, et toutes autres choses et coutumes ad ce contraires y renonçant... », cela veut dire tout simplement que ce mari accepte la communauté de biens, contrairement à ce qui est admis par la coutume de Dijon. En effet, tandis que, suivant la coutume générale de Bour-

cas ou li mariz ne li aroit fait douaire devis ; quar de ses douaires estoit devis ele panroit le douaire devis se li douaires devis ne surmontoit la moietie des biens dou mari ; quar en la suermonste ne panroit ele riens por cause de douaire. Et en ceste maniere fuit il pronuncie en la cause de la femme monseigneur G... seigneur de Marigney, fille monseigneur G... de Mipont mort. La quele femme li diz sire de Marrigni havoit douee de la moitie de touz ses biens et outre cen dou chastel et des fiez de Marigney. Pronuncie fut que la dicte dame auroit la moitie des diz biens dou chastel et des fiez por son douaire et non plus. » — *Ibid.*, p. 109. — *Manuscrit de Troyes*, p. 95. — Bouhier, *Compilations*, § 183.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon et notaire de Langres*, B. 11323. — *Ibid.*, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon, assisté de Pierre Alixant et Jean Bizot, ses clerks*, B. 11322. — *Ibid.*, *Registrum Guidonis de corporibus sanctis clerici, coadjutoris Andree de Faanayo, tabellionis tabellionatus Divionensis*, B. 11306, f° 13.

gogne, la femme a droit, lors de la dissolution du mariage, à la moitié des meubles et acquêts, la coutume locale de la ville de Dijon, au contraire, n'admet pas cette participation de la femme.

Enfin, bien que ce soit, à cette époque, une clause exceptionnellement employée, peut-être même isolée, et qui ne deviendra d'un usage courant qu'à la fin du dix-septième siècle, signalons un exemple de douaire réciproque, que nous avons rencontré en 1312 dans le contrat de mariage de Louis de Bourgogne avec Mahaut de Hainaut (1). Mais nous répétons que c'est une simple particularité que nous mentionnons sans plus insister, et qui n'entrera que plus tard dans les habitudes.

Après avoir examiné les différentes formes qu'affecte le douaire aux quatorzième et quinzième siècles et ses différents traits caractéristiques, dont le principal est, à coup sûr, la distinction du douaire devis et du douaire coutumier, il est possible d'étudier maintenant une constitution de douaire en particulier. Nous sommes, en effet, arrivés à l'époque où le douaire a atteint son plein développement et les renseignements sont assez abondants désormais.

Demandons-nous d'abord à quel moment était constitué le douaire? C'était généralement lors des fiançailles, lors des *sponsalitia per verba de futuro*. Dans un acte de 1400, portant ratification de convenances de mariage par Jean de Vaillon de Sencey, écuyer, en présence de Jean, comte de Nevers, et de sa femme, il est expliqué que c'est au moment des fiançailles, des *sponsalitia per verba de futuro* que sont intervenus les « traictiés, accords et pactions ». Le texte dit en effet : « liez en mariaige par paroles

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Cour des comptes de Bourgogne*, B. 292.

de futur (1) ». Il arrivait cependant que la constitution de douaire ait lieu avant les *sponsalitia*. Le cas s'est présenté; il est rapporté dans un document de 1381 qui nous montre, en outre, exactement une constitution de douaire. C'est le contrat de mariage de Corrast d'Ableau, monnoyeur, avec Odette, fille de Jossequin l'armurier (2). Les parents font d'abord savoir, qu'avant qu'aucune parole de présent ou futur ait été prononcée, les convenances de mariage ont été réglées : «... Et avant ce que aucunes parolles de présent ou de futur dudit mariaige aient esté dictes, Oudotte, des consentement, licence et auctorité de ses ditz père et mère avons traictié et accordé entre nous les parties dessus dictes et par la teneur de ces présentes lectres, traictons et accordons pactions et convenances qui s'ensuyvent... » Suit une constitution de biens faite par les parents ; puis une renonciation de la future aux droits qu'elle pourrait avoir à la succession de ceux-ci. Enfin Corrast déclare qu'il se marie « en communion et en douaire ». « Item je lediz Corrast vieilz et me consent et ay voulu et me suis consanti que je et la dicte Odotte soions mariez en communion et participation de touz biens meubles et acquetz et en douhaire en tout

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registrum sextum dectimum Johannis Boni de Divione clerici, coadjutoris tabellionis loci dicto duce, tabellionis, curie lingonensis*, série B, n° 11317, f° 138 : « Noble homme Jehan Vaillon de Sencey escuier, seigneur de Leugeoy, et damoiselle Jocote d'Oulges, fille de noble homme Guiot d'Oulges escuier, maistre d'hostel de monseigneur le duc de Bourgoingne, liez en mariaige par paroles de futur moiennant hault et excellente presence monseigneur comte de Nevers et de noble et puissante dame Madame la comtesse de Nevers sa femme presens icelluy Jehan Vaillon escuier, par la teneur de ces presentes louhe, consent, rattifie et appreve les traicties, accords et pactations, convenances faictes, traictiees, consenties et passees entre ledit Guyot d'Oulges pere de la dicte damoiselle et le dit Jehan sur le traictie du mariaige de lui et de la dicte damoiselle contenu en lettres recehues et passees sur icelluy traictie. »

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registrum Guidonis de corporibus sanctis clerici, coadjutoris Andree de Faanayo, tabellionis tabellionatus Divionensis*, série B, n° 11306, f° 13.

selon la générale coustume du duché de Bourgoingne, nonobstant la coustume locale de la ville de Dijon et toutes autres choses et coustumes ad ce contraires auquel je ledit Corrast ay renoncé et renonce expressement en ce fait par mondit serement pour moy et mes hoirs. »

Ces différentes déclarations concernant les convenances de mariage devaient encore être faites à la porte de l'église, comme il semble résulter d'une pièce dont nous tirerons ce seul renseignement, parce qu'elle remonte à la fin du treizième siècle. C'est une constitution de douaire de 1268, par Jean de Chalon à sa future femme (1) : « Nous Jehanz de Chalon, sire de Rochefort, faisons savoir à tous ceux qui verront ces presentes lectres que en l'an de grâce mil deux cent soixante huit, le jour de la Tossent, nous douames et en nom de mariaige, nous epousâmes noble Jeanne Alays, fille de noble baron Odon, comte de Nevers, et la doames, à la porte dou mostier, devant que nous la epousames de un^e chasteau... »

La quotité variait suivant que le douaire était coutumier ou devis. La quotité du douaire coutumier nous est indiquée par la plupart des chartes que nous avons mentionnées, et en particulier par un acte de 1450 où on pressent déjà la coutume qui reproduira les mêmes termes. C'est une ratification du contrat de mariage de Jean de Saint-Seine, écuyer, et de Catherine de Saulx (2). « Item que ladicte damoiselle sera douée au cas que douhaire aura lieu et le cas advenant sur la moitié des anciens héritages dudit Jean de Saint-Seine dont il mourra saisi et vestu. » Le douaire coutumier s'élevait donc à la

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, *Cour des comptes de Bourgogne*, B. 290.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registre de Nicolas Recouvreur, clerc, coadjuteur du tabellion de Dijon*, à Arc-sur-Tille, série B, n° 11371, f° 146.

moitié des biens que le mari possédait à sa mort. C'est aussi l'idée qu'expriment les *Anciennes coutumes* au titre XV, § 183 et Giraud aux § 1^{er} et 4 (1).

Ainsi, de l'examen des chartes et des coutumes, il ressort que le douaire coutumier était encore en Bourgogne, au quinzième siècle, de la moitié des héritages que le mari possédait à sa mort. Nous reviendrons dans un instant sur ces derniers mots « que le mari possédait à sa mort ». Retenons seulement pour l'instant cette quotité de moitié qui est toujours la règle. Nous n'avons trouvé qu'une seule charte qui contienne l'indication d'un

(1) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 183 : « La femme, son mari mort, prend pour douaire, a sa vie tant seulement, la moitié des heritages, desquels il etait tenant et possedant au temps de son trepassement. C'est a savoir ou cas ou sondit mari ne lui feist douaire devis. » — Bouhier, *Compilations*, p. 156.

Giraud, *Revue de législation et de jurisprudence*, année 1843, t. II, p. 299, « De dottibus », § 1^{er} : « La femme, son mari mort, prent pour douhaire la moitié de leritage de son mari duquel il etait tenanz et possidans ou temps de son trespasement, ou cas ou son dit mari ne li fit douhaire devis ; car, en ce cas elle prenra le douhaire devis, se tant nestoit qu'il ne surmontast pas la moitié des biens de son dit mari ; car entant comme le dis douhaire divis surmonterait, la dite femme ny prendera riens par douhaire. » — § 4 : « Item, la femme survivant son mari demoure douhe si comme devant est dit, a sa vie tant seulement, de la moictie des heritaiges de son mari desquels il etait tenans et possidans ou temps de son trepassement ; c'est assavoir ou cas ou elle naura eu douhaire divis et celle moictie elle emporte sur les enfans de son mari, saucuns en ont, ou sur les heritaiges d'icellui ; et s'il advient que li maris ait eues plusieurs femmes et d'icelles ait plusieurs enfans et de sa derreniere nait aucuns enfans apres le deceps de lui, elle sera et demourra dohee et emportera pour son douhaire la moictie de tous ses biens desquels il estait saisi au temps de sa mort. Et s'il advient qu'il ait enfans de sa derreniere femme, iceulx enfans de la derreniere femme viendront egaument a leschoitte de leur pere, avec les enfans des premieres femmes, et sera partie la succession du pere entre tous les enfans des dictes femmes par branches et non par testes. Car autant emporteront les enfans de l'une des femmes comme de lautre. Et en ce càs ouquel il aura enfans de sa derreniere femme, cette derreniere femme prendra son douhaire sur ses enfans tant seulement : c'est assavoir la moictie de tous les biens que tous ses enfans en auront parti a leur partaige des biens de leur dict pere. Et se li maris avoit fait douhaire devis de plus de la moictie de ses biens, le douhaire ne vaut, mais sera restrains et rapporte en la maniere que devant est dit. »

douaire du tiers. Dans cette charte de 1337 (1), Jean, sire de Choiseul, et Gauthier, son fils, affranchissent leurs hommes de Meuvy et de Bassoncourt, de toutes tailles, mainmortes et servitudes quelconques, sous les conditions suivantes : « Les habitants de Meuvy et de Bassoncourt sont affranchis de toute taille. Ils auront la libre disposition de leurs biens ; selon la coutume de Bourgogne, useront du droit lignager, à l'exclusion des étrangers pourront marier et doter leurs enfants hors de la seigneurie, mais sans disposer de leurs immeubles en leur faveur. Les *veuves emporteront douaire du tiers* sur les biens de leurs maris. Elles le perdront en cas de nouvelles noces... »

Cette divergence, cette différence de quotité avec celle généralement admise par la coutume, tient à ce que Meuvy et Bassoncourt forment une enclave de la Bourgogne, sur les confins de la Champagne, où on applique encore la coutume de Champagne.

Cette exception mise à part, il n'en reste pas moins vrai que le douaire porte sur la moitié des biens du mari « desquels il était tenans et possidans ou temps de son trépassement ». C'est au moment de la mort du mari qu'il faut se placer pour évaluer les biens sur lesquels portera le douaire, de telle sorte que ce douaire pourra être réduit considérablement et même supprimé, s'il plaît au mari de dissiper son patrimoine. Ceci corrobore la remarque faite précédemment, d'après laquelle, à un moment donné, le douaire ne prit plus naissance qu'à la mort du mari, ce qui permit à cette institution de durer si longtemps en Bourgogne.

Les manuscrits de Beaune (2), de Montpellier (3) et de

(1) Garnier, *Chartes des communes*, t. II, p. 479.

(2) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 201 : « Coustume est en Bourgoigne que le mari puet douer sa femme au traictie de mariage, et bailler douaire devis. »

(3) *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 40.

Troyes (1), nous montrent que le mari pouvait « bailler douaire devis ». Le douaire, sous cette seconde forme, offrait plus de sûreté pour la femme, et il avait, de plus, l'avantage de pouvoir porter sur toute sorte de biens, par exemple sur un immeuble ou sur une rente. Il permettait, de plus, de modifier le douaire coutumier et d'assurer plus solidement le droit de la femme, lorsque le mari n'avait pas d'immeubles et qu'il ne devait pas lui en échoir par succession. La différence essentielle entre les deux variétés de douaire était la suivante : tandis que le douaire coutumier portait sur les biens possédés par le mari au moment de sa mort, le douaire devis, au contraire, était constitué sur certains biens limitativement déterminés au moment du mariage. Cette seconde forme du douaire était, au quatorzième et au quinzième siècles, beaucoup plus fréquente que la première, et les chartes de l'époque nous en fournissent de nombreux exemples (2).

Le douaire devis ne devait pas dépasser une certaine valeur, et le manuscrit de Beaune, n° 24, aux pages 188 et 189, et celui de Montpellier, n° 386, à la page 110, contiennent à ce sujet une disposition sévère. Il est dit que si le douaire devis excède le coutumier, la femme « ny prendra rens par douaire (3) ». Cette restriction se rattache à une

(1) *Manuscrit de Troyes*, n° 204, p. 95. — Bouhier, *Compilations*, § 184.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registre de Claude Amidieu, de Saint-Jean-de-Losne, clerc, tabellion fermier dudit lieu pour le duc de Bourgogne, des contraulx par lui receuz tant sous les sceux de la cour de mondit seigneur, comme sous les sceux des cours de Langres, Chalon, comme Loone*, B. n° 11370, f° 79. — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Registre de Jean Boyert de Selongey, coadjuteur du tabellion de cette ville*, B. n° 11367, f° 15. — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Registre de Berthelot Cornu, clerc à Dijon, coadjuteur du tabellion de cette ville*, B. n° 11354. — *Ibid.*, titres de familles, B. liasse n° 11712. — *Ibid.*, titres de familles, B. liasse n° 11714. — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon*, B. n° 11322. — *Ibid.*, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon*, B. n° 11332, etc.

(3) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 188 et 189 : « Car en ce cas elle prenra

série de mesures que nous avons déjà signalées et qui ont pour but de diminuer le douaire. Ainsi, le douaire coutumier, de moitié des biens du mari, est le douaire maximum. Le douaire devis sera, au plus, égal à celui-ci ; il sera généralement inférieur, car on craindra, en le constituant, de dépasser la limite permise. Il est vrai qu'on trouvera bientôt le moyen de tourner la difficulté en faisant à la femme donation de l'excédent, mais ce moyen fréquemment employé aux seizième et dix-septième siècles, est encore peu en usage au quinzième siècle.

Le § 188 des *Anciennes coutumes* (1) se réfère également à la quotité du douaire : « Se la femme prend la moitié ez meubles et acquests de son mari, elle ne puet prendre douaire en l'autre moitié desdits acquests. Et c'est ce que l'on dit vulgaument en Bourgoigne : Femme ne puet prendre ensemble douaire et acquêts en la chose acquise. »

Mais d'abord que signifie ce texte ? Nous sommes étonné par l'existence d'un « douaire d'acquêts », et nous ne comprenons pas cette expression si nous conservons au mot « douaire » sa signification habituelle. On sait, en effet, que l'institution ne porte jamais sur les acquêts. En vérité, le mot « douaire » a ici, comme dans beaucoup d'autres cas, on a pu le constater, un sens très large. Il ne désigne pas autre chose que la communauté. Les expressions « douaire d'acquêts » et « communauté » sont synonymes et s'opposent au « douaire d'héritage » qui est véritablement le douaire. Le texte précité revient à dire que si la femme prend en propriété la

le douaire devis. Se tant estoit qu'il ne surmontas pas la moitie des biens de son dit mari, car en tant comme ledit douaire devis surmonteroit, ladite femme ny prendra rens par douhaire. » — *Ibid.*, p. 201. — *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 110. — *Manuscrit de Troyes*, n° 204, p. 95. — Bouhier, *Compilations*, § 184 *in fine*.

(1) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 190 et 201. — *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 89. — *Manuscrit de Troyes*, n° 204, p. 98. — *Anciennes coutumes*, § 188. Bouhier, *Compilations*, p. 157.

moitié des meubles et acquêts de son mari, elle ne pourra pas exercer son douaire sur l'autre moitié des dits acquêts. Ainsi, on divise le patrimoine en deux portions et on distingue très nettement le douaire proprement dit et la communauté. Cette règle est fort sage, car si la femme avait la faculté de cumuler ses droits de communauté et de douaire, et de les exercer l'un après l'autre sur les meubles et acquêts, il ne resterait rien de ceux-ci.

Quoique la question des dettes soit peut-être en dehors de notre sujet et se rattache plus étroitement à l'étude spéciale de la communauté, au domaine de laquelle elle appartient tout naturellement, nous serons cependant amené à en dire quelques mots, puisque les articles de la coutume qui traitent du douaire, en parlent ou y font allusion. Le manuscrit de Beaune (1), n° 24, traite de cette matière aux pages 93, 189, 194, 201 ; celui de Montpellier, pages 89, 99 et 102 ; celui de Troyes, pages 96 et 104. Ils expriment tous cette idée que la femme prend son douaire sans qu'il soit grevé d'aucune charge, et qu'elle n'est tenue des dettes de son mari que si elle « se entremet de mobles » ou si elle ne renonce pas à la communauté. Et d'abord, la femme prend son douaire tout franc : elle n'a rien à voir avec les dettes qui grèvent le patrimoine de son mari. Les chartes disent généralement que la femme « emportera son douaire franchement », comme il est stipulé par exemple,

(1) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 93 : « Item, la femme prent son dohaire tout franc, sans paier aucune chose des debtes de son mari, se elle ne s'entremet de mobles ; et se elle se desseinct sur la fosse de son dit mari, elle renunce a tous mobles et acquetz et ne emporte que son douhaire tant seulement. — *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 89 : « Item la famme prant son douare tout franc sanz debtes paier se ele ne se autremest de moubles. » — *Manuscrit de Troyes*, p. 96 et 104. — Giraud, *Coutumes et stilles gardez au duché de Bourgoingne*, « De dottibus », § 3. — Bouhier, *Compilations*, § 190.

en 1417, dans le contrat de mariage de Jean Dorny avec Agnès (1). Du moins, ajoutent les coutumiers, « se elle ne se entremet de mobles ». Car la femme qui prend sa part des acquêts, sa part de l'actif de communauté, doit contribuer à la moitié du passif commun. Si le passif lui paraît trop considérable, elle n'a qu'à renoncer. Cette faculté était accordée aussi bien à la veuve noble qu'à la roturière, mais les formalités de la renonciation étaient différentes, suivant la condition sociale de la femme. La renonciation de l'épouse noble devait être faite verbalement en présence du juge ou du notaire, ou à leur défaut, en présence du curé ou du vicaire du lieu du domicile conjugal. La renonciation de la femme roturière conserva son cachet primitif plus original et plus expressif. La femme roturière était tenue de se déceindre et de laisser la ceinture sur la fosse de son mari ; ou si elle était absente au moment du décès de celui-ci, elle avait vingt-quatre heures après qu'elle avait connu le décès de son mari pour opérer ces formalités. Ainsi, en renonçant à la communauté, elle prenait son douaire et demeurait étrangère à l'actif comme au passif de la communauté, à condition toutefois, ajoutent les manuscrits, que les héritages sur lesquels portait le douaire de la femme, ne fussent pas grevés de rentes annuelles, car la femme était tenue de les acquitter. C'est que les rentes sont généralement l'objet de garanties spéciales qui portent sur les immeubles du débiteur de la rente, et donnent au créancier droit de suite sur ceux-ci. La règle qui fait supporter aux héritages la charge de moitié des rentes annuelles, est donc une conséquence de l'assignat des rentes sur ces héritages. C'est encore une application du même principe

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, série B, n° 11367, f° 3, *Registre de Jean Boyert de Selongey, clerc, coadjuteur de Pierre Jossequin, tabellion de Dijon.*

qu'on rencontre dans les manuscrits de Beaune (1) et de Montpellier (2), quand ils traitent de la rente à vie ou à perpétuité donnée par un moribond, ou de la rente à vie donnée par un père à sa fille qui entre en religion (3). Cette dernière hypothèse est celle d'un individu qui a mis sa fille en religion et lui a promis une rente à vie. Il a contracté une hypothèque générale garantissant le paiement de cette rente. Cette hypothèque doit avoir un effet réel. Dès lors, la femme qui prend la moitié des biens du mari pour son douaire, devra payer la moitié de la rente. Même solution, disent les coutumiers, dans le cas où le frère fait une pro-

(1) *Manuscrit de Beaune*, p. 194 : « Item se aucun combien qu'il soit ou lit de mort donne a aucun rente a vie ou a perpetuite, et asseoit rente sur son heritage, sa femme qui prendra la moitie de ses biens par douaire paiera la moitie de la dicte rente. C'est assavoir au cas ou elle n'aura douaire devis, car en ce cas le mari ne pourroit mettre charge sus ou preiudice de sa femme. »

(2) *Manuscrit de Montpellier*, p. 102 : « Se aucuns combien qu'il soit au lit de la mort done a aucun rante a sa vie ou a perpetuite et assee la rante sur son heritage, la famme qu'il prant la mitie de haretage par raison de son douaire paiera la moitie de sa charge, se elle n'a douaire devis : quar se ele avait douaire devis li mariz ne porroi metre charge sus ou preiudice de la famme. » *Ibid.*, Giraud, § 25. *Ibid.*, *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 190 *in fine* : « Ce que se doit entendre des dettes dues par une fois, et non mie des rentes annuelles, ou de dettes dues a vie d'homme ou de femme. Car se le mari, combien qu'il soit au lit de la mort, donne a aucun rente a vie ou a perpetuite, et asseoit icelle sur son heritage, sa femme, qui prendra la moitie de ses heritages par douaire, payera la moitie de ladite rente. Et ainsi est a entendre au cas du frere qui promet a sa sœur, et generalment en tous cas ou le mari est tenu en aucune rente annuelle a la vie d'aucun, mesme ou cas ou il mit sa fille en religion et lui promet rente a vie. » — Bouhier, *Compilations*, p. 157.

(3) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 194. — *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 99. — Giraud, *Coustumes et stilles gardez ou duché de Bourgoingne*, « De obligationibus reddituum », § 24 : « Item, se aucun met sa fille en religion et lui promet rante a vie et depuis trespasse, sa femme qui prent la moitie en ses biens pour cause de douhaire, sera tenue de paier la moitie de ladite rante, jasoit ce qu'elle ait renuncie aux mobles et aux debz, et aussi est a entendre ou cas du frere qui promet a sa suer, et generalment en tous cas ou li maris est tenuz en aucune rante annuelle a la vie d'aucun ; et pour ce est a entendre que quant la femme renuncie aux mobles et aux debz, son douhaire est frauncs des dehus a une fois et non pas des debz dehus a vie de homme ou de femme. »

messe à sa sœur. De même encore, quand un individu, au moment de sa mort, asseoit une rente sur ses héritages : si sa femme prend douaire coutumier, elle doit payer la moitié de la rente (1).

Les dettes dont la femme n'est pas tenue sont les dettes « à une fois » ; elle supporte au contraire la moitié des dettes dues « à vie d'homme ou de femme », parce que ces rentes reposent sur des héritages ; sauf exception en cas de douaire devis. En présence d'un douaire devis, le mari ne peut mettre aucune charge sur les héritages qui en font l'objet : les coutumes sont formelles (2). La raison est que le douaire coutumier ne prend naissance qu'au moment de la mort du mari, tandis que, en cas de douaire devis, les biens du mari sont frappés dès le jour du mariage.

Cependant ce principe, suivant lequel le douaire coutumier ne prend naissance qu'au jour de la mort du mari, semble recevoir une certaine contradiction au § 65 du coutumier de Giraud (3). L'hypothèse est celle d'un débi-

(1) Giraud, § 25 : « Item, se aucun, combien qu'il soit au lit de mort, donne a aucun rante a vie ou a perpetuite et asseoit rante sur son heritage, sa femme prenra la moictie de ses biens par douhaire, et paiera de la dite rante : c'est assavoir ou cas ou elle naura douahaire devis, car en ce cas le mari ne pourroit mettre rante sur ou prejudice de sa femme. »

(2) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 194 : « C'est assavoir ou cas ou elle n'aura douaire devis, car en ce cas le mari ne pourroit mettre charge sus en preiudice de sa femme. » — *Manuscrit de Montpellier*, p. 102. — Bouhier, *Compilations*, § 191.

(3) Giraud, *De obligationibus*, § 65 : « Item, se aucun homme doit a aucune personne debte et, le debteur mort, le creiteur vueille avoir ses biens pour lui paier et sa femme vueille avoir son douhaire sur yceulx, lon doit scavoir se l'obligation fut faite devant le mariage, car en ce cas le creiteur aura les biens jusques a tant qu'il soit paieiz ; ou ce elle fut faite devant le mariage, car en ce cas la femme prendra son douhaire. » — *Manuscrit de Montpellier*, n° 386, p. 118 : « De la famme Dauxonne et de sire Estienne Baudot, de ce que li mariz de la dicte famme, qui morz est, avait obligie especiaulment au dit Estienne touz ses biens quil li devoit ; si voloit avoir les diz biens et la famme voloit panre son douaire sus les diz biens. Lon doit savoir se la dicte obligation fut faite devant le mariaige, li diz Estienes aura les diz biens et les tanra tant qu'il soit payez ; et se li obligation fut faite le mariaige durant, la femme panra son douaire. » — *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 89. — *Ibid.*, Bouhier, *Compilations*, § 249.

teur marié qui meurt ; son créancier veut s'emparer de ses biens, mais la femme intervient et prétend qu'elle y a droit en vertu de son douaire ; d'après la coutume, il faut distinguer si l'obligation a été contractée avant le mariage ou après. Si l'obligation a été contractée avant, le créancier s'emparera des biens, sinon la femme prendra son douaire comme un droit acquis. Il n'est pas question de douaire devis, c'est donc au douaire coutumier que le texte se réfère et dès lors, après ce que nous avons dit et posé en principe, à propos de l'article 25 de Giraud, demandons-nous ce que viennent faire cette question de date et cette distinction entre l'obligation antérieure et l'obligation postérieure au mariage ? Il semble qu'il y ait une contradiction flagrante. La lumière se fait si on considère le côté historique de la question. Le § 65 de Giraud a dû être pris dans un coutumier qui n'admettait que le douaire partant du jour du mariage, et ce § 65 nous apparaît comme une survivance de l'ancien état de droit de la Bourgogne, qui considérait la femme saisie de son douaire dès le moment du mariage.

Pour faire valoir son droit, la douairière demandait le partage à la mort de son mari. Elle pouvait réclamer que son douaire « lui soit divis ». Notre idée contraire à l'indivision existait donc déjà en Bourgogne au début du quatorzième siècle. Les coutumes de la fin du treizième siècle le prouvent surabondamment (1).

(1) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 189 : « Item, la femme, le mari mort, puet requérir que son douhaire lui soit divis ; et li hoirs de son mari sont tenus de faire la division, et elle prendra ; ou elle sera tenue de faire la dite division, et ils prendront. Et au cas que li hoirs ne voudront faire la division, ne prendre la partie de leur division que la femme aura faite, dedeans certain terme mis du juge, elle pourra eslire et retenir laquelle partie quelle voudra des dites parties qu'elle aura faites. » — *Manuscrit de Montpellier*, p. 89 et 103. — *Manuscrit de Troyes*, p. 96. — Giraud, § 2 — *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 187 : « Se le mari ne fait,

Du texte de ces coutumes, il résulte qu'après la mort du mari, la femme peut réclamer son douaire et sortir de l'indivision où elle se trouve avec les héritiers de son mari ; nous savons comment a lieu le partage. On fait une masse de tous les biens du mari, et l'une quelconque des parties, la femme ou les hoirs, partage et fait les lots ; ensuite l'autre partie choisit. Ainsi, l'hoir choisit dans le cas où la femme a fait le partage et *vice versa*. Donc, contrairement à ce qui se passait dans la plupart des coutumes où on appliquait le vieil adage de Loysel : « La douairière lotit et l'héritier choisit », en Bourgogne, l'héritier, aussi bien que la douairière, pouvait lotir. Dans le cas où les héritiers refusent de partager ou de choisir, la femme peut leur faire fixer un certain délai par le juge, délai après lequel elle pourra « eslire et retenir laquelle partie qu'elle voudra desdites parties qu'elle aura faites ».

A partir du quinzième siècle, l'usage s'introduisit de plus en plus dans la coutume de permettre aux héritiers de remplacer le douaire qui a été promis à la veuve par le mari, et qui consiste souvent en immeubles, par le paiement d'une somme d'argent. Nous trouvons des exemples de ce procédé dans les protocoles de notaire dès 1406 (1), par exemple dans une transaction intervenue entre Jeanne de Mipont, dame de Fain, veuve de Guyot, sire d'Arcy, d'une part, et Guillaume, sire d'Oche en Charolais, au sujet du douaire de Jeanne

douaire divis a sa femme, mais que le general et le coustumier, la femme, le mari mort, puet requérir que son douaire lui soit divis. Et les hoirs de son mari sont tenus de faire la dite division, et elle prendra ; ou elle sera tenue de faire la dite division, et ils prendront, etc. » Bouhier, *Compilations*, p. 157.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, B, 11322, f^o 42.

de Mipont. Celle-ci réclamait la moitié de la terre que possédait son mari au moment de sa mort, et il lui fut accordé une rente à la place. Le contrat de mariage d'Antoine de Villers, écuyer, et de demoiselle Philippe d'Accort renferme une autre application de cet usage en 1440 (1).

De l'étude de ces différentes constitutions de douaire, nous avons tiré assez de renseignements pour définir, à présent, la nature de cette institution.

Au premier abord, on pourrait se croire en présence d'une donation. Le douaire participe bien, en effet, de la nature de cet acte en ce qu'il constitue un droit irrévocable et définitif. Mais ce qui dénote une donation, c'est le caractère de libéralité qui l'accompagne ; la donation résulte de la pure générosité : or la loi accorde d'elle-même le douaire, sans que le mari y ait aucune part ; de plus, le douaire n'est pas soumis à la formalité de l'insinuation.

Le douaire n'est pas non plus un droit de succession, car il ne prend pas naissance immédiatement, mais seulement à la mort du mari.

Le douaire, en vérité, est un droit réel qui frappe d'une inaliénabilité spéciale les biens qui en font l'objet.

De plus, c'est un droit d'usufruit, un droit viager dont la femme jouira sa vie durant et qui, à sa mort, fera retour à l'héritier propriétaire. La meilleure preuve, c'est que la donation d'un douaire par une femme à ses enfants ne vaudra que pendant sa vie, ainsi qu'il ressort des termes

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registre de Claude Amidieu, de Saint-Jean-de-Losne, clerc, tabellion fermier du dit lieu pour le duc de Bourgogne, des contraulx par lui receuz tant soubz les scels de la cour de mondit seigneur, comme soubz les scels des cours de Langres, Chalon, comme Loone*, B. 11370, f° 77 : « Contrat de mariage d'Antoine de Villers, écuyer, et de demoiselle Philippe d'Accort, »

du manuscrit de Beaune, n° 24, page 201 (1), et du § 298 de Giraud (2).

Les chartes de l'époque appellent d'ailleurs très souvent la douairière du nom « d'usufruitière ». Ainsi dans un contrat de mariage de 1440 (3), il est dit que « ou cas que ledit douhaire dicelle damoiselle aura lieu après ledit rachat, elle aura et emportera pour sondit douhaire... la tenir pour elle, sa dicte vie durant seulement pour et en nom de sondit douhaire et comme usufructeur dicelles choses en telle manière que, après son décès, icelles terres et revenues quelle tiendrait pour sondit douhaire retourneront et reviendront de plein droit es héritiers dudit Anthoine sondit mari et ayans cause de lui ».

Le douaire présente, en effet, tous les caractères de l'usufruit. Au § 5 de Giraud (4), à la page 202 du manuscrit de Beaune (5), à la page 89 du manuscrit de Montpellier (6), on lit que la femme ne peut mettre son douaire

(1) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 201 : « Le mari mort, se la femme marie aucuns de ses enfans, elle les puet marier et douer en mariage, de l'heritage dont elle fut douee par especial sa vie durant ; reserve le droit des autres enfans, se aucuns en a, apres la mort de la dite mere. » — Bouhier, *Compilations*, § 195, p. 157.

(2) Giraud, § 298 : « De messire Estienne de Bezey et de sa mere, li fait de la dame de ce qu'elle a mariees ses filles et ce qu'elle leur a donne, sera tenu tant comme elle vivra, sauf le droit des aultres enfans, apres la mort de sa mere, se ainsin est qu'il soit trouve qu'il eut baille a sa mere a sa vie ce qu'elle a donne a ses filles. »

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, B. 11370, f° 77.

(4) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 190. — Giraud, § 5 : « Item, la femme ne puet aliener, ne mettre en autrui main son douhaire sanz le consentement des heritiers ; et se elle le fait, les heritiers y puent assigner. »

(5) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 202 : « Femme ne puet oster de sa main son douhaire par vendage, ne par louage, fors que trois ans, trois fruits levans, sans la licence et le consentement de ceux sur qui elle tient le douaire. Et dois savoir que si elle le baille a plus de trois ans, trois fruits levans, lors y puet assigner et mettre enlever demoine comme leur et comme forfait. »

(6) *Manuscrit de Montpellier*, p. 89 : « Item la femme ne puet aliener ne mettre en autrui main son douaire ; et se elle le fait, li heritez ni puet

aux mains d'autrui, sans le consentement des héritiers, qui ont un droit présent, coexistant à celui de la femme, parce que celle-ci n'a qu'un droit viager. C'est aussi parce qu'on est hostile au douaire et qu'on voit là un moyen de le restreindre. De ces textes, il ressort que la femme était obligée de faire des baux de courte durée, si bien qu'elle devait rarement trouver l'occasion de bailler. Un acte de 1404 (1) nous donne une idée des baux que pouvait consentir la douairière : « Damoiselle Jeanne de Mipont... baille et transporte pour deux ans à Jean Flory de Thart la Ville, les censes, dismes, rentes et autres proffits qu'elle peut avoir à Tart la Ville, Longecourt, etc., à cause de son douhaire. » Un autre document de 1382 nous fournit encore un exemple d'amodiation de douaire (2).

Par faveur pour le mariage, on permettait à la mère de donner à ses enfants, pour le temps de son douaire, les biens dont elle avait été douée (3).

En résumé la douairière a un véritable usufruit. Il est juste que, comme contre-partie, elle soit soumise à toutes les obligations de l'usufruitière. Comme telle, elle devait entretenir en bon état les biens qui étaient soumis à son

assemner. » — *Manuscrit de Troyes*, p. 97. — Bouhier, *Compilations*, § 194.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellionage de Dijon, et de Pierre Alixant et Pierre Potier, ses clercs*, B. reg. 11320.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, B. 11306, f° 99 : « Transaction entre Jehan de Vergy, chevalier, seigneur de Fouvent, sénéchal de Bourgogne, et Philibert de Bauffremont, chevalier, mari d'Agnès de Jouvelle, veuve de Guillaume de Vergy. »

(3) *Manuscrit de Beaune*, p. 201 : « Se neanmoins la femme marie aucuns de ses enfans, elle les puet marier et douer en mariage, de l'heritage dont elle fut douee par especial sa vie durant; reserve le droit des autres enfans, se aucuns en a, apres la mort de ladite mere. » — Bouhier, *Compilations*, p. 157, § 195.

douaire. Les chartes du quinzième siècle mentionnent souvent cette condition, et exigent que la veuve rende les héritages en aussi bon état qu'elle les a reçus. Ainsi dans le contrat de mariage de Guillaume de Grancey, seigneur de Larrey, avec Perrette de Marey, veuve de Jean de Saulx, chancelier de Bourgogne, on rencontre cette clause (1) : « Et sera tenue laditte dame de maintenir les héritages de son dit douhaire en aussy bon estat comme ilz lui seront baillés. »

Les mêmes conditions se retrouvent dans une transaction entre Perrenotte de Marey et Jean de Crecey au sujet du douaire qu'elle réclamait (2), et en 1338 dans un *vidimus* des convenances de mariage entre Philippe, duc de Bourgogne, et Jeanne de Boulogne (3).

Les héritiers du mari peuvent mettre la veuve en demeure de maintenir en bon état les biens soumis à son douaire, et si elle refuse, la coutume les autorise à s'emparer de ces biens (4).

Cette dernière règle était destinée à restreindre le douaire, en même temps qu'elle était un moyen facile d'en priver la femme. Dans le même ordre d'idées, citons encore cette mesure sévère d'après laquelle la femme ne peut renoncer seulement à partie de son douaire (5). Elle doit renoncer à tout ou à rien.

Enfin c'était encore un signe de défaveur du douaire

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registre de Jean Boyert de Selongey, clerc, coadjuteur de Pierre Jossequin, tabellion de Dijon*, B. reg. n° 11367, f° 15.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, B. reg. 11379, f° 40.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, B. 292, liasse.

(4) *Manuscrit de Beaune*, n° 24, p. 202 : « Et dois savoir que femme qui laisse son douaire en desert, et ne le maintient, l'en la doit sommer a mettre en etat. Et se elle en est refusant, le puent mettre en leur demoine comme le leur. » — Bouhier, *Compilations*, § 193.

(5) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 192 : « Femme ne puet renuncier a aucune partie de son douaire, si elle ne renunce a tout. » — Bouhier, *Compilations*, p. 157.

que de permettre au nu propriétaire de faire des actes d'aliénation et de disposition, sans le consentement de la douairière. Ainsi, en 1304, Etienne de Vignory cède à Robert II de Bourgogne « sa mouvance d'Is-sur-Tille en échange d'un fief à Flacey et d'une récompension arbitrée sous la réserve du consentement de sa mère, du douaire de laquelle cette mouvance dépendait (1) ».

Cette tendance bien marquée à restreindre le douaire le plus possible, nous allons la retrouver plus accusée encore dans la coutume de 1459.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, série chronologique des hommages, aveux et dénombrements de Bourgogne, liasse, B. 10490.

CHAPITRE V

Rédaction de la coutume et projet de réformation.

Examen des articles de la coutume de 1459 avec les observations des commentateurs. — Projet de réformation en 1570. — Insuccès. — Ce qu'il contenait.

Le groupement des règles éparses que nous avons mentionnées au chapitre précédent, constitue la coutume de Bourgogne dont la rédaction, en 1459, a été due en partie à la réunion, en un seul article, des observations que nous avons précédemment indiquées : c'est une fusion des anciennes coutumes.

Le premier article de la coutume de 1459, qui traite du douaire, est rapporté au titre « des droits et appartenances à gens mariés et de la communion d'iceux (1) ». Il nous apparaît comme la définition la plus complète du douaire : « Femme mariée (selon la générale coutume du duché de Bourgogne) est douée, après le trépas de

(1) Bouhier, *Œuvres de jurisprudence*, 1^{er} volume, titre IV, p. 7, § 6 : « Des droits et appartenances a gens maries et de la communion d'iceux. »

son mari, sur la moitié des héritages anciens de son dit mari, dont il est mort vêtu et saisi, pour en jouir sa vie durant, et supporter la moitié de toutes charges réelles à cause de son dit douaire. Et sera tenue de maintenir en bon et convenable état les biens de son dit douaire. »

Ce premier article a fait l'objet, de la part des commentateurs, d'explications fort longues et souvent embrouillées.

Et d'abord Chasseneuz (1) abonde en renseignements. Il examine, un à un, chaque terme dans tous les articles de la coutume. Il serait fastidieux d'user du même procédé et nous nous permettrons d'élaguer et de choisir parmi ses nombreuses interprétations. C'est ainsi que nous ne croyons pas nécessaire d'insister sur ce fait que, seule, la femme a droit au douaire.

Au mot « mariée », Chasseneuz fait remarquer que de son temps on n'exige plus la consommation du mariage, et la femme a droit au douaire « *antequam fuisset matrimonium consummatum per copulam carnalem* ». C'est là un détail historique qui a son intérêt. Mais c'est surtout à propos du membre de phrase suivant, « selon la générale coutume du duché de Bourgogne », que les explications de Chasseneuz sont précieuses.

Il s'agit de savoir si les termes « selon la générale coutume du duché de Bourgogne » se rapportent à « femme mariée » ou à « douée » et voici ce qu'on lit :

« Quia videtur quod sit quædam qualitas quæ adicitur huic verbo « femme mariée » et ideo non sufficit simpliciter eam esse maritatam, sed opus est quod habeat qualitatem sibi adiunctam « selon la générale coutume. »

Ainsi, au temps de Chasseneuz, la femme devait être mariée selon la générale coutume du duché de Bour-

(1) Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiæ fereque totius Galliæ*, commentariis D. Bartholomæia Chassenæo, ut amplissimis, ita doctissimis illustratæ, summaque diligentia et labore recognitæ, Lugduni, apud Antonium Vincentium, Ru. III, p. 579 et suiv., § 6.

gogne pour avoir droit au douaire. Cette observation va nous permettre de réfuter une théorie que Bouhier expose dans son second volume, quand il se demande si, dans l'article 25 précité de la coutume de Bourgogne, les mots « selon la générale coutume » doivent être liés au mot « mariée ». Si oui, dit-il, il s'ensuit que toute femme mariée hors du duché, et qui n'a point stipulé qu'elle serait mariée selon la coutume de ce duché, ne peut prétendre au douaire coutumier sur les biens qui y sont situés. Mais telle n'a pas été l'intention des rédacteurs de la coutume, ajoute l'auteur, car dans presque toutes les éditions qui ont paru, ces termes [selon la générale coutume du duché de Bourgogne] sont entre crochets. Ces parenthèses font supposer que ce membre de phrase n'est lié ni à ce qui précède ni à ce qui suit. Que signifie-t-il donc ? Il a un sens historique. Anciennement et avant la rédaction de 1459, outre les coutumes générales qui s'observaient dans toute la Bourgogne, il existait quelques coutumes locales, à Dijon entre autres. D'après l'une d'elles, par exemple, la femme n'avait point droit aux conquêts de la communauté conjugale (1). Dès lors, on s'explique pourquoi les rédacteurs de 1459 rédigèrent ainsi l'article 25. En y insérant les termes « selon la générale coutume », ils voulaient donner à entendre, non pas que le douaire ne profiterait qu'aux femmes qui seraient mariées selon cette coutume, mais seulement que, désormais, cette coutume générale serait suivie dans tous les lieux de la province sans exception, et que la coutume locale serait abolie. Cette explication est

(1) Bouhier, *Autres coutumes générales du duché de Bourgogne avec les locales de la ville de Dijon*, t. I, p. 193, § 31 : « Item, il est de costume a Dyion, que nute femme, le mariage durant, ne prant conquise a Dyion. Et se anxinc est, que li mariz acquerre aucunes chouses es lieux ou l'on prant conquise, lou mariage durant, li femme pranrai la moitie de ce qui sera conquis es lieux ou l'on prant conquise. »

tellement exacte, dit Bouhier en terminant, que, lors du projet de nouvelle rédaction en 1570, les termes qui firent naître cette discussion ont été supprimés.

Cette interprétation fort séduisante et peut-être exacte à l'époque de Bouhier, n'a pas été vraie de tout temps, et avant lui, les crochets marquaient certainement une opposition entre la femme mariée selon la générale coutume de Bourgogne et celle qui ne l'était pas ; et seule la femme mariée selon la coutume de Bourgogne avait droit au douaire : Chasseneuz est formel et ne laisse aucun doute ; cette exigence était certainement un nouvel effort pour restreindre le douaire.

Continuant l'examen de l'article 25, on voit que c'est seulement après le trépas de son mari, que le droit de la femme prenait naissance. Mais la mort civile paraît avoir suffi de tout temps aussi bien que la mort naturelle, pour donner droit au douaire : « Uxor habet doharium etiam si maritus fuerit mortuus civiliter », dit Chasseneuz.

MM. Bégat et Depringles (1), au cours de leurs commentaires sur ce même article, s'appuient sur ce fait que la femme ne peut prétendre douaire coutumier qu'à la mort du mari, pour expliquer que si les biens du mari sont mis en criées, elle n'y pourra pas être colloquée. Ce serait autre chose, disent-ils, si la femme avait douaire divis, car, dans ce cas, elle serait préférée aux créanciers hypothécaires postérieurs, ainsi qu'il a été jugé au procès d'une nommée Malpoy, femme de Dimanche, banqueroutier, et depuis, en la cause d'une femme Marlet, épouse de Javenot, receveur d'Aisey-le-Duc, le 19 janvier 1580.

Puis insistant sur cette distinction du douaire divis et

(1) *Coutumes générales du pays et duché de Bourgogne avec les annotations de M. Bégat*, président au Parlement de Dijon, et du sieur Depringles, avocat audit Parlement.

du douaire coutumier, Bégat et Depringles nous montrent qu'en présence d'un douaire divis, quand même la terre affectée à son paiement viendrait à être confisquée, celui qui bénéficierait de la confiscation ne la pourrait vendre que chargée de son douaire. La cour de Dijon a jugé en ce sens dans l'affaire suivante : Un sieur de Balorre avait été exécuté à mort par sentence du prévôt des maréchaux de Chalon, et ses biens étaient en criées. Grand, écuyer de France, soutint à dame N... de Messey, « douée » sur terre de Balorre, que cette terre devait être vendue, malgré son douaire ; à la charge toutefois, d'affecter, après l'estimation du douaire, une certaine somme de deniers pour le paiement de celui-ci, conformément à un jugement rendu précédemment au procès des criées d'Esbatis. La dame de Messey prétendait au contraire que la terre ne pouvait être vendue sans la charge du douaire, et que ce qui avait été jugé au décret d'Esbatis ne lui pouvait nuire. A Esbatis, en effet, le créancier contestant avait une hypothèque plus ancienne que la constitution du douaire, tandis que aucun créancier n'avait d'hypothèque antérieure à son douaire. Pour ces motifs, l'arrêt fut rendu en faveur de ladite dame de Messey en novembre 1579.

C'est seulement après le décès de son mari que le droit de la femme prend naissance, avons-nous dit, du moins en cas de douaire coutumier. Mais encore faut-il qu'on n'ait plus aucun doute sur ce décès. Une simple probabilité ne suffirait pas. L'exemple qui suit, emprunté à la jurisprudence et rapporté par Taisand (1), dans la *Coutume générale des pays et duché de Bourgogne*, en témoigne.

Aux termes du contrat de mariage de Claire Vallot avec Louis Bochot, il était dit que, lors du décès de son mari,

(1) *Coutume générale des pays et duché de Bourgogne*, avec le commentaire de M. Taisand, conseiller du roi.

celle-ci aurait un douaire de quinze livres. Bochot, étant allé en Catalogne pour servir le roi dans ses armées, demeura quatre ans sans donner de nouvelles. Sa femme ayant l'intention de se remarier, obtint du sieur Balandon un certificat dans lequel il assurait avoir ouï dire, à trois hommes dénommés dans ce certificat, qu'ils avaient vu mourir et enterrer Louis Bochot. Quatre ans après, Claire Vallot se maria et demanda aux héritiers de son premier mari de lui payer annuellement un douaire de quinze livres. Ceux-ci refusèrent. Une sentence du bailliage d'Arnay-le-Duc débouta Claire Vallot du douaire qu'elle demandait, parce qu'elle n'était pas suffisamment sûre du décès de son premier mari. Celle-ci ayant fait appel, un arrêt du 19 janvier 1671 la déclara déchue de son douaire et la condamna, en outre, à une amende de douze livres.

Le douaire porte « *sur la moitié des héritages anciens de sondit mari* ». La coutume de 1459 restreignait ainsi singulièrement le douaire qui portait jusqu'alors sur tous les héritages du mari qui n'étaient pas des acquêts : pour la première fois, on le limite aux seuls héritages anciens. Mais qu'entend-on par « anciens » ? Chasseneuz en donne une définition très complète :

« Dicuntur antiqua quæ quis habet ex suis prædecessoribus.

» Ego tamen semper dixi, et in hac opinione inveni multos, quod predicta bona acquisita ante matrimonium, et quæ quis non habuit ex suis antecessoribus, sed ipsemet acquisivit integraliter, et solutionem fecit ante matrimonium, quod non sunt antiqua et ideo non comprehenduntur in hac nostra consuetudine.

» Ulterius quæritur, nunquid quod pervenit ad maritum ex successione collateralium, dicatur antiquum hæreditagium an vero acquæstus ? Credo tamen quod si maritus

succederet fratri in bonis antiquis et paternis quod illa dicerentur antiqua. »

Sont donc anciens, les immeubles que le mari tient de ses ascendants, ou d'un collatéral qui les avait lui-même recueillis d'un ancêtre commun.

Les commentateurs postérieurs n'ont guère ajouté à ces explications qu'ils ont reproduites presque littéralement.

Le mot « ancien » en Bourgogne, nous est-il dit dans la « coutume du duché de Bourgogne » de Philippe de Villers et Jean de Pringles, s'entend de plusieurs façons suivant qu'il s'agit de retrait lignager, de douaire ou de succession. En retrait lignager, l'expression « ancien » s'applique à toute sorte de fonds et héritages, ou rentes foncières qui sont échus par successions légitimes directes ou collatérales. En douaire, l'héritage ancien s'entend seulement de celui qui vient de quelqu'un des ascendants ; peu importe qu'il soit venu directement par succession au mari, ou qu'il ait passé par les mains d'un collatéral, pourvu que celui-ci le tienne d'un ancêtre commun.

Observons que la femme prend son douaire sur la moitié des « héritages anciens » du mari et non pas sur la moitié des « immeubles » de celui-ci. Ce mot « héritage » est restrictif et bien plus particulier que celui d'« immeubles », car tout héritage est immeuble, mais tout immeuble n'est pas héritage. Bien plus, tout héritage n'est pas ancien. En ce sens, il a été jugé par arrêt du Parlement de Dijon, le 15 mars 1593, que les rentes constituées ne sont point sujettes au douaire, et cependant les rentes constituées sont réputées immeubles.

L'article 25 *in fine* contient l'obligation pour la douairière de « maintenir en bon état » les biens soumis au douaire. Pour contraindre les femmes à respecter cette prescription, on exige d'elles, comme usufruitières, une

caution. C'est ainsi qu'un mari ayant constitué à sa femme un douaire de quarante livres, il fut décidé par arrêt d'audience, le lundi 1^{er} mars 1599, entre les héritiers de Jean de Lagoutte, appelants, contre la veuve, leur belle-mère intimée, que celle-ci ne toucherait pas les quarante livres, mais que les héritiers du mari mettraient cette somme en tierce main pour que la veuve en jouisse sa vie durant, en fournissant caution.

L'article 27 de la coutume de Bourgogne concerne la réduction du douaire divis au douaire coutumier ; il comprend deux propositions : 1^o si le douaire divis excède le coutumier, il sera réduit aux limites de ce dernier ; 2^o si le douaire divis est inférieur au douaire coutumier, il ne pourra néanmoins pas être augmenté. « Se constitution de douaire divis est faite par traité de mariage à la femme, plus grande et excédant le douaire coutumier, ladite constitution dudit douaire divis sera ramenée et réduite au douaire coutumier. Et se douaire divis est constitué moindre du coutumier, la femme ne peut avoir, prendre, ne demander autre douaire (1). »

A propos des mots « sera ramenée et réduite », Chas-seneuz se demande si la réduction doit porter sur la nature, ou seulement sur la valeur des biens qui composent le douaire. « *Quæro an reductio reducat in totum ad naturam doharii consuetudinarii, an solum ad valorem ?* » Il répond : « *Inspiciendo verba nostræ consuetudinis non consideratur reductio nisi in eo in quo est excessum et excessus in nostra consuetudine tantum consideratur in maioritate valoris.* » Nous croyons, en effet, qu'il s'agit d'une question de valeur et non pas d'une question de nature. Lorsque le douaire divis représente dans son

(1) Bouhier, *Œuvres de jurisprudence*, t. I, titre IV, p. 7, § 8 : « Des droits et appartenances a gens maries. »

ensemble une valeur supérieure à celle à laquelle pourrait s'élever le coutumier, on doit seulement le réduire à cette valeur, sans exiger qu'on le fasse porter sur les seuls biens susceptibles de composer le douaire coutumier.

Bégat et Depringles citent un exemple qui éclaircit la matière. Si le douaire divis excédait le coutumier, c'est-à-dire s'il valait mieux que le revenu de la moitié des héritages anciens dont le mari était mort vêtu et saisi, par exemple s'il valait cinquante livres de revenus et que le douaire divis constitué par le mari fût de soixante livres par an, la veuve ne pouvait prétendre, pour son douaire, qu'à cinquante livres.

Et si le douaire était constitué seulement de trente ou quarante livres, et par conséquent moindre de dix ou vingt livres que le coutumier, la femme devait s'en contenter. C'était pour éviter ces difficultés de réduction que, par contrat de mariage, il était stipulé qu'au cas où le douaire divis excéderait le coutumier, le mari faisait à sa femme donation pure et simple de l'excédent. Lorsque cette donation était dûment insinuée ou que le mari s'était engagé à la faire insinuer sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, elle était valable.

Bouvot explique d'une façon très pittoresque la raison d'être de cet article 27 (1). « Cette coutume qui réduit le douaire divis au coutumier, est fondée en de grandes raisons, de peur que le mari lors de l'ardeur de son amour ne se dépouille pas trop au préjudice de ses enfants, se desfiant la loy de la libéralité de la mère envers iceux à cause de son imbécillité sujette à avarice. »

L'article 28 de la coutume de Bourgogne est ainsi conçu : « La femme douée, selon ladite générale coutume,

(1) Bibliothèque de l'Ordre des avocats de Dijon, *La coutume de Bourgogne de nouveau commentée, abrégée et conférée avec toutes les autres coutumes de France*, par J. Bouvot, docteur es loix, avocat au Parlement et cour souveraine de Dijon, p. 171.

est vêtue et saisie de son douaire coutumier ». Il signifie que la douairière peut se mettre d'elle-même en possession des biens sur lesquels porte son droit. « *Potest mulier naturalem possessionem apprehendere, etiam resistente illo et contradicente* », dit Chasseneuz ; il se demande ensuite s'il en est de même du douaire divis : « *Videtur mihi quod non sit saisita... quod uxor nullam habet facultatem ingrediendi possessionem rerum dotantium heredibus mariti non assentientibus sine auctoritate iudicis.* »

Bégat et Depringles sont plus explicites encore. A leur sens, cet article signifie que la femme n'a pas besoin de prendre son douaire des mains des héritiers du mari, car elle est saisie de fait et de droit. Et si, par suite de voies de fait provenant des héritiers de son mari, la jouissance lui est rendue impossible, elle peut intenter l'action possessoire.

L'article 35 prouve que le douaire n'est qu'un simple usufruit.

« La femme ne peut mettre hors de ses mains, ni bailler à autrui son douaire coutumier, sans le consentement des héritiers de son mari auxquels elle est tenue de le présenter et bailler, se avoir le veulent, pour le prix qu'elle en trouve d'un autre, et en leur refus de le prendre, elle peut faire son profit des fruits, sa vie durant seulement. »

De même que le droit d'usufruit ne peut être cédé, ni transféré à un autre, parce que c'est un droit inhérent à la personne de l'usufruitière, de même le douaire coutumier étant personnel à la douairière ne peut être aliéné, ni cédé à un autre, sans le consentement des héritiers du mari ; le douaire doit toujours leur être offert en premier lieu, et ils peuvent le retenir pour le prix qu'en donnerait un autre.

« Assignal et douaire ne se prennent ensemble. »

Cet article 41, moins clair que le précédent, a retenu plus longtemps l'attention des commentateurs. Chasseneuz suppose qu'un mari assigne sur certains de ses biens les sommes qu'il a reçues en dot de sa femme. A la mort du mari, la femme réclame à la fois la restitution de sa dot et son douaire. Mais elle ne peut exercer sur ces biens deux droits en même temps ; elle ne peut pas être à la fois propriétaire et usufruitière.

Telle est l'interprétation de Chasseneuz. Il suffit, à son avis, qu'un héritage ait été une fois pris comme assignal pour qu'il soit ensuite exempt de douaire : « *Ista consuetudo ita intelligi debet : maritus aliquis habet mille ducatos a sua uxore in dotem fortientes naturam hereditagii, non est dubium quod debent assignare secundum consuetudinem nostram... Pone quod habet duas aut tres possessiones, seu hereditagia, super duabus assignavit istos mille ducatos, moritur maritus relicta uxore vidua, quæ petit restitutionem dotis. Dicunt heredes, vos habetis talia hereditagia super quibus fuit vobis assignata dos, capialis eam pro dote. Dicit mulier, sunt antiqua hereditagia super quibus ego debeo habere doharium, hoc est usumfructum pro dimidia parte, et reliquia et dimidia pars non sufficit pro dote, nec est assignale, ideo tenemini pro reliqua dimidia parte dotis, nam consuetudo nostra in presenti articulo disponit quod si mulier super aliquibus habuerit assignale dotis, non potest super illis habere doharium.* »

Bretagne (1) ne partage pas l'avis de Chasseneuz et juge avec peu d'indulgence son prédécesseur : « Chassenée traite cette question fort superficiellement et avec ses irrésolutions ordinaires », dit-il. Il estime que la femme

(1) Bibliothèque de l'Ordre des avocats de Dijon, *Commentaire sur la coutume du duché de Bourgogne* par M. Bretagne de Nansouthil, conseiller au Parlement de Dijon (commentaire manuscrit), p. 185 et suiv.

ne peut être en même temps propriétaire et usufruitière d'une même chose ; mais, à son sens, lorsque la femme a cessé de jouir de l'assignal, et que les héritiers du mari lui ont remboursé sa dot, et sont rentrés en possession de l'assignal, on ne doit plus tenir compte de la prohibition de l'article 22, car, en ce cas, il n'est plus vrai de dire que « la femme prend assignal sur ce fonds », mais bien « qu'elle l'a pris ». Or ce texte de la coutume ne porte pas que « la femme ne prendra point de douaire où elle *aura pris* assignal », mais seulement « où elle *prend* assignal », ce qui est bien différent.

Ainsi, Bretagne réfutant la théorie de Chasseneuz, prétend que la femme doit avoir son douaire sur le fonds qui lui a servi d'assignal, quand l'assignal a été retiré par les héritiers de son mari au moyen du remboursement des deniers assignés, et cela pour plusieurs raisons.

Voici la première. Lorsque la femme a été remboursée de sa dot, elle n'est plus réputée propriétaire de son assignal, et dès lors elle n'est plus empêchée d'en être usufruitière en qualité de douairière : l'incompatibilité de ces deux qualités est levée par son remboursement ; et puisque les héritiers du mari possèdent cet assignal comme un fonds ancien du mari, il est sujet au douaire.

La deuxième est que, tant que la veuve possède l'assignal, elle fait les fruits siens sans en rendre compte ; et comme souvent les fruits de l'assignal excèdent de beaucoup les intérêts légitimes des deniers assignés, elle est par ce moyen dédommée de la non-jouissance de son douaire sur cette portion des biens de son mari, et puisque, par le remboursement de sa dot et la remise de son assignal, elle est privée de ce dédommagement, il est juste qu'elle rentre dans son droit et qu'elle soit rétablie dans la jouissance de son douaire. Autrement elle perdrait en même temps la jouissance de son assignal et de son douaire, ce qui serait contraire à l'esprit de la cou-

tume. Bretagne compare le cas de la veuve à celui d'un acheteur avec faculté de rachat qui aurait un droit de servitude sur le fonds acheté, ou à celui d'un héritier, qui aurait un pareil droit sur un fonds légué sous condition, en ce sens que l'un et l'autre feraient confusion de cette servitude pendant la possession, parce qu'ils seraient réputés propriétaires jusqu'au rachat ou jusqu'à l'avènement de la condition ; mais si l'acheteur ou l'héritier viennent à être dépossédés du fonds servant, la servitude reprend sa force et doit être rétablie. De même le douaire qui a cessé pendant que la veuve a joui de son assignal doit être rétabli quand elle en est dépossédée.

Pour ces deux raisons, conclut l'auteur, on peut dire que la femme ne prend point de douaire où elle prend assignal, tant qu'elle possède l'assignal, mais lorsqu'elle en est dépossédée, son douaire doit être rétabli.

Sous l'empire de la coutume de 1459, la femme continue, comme par le passé, à prendre son douaire sur ses enfants. Nous n'en donnerons pour preuve qu'un arrêt du Parlement de Dijon rapporté par M. Delamar (1) :

Philibert Glautier avait été marié deux fois. De son premier mariage, il avait eu deux enfants et du second une fille nommée Anne. Avant de mourir, il fit un partage entre ses enfants, aux termes duquel il donna à ceux de son premier lit tous ses héritages anciens et autres, avec charge de payer pour tous droits à ladite Anne, fille de son second mariage, 1,100 livres. La mère de ladite Anne, en qualité de tutrice, reçut 550 livres. Après son mariage, Anne agit contre sa mère pour le paiement de cette somme. La veuve, au contraire, prétendait que cette somme devait demeurer entre ses mains pour en jouir

(1) *Arrêts du Parlement de Dijon*, recueillis par M. Delamar, avocat au même Parlement, v^o « douaire », p. 191.

« par forme de douaire », attendu que la coutume ne lui permettait de demander son douaire que sur la part de sa fille et non sur celle des enfants du premier lit ; comme Anne n'avait que des deniers, la mère affirmait avoir droit à la moitié de ceux-ci, sans quoi elle aurait été privée de douaire.

Anne affirmait, au contraire, que dans l'esprit de la coutume, les héritages anciens seuls étaient soumis au douaire et non les deniers.

Ladite Anne fut condamnée à laisser sa mère jouir des deniers. Après appel, la cause fut appointée.

Telle est la coutume de 1459. Elle modifiait sensiblement le douaire en lui apportant toute une série de restrictions nouvelles.

On tenta en vain de modifier la teneur des différents articles précités. Le projet de réforme de 1570 qui ne différait, d'ailleurs, pas sensiblement de la première rédaction, n'a pas abouti, ainsi qu'il est expliqué dans la thèse de M. Guigon sur *La succession des bâtards dans l'ancienne Bourgogne* (1).

« La Bourgogne, réunie à la couronne en 1478, chercha, durant tout le seizième siècle, à substituer la clarté, la précision, l'uniformité aux incertitudes et à la variété de la coutume. Dès 1562, les députés des trois ordres demandaient une correction, et des lettres patentes de Charles IX (6 juin 1562) ordonnaient la réunion des Etats pour nommer les commissaires chargés de procéder à cette revision. Après quelques réunions et sur nouvelles lettres du roi, une commission entreprenait ce travail de réfection : il s'agissait de modifier les règles anciennes selon les mémoires présentés par les députés des bailliages et les

(1) Guigon (Henri), *La succession des bâtards dans l'ancienne Bourgogne*, Dijon, 1905, p. 101 et 102.

arrêts du Parlement. Malheureusement, la présentation des cahiers avait lieu au moment des guerres de religion, et leur adoption était contrariée par l'opposition du tiers. Aussi la noblesse et le clergé se bornaient à rédiger quelques articles qui les intéressaient particulièrement et obtenaient l'approbation du roi Henri III. »

Malgré cet insuccès, il est intéressant de s'arrêter aux réformes qu'on se proposait d'apporter à la législation du douaire.

Le procès-verbal des conférences pour la réformation de la coutume, rapporté par Bouhier (1), nous indique en premier lieu comment on devait corriger et interpréter l'article 15. Il serait dit :

« Femme mariée sous la coutume de Bourgogne, et en face de sainte Eglise, est douée, après le trépas de son mari, sur la moitié des héritages anciens de sondit mari, dont il est mort vêtu et saisi, pour en jouir sa vie durant et supporter la moitié de toutes charges réelles, à cause de son douaire ; et sera tenue de maintenir en bon et convenable état les biens de sondit douaire. »

Les termes « selon la générale coutume de Bourgogne » étaient donc modifiés et remplacés par ceux-ci : « sous la *coutume de Bourgogne* ».

Bouhier énumère ensuite les conditions du douaire. Il faut « solemnisation de noces », car si la femme meurt avant ce moment, elle ne prend pas de douaire. Il faut encore, et c'était une prescription depuis longtemps en vigueur, que la femme soit mariée « en face de sainte Eglise ». Les actes du temps mentionnent parfois cette condition. Ainsi le contrat de mariage de Henri Ayron, en 1428, contient ces mots : « lesquels ont voulu être mariés par leaulté de mariaige selon la loi de Rome si Dieu et saints accordent (2) ».

(1) Bouhier, *Œuvres de jurisprudence*, t. I, p. 41 et suiv.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Protocole de Jean le Bon, coadjuteur du tabellion de Dijon*, B. n° 11340.

De plus « encore que la femme fût mariée hors du duché, si elle est menée au domicile du mari, résidant en Bourgogne, elle sera réputée mariée selon ladite coutume, et douera sur les anciens héritages du mari, comme si le mariage y eût été fait et passé ».

En ce qui concerne le mariage putatif ou le mariage nul, il a été résolu que, dans ces deux cas, le douaire n'aurait pas lieu, car il ne faut pas que la femme « profite de son délit ou de sa faute ».

Dans le cas où le mari ne jouit d'aucun « ancien » et où il a seulement une action *in rem* pour le recouvrement d'un bien paternel, il a été décidé que si les enfants ou la femme le revendiquent, elle pourra « douer » sur ce bien.

Si le mari, au moment de son décès, n'a qu'une nue propriété, la femme n'aura qu'un douaire éventuel, et elle attendra pour en jouir que l'usufruit ait pris fin.

La femme sera tenue de donner caution pour la conservation des biens de son douaire, si les héritiers du mari le demandent.

Elle devra, comme précédemment, maintenir son douaire en bon état sous peine de tous dépens et intérêts.

En cas d'adultère, la femme perdra son douaire et autres profits, si elle est accusée par le mari vivant. Mais les héritiers ne pourront intenter l'action si le mari n'avait pas, de son vivant, au moins préparé cette action.

La femme sera vêtue et saisie de son douaire coutumier et du douaire divis pareillement, pourvu qu'il n'excède pas le coutumier.

Elle pourra bailler les fruits de son douaire à qui bon lui semblera, quarante jours après la dénonciation faite aux héritiers de son mari ou à leur domicile.

La règle interdisant à la femme de prendre douaire où elle prend assignal, devait être ainsi rédigée : « La femme ne prend point de douaire là où elle prend

assignal ; tellement que si le mari a donné un assignal particulier à sa femme pour en jouir par ses mains, la femme ne peut prendre son douaire sur icelui, encore que ledit assignal fut retiré par les hoirs du mari des mains de ladite femme. »

Ce texte tranche la difficulté que nous avons soulevée précédemment et condamne formellement le système de Bretagne, pour laisser gain de cause à Chasseneuz.

Ce sont là les principales observations de Bouhier, relativement au projet de réformation de la coutume. Nous en avons passé beaucoup qui ne faisaient que reproduire celles des commentateurs antérieurs, et ne présentaient pas grand intérêt au point de vue des modifications qu'on se proposait d'apporter à la rédaction de 1459.

CHAPITRE VI

Disparition du douaire.

Aux seizième et dix-septième siècles, le douaire est encore très usité. — Cependant quelques contrats de mariage cessent de le mentionner. — Douaire rachetable. — Clause par laquelle le mari fait à sa femme donation de ce qui pourrait excéder le douaire coutumier. — « Donation » remplace « douaire ». — Donation réciproque.

Le douaire a été en plein épanouissement aux treizième et quatorzième siècles. La coutume de 1459 a marqué le commencement de son déclin : aux seizième et dix-septième siècles, nous sommes bien près de le voir disparaître.

Sa décadence est due à toute une série de nouvelles mesures que nous allons passer en revue, et qui étaient destinées à le restreindre jusqu'à complète extinction.

L'institution conservera néanmoins son nom jusqu'à la Révolution de 1789, mais elle perdra une grande part de son influence et de son autorité. Il est bien peu de contrats de mariage, en effet, durant les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, qui ne mentionnent pas le douaire. Il en existe cependant qui n'y font pas la

moindre allusion. Tel le contrat de mariage de Pierre-Gabriel Berbis, seigneur des Maillys, et d'Anne Prévost, en 1711 (1). De même encore, le contrat de mariage de Jean Devoyo, avocat, et de Françoise Ladoue, fille de Lazare Ladoue, lieutenant général du bailliage d'Autun, en avril 1566, où il est dit simplement qu'en cas de survie, la future épouse emportera sa chambre garnie, robes, habits, bagues et bijoux, en un mot, tout ce qu'on peut, à proprement parler, appeler ses gains de survie, sans qu'il soit question d'aucun douaire (2).

Mais ces exemples constituent l'exception, et c'est toujours la règle que, dans les contrats de mariage et quelquefois dans les testaments, un douaire soit accordé à la femme.

Pendant une partie du seizième siècle, le douaire se présente encore avec les mêmes caractères et sous les mêmes formes qu'aux siècles précédents. Ainsi, en 1560, aux termes du contrat de mariage de Jean de Cirey, auditeur en la Chambre des comptes de Dijon, et de Guillemette, fille de feu Jean d'Esbarres, seigneur d'Ampilly, les futurs époux sont mariés « selon la générale coustume de ce pays et duché de Bourgoigne, suivant laquelle coustume au cas que douhaire ait lieu, ladite damoiselle future épouse sera et demeurera douhée sur la moitié des anciens heritages de son futur époux (3). » Cette constitution de

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 75.

(2) Abord, *Histoire de la réforme et de la ligue*, 3^e volume, p. 96, Autun.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 429 : « Contrat de mariage de Jean de Cirey, auditeur en la Chambre des comptes de Dijon, et Guillemette, fille de feu Jean d'Esbarres, seigneur d'Ampilly : « ...Ils seront communs en tous meubles et conquets qu'ils auront et acquerront constant leur futur mariaige, selon la generale coustume de ce pays et duche de Bourgogne, suivant laquelle coutume en cas que douhaire ait lieu, la dite damoiselle future epouse sera et demeurera douhee sur la moitié des anciens heritages de son futur epoux en quelque pays qu'ils puissent etre situes et assis. »

douaire coutumier est en somme la reproduction exacte de la coutume.

On trouve également le douaire divis tel qu'il existait auparavant. En 1661, dans le contrat de mariage de Jean de Poligny, conseiller au Parlement, avec Anne, fille de Jean Gontier, seigneur d'Ebaty, le futur époux constitue à sa fiancée un douaire divis de cent soixante-six écus sa vie durant, sans qu'aucune clause nouvelle vienne modifier la nature du douaire (1).

De même en 1567, le contrat de mariage de Georges Venot, sieur de Brousson, avocat, bailli du Chapitre, et de Jeanne de Chasseneuz, est conçu comme au siècle passé : « La demoiselle Jeanne de Chasseneuz prendra la somme de cent écus pour se substanter et entretenir en cas de viduité sur le plus clair des biens (2)... »

Il existe cependant, à partir du seizième siècle, des signes distinctifs très nettement accusés. C'est, en premier lieu, l'habitude de « douer » la future épouse d'une certaine rente, rachetable par les héritiers du futur époux, moyennant paiement, en une seule fois, d'une somme donnée (3). Le contrat de mariage prévoit généralement

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 102 : « Contrat de mariage entre Jean de Poligny, conseiller au Parlement, et Anne, fille de Jean Gontier, seigneur d'Ebaty » : « Le sieur futur époux donne des bagues et joyaux à sa future épouse jusqu'à la somme de cinq cents écus. Au surplus, le dit futur époux a constitué douaire divis à la dite future épouse de cent soixante six écus sa vie naturelle durant. »

(2) Abord, *Histoire de la réforme et de la ligue*, 3^e volume, p. 122, Autun.

(3) Dunod, *Observations sur la coutume du comté de Bourgogne*, « Du douaire », p. 348 : « Il faut, suivant Argout, que la convention soit claire et expresse pour que le douaire soit converti d'usufruit en propriété ; cependant si l'on avait stipulé que la femme serait douée, par exemple de cent écus pour une fois, elle aurait les cent écus en propriété, parce que ces mots, pour une fois, ont paru assez expressifs pour marquer que les parties avaient voulu abonner le douaire coutumier et racheter les fruits que la femme aurait pu percevoir. Ainsi jugé le 15 juillet 1604, au premier plaidoyer du sieur Boitouset, entre Pierre, fils de Léonard Mercier d'Ornans, et les héritiers de Claude Baret. »

la survenance d'enfants et décide que, dans ce cas, le prix de rachat sera diminué et réduit à une autre somme qui est déterminée dans ce même contrat. En particulier, on peut voir un exemple de rachat en 1591, dans le contrat de mariage de Bernard de Cirey, homme d'armes de la compagnie du duc de Nemours, et de Françoise, fille de Nicolas de Pluvant, capitaine de la ville de Dijon. Il en est de même dans presque tous les contrats de mariage de l'époque (1).

A la fin du dix-septième siècle, la clause de rachat est clairement exprimée. Nous la trouvons absolument complète en 1682, dans le contrat de mariage de François-Bernard Jacob, baron de Courgy et de Buffon, second président au Parlement, et de Madeleine, fille de Nicolas de la Toison, conseiller au Parlement, et de Marie Fyot. Le futur époux fait don à sa fiancée de la somme de 3,000 livres par an, en cas de survie de celle-ci, rachetable par les héritiers du futur époux « de la somme de 20,000 livres au cas qu'il n'y ait point d'enfants de leur futur mariage », et s'il naît des enfants, « la rente sera réduite à 2,000 livres par an, rachetable de la somme de 12,000 livres (2) ».

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 429. — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 102, année 1604 : « Contrat de mariage d'Etienne Bouhier, avocat au Parlement, avec Claude, fille de Pierre Massal. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1609 : « Contrat de mariage de J. Blanot, écuyer, seigneur de la Brosse, et de Marguerite de Frasans, sa femme. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 429, année 1637 : « Contrat de mariage de Jean de Cirey, avocat au Parlement, et de Chrétienne, fille de feu Nicolas de Chaumelis. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 75, année 1665 : « Contrat de mariage de Jacques Berbis, seigneur de Vesvrottes, conseiller au Parlement, avec Lazare Duband. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1676 : « Contrat de mariage de Jean-Bernard Blanot, lieutenant de cavalerie, et Françoise, fille de Richard de Bligny, conseiller au Parlement. » — *Ibid.*, titres de familles, série B, n° 11706, année 1688 : « Contrat de mariage de Henri Delalogue avec demoiselle Marie Buisson.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 104. — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 75, année 1665 : « Contrat de

De plus, dans les contrats de mariage où le rachat de la rente est prévu, il est stipulé que moyennant le paiement de la somme fixée, la future épouse renonce à tout douaire divis ou coutumier, ou, du moins, si elle ne renonce pas, ladite somme lui tiendra lieu de douaire. Cette clause se rencontre dans presque tous les actes pré-

mariage de Jacques Berbis, seigneur de Vesvrottes, conseiller au Parlement, avec Lazare Duband » : « En faveur du futur mariage ledit Jacques douera la dite future épouse en cas que douaire ait lieu de la somme de six cents livres, ou s'il excédait le coutumier, lui en fera donation, de l'insinuation de laquelle il se chargera. Le dit douaire rachetable au cas qu'il n'y ait point d'enfants pour dix et en cas qu'il y en ait pour huit... » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1676 : « Contrat de mariage de Jean-Bernard Blanot, lieutenant de cavalerie, et Françoise, fille de Richard de Bligny, conseiller au Parlement » : « Et lorsque douaire ait lieu et qu'il n'y ait point d'enfants, le sieur futur époux donnera à ladite demoiselle future épouse la somme de deux cent cinquante livres rachetable de celle de deux mille quatre cents livres. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 476, année 1724 : « Contrat de mariage de Bénigne Berbis, marquis de Rancy, baron d'Esbarres, et d'Elisabeth-Charlotte, fille de feu François Philippe, baron de Bouhans, et de Marie-Françoise-Aimée de Poutiers » : « Donnera ledit seigneur futur à ladite demoiselle future des bagues et joyaux jusqu'à somme de douze mille livres qui lui demeureront propres pour elle. Au cas que douaire ait lieu, ladite demoiselle sera douée de la pension annuelle et viagère de deux mille livres, s'il n'y a point d'enfant dudit mariage rachetable de la somme de vingt mille livres, et s'il y en avait la dite pension sera réduite à la somme de mille livres rachetable de celle de dix mille livres. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1731 : « Contrat de mariage de Jean Fournieret, écuyer, et de Julienne Blanot, fille de feu Jean Bernard Blanot » : « Au cas que douaire ait lieu, ladite demoiselle future sera douée sur les propres biens dudit futur, au cas qu'il n'y ait point d'enfants du futur mariage de la somme de quatre cents livres rachetable de celle de quatre mille et au cas qu'il y ait des enfants du futur mariage, de la somme de trois cents livres rachetable de celle de trois mille à une fois payer. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 104, année 1718 : « Contrat de mariage de Bénigne Bouhier, colonel d'infanterie réformé, et d'Anne Espiard, fille de Claude, conseiller au Parlement, et de Philiberte-Constance Catin » : « En cas que douaire ait lieu, ledit seigneur futur époux douera ladite demoiselle future épouse de la somme de seize cents livres de pension annuelle et viagère, rachetable de seize mille livres au cas qu'il n'y eut point d'enfants du futur mariage et de quatorze cents livres aussi par an rachetable de quatorze mille livres ou il y aurait des enfants. » — *Ibid.*, titres de familles, série B, n° 11706, du 23 décembre 1688 : « Contrat de mariage de Henri Delaloge avec demoiselle Marie Buisson. »

cités sous la forme suivante : « Moyennant laquelle somme, elle (la femme) ne prendra aucun douaire divis ni coutumier, auquel elle a renoncé et renonce présentement (1). »

On trouve parfois aussi cette autre mention : « Au cas où ledit douaire excéderait le coutumier, ledit futur en fait donation pure et irrévocable à ladite demoiselle acceptante, de l'insinuation de laquelle ledit futur demeure chargé (2). » Par conséquent, si la somme fixée pour le rachat excède le douaire coutumier, le surplus fait l'objet de la part du futur époux à sa fiancée, d'une donation qui devra être insinuée ; souvent même, la somme tout entière est donnée. Cette clause avait pour but de tourner l'article 16 de la coutume de 1459 qui prescrivait de réduire au douaire coutumier le douaire divis qui excédait la moitié des héritages anciens du mari. Pour éviter les difficultés de la réduction, le mari constituait à sa femme douaire divis, et il ajoutait qu'au cas où celui-ci

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de famille, série E, n° 100, année 1609 : « Contrat de mariage de J. Blanot, écuyer, seigneur de la Brosse, et de Marguerite de Fransas, sa femme » : « ...Moyennant laquelle donation elle ne prendra aucun douaire divis ni coutumier, auquel elle a renoncé et renonce présentement. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 429, année 1637 : « Contrat de mariage de Jean de Cirey, avocat au Parlement, et de Chrétienne, fille de feu Nicolas de Chaumelis, seigneur de Brognon, receveur général de Bourgogne, et de Jeanne Richard. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1676 : « Contrat de mariage de Jean-Bernard Blanot avec Françoise de Bligny. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 104, année 1682 : « Contrat de mariage de François-Bernard Jacob avec Madeleine, fille de Nicolas de la Toison. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 104, année 1718 : « Contrat de mariage de Bénigne Bouhier avec Anne Espiard. »

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 76, année 1724 : « Contrat de mariage de Bénigne Berbis, marquis de Rancy, baron d'Esbarres, et d'Elisabeth-Charlotte, fille de feu François Philippe. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1731 : « Contrat de mariage de Jean Fournernet, écuyer, et de Julienne Blavot. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 104, année 1718 : « Contrat de mariage de Bénigne Bouhier avec Anne Espiard. » — *Ibid.*, titres de familles, série B, n° 11706, du 15 décembre 1553 : « Contrat de mariage de Humbert de la Loge et de Philiberte de la Cour. »

surpasserait le coutumier, il lui en faisait donation pure et simple.

Ainsi, le douaire, dont la nature véritable est absolument différente de celle de la donation, tend à se rapprocher de celle-ci et à se confondre avec elle. Il perd, alors, ce caractère essentiel de simple usufruit que nous nous sommes efforcé de faire ressortir de ces explications. S'identifiant avec la donation, le douaire va désormais transférer la pleine propriété des biens sur lesquels il portera. Lorsque le mot « douaire » est encore employé, il n'a plus que rarement son sens technique, et même on le remplace par le terme « donation ». Dès la fin du seizième siècle, cette tendance s'affirme. Elle est accusée en 1591, dans le contrat de mariage de Bernard de Cirey et de Françoise, fille de Nicolas de Pluvant, où on lit : « En outre, ledit futur époux *a fait et fait donation* à ladite future épouse, pure, parfaite et irrévocable au cas qu'elle le survive, de la somme de quatre cents écus (1)... » Une donation est encore substituée au douaire dans le contrat de mariage d'Etienne Bouhier, avocat au Parlement, avec Claude, fille de Pierre Massal, en 1604. Le futur époux fait à sa fiancée « donation en cas qu'elle lui survive, de la somme de cinq cents livres sa vie naturelle durant (2) ». De même en 1609, dans le contrat de mariage de J. Blanot, écuyer, avec Marguerite de Frasans (3).

Ainsi, on commence à oublier le douaire dans presque tous les actes, et l'expression, elle aussi, tend à être abandonnée ; on lui substitue celle de « donation (4) ». Et même

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 429.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 102.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 100, année 1609.

(4) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série E, n° 429, année 1637 : « Contrat de mariage de Jean de Cirey, avocat au Par-

ce n'est plus seulement une donation du mari à la femme, ce qui a toujours été le signe distinctif du douaire, c'est aussi une donation de la femme au mari que nous allons rencontrer. La donation réciproque qu'on peut considérer comme la dernière déformation du douaire, nous conduit d'une marche rapide au régime actuel de succession de l'époux survivant. Toutefois, il est à remarquer que les deux donations ne sont pas égales et que la première, celle du mari à la femme, est beaucoup plus importante que la seconde. Ainsi, en 1553, dans le contrat de mariage de Humbert de la Loge avec Philiberte de la Cour, le gain de survie accordé à la future épouse est fixé à douze mille livres, tandis que celui du futur ne s'élève qu'à mille livres (1). En 1650, dans le contrat de mariage de Maurice Boissieu avec Jeanne Champagny, la donation faite à la fiancée est de douze cents livres, tandis que celle qui est attribuée au futur époux est de quatre cents livres seulement (2). Enfin, le contrat de mariage de Jean Dorny et d'Agnès contient encore un exemple de donation réciproque (3).

lement, et de Chrétienne, fille de feu Nicolas de Chaumelis et de Jeanne Richard » : « Au cas de survie ledit sieur futur epoux *fait donation entre vifs* a ladite demoiselle future epouse... » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 100, année 1676 : « Contrat de mariage de Jean-Bernard Blanot avec François de Bligny » : « Le sieur futur epoux *donnera* a ladite demoiselle future epouse, etc. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 104, année 1682 : « Contrat de mariage de François-Bernard Jacob, baron de Courgy et de Buffon, avec Madeleine, fille de Nicolas de la Toison » : « Ledit seigneur president Jacob a fait et fait *donation* en faveur de noces a ladite demoiselle de la Toison sa future epouse de la somme de trois mille livres chacun an en cas de survie. » — *Ibid.*, titres de familles, série E, n° 76, année 1724.

(1) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série B, n° 11706.

(2) Archives départementales de la Côte-d'Or, titres de familles, série B, n° 11694.

(3) Archives départementales de la Côte-d'Or, notaires et tabellionages, *Registre de Jean Boyert de Selongey, coadjuteur de Pierre Jossequin, tabellion de Dijon*, série B, n° 11367, f° 2.

Et c'est la dernière formé, la dernière étape du douaire qui, par suite de transformations successives, aboutit au gain de survie réciproque, tel qu'on le rencontre aujourd'hui dans presque tous nos contrats de mariage.

CONCLUSION

Le douaire au moment de disparaître revient à son point de départ. — Causes de sa suppression. — Ce qu'il en reste.

Telle a été, en Bourgogne, l'évolution du douaire. Donation en toute propriété à l'origine, il reprend ce même caractère au moment de disparaître, revenant ainsi à son point de départ.

Nous avons suivi le douaire à travers les âges depuis sa naissance. Sorti du droit burgonde et du droit romain, il a puisé à trois sources : le *wittemon*, le *morgengab* et la *donatio ante nuptias*. Ces divers éléments se sont peu à peu fondus pour former une institution originale, ayant une physionomie particulière.

Il se composa d'abord d'objets mobiliers, sur lesquels la femme eut un droit de propriété ; mais le jour où le douaire porta sur les immeubles, le droit de la femme se modifia et devint un simple usufruit. En même temps, sa quotité augmentait, et jusqu'alors limité au tiers des biens du mari, il s'éleva à la moitié des héritages de celui-ci. Le douaire avait désormais son véritable aspect.

Nécessaire à ses débuts, à cause des conditions successorales où l'ancien droit plaçait la femme, conditions qui rendaient nécessaire un gain de survie, le douaire persista encore durant le développement de la féodalité et sous l'influence des idées de propriété familiale. Mais lorsque la femme eut des avantages suffisants pour assurer sa situation après la mort de son mari, avec le développement de la communauté et de l'hypothèque légale, le

besoin de douaire se fit de moins en moins sentir. D'autre part, ses nombreux inconvénients le rendaient odieux et on chercha à le diminuer de plus en plus. A la suite d'une série de restrictions, on modifia ce gain de survie jusqu'à en faire une simple donation. Il reprenait ainsi son caractère primitif, mais il était sur le point de disparaître complètement.

Il dura cependant jusqu'à la Révolution qui le supprima. On ne pouvait plus admettre, dans un pays où tout était basé sur la liberté la plus absolue, une institution qui avait entravé si longtemps la circulation des biens. La Révolution venait justement de rendre libres les biens immobiliers, d'empêcher, par l'abolition des majorats et des substitutions, que des richesses qui auraient dû croître restent inactives et improductives : ce n'était pas le moment de restaurer le douaire ; il succomba.

On dit généralement qu'il tomba sous les coups de la loi du 17 nivôse an II qui abolit les lois et coutumes relatives à la transmission des biens par succession ou donation (1). Or, le douaire n'est ni un droit de succession, ni une donation, avons-nous dit. En tous cas il ne devait pas survivre longtemps. Sa suppression fut l'objet du décret du 22 ventôse an II (2), de la loi du 9 fructidor an II (3) et du 9 fructidor an III.

(1) Loi du 17 nivôse an II, art. 61 : « Toutes lois, coutumes, usages et statuts, relatifs à la transmission des biens par succession, donation sont également abolis, sauf à procéder au partage des successions échues et y compris le 14 juillet 1789, et de celles à venir, selon les règles qui seront ci-après établies. » — *Collection générale des lois depuis 1789 au 1^{er} avril 1814*, t. IV, 1^{re} partie, p. 850 et autres.

(2) Décret du 22 ventôse an II : « Considérant qu'il ne peut y avoir qu'une législation uniforme en France, et que, l'article 61 abolissant les transmissions statutaires, la question se trouve résolue par ce seul point, l'assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer. » — *Collection générale des lois*, t. IV, p. 1003 et suiv.

(3) *Collection générale des lois*, t. IV, *Bulletin des lois*, n° 53.

Le douaire cependant a peut-être laissé quelque trace dans la pratique de l'Eglise. Cette survivance de notre institution paraît se retrouver dans certaines des formalités qui accompagnent encore le mariage, et entre autres dans la remise, par le mari à la jeune épouse, d'une pièce d'or ou d'argent.

A-t-il complètement disparu du droit civil ? Lors de la rédaction du Code, il semble qu'on ait totalement méconnu son existence. On sait, en effet, la situation faite par le Code civil au conjoint survivant : il n'était appelé qu'en l'absence de tout parent du prédécédé. Le système législatif de 1804 était, à cet égard, susceptible des plus justes critiques : prétendant s'inspirer de l'affection présumée du défunt, il ne déférait l'hérédité au conjoint survivant non divorcé qu'à défaut de tout enfant naturel reconnu et de descendants légitimes de ce dernier. L'époux survivant était ainsi le dernier dans l'ordre des successeurs, alors que, dans l'affection du défunt, il devait occuper la première place. Aussi une série de réformes tendirent-elles à améliorer cette situation.

Ce fut d'abord la loi du 14 juillet 1866 qui concerne les droits d'auteurs littéraires et artistiques.

Ensuite apparut la loi du 25 mars 1873, relative aux déportés de la Nouvelle-Calédonie, qui permet à la veuve survivante de succéder à son mari. De plus, un décret du 31 août 1878 appliquait un système analogue à celui de la loi précédente aux condamnés à la transportation. Ses dispositions ont été modifiées par le décret du 18 janvier 1895 qui accorde à la veuve la moitié de la concession en usufruit, quand il y a des enfants, et le total en propriété quand il n'y en a pas. Mais ces premières lois ne concernaient que des cas particuliers.

Survint enfin la loi du 9 mars 1891 qui aboutit à déterminer définitivement le droit du conjoint survivant ainsi qu'il résulte de l'article 767 du Code civil.

Ce régime actuel rappelle, à n'en pas douter, notre ancienne institution. Le législateur en a d'ailleurs parlé lors de l'élaboration du projet de la loi de 1891.

Ne peut-on pas regretter que le législateur ne se soit pas souvenu davantage de notre ancien droit ? Cette vieille institution, sans doute, paraîtrait aujourd'hui surannée ; mais n'aurait-on pu la rajeunir, la mettre plus en harmonie avec les principes nouveaux ? Ce système eût été, à notre avis, préférable à celui d'un droit de succession sans réserve avec un taux variable.

Nous aurions voulu savoir, au cours de ce travail, faire revivre le douaire. Nous nous sommes du moins efforcé d'en tracer l'histoire et d'en dégager les principaux caractères.

Cette étude donnera peut-être quelques renseignements sur les gains de survie et, à la lumière de ceux-ci, il sera plus facile d'apprécier la loi nouvelle et d'entrevoir, au souvenir de l'ancien douaire, les modifications qu'on pourrait y apporter.

Vu :

E. CHAMPEAUX.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Dijon, le 20 novembre 1906,

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

ERRATA

- Page 5, ligne 21, au lieu de : *qu'elle fut*, lire : *quelle fut*.
7, ligne 4 du sommaire, au lieu de : *n'en a pas*, lire : *n'en n'a pas*.
8, ligne 12, note 1, au lieu de : *placiti*, lire : *placiti*.
— 11, ligne 1, au lieu de : *l'argent*, lire : *l'agent*.
— 12, ligne 27, au lieu de : *ue*, lire : *une*.
— 14, ligne 16, au lieu de : *n'en avait*, lire : *n'en n'avait*.
— 17, ligne 21, au lieu : *XLII*, lire : *LXII*.
— 31, ligne 16, au lieu de : *edificiis*, lire : *edificiis*.
— 44, ligne 14, au lieu de : *Maconnière*, lire : *Maçonnière*.
69, ligne 16, au lieu de : *traite de cette matière*, lire : *traite cette matière*.
— 69, ligne 7, note 1, au lieu de : *autremest*, lire : *antremest*.
— 74, ligne 23, au lieu de : *notaire*, lire : *notaires*.
— 83, ligne 3, note 1, au lieu de : *nute*, lire : *nule*.
— 85, ligne 10, au lieu de : *sur terre*, lire : *sur la terre*.
— 85, ligne 17, au lieu de : *décret*, lire : *procès*.
-

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	III
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Gains de survie à l'époque burgonde. — Leur contribution à la formation du douaire.	7
CHAP. II. — Fusion des différentes sources (sixième au treizième siècles).	27
CHAP. III. — Le douaire au treizième siècle.	41
CHAP. IV. — Le douaire aux quatorzième et quinzième siècles, jusqu'à la rédaction de la coutume.	55
CHAP. V. — Rédaction de la coutume et projet de réformation.	81
CHAP. VI. — Disparition du douaire	99
CONCLUSION.	109
ERRATA.	113

CARTULAIRE
DE
L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1230 à 1250

Les pièces n'ayant aucun sommaire sont des résumés.

*Ces Chartes font partie de la publication intégrale
du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par un Groupe
d'étudiants de l'Université de Dijon.*

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1230 à 1250

N^o 1.

1230.

Acquisition d'une maison et de deux bancs au bourg.

Sciant omnes presentes litteras inspecturi quod *Bartholomeus Achius*, et uxor eius *Agnæ* vendiderunt et concesserunt *Petro* abbati et ecclesiæ *Sancti Stephani diuionensis* domum suam cum duobus bancis et appendiciis suis, quæ sita est inter domum *Joannis Teste* et domum domini *le Loscaret* a strata publica usque ad aliam stratam retro, de quibus se deuestierunt et dictum abbatem inuestierunt; et de garantia portanda se et sua in manu dicti abbatis obligauerunt; de pretio dictæ venditionis videlicet de centum et duodecim libris recognouerunt in integrum se esse pagatos. Hanc vero venditionem *Odo* frater dicti *Bartolomei* acceptauit et laudauit. In cuius rei testimonium ego *R...* decanus capellæ ducis et ego *O...* decanus christianitatis diuionensis ad preces supradictorum *Bartolomei* et *Agnæ*, sigillorum nostrorum munimine presen-

tem paginam roboramus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 39, scellé de deux sceaux.

N° 2.

Avril 1230.

Donation faite par Pierre, dit Cointes, au prieuré de Mirebeau, de la moitié de la dîme qui lui appartient au climat de Roortes, finage de Mirebeau.

Sciant omnes presentes litteras inspecturi quod *Petrus dictus Cointes* dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam dicto et prioratui *Mirebelli* medietatem decime quam habet in territorio de *Roortes apud Mirebellum* pro remedio anime suæ et uxoris sue *Adeline* defuncte. Aliam vero partem inuadiauit dictus *Petrus Petro* abbati *Sancti Stephani diuionensis* pro LX solidis diuionensibus, quam medietatem debet facere valere unam minam bladi si non valeat; si vero plus valeat totum erit ecclesie supradicte. In cuius rei testimonium ego *R...* decanus capelle ducis et ego *O...* decanus christianitatis diuionensis ad preces supradicti *Petri* sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roboramus. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo, mense aprili.

Orig., G. 373, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 3.

Juillet 1230.

Décision d'un commissaire papal, dans laquelle se trouve une bulle du pape Grégoire IX qui donne le privilège au duc de Bourgogne et au chapitre de sa chapelle, de ne pouvoir être assignés plus loin que deux journées et ce, contrairement à la demande de l'abbaye de Saint-Etienne.

H..., diuina permissione tituli *Sancte Pudentianæ* presbiter cardinalis uniuersis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem et sinceram in domino charitatem. Nouerit uniuersitas vestra quod procurator decani et capituli capellæ ducis diuionensis, indulgentiam a sede apostolica impetrauit, cuius tenor talis est. *Gregorius* episcopus, seruus seruorum *Dei* dilectis filiis decano et capitulo capellæ ducis diuionensis salutem et apostolicam benedictionem. Dignum est ut qui sedi apostolicæ immediate subestis, ipsius fauore foueamini speciali, qui sic commodis vestris accedat quod alii exinde dispendium non incurrant. Cum itaque, sicut asseritis, lingonensis diocesis in qua ecclesia vestra consistit adeo sit diffusa, quod ecclesia ipsa fere per tres dietas extra eundem diocesenum tracti ad iudicium grauibus fatigemini laboribus et expensis. Nos vestris et dilecti filii nobilis viri ducis *Burgundiæ* supplicationibus inclinati, auctoritate vobis presentium indulgemus ut auctoritate litterarum nostrarum vel legatorum sedis apostolicæ ab ecclesia vestra ultra duas dietas vocari ad iudicium nequeatis. Ita tamen quod indulgentiam huiusmodi per partes faciatis publicari vicinas, ne aliqui ad remotiora loca, per ignorantium litteras impetrantes, exinde dispendium patiantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius

se nouerit incursum. Datum *Laterani* kalendas julii pontificatus nostri, anno quarto.

Procurator vero venerabilis patris lingonensis episcopi et abbatis et conuentus *Sancti Stephani diuionensis*, lingonensis diocesis, eidem indulgentiæ in audiencia publica contradixerit. Super qua, nos dominus papa dedit eisdem procuratoribus auditorem, inter quos cum fuisset in presentia nostra diutius altercatum, tandem procurator predictorum decani et capituli petiit a procuratore dicti episcopi et abbatis et conuentus quod absolueret indulgentiam memoratam, et ipse, per litteras nostras caueret, eidem solemniter promittendo procuratoris nomine, pro decano et capitulo capellæ ducis, quod non obstante indulgentia ipsa episcopus et abbas et conuentus iamdicti vel successores eorum possent predictos decanum et capitulum per litteras apostolicas, vel legatores apostolice sedis in iudicium trahere per duas dietas, non a prefata capella sed a finibus lingonensis diocesis computandas. Ita quod per ipsam indulgentiam sepedictis episcopo et abbati et conuentui *Sancti Stephani* preiudicium nullum fiat, et quantum ad ipsos episcopum ac abbatem et conuentum perinde habeatur, ac si non fuisset penitus impetrata. Cum igitur omnia supradicta procurator decani et capituli procuratori predictorum episcopi et abbatis et conuentus solemniter promiserit coram nobis, nos ad petitionem utriusque partis, in testimonium factæ promissionis, et inter procuratores ipsos taliter acceptatæ, ne per dictam indulgentiam lingonensi episcopo vel abbati et conuentui iamdicto possit imposterum preiudicium generari, presentes litteras fecimus sigilli nostri auctoritate muniri. Ut autem hoc factum robur maioris obtineat firmitatis venerabiles patres *Sancte Mariæ transtiberym* presbiter cardinalis, ac *R. Sancte Mariæ* in cosmidin diaconus cardinalis huic scripto ad petitionem procuratorum utriusque partis sigilla sua apponi fecerunt. Datum

Anagniæ xiiii kalendas *octobris* pontificatus *domini Gregorii papæ noni* anno quarto.

Cop., reg. G. 121, f^o 39.

N^o 4.

1231.

Guillaume de Vergy, pour dédommager l'église de Mirebeau de l'occupation d'un terrain qui lui appartient, lui donne un homme et sa famille.

Ego *Villelmus de Vergeio*, senescalcus *Burgundiæ*, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod cum quamdam terram arabilem, videlicet circa octo iornalia, que ad prioratum et ecclesiam *Mirebelli* pertinet, detinuissem occupatam, ad satisfaciendum dicte ecclesie, dedi et concessi ut in villa *Mirebelli* unum hominem et heredes suos predicta ecclesia possit aubergire et tenere eadem libertate qua et alii homines dicte ecclesie ibidem habentur et tenentur. Actum anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo primo.

Orig., G. 371, scellé sous double queue.

N^o 5

1231.

Lettre, sous le scel de Gauthier, abbé de Cîteaux, de la renonciation faite par Verric d'Auxonne à tous les héritages qu'il tenait de l'abbaye de Saint-Etienne à Genlis et Varanges.

Sciant omnes presentes litteras inspecturi quod *Verricus de Ausonia* de omnibus debitis et querelis quibus... eidem tenebant tam in capite quam in membris dictam ecclesiam

penitus acquitauit. Preterea octo modios (1)... eidem reddere tenebant annuatim et omnia que apud *Genleium*, *Varranges* et salutem de possessionibus et rebus... habebat tam in hominibus quam in redditibus, molendinis, terris et pratis que a *Stephano*, quondam abbate et a conuentu... pro sexcentis et quadraginta libris stephanien-sibus, titulo pignoris, obligata tenebat, supradicte ecclesie resignauit et in omnibus... similiter quittauit. Pro huius-modi vero quittance, *P...* abbas et conuentus jamdicte ecclesie dederunt et concesserunt eidem et heredibus suis quodquod habebant apud *Vilote* et *Crisse* in omnibus commodis que supradictis *P...* abbas acquisiuit et quatuor falcatas prati apud *Genle* in *Bruel* et in *Maubiez* et vineas quas idem *P.* abbas emit ab abbate et conuentu *Tullei* videlicet unum iornale in *Bergis* et quator iornalia in *Combis* iure hereditario possidenda, et pro remedio anime sue et antecessorum suorum anniuersarium celebrabunt annuatim in crastino inuentionis *beati Stephani*, et ipsa die, dictus conuentus procurabitur de xx solidis in furno *santi Petri* annuatim percipiendis. In cuius rei testimonium, nos *G...* abbas cisterciensis ad preces supradicti *Verrici*, presentes litteras sigilli nostri munimine roboramus. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo primo.

Orig.. G. 356, scellé sous double queue.

N° 6.

1232.

Vente d'une maison située au bourg de Dijon.

Sciant omnes presentes litteras inspecturi quod domina *Vilana de Chandostre* laude et assensu filiarum suarum

(1) Tout un coin à droite a été déchiré.

videlicet *Adeline* et *Alailenot* vendidit *P...* abbati *Sancti Stephani diuionensis* et ecclesie sue domum suam quæ sita est in burco iuxta domum *Johannis Teste* cum banco sito ante eandem domum pro sexaginta duabus libris diuionensibus predictæ *Vilanæ* computatis et traditis *Margareta* etiam eius filia et *Willelmus* maritus eius, *Juhanna* et *Humbelmus* de *Sancto Sequano* eius maritus, *Viloz* et *Odo de Baisse* maritus eius, *Nicola* et *Evaudoz de Thar* maritus ipsius, *Elisabeth* et *Willelmus* maritus eius hoc voluerunt et laudauerunt et contra omnes calumpniantes qui si forte apparuerint tenentur grantire. In cuius rei testimonium, ego *R.* decanus capelle ducis et ego *O.* decanus christianitatis diuionensis ad preces predictæ *Vilanæ* et omnium aliorum pronominatorum sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roboramus. Actum anno domini m^o. cc^o. tricesimo secundo.

Cop., reg. G. 126, f^o 49.

N^o 7.

1232.

Sentence arbitrale de Guillaume, prévôt de Dijon, au sujet des droits de pâturage que les seigneurs et les habitants d'Ahuy et de Daix prétendaient les uns sur les autres.

Sciant omnes presentes litteras inspecturi quod cum discordia verteretur inter abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et dominum *Odonem* de *Marrigneio*, militem, dominus de *Dez* ex altera, super pasturis finagiorum de *Dez*, in quibus dicti abbas et conuentus dicebant villam et grangiam suam de *Aqueductu* usuagium plenarium habere dicto *Odone*, e contrario afferente de consensu pretium inquisitores hincinde fuerunt electi, videlicet per abbatem *Sancti Stephani*, *Willelmus* propositus diuionensis per dominum *Odonem*,

dominus *Huo Moncarius* miles de *Diuione*, qui videlicet inquisitores recepto iuramento hominum tam de villa de *Aqueductu* quam de villa de *Dez* et facta inquisitione pronunciauerunt diffiniendo grangiam et homines *Aqueductus* debere habere usuagium plenarium in pasturis supradictis : quam inquisitionem et pronunciationem dictus *Odo* ratam habuit et acceptam concedendo etiam dicte ecclesie *Sancti Stephani* in fauorem religionis eidem ecclesie, ut dicti homines et grangia de *Aqueductu* perpetuo habeant et pacifice possideant quod pronunciatum est per inquisitores antedictos, promittens nihilominus eidem ecclesie et hominibus de *Aqueductu* super predictis pasturis portare garantiam, et hec omnia promisit dictus *Odo* fide interposita se fideliter seruaturum. Ita tamen quod homines de *Dez* habebunt similiter usuagium plenarium in pasturis *Aqueductus*. In cuius rei testimonium ego *R...* capelle ducis et ego *O...* christianitatis diuionensis decani ad preces iamdicti *Odonis* sigillorum nostrorum munimine presentes litteras roboramus. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo secundo.

Orig., G. 309, scellé de deux sceaux sous double queue (cire verte).

N° 8.

1232.

Reconnaissance, par plusieurs habitants d'Ahuy,
qu'ils sont hommes de l'abbaye.

Ego *R...*, capelle ducis, et ego *B...*, christianitatis diuionensis decani, notum facimus uniuersis quod *Aubricus Galarz* et filii eius videlicet *Hemicus Petrus* et *Bartolomeus* in nostra presencia recognouerunt se esse homines *Sancti Stephani diuionensis* et de dominio *Aqueductus*, qui si a dicto dominio recedent cometa de praehabis quam

tenent a *Petro* abbate dicte ecclesie pro qua, dum ibi manebent, tales debent dicto abbati reddere redditus quales ceteri homines dicte ville reddere consueuerunt, licet ipsa cometa seminibus vel segete sit vulgata vel cooperta, tamen ad dictam ecclesiam libere et absque contradictione sicuti erit cum seminibus vel segete reuertetur, hec omnia dictus *Galarz* et eius dicti filii sacramento corporali interposito firmiter obseruare promiserunt. In cuius rei testimonium ad preces supradictorum *Aubrici Galarz* et filiorum eius sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roboramus. Actum anno *Domini* m° cc° tricesimo secundo.

Orig., G, 300. — Cop. G. 126, f° 45.

N° 9.

Janvier 1232.

Bulle du pape Grégoire IX, qui met sous la protection de saint Pierre l'église de Saint-Etienne et tous ses biens, et notamment la ville et chapelle d'Asnières.

Gregorius episcopus seruus seruorum *Dei*, dilectis filiis abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* ordinis *Sancti Augustini* lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem : cum a nobis petitur quod iustum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum : eapropter dilecti in domino filii vestris iustis postulationibus grato concurrentes assensu, personas vestras et locum in quo diuino vacatis obsequio ; cum omnibus bonis que impresentiarum rationabiliter possidet aut in futurum iustis modis prestante domino poterit adipisci, sub *beati Petri* et nostra protectione suscipimus, specialiter autem villam de *Asneriis*, sitam iuxta villam de *Aqueductu*, cum

iuribus et pertinentiis suis, quam a nobili viro duce *Burgundie* nobilis mulieris *Yolandis* uxoris ipsius accedente consensu, iusto emptionis titulo canonice proponitis vos adeptos prout in eorum litteris confectis exinde dicitur plenius contineri; sicut eam iuste et pacifice possidetis, vobis et per vos monasterio vestro, auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio comunimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre protectionis et confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se noverit incursurum. Datum *Anagnie* decimo sexto calendas jannuarii, pontificatus nostri anno sexto.

Orig., G. 117, scellé d'un sceau pendant sur lacs, soie jaune et rouge.

N° 10.

Janvier 1232.

Lettre, sous le scel du duc Hugues IV, de la déclaration faite par le Moutons, du don viager de la moitié du moulin et d'une vigne fait par Gauthier, son frère, à Béatrix, sa mère.

Ego ala... *Burgundie*, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod *le Moutons* filius *Willelmi* domini *Fauuernei* defuncti, coram me recognovit quod medietas molendini et medietas vinee que *Galterus* frater ipsius *Moutonis* concessit *Beatrici* domine et matri sue possidenda quamdiu ipsa erit in habitu seculari sine ordine et religione post decessum dicte *B...*, ad dictum *Galterum* et ad heredes suos absque porcione *dou Mouton* libere et absolute reuertetur et alias res percipientur inter se sicut fratres. In cuius rei testimonium presentes litteras feci

sigillo meo sigillari. Actum est anno domini m^o cc^o xxx^o secundo mense januario.

Orig., G. 348, scellé sous double queue de parchemin.

N^o 11.

Janvier 1232.

Quittance après la vente de la terre d'Asnières, faite par le duc Hugues IV à l'abbaye de Saint-Etienne, pour la somme de mille trois cents livres.

Ego *Hugo* dux *Burgundie* notum facio uniuersis presentes litteras inspecturis quod ego recepi a *Petro* abbate *Sancti Stephani diuionensis* tredecem centum libras stephanienses pro villa de *Asneriis* quam vendidi eidem. In cuius rei testimonium sigilli mei munimine presentem paginam roborauī. Actum anno Domini m^o cc^o tricesimo secundo, mense januario.

Orig., G. 321, scellé sur double queue de parchemin.

N^o 12.

Mai 1232.

Vente, faite aux chanoines de Saint-Etienne, d'un pré à Magny, par Eudes de Marigny, chevalier, seigneur de Daix.

Sciāt omnes presentes litteras inspecturis quod dominus *Odo de Marigneio* miles, dominus de *Diz* vendidit *Petro* abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* totum pratum suum quod situm est inter locum pascuæ de *Maigneio* et pratum de *Julleio* quod est *Sancti Stephani diuionensis*, quod contra omnes calumniatores qui, si forte apparuerint, debet garantire, et de pretio venditionis se tenuit pro pagato. In cuius rei testimonium ego *R...*,

capelle ducis et ego *O...*, christianitatis diuionensis decani, ad preces supradicti, sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roboramus. Actum anno domini m^o cc^o xxxii^o mense maio.

Cop., reg. G. 126, fo 146.

N^o 13.

Août 1232.

Acquisition de la maison de maître Simon, archidiacre de Langres, située à Dijon, devant la porte du cloître.

Guillermus archidiaconus lingonensis et magister *Henricus de Musceio* canonicus et officialis curie lingonensis omnibus ad quos presentes littere peruenerint, salutem in domino. Nouerit uniuersitas uestra quod *Simon* presbiter de *Banna*, et *Raaudus* presbiter de *Marcilleio* in presentia nostra constituti, et ad hoc adducti recognouerunt spontanea voluntate quod ipsi vendiderant domino abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* domum que fuit magistri *Simonis* archidiaconi, que sita est ante portam claustrum iuxta domum *Jaffot*, pro sexaginta et vindecim libris lingonensibus, de quibus confessi sunt se esse pagatos, et promiserunt bona fide quod ipsi super hac venditione dicto abbati et conuentui tanquam executores testamenti prefati archidiaconi legitimam portabunt garantiam. In cuius rei testimonium ad petitionem utriusque partis presentes litteras sigillis nostris fecimus sigillari. Actum anno gratie m^o. cc^o. xxx^o. secundo, mense Augusto.

Orig., G. 173, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 14.

Août 1232.

Vente à l'abbaye de Saint-Etienne, par Jaffet, citoyen de Langres,
d'une cheminée, d'une cuisine et de lits.

Guillermus archidiaconus lingonensis, et magister *Henricus* de *Musceio* canonicus et oficialis lingonensis, omnibus ad quos præsentēs litteræ peruenierint salutem in *Domino*. Nouerit uniuersitas uestra quod *Jaffetus* ciuis lingonensis, et *Margareta* uxor eius, et *Joannes* filius eiusdem *Margaretæ* in præsentia nostra constituti, et ad hoc adducti spontanea voluntate, recognouerunt quod ipsi vendiderant domino abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* caminum qui est contiguus domui magistri *Simonis* cum coquina quæ retro est, et cum talamis priuatis, sicut paries diuidit qui paries erit communis utrique parti et cum omnibus aliis apenditiis suis quæ retro sunt pro quadraginta libris lingonensibus; recognouit etiam dictus *Joannes* volentibus et laudantibus dicto *Jaffeto* et *Margareta* quod ipse erat extra auctoriam eorum et quod ipse nec per se nec per alium deinceps reclamaret; promiserunt iterum dicti tres scilicet *Jaffetus* et *Margareta* et *Joannes* fide interposita, se hanc venditionem firmiter obseruare et domino abbati et conuentui contra omnes legitimam ferre garantiam, et se pagatos de dicta pecunia recognouerunt; hanc venditionem laudauerunt filii et filiæ eorum *Guillemote Tholocastæ*, *Anneloz*, *Guioz* et *Hugonoz*. In cuius rei testimonium ad petitionem utriusque partis præsentēs litteras sigillis nostris fecimus sigillari. Actum anno gratiæ m°. cc°. xxx°. secundo, mense Augusto.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, fo 246, scellée de deux cachets brisés pendants sur double queue de parchemin.

N^o 15.

Octobre 1232.

Vente de la terre d'Asnières, près Ahuy, faite par Hugues IV, duc de Bourgogne, et Yolande, sa femme, à l'abbaye de Saint-Etienne.

Ego *Hugo dux Burgundie* notum facio omnibus tam presentibus quam futuris quod ego laude et assensu uxoris mee *Yolandis*, ducisse *Burgundie*, villam de *Asneriis* sitam prope villam de *Aqueductu* quam mihi antea vendiderant dominus *Bartholomeus dictus Scambio* miles, et *Sebilla* uxor eius vendidi, concessi et tradidi ecclesie *beati Stephani diuionensis* et canonicis ibidem Deo seruientibus per manum *P...* abbatis ipsius ecclesie una cum appendiciis, pertinenciis et iuribus eiusdem ville videlicet recepto sine manerio de *Crotis*, finagiis, territoriis, pratis, terris, nemoribus, vineis, aquis, stannis, pasturagiis, iusticia maiorum et minorum, redditibus prouentibus nec non et aliis commodis uniuersis ipsius ecclesie habendam cum predictis in perpetuum et pacifice possidendam in ea maneria in quia dictus *Bartholomeus* et *Sebilla* uxor eius eandem tenuerunt et possederunt. Sciendum etiam quod quicquid dictus *Bartholomeus* et *Sebilla* uxor eius in predicta villa seu pertinenciis eiusdem habebant vel habere poterant et quam eam mihi vendiderunt ipsi ecclesie totum quittaui et concessi perpetualliter habendum et tenendum. Nihil de hiis que mihi vendiderant idem *H...* et uxor eius *Sebilla* in dicta villa seu pertinenciis eiusdem retinendo. Teneor autem predictis abbati et conuentui *sancti Stephani* villam supra nominatam cum pertinentiis ipsius in perpetuum garantire contra omnes. De pretio autem venditionis ville predictae, videlicet trium milium librarum Stephaniensium me teneo penitus pro pagato ; et de dicta villa et pertinenciis ipsius me deuestiens, ipsum abbatem nomine

ecclesie *beati Stephani* inuestiui de eadem. In huius rei testimonium presentes litteras ego dux et *Yolandis* uxor mea sigillorum nostrorum munimine roborauimus. Actum *Castellioni* anno domini M^o. CC^o. tricesimo secundo, mense octobris.

Cop., reg. G. 126, f^o 37.

N^o 16.

1233.

Cambion et Sybille, sa femme, confirment la donation, faite à Saint-Etienne par le seigneur de Thart, de cinq émines de blé par an.

Nos *B...* dictus *Cambio* miles et *Sibilla* uxor mea, notum facimus uniuersis presentibus et futuris quod cum *Johannes* quondam dominus de *Thard* dedisset tunc temporis scilicet anno domini millesimo ducentesimo decimo octavo *Deo* et ecclesiæ *Sancti Stephani diuionensis* pro remedio anime *Beatricis* uxoris sue in perpetuam elemosinam quinque eminas bladi ad mensuram *Diuionis* annuatim reddendas usque ad festum omnium sanctorum, ita videlicet quod canonici dicte ecclesie teneantur anniuersarium dicte *B...* singulis annis celebrare ; dictam elemosinam collatam dicte ecclesie a pronominato *Johanne*, ego iamdictus *B...* et *S...* uxor mea, filia predicti *Johannis* laudamus et in perpetuum ratam habemus, et ipsam elemosinam assignatam a dicto *Johanne* super molendinum de *Rofenaul* similiter adsignamus : ita tamen quod si dicti molendini redditus ad plenariam solutionem dicte elemosine non sufficerent de redditibus nostris quos habemus in villa *sancti Juliani* tenemur ad plenum perficere : canonici vero dicte ecclesie pro remedio animarum nostrarum post obitum nostrum debent annuatim anniuersarium nostrum celebrare : in huius rei testi-

monium ego sepedictus *B...* sigillo nostro et sigillo *O...* decani diuionensis quod ipse ad preces meas et ad preces sepedicte *Sibille* uxoris mee apposuit presentem paginam fecimus roborari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo trigesimo tertio.

Orig., G. 397, scellé de deux sceaux sur double queue de parchemin.

N^o 17.

1233.

Règlement portant que tous les ans, le jour de Carême, on ferait une aumône de pain et de chair à tous les pauvres qui se présenteraient à la porte du monastère.

Uniuersis presentes litteras inspecturis *P...* abbas, *H...* prior totusque conuentus *Sancti Stephani diuionensis* salutem. In actore salutis uniuersitati iure dignum duximus declarandum nos de communi consensu statuuisse et ordinasse quod singulis annis in *Carnipriuio* sacerdotum fiet distributio et erogatio panis et carnis omnibus pauperibus qui venerunt ad portam monasterii nostri in die superius annotata. Ad predictam autem distributionem et erogationem faciendam assignauimus redditus ville nostre que *Asneres* vulgariter appellatur, quam scilicet villam nostram venerabilis *P...* abbas noster sicut et alia bona quam plurima nostro monasterio acquisiuit ; qui quidem abbas noster de statu miserabili in quo perueueramus per negligentiam abbatum qui ipsum precesse-
rant per *Dei* gratiam nos extraxit. Item statuimus et ordinauimus quod pronominata villa nostra alienari a monasterio nostro non possit in posterum etiam si quod absit alienaretur ad possessorem transiret cum honore memorato. Statuimus etiam et ordinauimus quod abbates qui pro tempore fuerint antequam administrationem

suam monasterii recipiant et antequam sibi conuentus obedienciam faciat teneantur virare omnia supradicta se firmiter seruatueros. Nos vero iurauimus predictum statutum et ordinationem memoratam in perpetuum obseruare. In cuius rei testimonium presentem paginam fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo tercio.

Orig., G. 321, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 18.

1233.

Concession viagère du tiers des dîmes de Thenissey, faite par Pierre, abbé, et le couvent de Saint-Etienne, à Simon, doyen de Grancey.

Ego *Petrus* abbas *Sancti Stephani diuionensis* totusque conuentus eiusdem ecclesie notum facimus uniuersis, quod nos dedimus et concessimus communi assensu *Symoni*, decano *Grancey*, toto tempore vite sue pacifice tenendam sine aliqua retemptione nostram terciam partem decimarum tam magnarum quam minutarum in omnibus prouentibus quam habebamus apud *Tenisseium* ; de quo dono tenemus et legitimam ferre garantiam contra omnes. Ipse vero habito respectu ad deuotionem nostram post hoc factum pietatis intuitu et pro remedio anime sue et antecessorum suorum donauit nobis sexaginta libras stephaniensium et conuentui nostro quadraginta libras diuionenses ad unam refectionem. Ipsa vero iam supradicta summa pecunie et iam dictis dicto abbati et computati fuerunt et traditi. Post mortem vero dicti decani prefata decima ad ecclesiam nostram libere et integre reuertetur, et ut super hoc non possit oriri questio presentem cartam iam dicto decano sigillorum nostrorum

munimine multis presentibus tradidimus sigillatas. Anno gratie M^o. CC^o. XXX^o. III^o.

Orig., G. 400.

N^o 19.

1232.

Sentence et accord entre Saint-Etienne et Saint-Bénigne, pour l'inhumation d'un chanoine de la chapelle.

In nomine *Patris et Filii et Spiritui Sancti*, amen. Nos *Robertus*, diuina miseratione ecclesie lingonensis minister humilis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod auditis et intellectis hinc inde propositis in causa quæ vertitur coram nobis inter abbatem *Remundum* generalem administratorem *Sancti Benigni*, et conuentum eiusdem loci *Diuionis* ex altera, super tumulationem *Humberti*, canonici capelle ducis, die de consensu partium assignata ad audiendam definitivam sententiam, communicato bonorum utrorum consilio abbatem *Sancti Stephani* et conuentum ab impetitione alterius partis per sententiam definitiuam absoluiumus, reservata questione expensarum. Actum in octabis purificationis *Beatæ Mariæ*, anno Domini M^o. CC^o. tricesimo secundo.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 39.

N^o 20.

Mars 1233.

Bulle du pape Grégoire IX, qui renvoie l'abbé et les religieux de Saint-Etienne, d'une inscription en faux contre les bulles produites par eux.

Gregorius episcopus seruus seruorum *Dei*, dilectis filiis abbati et conuentui *Sancti Stephani de Diuione*, ordinis

sancti *Augustini* lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Constitutis in presentia nostra *Alberico* procuratori vestro et *Benedicto* sanctonense clerico pro causa que inter nos ex parte una, et dictum *B...* ex altera vertebatur super quibusdam litteris apostolicis que dicebantur de falsitate suspecte et super illa volentibus ad inuicem litigare dilectum filium, magistrum *Johannem de Sancto Germano*, capellanum nostrum dedimus auditorem qui iuridictis apostolicis litteris ac relatione venerabilis fratris nostri archiepiscopi bisuntini et collegarum ipsius, quibus examinatio et inquisitio super premissis omnibus ad instantiam prefati *B.* ab apostolica sede commissarii diligenter inspectis et auditis etiam que hinc inde fuere preposita coram ipso et plenius intellectis de dilecti filii nostri *G... sanctorum Cosme et Damiani* diaconi cardinalis, et aliorum prudentum consilio diffinitivam pro vobis sententiam promulgavit sepe dicto *B..* super hoc perpetuum silentium imponendo, quam ut apostolico dignemur munimine roborare, fuit a nobis ex parte vestra humiliter postulatum. Nos igitur, vestris devotis precibus inclinati, dictam sententiam rationabiliter prolegatam cuius tenorem de verbo ad verbum presentibus fecimus annotari, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus cuius tenor est talis. In nomine *Domini* amen. Inter querelas meroris expositi *Benedicto sanctonensi* clericus apostolicum pulsavit auditum, quod *Petrus* abbas et conventus *Sancti Stephani diuionensis* quibusdam apostolicis litteris usi fuerant de falsitate suspectis ad quod examinis apostolici remedium implorabat: venerabilis igitur pater bisuntinus archiepiscopus et dilecti in *Christo* archidiacons de *Salinz* et officialis bizuntini a domino papa inquisitores ad ipsius *B...* instantiam deputati quasdam litteras apostolicas, quas partibus litigantibus coram eis post diligentem indaginem inueneratur cum eorum processibus ac relationem inquisitionis et processus

eorum sub sigillis propriis secundum apostolici rescripti tenorem ad examen apostolicum remiserunt; Cumque coram me *Johanne de Sancto Germano* domini propter capellano super hiis ab ipso domino auditore concesso a dicto *B...* et *Alberico* abbatis et conuentus procuratore fuisset diutius litigatum visis et auditis hinc inde propositis predictis litteris apostolicis ac ipsa ratione diligenter inspectis cum nec de falsitate constituerit nec de ipsius probabili correctata, de diuini egidii *sanctorum Cosme et Damiani* diaconi cardinalis ab ipso domino ad hoc specialiter deputati nec non et aliorum prudentum consilio dictos abbatem et conuentum sententialiter a prefata eis obiecta falsitate absoluta iamdictis *B...* super hoc perpetuum silentium imponendo. Datum (1)... anno millesimo ducentesimo trigentesimo pontificatus domini *Gregorii* papæ nono anno sexto nono calendarum Martii. Ad predictorum abbatis et conuentui preces presentem paginam sigilli proprii testimonio roborauit. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se nouerit incursum. Datum *Anagninæ* viii calendarum Martii pontificatus nostri anno sexto.

Orig., G. 117.

Nº 21.

Mai 1233.

Donation d'une maison, en faveur de Saint-Pierre, abbé, et du couvent de Saint-Etienne, par Guillaume Monrins de Fauverney, du consentement de Béatrix, sa mère.

Ego *Hugo* dux *Burgundiæ* notum facio uniuersis presentibus et futuris quod *Villelmus* dictus *Muntuns de Fauuer-*

(1) Quatre mots sont illisibles.

niaco laude et assensu *Beatricis* matris sue et *Galteri* fratris sui, dedit in elemosinam *Deo* et ecclesiæ *Sancti Stephani diuionensis* domum suam de *Diuione* et curiam cum uniuersis appendiciis eiusdem domus circumque adiacentibus et diffusis. Que domus et curia site sunt infra muros diuionenses et omnes census quos ipse habebat in villa diuionense ; similiter dedit ecclesiæ supradictæ et de omnibus hiis se deuestiens, *Petrum* abbatem et conuentum *Sancti Stephani* multis presentibus inuestiuit. *Petrus* vero abbas et conuentus dicte ecclesiæ ne accepti beneficii immemores esse viderentur, dederunt de bonis ecclesie suæ *Willelmo* supradicto ducentas libras diuionense monete quas integraliter recepit. Ipse vero *Villelmus* et *Galterus* frater suus, iuramento corporaliter prestito tenentur et heredes eorum post ipsos, supradictam elemosinam ecclesie *Sancti Stephani* superius annotate contra omnes perpetuis temporibus legitime garantire. In huius rei testimonium, ad petitionem utrarumque partium, presentes litteras sigilli mei feci munimine presentem paginam roborari. Actum mense maii, anno *Domini* millesimo ducentesimo tricesimo tertio.

Orig., G. 173, scellé sur trois lacs disparus.

Nº 22.

Septembre 1233.

Lettres, sous le sceau de Hugues IV, duc de Bourgogne, de l'inféodation à vie de la terre de Couternon, faite par l'abbé de Saint-Etienne à Jean de Thenissey.

Hugo dux *Burgundie* uniuersis presentes litteras inspecturis salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod dominus *Johannes de Tenisseio* miles, in nostra presentia constitutus, quicquid tenebat et habebat ad vitam suam in feodum de ecclesia *beati Stephani diuionensis* apud villam

que dicitur *Cortalnon* et in finagiis et pertinentiis eiusdem villæ tam hominibus, mansis, redditibus quam aliis commodis uniuersis totum quittaui dicte ecclesie *beati Stephani* in manu *P...* abbatis eiusdem ecclesiæ habendum decetero et pacifice possidendum ; et de hoc se deuestiens dictum abbatem nomine ecclesie inuestiuit preterea, quictaui similiter dictus *Johannes* et concessit in perpetuum dicte ecclesie quicquid dominus *Girardus Rusus*, miles, frater suus detinet apud *Cotarnoul* cum illud sit sicut dicit idem *Johannes* de feodo predicto nec illud tenet de voluntate sua nec pro escambio seu portione hereditatis fraterna vel alia qualibet causa eidem *Girardo* assignauit. In cuius rei testimonium presentes litteras ad instanciam dicti *Johannis* sigilli nostri munimine roborauimus. Actum anno Domini m°. cc°. trigesimo tercio, mense septembris.

Orig., G. 343, scellé sous double queue.

N° 23.

Décembre 1233.

Sentence arbitrale d'Eudes, doyen de la chrétienté de Dijon, et de Guillaume Chapun, clerc, d'après laquelle l'abbaye de Saint-Etienne percevra, pendant un an, les prébendes des deux chanoines de la chapelle, récemment décédés.

Sciant omnes presentes et futuri quod cum discordia verteretur inter *P...*, abbatem et conuentum ecclesie *Sancti Stephani Diuionensis* ex una parte, et capitulum capelle ducis diuionensis ex altera. supra quibusdam querelis inferius annotatis tandem post multas altercationes de bonorum virorum consilio : in nos videlicet *Odonem*, decanum christianitatis et *Guillermum* dictum *Chapun* clericum diuionensem tanquam in arbitros hinc inde extitit compromissum sub pena viginti marcharum stellingorum quam penam committetur et saluetur pars

nostrum arbitrium non obseruans parti alteri nostrum arbitrum obseruanti. Hos ii arbitri arbitrando sic pronunciauimus quod ecclesia *Sancti Stephani* habeat per unum annum prebendas domini *Humberti* de *Spaniaco* et *Guidonis Banduini* quondam canonicorum capelle ducis defunctorum. Recipiet similiter decimam ab illis qui admodiant ut ad firmam recipiunt seu ad censam vineas canonicorum predictae capelle pro parte illa quam reportant dicti admodiatores, pars vero canonicorum libera erit a decima, duos solidos qui distribuuntur in quatuor capitulis generalibus capelle non habebit de cetero nec petere poterit abbas seu ecclesia *Sancti Stephani*, scutellam ducis ut habeat, idem abbas sine suo mittere, canonici capelle liberam habebunt sepulturam. Abbas vero et ecclesia *Sancti Stephani* litteris illis in quibus continetur quod canonici capelle non possunt alibi sepeliri quam in ecclesia *Sancti Stephani* nisi ad aliam ecclesiam pede vel equo sine alieno adiutorio se transferant, non utentur sed eisdem omnino abrenuntiauerint; domusque fuerunt magistri dominici quondam canonici capelle que site sunt ante ecclesiam *beate Marie* quite remanent et libere capitulo capelle ducis, nec in eisdem domibus ecclesia *Sancti Stephani* aliquid de cetero poterit reclamare. Clerici de choro capelle manentes et decedentes in parrochiato *Sancti Stephani*, si non eligant sepulturam alibi ad capellam ducis deferentur et ibidem celebratis eorum exequiis ad ecclesiam *Sancti Stephani* efferentur, ibidem sepeliendi cum lecto suo et culcitra si habeant et hoc fiet hinc inde bona fide. Item abbas *Sancti Stephani* poterit vendere tantummodo viginti et nouem modios vini ad bannum in uno dolio, et non plus, nisi forte dictum dolium quatuor sextarios aut octo plus teneret. Sub premissis articulis sic pronunciauimus, alia carta sua confecta super pace habita inter ipsos a domino papa confirmata in suo robore duratura. In cuius rei testimonium, utraque pars hanc

compositionem approbans, presenti scripto una cum sigillis nostris sigilla sua apposuerunt. Actum est hoc anno domini millesimo ducentesimo tricesimo tertio, mense Decembris.

Orig., G. 219, scellé de quatre sceaux sous double queue.

N° 24.

Janvier 1234.

Vente de la terre de Hauteville.

Nos *Hugo* dux *Burgundie* notum facimus omnibus tam presentibus quam futuris quod *Johannes de Bera* domicellus, in nostra presentia constitutus, recognouit se dedisse perpetuo pro remedio animarum *Odinis* patris sui, quondam dominus de *Bere*, et uxoris eius matrix dicti *Johannis* et etiam anime sue in puram elemosinam *Deo* et ecclesie *beati Stephani Diuionis* per manum *P...*, abbatis eiusdem ecclesie, terciam partem omnium pertinentium, redditum et iurium que habebat in villa que dicitur *Alta villa*, nec non et pertinentiis et appendiciis eiusdem ville videlicet tam in hominibus, redditibus, prouentibus, domibus, pratis, vineis, nemoribus, pascuis, pasturagiis, territoriis, finagiis, quorum in omnibus aliis commodis; iusticia etiam maiori et minori, quam iusticiam idem *Johannes* dixit coram nobis se habere non solum in hominibus suis dicte ville sed etiam in omnibus hominibus quos habent in eadem villa abbas et conuentus *Sancti Seccani*. Abbas vero et conuentus iamdicti ecclesie *Sancti Stephani* sincere deuotioni eiusdem *Johannis* humiliter occurrentes promiserunt se futuros annuatim anniuersarium dictorum *Odonis* et uxoris sue nec non *Johannis* post mortem ipsius. Ad hec sciendum quod supradictus *Johannes* recognouit similiter coram nobis se vendidisse, concessisse et tradidisse in

plenum et perpetuum dominium ecclesie *beati Stephani* per manum abbatis eiusdem alias duas partes omnium prouentium, reddituum et iurium que habebat in predicta villa, in omnibus commodis et exitibus videlicet hominibus, redditibus, prouentibus, domibus, terris, pratis, vineis, nemoribus, pascuis, pasturagiis, territoriis, finagiis, banno et rebus aliis uniuersis, iusticia etiam maiori et minori quam non solum in hominibus suis sed etiam in hominibus eiusdem ville qui sunt ecclesie *Sancti Seccani*. Dixit coram nobis se semper habuisse et eandem iusticiam sepedicte ecclesie *Sancti Stephani* se teneri garantire et sic que omnia habebat in supradicta villa et pertinenciis eiusdem. Idem *Johannes* concessit ipsi ecclesie *Sancti Stephani* cum ratione donationis cum ratione venditionis habenda perpetuo et pacifice possidenda nihil sibi penitus in sepedicta villa seu appendiciis eiusdem retinendo et se de hiis omnibus deuestiens predictum abbatem nomine ipsius ecclesie corporaliter inuestiuit. De pretio si quidem dicte venditionis videlicet de septingentis et sexaginta libris stephaniensibus se tenuit plenarie pro pagato. Preterea dictus *Johannes* dixit, asseruit coram nobis quod ius ville et consuetudo talis erat quod si aliquis homo pronominate ville ab ipsa villa veniet recedere se ad alterius dominum transferendo nihil de his possessionibus quas antea tenebat apud *Altam Villam* a loco illo ad quem se transtulerit, poterit retinere sed omnia immobilia que tenebat ipsi ecclesie *Sancti Stephani* integre et libere remanebunt. Item dixit et affirmauit et asseruit coram nobis dictus *Johannes* quod omnia supradicta sunt de sua hereditate. Istam siquidem donationem et venditionem promisit sepedictus *Johannes* corporaliter factis sacro sanctis euangeliiis se tenere firmiter et seruare et contra omnes calumpniantes legitime garantire. Si vero, quod absit, ipse vel heredes sui scripta religione sacramenti contra predictam donationem et venditionem attemptarent

venirent vel non garantirent nos ad requisitionem et instantiam et mandatum ipsius *Johannis* ipsius ecclesie *Sancti Stephani*, obligauimus nos de faciendo teneri predictam venditionem et de portando garantiam : ita quod indempnere conseruabimus super hiis ecclesiam sepedictam. Propter quod idem *Johannes* obligauit nobis bona sua uniuersa. In cuius rei testimonium ad requisitionem et instanciam sepedictorum *Johannis* et *P...*, abbatis et conuentus *Sancti Stephani* presentem paginam sigilli nostri munimine roborauimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto mense ianuarii.

Cop., reg. G. 126, fo 39.

N° 25.

Février 1234.

Lettre de Robert, évêque de Langres, d'après laquelle Hugues de Bourgogne s'est porté garant du don et de la vente de Hauteville.

Nos *Robertus*, *Dei* gratia lingonensis episcopus, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod *Johannes de Bera* domicellus, in nostra presentia constitutus, obligauit virum illustrem *Hugonem* ducem *Burgundie* erga ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis* de perpetua et legitima garantia portanda ipsi ecclesie super elemosina et venditione quas idem *Johannes* fecit dicte ecclesie de omnibus que ipse habebat in villa que dicitur *Alta Villa* et in pertinentiis et appendiciis eiusdem ville videlicet in hominibus, redditibus, prouentibus, domibus, terris, pratis, vineis, nemoribus, pascuis, pasturagiis, territoriis, agris et in omnibus aliis commodis, iusticiis maioribus et minoribus sicut in litteris ipsius ducis super hiis perfectis et sigillatis plenius continetur. Ita quod si idem *Johannes* aut heredes sui aut aliquis alius pro ipsis vel pro nobis ipsis contra dictas elemosinam et venditionem

ullo unquam tempore veniret pronomnatus dux predictæ ecclesie portaret garantiam supradictam, et propter hoc predictus *Johannes* obligavit dicto duci omnia bona sua presentia et futura. In huius rei testimonium et munimine ad petitionem dicti *Johannis* presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo trigentesimo quarto, mense februario.

Orig., G. 361, scellé sous double queue.

Nº 26.

Février 1234.

Adeline vend à l'hôpital de Brochon une pièce de terre,
sise à Fixins.

Ego *Robertus* decanus capellæ ducis diuionensis notum facio omnibus præsentibus litteras inspecturis quod in mea præsentia constituta *Adelina* relicta *Bertrandi de Fixins* defuncti, recognovit se pro necessitate sua vendidisse magistro et fratribus *Domus Dei de Brochon* quamdam petiam terræ quam habebat apud *Fixins*, iuxta vineam eorundem fratrum quæ dicitur præ, et hanc venditionem laudauerunt coram me spontanea voluntate *Egidius* et *Maria* liberi dictæ *Adelinæ*, et de toto iure quod in dicta petia terræ habebant vel reclamare poterant se deuestierunt ipsi et dicta *Adelina* mater eorum et prænominatos magistrum et fratres corporaliter inuestierunt. Et tenentur eis contra omnes in perpetuum garantire, et si in garantia portanda deficerent, voluerunt et concesserunt coram me ut dicti magister et fratres de garantia portanda se teneant ad quamdam petiam vineæ sitam in territorio *Dou Vignous* ad urmum, de pretio siquidem dictæ venditionis videlicet de sex libris diuionensibus se tenuerunt coram me penitus pro pagatis. Sciendum præ-

terea quod pro dicta petia terræ tenentur dicti magistri et fratres reddere annuatim in *Martio* sine occasione dictæ *Adelinæ* et filiis eius et eorum heredibus in perpetuum tres denarios censuales. Hæc autem omnia laudauit coram me *Johannes Boymus* frater dictæ *Adelinæ* et filii eius *Odo*, *Hugo* et *Bachardus* et in huius rei testimonium ad preces omnium supradictorum presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno *Domini* millesimo ducentesimo trigesimo quarto, mense Februarii.

Cop. d'Arv., f° 35, scellée sur double queue de parchemin.

N° 27.

Février 1234.

Quittance donnée, sous le scel de Hugues IV, duc de Bourgogne, à l'abbé Pierre et aux religieux de Saint-Etienne, de la somme de huit cent quarante livres pour la vente de la terre de Hauteville.

Nos *Ferricus de Pontoilleio*, officialis]lingonensis, et *R...* decanus cappelle ducis diuionensis notum facimus omnibus presentibus et futuris quod *Johannes de Bera* domicellus in nostra presentia constitutus, recognouit se integrale recepissee a *Petro* abbate *Sancti Stephani diuionensis* octogintas et quadraginta libras stephaniensis monete pro venditione ville que dicitur *Alta villa*, quam villam dictus *Johannes* dicto abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* vendidit. De qua vero summa pecunie, idem *Johannes* tenet se penitus pro pagato et de ipsa quitauit per omnia et in omnibus coram nobis supradictus *Johannes* predictem abbatem totamque ecclesiam. In eius rei testimonium ad preces supradictorum videlicet *Johannis* et *Petri* abbatibus, sigillorum nostrorum munimine presentem paginam roborauimus. Actum anno domini

millesimo ducentesimo tringentesimo quarto, mense Februarii.

Orig., G. 361, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 28.

Mars 1234.

Obligation de trois cent soixante-quinze livres, souscrite par Gauthier de Fauverney envers le duc de Bourgogne.

Ego *Hugo* dux *Burgundie* uniuersis presentes litteras inspecturis notum facimus quod quando *Galterus* dominus *Fauverney* dilectus et fidelis noster persoluet nobis vel mandato nostro trecentas et sexaginta et quindecim libras stephanienses, in quibus nobis tenetur pro quinquaginta et duobus iornalibus terre et pro omnibus pratis suis que omnia pro predicta summa pecunie in manu nostra obligauit, excepto prato de *Champeloy*s nos hec tenemur eidem *Galterino* reddere et facere reddi, absque ulla contradictione et absque ullo alio debiti onere quicumque ea teneat vel in cuiuscunque manu ea posuerimus vel obligauerimus. Et in huius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. xxx°. quarto, mense Martii.

Orig., G. 348, scellé sous double queue.

N° 29.

Juin 1234.

Engagement fait à l'abbaye de Saint-Etienne, par Etienne de Bojuns, chevalier, de sept setiers de blé et de quatre muids de rente qu'il levait annuellement sur les dîmes d'Ahuy.

Ego *Remundus* abbas *Sancti Benigni* et ego *O...* decanus christianitatis diuionensis notum facimus uniuersis quod

dominus *Stephanus dictus Boiuns* miles, in nostra presencia constitutus, recognouit se obligasse titulo pignoris abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* septem minas bladi, medietatem unius et medietatem alterius et quatuor modios vini quos habebat in decima *Aqueductus* pro centum libris stephaniensibus que omnia tenetur dicto abbati et ecclesie *Sancti Stephani* legitime garantire, nec poterit redimire non de Marcio in Marcium. In cuius rei testimonium ad instantiam dicti *Stephani* et dicti abbatis sigillorum nostrorum munimine roboramus. Actum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense junio.

Orig., G. 311, scellé de deux sceaux sous double queue.

Nº 30.

Juin 1234.

Rente sur la dîme d'Ahuy.

Ego *Willelmus* dominus *Mirebelli*, senescalcus *Burgundie* notum facio omnibus tam presentibus quam futuris quod dominus *Stephanus dictus Boiuns*, miles in nostra presentia constitutus, recognouit se obligasse titulo pignoris abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* redditum suum bladi et vini quem habet in decimis de *Aqueductu* videlicet septem sextaria bladi et quator modios vini pro centum libris stephaniensium que omnia tenetur dicto abbati et ecclesie *Sancti Stephani* legitime garantire ; nec poterit redimere nec de Marcio in Marcium. In cuius rei noticium et testimonium ad instantiam predicti *Stephani* et predicti abbatis sigilli nostri munimine presentes litteras fecimus roborari. Actum est hoc anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto mense junio.

Orig., G. 311, scellé sous double queue.

N° 31.

Décembre 1234.

Jean de Bere donne à Saint-Etienne le tiers de Hauteville,
de la justice des hommes et de tous autres droits.

Nos *Ferricus de Pontoilleio* officialis lingonensis, et *Robertus* decanus capelle ducis diuionensis notum facimus omnibus tam presentibus quam futuris quod *Johannes de Bera* domicellus, in nostra presentia constitutus, recognouit se dedisse et concecisse in perpetuum pro remedio *Othonis*, patris sui quondam domini de *Bera*, et etiam anime sue in puram elemosinam *Deo* et ecclesie *beati Stephani Diuionis* per manum *Petri* abbatis eiusdem ecclesie tertiam partem omnium prouentuum, reddituum et iurium que habebat in villa que dicitur *Alta Villa*, nec non et pertinentiis et appendiciis eiusdem ville videlicet tam in hominibus, redditibus, prouentibus, domibus, pratis, vineis, nemoribus, pascuis, pasturagiis, territoriis, finagiis, quam in omnibus aliis commodis, iustitia etiam maiori et minori, quam iustitiam idem *Johannes* dixit coram nobis se habere non solum in hominibus suis dicte ville sed etiam in omnibus hominibus quos habent in eadem villa abbas et conuentus *Sancti Secani*. Abbas vero et conuentus iam dicte ecclesie *Sancti Stephani* sincere devotioni eiusdem *Johannis* humiliter occurrentes promiserunt se facturos annuatim anniuersarium dicti *Othonis* perpetuo contra omnes legitime garantire. In cuius rei testimonium presentem paginam ad instanciam et requisitionem predictorum *Petri* abbatis et conuentus *Sancti Stephani diuionensis* et *Johannis* sigillorum nostrorum munimine roborauimus. Actum in capitulo *Sancti Stephani diuionensis*, anno domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense Decembris.

Orig., G. 361, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 32.

Mars 1235.

Bulles de Grégoire IX qui déclare les lettres apostoliques obtenues par Saint-Etienne véritables, et condamne Benoist qui les avait voulu combattre de fausseté après connaissance de cause.

Gregorius episcopus seruus seruorum *Dei* dilectis filiis abbati et conuentui *Sancti Stephani de Diuione*, ordinis *Sancti Augustini* lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Constitutis in præsentia nostra *Alberico* procuratore nostro et *Benedicto* xantonensi clerico pro causa quæ inter nos ex parte una, et dictum *B...* ex altera, vertebatur super quibusdam litteris apostolicis quæ dicebantur de falsitate suspectæ et super illa volentibus ad inuicem litigare dilectum filium magistrum *Joannem de Sancto Germano*, capellanum nostrum dedimus auditorem pro prædictis apostolicis litteris ac relatione venerabilis fratris nostri archiepiscopi Bisuntini et collegarum ipsius quibus examinatio et inquisitio super præmissis ad instantiam præfati *B...* facta et ab apostolica sede comissa diligenter inspecturis, et auditis etiam quæ hinc inde fuere proposita coram ipso et plenius intellectis de dilecti filii nostri *E... sanctorum Cosmæ et Damiani*, diaconi cardinalis et aliorum prudentium concilio definitiuam pro nobis sententiam promulgauit, sæpedito *B...* super hoc perpetuum silentium imponendo qui ut apostolico dignaremur munimine roborauit, fuit a nobis ex parte vestra humiliter postulatum. Nos igitur, vestris deuotis precibus inclinati, dictam sententiam rationabiliter promulgatam, cuius tenorem de verbo ad verbum fecimus annotare auctoritate apostolica confirmamus et præsentis scripti patrocinio communimus, cuius tenor est talis. In nomine domini amen. Inter querelas meroris expositi *Benedictus* Xantonensis clericus apostolicum pulsauit auditum quod *Petrus* abbas et

conuentus *Sancti Stephani diuionensis* quibusdam apostolicis litteris usi fuerant de falsitate suspectis ad quod examinis apostolici remedium implorabat : venerabilis igitur pater bisuntinensis archiepiscopus et dilecti in *Christio* archidiaconus de *Salins* et officialis bisuntinensis a domino papa inquisitores ad ipsius *B...* instantiam deputati quasdam litteras apostolicas quas partibus litigantibus coram eis post indaginem diligentem inuenerunt cum eorum processibus ac relationem inquisitionis et processus eorum sub sigillis propriis secundum apostolici rescripti tenorem ad examen apostolicum remiserunt : cumque coram me *Joanne* de *Sancto Germano* domini papæ capellano super iis a domino auditore concessa a dicto *B...* et *Alberico* dictorum abbatis et conuentus procuratore fuisset diutius litigatum, visis, auditis hinc inde propositis prædictis litteris apostolicis ac ipsa relatione diligenter inspectis, cum nec de falsitate constiterat nec de ipsius probabili coniectura de domini egidii *sanc-torum Cosmæ* et *Damiani* diaconi cardinalis ab ipso domino ad hoc specialiter deputati nec non et aliorum prudentium concilio dictos abbatem et conuentum sententialiter a præfata eis obiecta falsitate absoluimus iam dicto *B...* perpetuum silentium super hoc imponendo. Datum *Romæ* in palatio domini nostri *Papæ* anno millesimo ducentesimo trigesimo tertio, pontificatus domini *Gregorii Papæ noni* anno quarto nono calendas *Martii* ad prædictorum abbatis et conuentus cautelam præsentem paginam sigilli proprii testimonio roborauimus : nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri et Pauli* apostolorum eius se nouerit incursum. Datum *Anagninæ* octavo idas martii pontificatus nostri anno sexto.

Nº 33.

Mars 1235.

Deux champs, situés auprès de Marliens, sont donnés à Brochons.

Nos *Odo* decanus christianitatis diuionensis notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod cum discordia verteretur inter magistrum et fratres *Domus Dei de Brochon* ex una parte, et *Stephanum* dictum *Chaput de Tayr* ex altera, super duobus campis terræ arabilis sitis intra *Marliens* et communem viam de *Tayr*, quæ ducit ad *Diuionem*; quos duos campos dictus *Stephanus* petebat a dictis magistro et fratribus coram nobis : magister vero et fratres dicebant quod *Terricus de Tayr* pater iamdicti *Stephani* dederat et concesserat eisdem in puram et perpetuam elemosinam illos prenomatos duos campos : tandem partibus in nostra præsentia constitutis, dictus *Stephanus Chapelus* concessit et quittauit dictis fratribus elemosinam factam a patre suo, renuncians omni iuri et omni actioni quam habebat vel habere poterat in illis duobus campis : et promisit fide præstita contra omnes portare garantiam et ipse per manum nostram et per manum domini *Pontii Chaulardi* qui huic compositioni interfuit, habuit viginti solidos diuionenses de bonis *Domus Dei de Breschon*. Hanc vero compositionem laudauit et ratum habuit domina *Alba* mater dicti *Stephani* et elemosinam factam a iamdicto *Terrico* marito suo laudauit et quittauit : et ut istud magis firmum et stabile permaneat ad preces utriusque presentibus litteris sigillum nostrum apposuiimus. Actum anno *Domini* millesimo ducentesimo trigesimo quinto, mense martii.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, fº 36.

N° 34.

Juin 1235.

Reconnaissance de l'évêque de Langres, qu'il n'a nul droit
à Ahuy et à Asnières.

Robertus Dei gratia lingonensis episcopus, uniuersis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noueritis quod licet vir venerabilis et dilectus noster Petrus abbas Sancti Stephani diuionensis, nos apud Asnerias et apud Aheux aliquociens hospitaliter in domibus suis receperit nos plenissime confitemur quod in eisdem locis ius aliquod procurationis non habemus sed quidquid de receptione predicta nobis factum est ex sola libertate nobis fecit. Ne autem questio super hoc oriatur in posterum presentes litteras eidem abbati tradidimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini m°. cc°. tricesimo quinto mense iunio, die quarta post octabas Pentecostes.

Orig., G. 321, scellé sur double queue.

N° 35.

Juillet 1235.

Acquisition de la huitième partie du moulin de Loiche,
sur Ermengarde, son mari et ses frères.

Nos O..., decanus christianitatis, et R..., decanus capelle ducis diuionensis, notum facimus uniuersis presentibus et futuris quod *Ermengardis* filia *Richardi Mauboer*, de cuius hereditate mouet medietas venditionis huius quod inferius notatum et *Rodulphus* maritus eius, *Mauritius de Genlliaco*, filius *Lamberti Mauboer*, *Petrus Libariz* et *Bartholomeus*, fratres dicti *Mauritii*, isti omnes in nostra presentia constituti recognouerunt se vendidisse

ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* per manum *Petri* abbatis eiusdem ecclesie octavam partem redditus molendini de *la Loiche*, cum fundo eiusdem molendini, quod molendinum situm est in territorio de *Genly* et octo libras et [dimidiam Divionensium] de quibus ipsi tenent se penitus pro pagatis, et de his se deuestierunt supradictum abbatem nomine dicte ecclesie corporaliter inuestierunt, promiserunt per iuramentum suum contra istam venditionem de cetero non venire nec aliqui pro ipsis supra se et super res suas contra omnes calumpniatores perpetuo garantire; et sciendum quod *Johannes de Genleio* filius eorum et *Savoinus* frater eius laudauerunt et assenserunt istam venditionem, et eam promiserunt sacramento interposito supra se et supra res suas perpetuo contra omnes garantire, et dictas pactiones obseruare. In cuius rei testimonium ad preces supradictorum *Ermengardis*, *Rodulphi* mariti sui, *Maurity de Genliaco*, *Petri* et *Bartholomei* fratrum et venerabilis *Petri* abbatis presentibus litteris sigilla nostra apposuiimus. Datum anno Domini m°. cc°. xxx°. quinto, mense iulio.

Orig., G. 356, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 36.

Novembre 1235.

Fondation d'un anniversaire en l'église Saint-Etienne, par l'abbé Pierre, qui en assigne les fonds sur la seigneurie de Hauteville.

Nos *J...*, prior, totusque conuentus *ecclesie Sancti Stephani diuionensis*, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod nos, bona fide, promisimus venerabili patri nostro *Petro*, abbati ecclesie nostre, missam sancto spirituo singulis annis quamdiu vixerit die *Jouis* post *Pentecostem* pro ipso sollempniter cele-

brare, et post mortem eius eadem die missam scilicet requiem eternam annuatim pro anima ipsius promissimus similiter celebrare. Dictus vero abbas, pro dicto anniuersario assedit de assensu decem libras diuionenses super villam que dicitur *Alla Villa* quam ipse abbas sicut et alia bona quæ plurima nostro monasterio acquisiuit : quas dictas libras quicumque dictam villam tenebit vel possidebit nobis de redditibus eiusdem ville octo dies ante *Pentecostem* annuatim persolvere tenetur. De quibus decem libris nos promissimus dicto abbati, predicta die anniuersarii supradicti, centum solidos ad refectionem nostram fratrumque nostrorum pariterque sororum annuatim expendere et alios centum solidos pauperibus erogare. In eius rei testimonium nos supradicti *J...*, prior, totusque conuentus et *P...*, abbas, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno domini millesimo ducentesimo trigesimo quinto mense Novembris.

Orig., G. 173, scellé sous double queue.

N° 37.

Avril 1236.

Confirmation par Robert, évêque de Langres, de la vente du quart du moulin Bernard.

Robertus, Dei gratia lingonensis episcopus, uniuersis presentes litteras inspecturis salutem in domino. Noueritis quod cum abbates Sancti Stephani diuionensis quasdam parrochiales ecclesias extra Diuionem ad suum monasterium pertinentes per canonicos suos consueuerint facere deseruiri, et ex concessione tam pontificum romanorum quam predecessorum nostrorum episcoporum lingonensium potestatem haberent canonicos suos ibi

instituendi et destituendi tandem de omnium consensu nostro et *P...*, abbatis et conuentus *Sancti Stephani diuionensis* ; ita extilit ordinatum quod deinceps in perpetuum canonicos quos abbates *Sancti Stephani* qui pro tempore fuerint ad dictas curarum ecclesias eligendo duxerint episcopo lingonensi, qui pro tempore fuerint, presentabunt incurandos ab ipso vel mandato eius ; salua cum eisdem abbatibus destituendi taliter institutos potestate, quocienscumque placuerit eisdem et alios presentandi. In quorum omnium testimonium et munimine perpetuum sigillum nostrum una cum sigillis abbatis et conuentus predictorum, presentibus litteris apponi fecimus et ad maioris roboris firmitatem eorum appensione roborari. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo sexto mense Aprilis.

Cop., reg. G. 126, f° 5.

N° 38.

Juin 1236.

Vente, par Jean de Tennissey, aux abbé et couvent de Saint-Etienne, de la quatrième partie du moulin Bernard et du quart d'un pré.

Ego *Hugo dux Burgundie* notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod constituti in presentia nostra *Johannes de Teneseio* miles, filius *Johannis Rousset* et *Gertrudis* eius uxor recognouerunt se vendidisse viris religiosiis *P...*, abbati et conuentui ecclesie *beati Stephani diuionensis* quartam partem molendini quod dicitur molendinum *Bernart*, quod situm est in finagio diuionense et quicquid in eadem quarta parte molendini habebat vel habere debebat tam in aquis, terris, blado quam in omnibus aliis commodis, prouentibus et exitibus. Recognouerunt etiam se vendidisse eisdem abbati et conuentui

quartam partem prati siti super *Oscaram*, versus domum *Cistercij* diuionensis et hec omnia pro centum et quadraginta sex libris diuionensibus monete ipsis abbati et conuentui et eorum ecclesie in perpetuum habenda pacifice et libere possidenda. De dicto autem pretio se tenuerunt dicti miles et eius uxor coram nobis plenarie pro pagatis, promittentes nihilominus ipsis abbati et conuentui super predictis omnibus erga omnes calumpniantes se garantiam portaturos; item quod contra predictam venditionem de cetero non venient nec venire per alium facient an consentient. Et si forte quod absit de predicta garantia portanda deficerent, voluerunt et concesserunt ut dicti abbas et conuentus se teneant ad decimam quam habent apud *Poilli* et apud *Fontaines* sine sua aut heredum suorum reclamacione aliqua, quousque abbati et conuentui predictis sit tam de sorte quam de dampnis et gravaminibus pro defectu dicte garantie habitis et illatis integre satisfactum. Sciendum etiam quod predicti miles et eius uxor in nostra presentia similiter recognouerunt se dedisse et concessisse in puram et perpetuam elemosinam pro remedio animarum suarum et antecessorum suorum eisdem viris religiosis abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis*, et ipsorum ecclesie quartam partem eiusdem molendini cum pertinentiis ipsius et quicquid in eidem quarta parte habebat vel habere debebat in aquis, terris, blado necnon et in omnibus commodis prouentibus et exitibus. Item recognouerunt se dedisse et concessisse prefatis abbati et conuentui quartam prati predicti partem, promittentes super predicta donatione contra omnes calumpniantes garantiam portaturos et quod in predictis vel predictorum aliquo decetero nec per se nec per alios aliquid reclamabunt nec facient aut consentient reclamari. Et si forte, quod absit, de predicta garantia portanda deficerent, voluerunt et concesserunt dicti miles et eius uxor spontane ut dicti abbas et

conuentus ad dictam decimam se teneant sine sua aut heredum suorum reclamatione aliqua, quousque eisdem abbati et conuentui sit tam de sorte quam de dampnis et grauaminibus pro defectu dicte garantie factis et habitis integre satisfactum et sic predictam medietatem molendini tenebunt tunc ex dono tunc ex empto, salua tamen censa quindecim minarum bladi videlicet cuius est medietas frumenti et altera auene, que debentur annuatim *eduensi ecclesie* de medietate molendini predicti. Hec autem omnia sic supradicta sunt promiserunt dicti miles et eius uxor sacramento interposito se tenere firmiter et imposterum obseruare. Quod ut ratum sit et firmum ad petitionem predictorum militis et eius uxoris presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo sexto, mense iunio.

Orig., G. 289, scellé sur lacs.

N° 39.

Décembre 1236.

Vente faite à l'abbaye de Saint-Etienne, par Richier, de Binges, et Belle, sa femme, de tous leurs droits sur le moulin de la Loiche, à Genlis.

Nos *Johannes* capellæ ducis et O..., christianitatis diuionensis decanus, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod constituti in præsentia nostra *Richerus de Binges* et *Bella* uxor eius, recognouerunt se vindidisse viris religiosis abbati et conuentui ecclesiæ *beati Stephani diuionensis* quicquid habebant et habere seu reclamare de iure potebant aut debebant in molendino de la *Lache* sito inter *Janli* et *Nucheium*, et in ipsius molendini munenagio et in omnibus aliis modis et commodis eisdem abbati et conuentui in perpetuum pacifice possidenda :

promiserunt et dicti *Richerus* et *Bella* eisdem abbati et conuentui super omni eo quod habebant in predicto molendino et ipsius munenagio et omnibus modis et commodis et rebus aliis legitimam portare garantiam et quod in promissis vel aliquid promissorum nihil reclamabunt de cetero nec facient aut consentient per alium reclamare. De pretio quidem predictæ venditionis se tenuerunt predicti *Richerus* et *Bella* coram nobis integre pro pagatis. Hanc autem venditionem *Johannes* et *Lambertus* fratres predicti *Richeri*, *Johannes* et *Odo*, *Beletta* et *Aalidis* liberi predictorum *Richeri* et *Bellæ* laudauerunt et ratam et firmam habuerunt, promittentes quod contra predictam venditionem de cetero non venient nec facient aut consentient per alium venire : In cuius rei testimonium presentibus litteris ad preces et instantiam predictorum *Richeri* et *Bellæ*, *Johannis*, *Lamberti*, *Johannis*, *Odonis*, *Belettæ* et *Aalidis* sigilla nostra apposuimus. Actum anno Domini m°. cc°. tricesimo sexto, mense Decembris.

Orig., G. 356, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 40

1237.

Donation faite à l'église de Mirebeau, par Laurent de Mirebeau, chevalier croisé, de trois bichets de froment à percevoir sur son moulin de Mirebeau.

Ego *Laurencus* de *Mirabello* miles cruce signatus notum facio uniuersis presentes litteras inspecturis quod ego assignaui ecclesie de *Mirabello* tres bichetos frumenti annuatim percipiendos in molendino meo de *Mirabello* in festo *Sancti Remigii* ab illo qui molendinum illud tenerit, ita videlicet quod si aliquo casu contingerit dominus molendinum predictum fromentum non posse soluere, in ganagio

meo de *Mirabello* quicquid de predictis tribus bichetis frumenti defuerit recipiatur. Et quia sigillum non habeo sigillum domini *Cisterciensis* abbatis presentibus litteris feci apponi. Hec autem assignatio facta fuit de consensu uxoris mee *Margarete*. Datum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo septimo die sabbati ante festum *beate Marie Magdalene*.

Orig., G. 371, scellé sous double queue.

N^o 41.

Février 1237.

Ratification par Guillaume de Vergy du don fait au prieuré, par Hugues de Foucherans et Adeline, d'une maison en pierre, située près du prieuré.

Ego dominus *Villermus de Vergeio*, *Burgundiæ* senescalcus, notum facio tam presentibus quam futuris quod *Hugo de Fucherans*, homo meus de *Mirebello*, et *Adelina* uxor eius dederint et concesserint in elemosinam prioratui *Mirebelli* domum suam lapideam sitam iuxta prioratum; quam elemosinam ego dominus *Miribelli* concessi et laudaui dicto prioratui libere et pacifice in perpetuum possidendam. Dedi etiam supradicto prioratui *Mirebelli* usagium suum in turri mea, qua est iuxta domum supradictam supra portam stagni et estagium ad voluntatem cuiuslibet prioris dicti prioratus. In cuius rei testimonium ego dominus *Miribelli*, ut hoc ratum et firmum sit, presentem paginam sigillo meo sigillaui. Datum anno domini millesimo ducentesimo tricesimo, mense februario.

Orig., G. 371, scellé sous double queue.

N° 42.

Juin 1237.

Jean, fils de feu Robin, abbé de Saint-Etienne, et émancipé, reprend le four de Saint-Etienne, situé dans le château.

Ego decanus christianitatis diuionensis, omnibus presentes litteras inspecturis in domino solutem. Noueritis quod constitutus in presentia nostra *Johannes*, filius defuncti *Robini*, nepotis venerabilis viri et religiosi fratris *P...*, abbatis *Sancti Stephani diuionensis*, intra avæviam positus, perpetua et spontanea voluntate sua sicut in nostra recognouit presentia, recepit in feodum ab abbate predicto furnum quod situm in castro diuionense cum domo et appendiciis ipsius. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. tricesimo septimo, mense iunio.

Cop., reg. G. 126, f° 60.

N° 43.

Novembre 1237.

Grégoire IX défend de bénir aucun cimetière dans le district de Saint-Etienne sans la permission de l'abbé et du diocésain.

Gregorius episcopus seruus seruorum *Dei* dilectis filiis abbati et conuentui monasterii *Sancti Stephani diuionensis*, ordinis *Sancti Augustini*, lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem; laude dignum opus effcimus si super hiis que sunt equitati conformia petentium desideriis animamus : ea propter dilecti in domino filii vestris iustis precibus inclinati ne quis infra parrochias ecclesiarum ad nos pleno iure spectantium sine assensu diocesanorum et vestro cimiterium de novo construere vel benedicere audeat, salvis privilegijs romanorum pontificum, auctoritate presentium districte inhibemus :

nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se noverit incursurum. Datum *Laterani* vi idas *Novembris* pontificatus nostri anno duodecimo.

Orig., G. 117, scellé sous double queue.

N° 44.

Décembre 1237.

Jean, fils de feu Robin, neveu de Pierre Ballotte, engage le four de Saint-Etienne à l'abbé pour cent vingt livres dijonnaises.

Nos decanus capelle ducis diuionensis et S..., decanus grancensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, *Johannes* filius defuncti *Robini* nepotis viri venerabilis P..., abbatis *Sancti Stephani diuionensis* extra avæviam positus, recognovit se recepissee ab abbate predicto centum viginti librarum diuionensium monete in numerata pecunia, pro quibus centum et viginti libris sit ab abbate predicto receptis ; idem *Johannes* obligavit eidem abbati furnum situm in castro diuionense cum domo et appendiciis ipsiusque furnum, domum et appendicias ipsius, prefatus *Johannes* recognovit in nostra presentia esse de feodo abbatis eiusdem et obligavit idem *Johannes* propter hoc abbati predicto quatuor iornalia vinee qualiter sunt in territorio de *Chenoves*. In cuius rei testimonium ad preces abbatis et *Johannis* predictorum presentis litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini M°. CC°. tricesimo septimo, mense Decembris.

Cop., reg. G. 126, f° 60.

N° 45.

Janvier 1238 (1).

Lettre, sous le scel de Guillaume de Rouvres, maire de la commune de Dijon, et d'Evrard le riche, bourgeois de Dijon, d'un jugement qui déboute Jean, dit Marsoille, de Rouvres, et Claire, sa femme, de la succession de Barthélemy, leur neveu, échue à l'abbaye de Saint-Etienne.

Nos *Guillelmus de Roura*, [tunc] maior communie et *Eurardus dictus diues*, burgensis diuionensis, notum facimus uniuersis presentibus [et futuris] presentes litteras inspecturis quod cum discordia verteretur inter viros religiosos *P...*, abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et *Johannem dictum Marsoille de Roura et Claram* uxorem eius ex altera, super hereditate *Bartholomei* nepotis predictæ *Clare* necnon et super aliis que dicebant dictus *Johannes et Clara* ad ipsos iure escasure deuenire, debere. Tandem presentibus placuit memoratis quod compromiserunt super predictis et uniuersis querelis quas habebant vel habere poterant in nos *Guillelmum* tunc maiorem communie et *Evrardum dictum diuitem*, burgensem, diuionenses predictos, qui partibus convocatis diligenter audiuiimus ea que coram nobis proponere voluerunt. Auditis itaque petitionibus predictorum *Johannis* et uxoris sue et responsionibus predictorum abbatis et conuentus ad easdem placuit jam dictis *Johanni* et eius uxori et hoc sponte fecerunt sine vi et dolo et aliqua coactione quod dictos abbatem... escasura et de omnibus querelis motis et mouendis que sibi aduersus eosdem abbatem et conuentum... competere seu et competeabant, penitus quittaerunt. Sub religione prestiti iuramenti... eisdem abbati et conuentui de actionibus vel querelis seu petitionibus sibi usque in hodiernum diem... aliquam questionem

(1) Beaucoup de mots sont complètement effacés.

coram aliquo iudice ecclesiastico vel civili nec facient aut consentient super premissis... Hec autem omnia que superius sunt expressa *Laurentius*, *Odo* et *Rosa*, liberi dictorum *Johannis* et *Clare*, laudauerunt... et concesserunt et rata et firma in perpetuum habuerunt. Et ut hec omnia rata et stabilia in perpetuum [permanent], nos *Marcellus* decanus oscariensis ad petitionem presentium presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus in testimonium... Et ego *Guillelmus de Roura* tunc maior et omnes scabini communie diuionensis similiter ad instantiam... communie diuionensis predictæ litteris presentibus in testimonium apponi fecimus et appendi. Actum anno ab incarnatione domini m°. cc°. tricesimo octavo mense Januarii.

Orig., G. 387, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 46.

Janvier 1238.

Jean de Marsoille se soumet à l'abbé de Saint-Etienne
pour toutes ses difficultés.

Omnibus presentes litteras inspecturis *M...*, decanus oscariensis, in Domino salutem. Noueritis quod constituti in presentia nostra *Johannes dictus Marsoille* et *Clara* uxor eius de *Roura* confessi sunt se supposuisse ordinationi et voluntati venerabilis viri *P...*, abbatis ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* super omnibus querelis actionibus et petitionibus que sibi et heredibus suis usque in hodiernum diem aduersus eundem abbatem et conuentum eiusdem ecclesie competebant, quocumque mihi confessi sunt insuper dicti *Johannes* et *Clara* quod dictum et voluntatem predicti abbatis super omnibus predictis querelis firmiter et fideliter et absque contradictione

obseruabunt et quod non facient aut consentient ipsos abbatem et conuentum super premissis ab aliquo molestari. In cuius rei testimonium ad preces dictorum *Johannis* et *Claræ* presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno Domini m°. cc°. trigesimo octavo mense Januarii.

Orig., G. 287, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 47.

Juillet 1238.

Vente de la moitié du moulin Bernard et de la moitié d'un pré, faite à l'abbé et couvent de Saint-Etienne, par Girard Rosset, qui déclare avoir reçu le prix de ladite vente.

Ego magister *Guillelmus* decanus christianitatis et ego *Guillelmus de Roura*, tunc maior, et nos scabini communie diuionensis notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod in nostra presentia constitutus, dominus *Girardus li Rousseus*, miles diuionensis, recognouit se vendidisse et in hereditatem perpetuam concessisse viris religiosis, *Petro* abbati et conuentui ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* medietatem molendini quod dicitur molendinum *Bernardi* et medietatem appenditiarum eiusdem molendini et medietatem cuiusdam prati siti super *Oscaram* retro domum cisterciensem. Salua tamen censa, qua pro dicta medietate molendini debetur annuatim capitulo eduense in perpetuum videlicet quindecim eminarum bladi ad mensuram diuionensem, medietatem frumenti et medietatem ordeï talis scilicet frumenti et ordeï quale prouenit ad dictum molendinum ; quod bladum tenetur persolvere quicumque possideat dictam medietatem molendini et saluis duodecim denariis censualibus qui debentur annuatim sanctis monialibus de *Laureio* pro dicta medietate prati sicut dictus miles

coram nobis recognouit. De dicta autem medietate molendini et de dicta medietate prati se coram nobis dictus *Girardus* deuestiens, pronomiatus abbatem et conuentum corporaliter inuestiuit, promittens hec omnia super se et super sua dictis abbati et conuentui eorumque successoribus contra omnes calumpniantes in perpetuum garantire et quod in eis nihil reclamabit de cetero nec faciet aut consentiet per alium reclamare. De pretio siquidem dicte venditionis se tenuit idem *Girardus* coram nobis a dictis abbate et conuentu in numerata pecunia penitus et in integrum pro pagato. Hanc autem venditionem laudauerunt coram nobis spontanea voluntate et ratam habuerunt *Petrus*, *Garnerus* et *Guido* filii dicti *Girardi*. In huius autem testimonium ad petitionem eiusdem *Girardi* et dictorum filiorum suorum ego supradictus decanus presentibus litteris sigillum meum apposui. Et nos maior et scabini communie similiter eiusdem litteris sigillum dicte communie apponi fecimus in testimonium et munimine. Anno domini m°. cc°. tricesimo octavo, mense *julio*.

Orig., G. 289, scellé de deux sceaux sur lacs.

N° 48.

Décembre 1238.

Donation faite à l'abbaye de Saint-Etienne, par Widon Patoz, de Fixin, de trois ouvrées de vigne et deux pièces de terre.

Uniuersis presentes litteras inspecturis magister *G...*, decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod constitutus in presentia nostra *Wido Patoz de Fissins* dedit et concessit in perpetuum *Laurentio* filio suo absque reclamacione alicuius in posterum facienda, omnia que habet ubicumque et

quecumque sint, scilicet tres operatas vinee quarum una sita est in *Torculari* iuxta vineam *Milonis Truier* ; altera ante domum amice *la Lienarde* apud *Fisseium* ; tertia in *Lacorgie* et duas petias terre arabilis quarum una sita est *es Raueriz*, altera *es Longes pieces* et dimidiam secturam prati sitam pratellis de *Fisseio* et dimidium modium vini censualem situm super vinea de valle, quam vineam *Johannes Patoz* frater dicti *Widonis* tenet et duo alia sextaria vini que eidem debentur. Et se de predictis omnibus deuestiens, dictus *Wido* predictum *Laurentium* filium suum inuestiuit, volens et concedens ut de iis omnibus idem *Laurentius* tanquam de suis propriis faciat voluntatem. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum apposuiimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo trigesimo octavo mense decembris.

Orig., G. 351, scellé sous double queue.

N° 49.

Septembre 1238.

Un journal de terre, situé à Marliens, et deux bichets, moitié froment et avoine, sont donnés à Brochons.

Omnibus præsentis litteras inspecturis magister O..., decanus christianitatis diuionensis in *Domino* salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod *Guillelmus de Acellis*, *Domicellus*, in extremis laboraris, dedit et concessit voluntate propria in puram et perpetuam elemosinam *domui Dei de Breschon* unum iornale terræ arabilis situm apud *Marliens* in territorio de *Serviches*, quod tenebat a dictis fratribus dictæ *Domus Dei de Breschons* pro quadam petia terræ arabilis in escambium, quæ sita est ante portam domus eorum de *Marliens* in loco qui dicitur in *Clossiaux* ; dedit etiam eisdem fratribus in puram et perpe-

tuam elemosinam unum denarium censualem quem ei debebant annuatim ad festum *Sancti Joannis Baptistæ* pro exitu domus eorum de *Marlins*. Quittauit insuper idem *Guillelmus* prænominatis fratribus omnes actiones et querelas quas habebat vel habere poterat quoquo modo erga fratres predictos et domum eorum prædictam. Hanc autem donationem et escambium prædictum laudauerunt et voluerunt et in perpetuum concesserunt *Isabellis*, quondam uxor prædicti *Guillelmi*, *Petrus*, clericus frater eiusdem *Guillelmi*, *Richardus* et *Simon* filii *Isabellis* prædictæ. Sciendum præterea quod *Isabellis* prædicta, pro remedio animæ prædicti *Guillelmi* mariti sui, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam *Domui Dei de Breschon* prædictæ unum bichetum auenæ percipiendum annuatim infra festum beati *Remigii* in coustumis de *Marliens*; et *Petrus* clericus frater dicti *Guillelmi* similiter pro remedio animæ sui fratris et antecessorum suorum dedit et concessit prædictis fratribus in perpetuam elemosinam unum bichetum frumenti percipiendum annuatim in tertiis de *Marliens*: volentes et concedentes tam *Isabellis* quam *Petrus* prædicti ut quicumque dictas coustumas et tertias tenebunt de cætero dictos duos bichetos frumenti et auenæ infra festum prædictum beati *Remigii* annuatim dictis fratribus reddere teneantur. Promiserunt insuper et tenentur dicti *Isabellis Petrus, Richardus* et *Simon* dictas elemosinas et escambium pro se et eorum heredibus fide eorum præstita corporali eisdem fratribus erga omnes calumniantes in perpetuum garantire et quod contra prædicta non venient de cætero nec venire per alium facient vel permittent. In cuius testimonium præsentibus litteris ad petitionem omnium prædictorum sigillum nostrum apposuiimus. Actum anno Domini m°. cc°. xxxviii° mense septembris.

N^o 50.

Novembre 1238.

Bulle confirmant aux abbé et couvent de Saint-Etienne leurs biens et privilèges, les mettant sous la protection du Saint-Siège.

Gregorius episcopus seruus seruorum *Dei* dilectis filiis abbati ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*, eiusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis in perpetuam memoriam. Quotiens a nobis petitur quod religioni et honestati conuenire dignoscitur, animo nos decet libenti concedere et petentium desideriis congruum suffragium impertiri. Eapropter dilecti in domino filii, vestris iustis postulationibus clementer annuimus, et ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis*, lingonensis diocesis in quo diuino mancipati estis obsequio sub *beati Petri* et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti priuilegio communimus. Imprimis si quidem statuentes ut ordo canonicus qui secundum *Deum* et *B... Augustini* regulam in eodem loco institutus esse dinoscitur perpetuis ibidem temporibus inuioabiliter obseruetur. Preterea quascumque possessiones quæcumque bona eadem ecclesia impresentiarum iuste ac canonice possidet aut in futurum concessione pontificum, lagitione regum vel principum, oblatione fidelium seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis locum ipsum in quo prefata ecclesia sita est cum omnibus pertinentiis suis, *Sancti Medardi*, *Sancte Mariæ*, *Sancti Nichaulai*, *Sancti Michaelis*, *Sancti Petri de Diuione*, *Sancti Aniani de Aqueductu*, *Sancti Martini de Quintiniaco*, *Sancti Mauricii de Siliciaco*, *Sancti Florentii de Tylocastro*, *Sancti Petri de Mirabello*, *Sancti Martini de Campis*, *Sanctæ Mariæ de Gemellis*, *Sanctæ Andreæ de Ormenciaco*, *Sancti Martini de Arcu*, *Sancti Germani de Copiaco*, *Sanctæ Mariæ de*

Marцениaco et Sancti Genesii de Darilla ecclesiis cum omnibus decimis et pertinentiis earumdem de Stabulis, de Funtanis, de Picangis, Sanctæ Mariæ de Tylocastro, Sanctæ Andreæ de Parriniaco, capellas cum omnibus pertinentiis earumdem, de Puteòlo, de Agnino Fonte, de Monte Ciconiaco et de Bono Valle possessiones cum omnibus pertinentiis earumdem nec non alias possessiones vestras cum patris, vineis, terris nemoribus, usuagiis et pascuis in bosco et plano, in aquis et molendinis, in viis et semitis et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis. Sane noualium vestrorum quæ propriis manibus vel sumptibus colitis de quibus aliquis hactenus non percepit, sive de vestrorum animalium nutrimentis, nullus a vobis decimas exigere vel extorquere presumat. Liceat quoque vobis clericos vel laicos liberos et absolutos e seculo fugientes ad conuersionem recipere, et eos absque contradictione aliqua retinere. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum post factam in ecclesia vestra professionem fas sit sine abbatis sui licencia nisi arctioris religionis obtentu de eodem loco discedere, discedentem vero absque communium litterarum vestrarum cautione nullus audeat retinere. Cum autem generale interdictum terræ fuerit, liceat vobis clausis ianuis, exclusis excommunicatis et interdictis non pulsatis campanis suppressa voce diuina officia celebrare, dummodo causam non dederitis interdicto. Crisma vero, oleum sanctum consecrationes altarium seu basilicarum, ordinationes clericorum qui ad ordines fuerint, promouendi a diocesano suscipietis episcopo. Si quidem catholicus fuerit et gratiam et communionem romanæ sedis habuerit, et ea vobis voluerit sine prauitate aliqua exhibere. Prohibemus insuper ut infra fines parrochiæ vestræ, nullus sine assensu diocesani episcopi et vestro capellam seu oratorium de nouo construere audeat, saluis priuilegiis pontificum romanorum. Ad hæc nouas et indebitas exactiones ab archiepiscopis, episcopis, archidiacono-

nis seu decanis aliisque omnibus ecclesiasticis secularibusue personis a vobis omnino fieri prohibemus. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus ut eorum deuotioni et extremæ voluntati qui se illic sepeliri deliberauerint, nisi forte excommunicati vel interdicti sint aut etiam publice usurarii nullus obsistat, salua tamen iusticia illarum ecclesiarum, a quibus mortuorum corpora assumuntur. Decima preterea et possessiones ad ius ecclesiarum vestrarum spectantes quæ a laicis detinentur, redimendi et legitime liberandi de manibus eorum, et ad ecclesias ad quas pertinent reuocandi libera sit vobis de nostra auctoritate facultas. Obeunte vero te nunc eiusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibet surreptionis astuciæ seu violentiæ preponatur, nisi quem fratres communi consensu, vel fratrum maior pars consilii sanioris, secundum *Deum* et *B... Augustini* regulam prouiderint eligendum. Paci quoque et tranquillitati vestræ, paterna imposterum sollicitudine prouidere volentes, auctoritate apostolica prohibemus, ut infra clausulas locorum seu grangiarum vestrarum nullus rapinam seu furtum facere ignem apponere, sanguinem fundere, hominem temere capere vel interficere seu violentiam audeat exercere. Preterea omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris ecclesiæ vestræ concessas, nec non libertates et exemptiones secularium exactionum a regibus et principibus vel aliis fidelibus rationabiliter vobis indultas auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare, aut eius possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conseruentur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolica auctoritate et diocesani episcopi canonica iustitia, ac in pre-

dictis decimis moderatione concilii generalis. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisue persona hanc nostræ constitutionis paginam sciens contra eum temere venire temptauerit, secundo tertioque commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se diuino iudicio existere pro perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine *Dei et Domini redemptoris nostri Jesu Christi* aliena fiat, atque in extrema examine districtæ subiaceat ultioni. Cunctis autem eidem loco sua iura seruantibus sit pax *domini nostri Jesu Christi* quatenus et hic fructum bonæ actionis percipiant, et apud districtum iudicem præmia eternæ pacis inueniant. Amen. Amen. Fac mecum domine signum in bonum Ego *Gregorius* catholicæ ecclesiæ episcopus. Ego *Thomas* titulo *Sanctæ Sabinæ* presbiter cardinalis. Ego *Sigebaldus* titulo *Sancti Laurentii in lucina* presbiter cardinalis. Ego *Stephanus Sanctæ Mariæ* trans Tiberym titulo Calixti presbiter cardinalis. Ego *Jacobus* episcopus Tusculanus. Ego *Rainaldus* ostiensis et velletrensis episcopus. Ego frater *Jacobus Prenestrinus* episcopus. Ego *Robertus Sancti Eustachii* diaconus cardinalis. Ego *Ricardus Sancti Angeli* diaconus cardinalis. Datum *Laterani* per manum magistri *Guillelmi* sanctæ romanæ ecclesiæ vicecancellarii et domini papæ notarii, nonis nouembris indictione xii, incarnationis dominicæ, anno m^o. cc^o. xxviii^o. pontificatus vero domini *Gregorii papæ noni* anno xii.

Cop., reg. G. 121, f^o 36.

N° 51.

Décembre 1238.

Vente par Baudoin Clerc, à M. Aubry, de Dijon, de la moitié d'une maison, située au vieux marché.

Nos frater *Petrus* abbas *Sancti Stephani* et decanus capelle ducis diuionensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, *Bauduinus* clericus, filius quondam *Johannis Laqueste* defuncti, recognouit se vendidisse pro necessitate sua, et in perpetuam hereditatem concessisse magistro *Alberico de Diuione* medietatem cuiusdam domus site in veteri foro *Diuionis*, inter domum in qua manet predictus magister *Albericus* et domum *Humberti dicti Asinari* cum manso et appendiciis domus predictæ videlicet pro pretio tredecim librarum diuionensium; de quibus predictus *Bauduinus* se tenuit coram nobis penitus pro pagato, deuestiens sede predicta medietate domus et de manso et appendiciis eiusdem et dictum magistrum *Albericum* corporaliter inuestiens. Promisitque idem *Balduinus* coram nobis super se et sua et iuramento suo corporaliter prestito et specialiter super voleriam domus cuiusdam site in cercleria *Sancti Michaelis* quam habet iure hereditario ex parte patris sui, dictam medietatem domus cum manso et appendiciis ipsius contra omnes calumpniantes predicto magistro *Alberico* et ipsius heredibus in perpetuum garantire, volens insuper et concedens ut si ipsum magistrum *Albericum* aut heredes ipsius contingeret dampna aliqua incurrere pro predicta medietate domus et manso et appendiciis ipsius. Dictus magister *Albericus* ad dictam voleriam se teneat et eiusdem volerie possessionem intret ipsius magistri aut heredum suorum auctoritate propria et sine cause cognitione et curie alicuius reclamacione quousque ipsi magistro aut eius heredibus esset de dampnis predictis plenarie satisfactum, super quibus simplici

verbo dicti magistri aut heredum suorum aut alicuius ipsorum sine alterius probationis honore crederetur. Hanc autem obligationem et etiam venditionem *Johanna* mater predicti *Balduini* et *Guido dictus Sarracensis* incuratus de *Chaucins*, auunculus ipsius, laudauerunt coram nobis et ratam et firmam in perpetuum habuerunt. In cuius rei testimonium ad preces et instantiam partium presentibus litteris sigilla nostra apposuiimus. Actum anno domini m^o. cc^o. tricesimo octauo mense decembris.

Orig., G. 274, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 52.

Février 1239.

Charte de Guillaume de Vergy, seigneur de Mirebeau, sénéchal de Bourgogne, donnée avec le consentement de Clémence, sa femme, de Gui et Henri, ses fils, touchant la dîme de Mirebeau.

Ego *Willermus de Vergeio*, senescalcus *Burgundie*, notum facio omnibus presentem paginam inspecturis quod ego, pro remedio anime mee, laude et assensu uxoris mee *Clementie* et filiorum meorum videlicet *Guidonis* et *Henrici* in perpetuam dedi et concessi elemosinam *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* omnes tertias quas habebam in toto territorio seu in adiacenti finagio *Mirebelli* eidem ecclesie post decessum meum possidendas pacifice et habendas. Ita videlicet quod de omnibus prefatis tertiis ipsam ecclesiam inuestiui. Sed *P...* abbas et conuentus dicte ecclesie fructus earundem tertiarum mihi concesserunt ad vitam meam tantum possidendos et habendos et, post decessum meum, tam decime quam tertie prenotate ad dictam ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis* libere et absque contradictione aliqua reuertentur. Ita tamen quod occasione alicuius debiti contracti iam vel contra-

hendi cum successoribus abbatis supradicti vel conuentus seu forefacti vel occasione aliqua que posset iamdictis abbati et conuentui ascribi, tam prefate decime quam tertie non poterunt a me vel heredibus meis seu hominibus meis detineri : saluo tamen iure minute decime quod ab antiquo ad prioratum *Mirebelli* noscitur pertinere. Preterea ego *Willermus* predictus faciam computari decimam in hospitiiis *Mirebelli* et persolui et etiam de omnibus essaltis et terris omnibus de nouo ad culturam redactis vel etiam imposterum redigendis. Has vero pactiones et donationes, ego supradictus *Willermus* et *Clementia* uxor mea et filii mei videlicet *Guido* et *Henricus*, iurauimus seruare in perpetuum et tenere. Si etiam, quod absit, ab hiis conuentionibus resilirem, et infra quadraginta dies post ammonitionem abbati supradicto competenter non satisfacerem tam decime quam tertie supradicte ad ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis* libere reuerterentur. Et insuper, dominus lingonensis ad petitionem abbatis tam in me quam in heredes meos, si hoc impedirent vel contradicerent excommunicationis sententiam promulgaret terram nostram interdicto districto nihilominus supponendo. Et ut hoc ratum et inconcussum imposterum habeatur sigilli nostri munimine presentem paginam roborauimus. Actum est anno domini m°. cc°. tricesimo nono, mense februarii.

Orig., G. 373, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 53.

Août 1239.

Charte de Robert, évêque de Langres, portant confirmation de la transaction conclue entre l'abbaye de Saint-Etienne et les frères prêcheurs, au sujet de la sépulture des paroissiens dans l'église du couvent.

Robertus, Dei gratia lingonensis episcopus, uniuersis presentes litteras inspecturis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod inter fratres predicatorum de Diuione et abbatem Sancti Stephani diuionensis, in cuius parrochiato dicti fratres consistunt, interuenit amicabile compositio sub hac forma, videlicet quod ad domum dictorum fratrum non potest aliquis parrochianus predicti abbatis ad sepulturam deferri quousque canonicus seu sacerdos parrochiatus eiusdem abbatis defunctum ad eius parrochiale monasterium presentauit, et ibi missam pro illo defuncto celebrauit. Quo ibidem presentato, celebrataque missa, canonicus seu sacerdos abbatis ducet defunctum ad domum dictorum fratrum et, in introitu domus eorum, accipiet medietatem candelarum et cereorum que erunt tum defuncto et fratres predicti aliam medietatem habebunt. Pro aliis autem oblationibus et pro terra in qua domus dictorum fratrum sita est apud Diuionem, tenentur ipsi fratres annuatim reddere abbati Sancti Stephani diuionensis quadraginta solidos diuionenses videlicet ad festum Sancti Remigii viginti solidos, et ad pascha viginti solidos diuionenses predictorum ; has autem conuentiones debent prior et fratres predictorum diuionenses et etiam prior prouincialis suis sigillis sub forma similiter sigillare. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi. Datum Belne anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo nono, mense augusto.

Orig., G. 226, scellé sous double queue.

N° 54.

Octobre 1239.

Confirmation, par Hugues, de la transaction passée pour
la liberté du cimetière.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater *Hugo* fratrum predicatorum instancia dictus prior salutem in domino sempiternam ; uniuersitati vestre, nosum facimus quod nos compositionem illam que per ordinationem et voluntatem reuerendi patris domini *R...* lingonensis episcopi facta est inter venerabilem patrem abbatem *beati Stephani diuionensis* et conuentum eius ex una parte, et dilectos filios priorem et fratres ordinis nostri in *Diuione* commorantes ex alia, super libertate cimeterii et ecclesie dictorum fratrum nostrorum gratam et ratam habemus et volumus inuiolabiliter obseruari. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum appendimus. Datum anno domini m°. cc°. tricesimo nono mense octobris.

Orig., G. 126, f° 24.

N° 55.

Avril 1240.

Amodiation de la maison et du domaine de Sennecey, faite par les
abbé et couvent de Saint-Etienne à Aymon de Beaumeix.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* capelle ducis et magister *Guillelmus* christianitatis decani diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod constitutus in presentia nostra, *Haymo de Bello* manso recognouit se recepissee et retinuisse ad admodiationem a viris religiosiis *P...* abbate et conuentu *Sancti Stephani diuionensis* domum eorum de *Seneceio* et omnes terras, prata, vineas et census ad eandem domum pertinentes

de quibus sunt investiti, excepta terra que fuit *Alaufroi* tenendas et habendas a pascha dominus existente annos m°. cc°. quadragesimo, usque ad quindecim annos integre et continue adimplendos pro quadraginta et octo eminis bladi, medietate frumenti et medietate auene, de blado scilicet quod crescet in terris domus predicte et pro duobus eminis fabarum ad mensuram diuionensem tradendis et deliberandis annuatim dictis abbati et conuentui ab eodem *Haymone* infra festum omnium sanctorum in abbazia *Sancti Stephani diuionensis* usque ad terminum supradictum. Ita videlicet quod idem *Haymo* tenetur et promisit coram nobis ponere infra quinquennium in agrementatione dicte domus et pertinentiarum ipsius triginta libras diuionenses ad visum et respectum dictorum abbatis et conuentus : promittens nihilominus iuramento suo corporaliter prestito quod dictam domum et eius pertinentias aut aliquid eorundem non vendet nec obligauit alicui seu alienabit, vel in alienam manum transferet nec de voluntate dictorum abbatis et conuentus easdem domum et pertinentias seruabit et manu tenebit fideliter in eo statu quo eas recepit vel et meliori et quod finum et stramina dicte domus non ponet in terris suis propriis vel alienis, nec solummodo in terris domus predicte. Elapsis vero predictis quindecim annis, dicta domus et eius pertinentie cum omne augmentatione dictarum triginta librarum ad dictos abbatem et conuentum quite et libere et absque contradictione et debitorum onere reuertentur. Ita tamen quod in ultimo anno dicti abbas et conuentus se de dictis terris inuestient, et dictus *Haymo* fructus de terris quas seminauerit recipiet et colliget, et dictas quadraginta et octo eminas dicti bladi et duas eminas fabarum reddet eisdem sicuti de quintodecimo anno et de domo predicta suas pecudes extrahet, et ex tunc in ipsa domo et eius pertinentiis predictis nihil poterit reclamare. Et si, quod absit, infra predictum

terminum ipsum *Haymonem* mori contigit, heredes ipsius predictam domum et eius pertinentias predictas illo anno quo obierit tenebunt, eodem modo et eodem statu quo eas dictus *Haymo* tenuerit vel in meliori et dictam admodiationem persoluent et anno obitus predicti *Haymonis* elapso, predicta omnia ad iamdictos abbatem et conuentum omnino deuenient sicut superius est expressum. Pro his autem omnibus melius adimplendis dictus *Haymo* obligauit eisdem totam terram quam habebat apud *Senecium* et in sinagiis eiusdem, volens et concedens ut si de promissis vel de aliquo promissorum defecerit quod ipsi ad predictam terram eius pro toto defectu se teneant quousque integre compleatur. In cuius rei testimonium ad preces dicti *Haymonis* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo, mense aprilis.

Orig., G. 332, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 56.

Juillet 1240.

Donation faite à la sacristie de Saint-Etienne de Dijon par Robert, de Mirandes, d'un quart d'huile de noix, payable chaque année à la Saint-Martin d'hiver.

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister *Guillelmus*, decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Notum facimus uniuersis quod, constitutus in presentia nostra, *Robertus de Mirandis* recognouit se dedisse et in puram atque perpetuam elemosinam concessione sacristarie *beati Stephani diuionensis*, unam quartam olei de nucibus percipiendam annuatim die *beati Martini* hiemalis sine contradictione aliqua imposterum ab aliquo facienda : hanc autem elemosinam fecit idem *Robertus*,

pro remedio anime sue et antecessorum suorum sacristarie supradicte, et ipsam quartam olei assignauerit annuatim percipiendam, predicto termino, super quadam vineam sitam in territorio de *Mirandes*, in loco quod dicitur *Grumiers*, iuxta vineam *au Roidez* et ad hoc, ipsam vineam specialiter obligauit, volens nihilominus et concedens ut quicumque dictam vineam possidebit de cetero dictam quartam olei eidem sacristarie predicto termino annuatim reddere teneatur. Promisit insuper idem *Robertus* super se et sua coram nobis, quod contra predictam elemosinam non veniet de cetero nec venire per alium faciet aut permittet : hanc autem elemosinam *Perroneta* neptis predicti *Roberti* coram nobis laudauit et ratam habuit in perpetuum atque firmam. In cuius rei testimonium ad petitionem dictorum *Roberti* et *Perronete*, presentibus litteris sigillum nostrum apposui. Actum anno domini M^o. C^o. C^o. quadragesimo mense julij.

Orig., G. 173, scellé sous double queue.

N^o 57.

Mars 1241.

Promesse d'Eudes le Riche, maire de la commune de Dijon, de payer, à la Saint-Remy, à l'abbé de Saint-Etienne, la somme de trois cents livres.

Ego *Odo Diues* tunc maior communie diuionensis notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego a viro religioso *Stephano* abbate *Sancti Stephani diuionensis* emi trecentas libras vini et bladi, de quo vino et de quo blado me teneo penitus pro pagato. Et illas trecentas libras monete scilicet diuionensis promisimus et tenemus ego et *Clarembaudus* filius meus per sacramentum nostrum, corporaliter prestitum et *Eusticia* uxor mea, per garantum suum reddere eidem *Stephano* abbati vel

mandato eius ad octabas *sancti Remigii* proximo venturi. In huius autem rei testimonium, nos frater *Stephanus* abbas *Sancti Benigni diuionensis* ad preces dicti *Odonis* et *Clarembaudi* filii sui, quia hoc coram nobis iurauerunt, et dicte *Eustacie* que sicut supradictum garantauit dicto *Stephano* abbati *Sancti Stephani* presentes litteras tradidimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo primo, mense martii.

Orig., G. 229, scellé sous double queue (1).

Nº 58.

Mai 1241.

Pierre, dit Tasneal, sa femme et son frère vendent à Saint-Etienne la troisième partie des tierces de Saulote.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* capelle ducis et magister *Guillelmus* christianitatis decani diuionensis in Domino salutem : nouerit uniuersitas vestra quod constituti in presentia nostra, *Petrus* dictus de *Thasneal* et *Guillermus* frater eius et *Aalidis* uxor eiusdem *Petri*, recognouerunt se vendidisse et in perpetuam hereditatem concessisse viris venerabilibus et discretis abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* quidquid habent et habere possunt et debent quocumque modo in tertiis finagii de *Saalote*, videlicet tertiam partem illarum tertiarum, de qua tertia parte dictarum tertiarum, dicti *Petrus*, *Guillelmus* et *Aalidis* se coram nobis deuestientes, omnino predictos abbatem et conuentum corporaliter inuestierunt et in perpetuam possessionem miserunt, et

(1) L'inventaire G. mentionne, à la date du mois de mai 1240, une vente de cens. Cette date est inexacte. L'acte dont il s'agit est en réalité de 1268 (G. 294)

super se et sua promiserunt dictam venditionem predictis abbati et conuentui contra omnes perpetuo garantire, et quod contra ipsam non venient de cetero, nec per alium venire facient aut permittent, et de pretio dicte venditionis se tenuerunt coram nobis penitus pro pagatis. In cuius rei testimonium, ad petitionem dictorum *Petri, Guillermi et Aalidis*, presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno *Domini* millesimo ducentesimo quadragesimo primo, mense maio.

Orig., G. 393, scellé de deux sceaux pendants sur double queue de parchemin. — Cop., reg. G. 132, f° 56.

N° 59.

Novembre 1241.

Fondation d'un anniversaire en l'église Saint-Etienne,
par Gui Loit et Ermengarde, sa femme.

Nos *Petrus* decanus capelle ducis, et magister *Albericus* decanus christianitatis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod nos quasdam litteras inferius contentas, sigillatas sigillis clare memorie *Johannis* quondam decani capelle ducis, et magistri *Guillelmi* quondam decani christianitatis diuionensis, vidimus et diligenter inspeximus, et verbo ad verbum legimus non concellatas, non abollitas nec in aliqua parte sui viciatas quarum tenor talis est. Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decani christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituti in presentia nostra *Guido* filius defuncti *Stephani lou Flamme* et *Emeniardis* uxor eius, dederunt et concesserunt in puram et perpetuam elemosinam pro remedio animarum suarum et antecessorum suorum et anniuersario in ecclesiis subscriptis faciendo post obitum ipsorum videlicet ecclesie

Sancti Benigni diuionensis pro pitantia conuentus, quatuor libras diuionenses annuatim percipiendas super vineam suam sitam *en Beois*, continentem tria iornalia et plus ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*; pro pitantia conuentus quadraginta solidos predictæ monete percipiendos annuatim die anniuersario eorum super vineam suam de *Monteuigne*; capellæ ducis *Diuionis* viginti solidos diuionenses percipiendos annuatim super vineam suam de *Trimolois*; capelle diuitum diuionensium decem solidos diuionenses percipiendos annuatim super vineam suam de *Champmol*; fratribus *beate Marie* iuxta *Talant* decem solidos diuionenses annuatim percipiendos super dimidium iornale vinee situm *en Becis* iuxta vineam quam tenent ibidem ex elemosina *Petri Griffon*, volentes et concedentes dicti *Guido* et *Emeniardis* ut quicumque dictas vineas tenebunt, dictas summas denariorum annuatim post obitum dictorum *Guidonis* et *Emenardis* die anniuersariorum suorum dictis ecclesiis reddere teneantur, alioquin ipse ecclesie ad predictas vineas se teneant et eos possideant quousque integre dictæ summe persoluantur eisdem sicut superius sunt expresse. Et ad hec ipsi *Guido* et *Emenardis* dictas vineas et illos qui eas tenebunt predictis ecclesiis specialiter obligarunt. In cuius rei testimonium ad petitionem *Guidonis* et *Emenardis* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno Domini m°. cc°. quadragesimo primo mense nouembris.

Orig., G. 173, scellé sous double queue.

N^o 60.

Novembre 1241.

Vente d'une maison au vieux marché, faite par le chapitre
de la Sainte-Chapelle, à maître Aubry, de Dijon.

Nos *Johannes* decanus totumque capitulum capelle ducis diuionensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod cum nos magistro *Alberico de Diuione* ad vitam suam vendidissemus domum nostram diuionensem sitam in foro veteri, contiguam domus *Narduini de Parreccio* ex una parte, et iuxta domum *Humberti Asmari* ex altera, cum cellario et omnibus appendiciis eiusdem domus pro sexaginta solidis monete diuionensis nobis annuatim persoluendis ; qui sexaginta solidi distribuuntur in ecclesia nostra in anniuersariis. Nos post modum considerata utilitate ecclesie nostre predicto magistro *Alberico* et suis heredibus vendidimus in hereditatem perpetuam, concessimus dictam domum cum celario et omnibus eius appendiciis sicut se importent ab omni parte pro centum libris diuionensibus quas ab eodem magistro *Alberico* recepisse confitemus integre, de quibus etiam nos tenemus et habemus in numerata pecunia penitus pro pagatis, et inde dictum magistrum *Albericum* et heredes suos in perpetuum quittauimus, recognoscentes easdem centum libras in utilitate ecclesie nostre perpetuas concessisse. Quittauimus insuper dictam domum et celarium ac appenditiis eius et predictum magistrum *Albericum* et eius heredes de dictis sexaginta solidis diuionensibus censualibus in quibus nobis et ecclesie nostre antequam presens venditio fieret, tenebantur et ipsos sexaginta solidos predictis anniuersariis faciendis alibi super alia bona nostra assedimus et assignauimus competenter, et nos de dicta domo et de cellario ac omnibus eius appendiciis predictum magistrum *Albericum* inuestiuimus, et inde nos deuestiuimus et propemittimus

firmiter ac fideliter predicto magistro *Alberico* et eius heredibus dictam domum cum cellario et eius appendiciis contra omnes in perpetuum garantire, et quod contra dictam venditionem seu quittance siue contra presentes litteras non veniemus de cetero nec venire per alium faciemus. In quorum omnium testimonium et munimine presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini M^o. CC^o. XL^o. primo, mense novembris.

Orig., G. 274. — Cop., reg. G. 126, f^o 50 v^o.

N^o 61.

Mars 1242.

Bulle du pape Innocent IV, confirmant la prébende que Saint-Etienne a en la Chapelle.

Innocentius episcopus servus servorum *Dei* dilectis filiis abbati et conuentui *Sancti Stephani* et decano et capitulo capellæ ducis diuionensis lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Iustis petentium desideriis dignum est nos facilem præbere consensum et nota quæ a rationis tramite non discordant effectu prosequente complere : eapropter dilecti in domino filii, vestris iustis postulationibus grato concurrentes assensu, compositionem super quadam præbenda qua nos abbas et conuentus petebatis in capella ducis diuionensis lingonensis diocesis inter nos amicabiliter initam, sicut sine prauitate proinde facta est, et sponte ab utraque parte recepta, et in autentico inde confecto plenius dicitur contineri : ad exemplar felicitis recordationis *Honorii* papæ tertii, predecessoris nostri, auctoritate apostolica confirmamus et præsentis scripti patrocinio communi-mus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario

contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei*, et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se noverit incursurum : Datum *Lugduni* nonas martii pontificatus nostri anno secundo.

Cop., reg. G. 132, f° 8.

N° 62.

Mars 1242.

Attestation donnée par Jean, doyen de Langres, du droit de l'abbaye de Saint-Etienne sur l'église de Tilchâtel.

Uniuersis presentes litteras inspecturis, *Johannes* decanus lingonensis salutem in domino. Nouerit uniuersitas vestra quod cum ecclesia *Tilecastri* tanto tempore vacauisset sicut *Anxericus* vir venerabilis archidiaconus diuionensis asserebat, quod ad ipsum erat illa iure illius ecclesie donatio deuoluta cuius ecclesie idem pronomi-natus ad ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis* dignoscitur pertinere : idem archidiaconus magistrem *Guidonem de Tilecastro* presbiterum instituit in eadem : qui quidem *Guido* pro multas altercationes resignauit quicquid viris fuerat acquisitum pro institutionem archidiaconi memorati. In cuius rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno domini M°. CC°. XL°. II°. die martis proxime post festum apostolorum *Philippi* et *Jacobi*.

Orig., reg. G. 126, f° 4.

N° 63.

Mars 1242.

Donation faite au prieuré de Fauverney et aux chanoines, par Gauthier, de deux pièces de terre labourable.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis, et magister *Guillelmus* christianitatis diuio-

nensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas uestra quod constitutus in presentia nostra dominus *Galterus* dominus *Fauvernei* miles, anime sue saluti cupiens prouidere pro ipsius anime sue et anime defuncte *Margarite* uxoris sue et animarum antecessorum suorum remedio, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam Deo et prioratui de *Fauverneio* et canonicis ibidem Deo seruientibus duas petias terre arabilis continentes sex iornalia, quarum una continens tria iornalia sita est in finagio de *Fauverneio* ubi dicitur *in Campo Alodii* iuxta terram *Manignotti dicti Fiart* ; alia vero petia continens alia tria iornalia sita est in finagio de *Fauverneio* quod dicitur *La Louiere* iuxta pratum de *Champelois*. De quibus sex iornalibus terre, dictus dominus *Gualterus* se penitus deuestiens, priorem et fratres dicti prioratus de *Fauverneio* corporaliter inuestiuit, et in verum dominum perpetuamque possessionem misit. Et super se et sua promisit dicta sex iornalia terre predicto prioratui et canonicis in eo commorantibus et successoribus eorum contra omnes defendere et in perpetuum garantire, et quod contra dictam elemosinam seu contra presentes litteras non veniet decetero nec venire per alium faciet aut permittet, volens et statuens ipsam elemosinam ab omnibus suis heredibus dicto prioratui contra omnes defendi et teneri firmiter ac inuiolabiliter obseruari. In premissorum autem testimonium et munimine ad petitionem dicti domini *Galteri* presentibus litteris sigilla nostra apposuiimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo secundo, mense Marcio.

Orig., G. 348, scellé de deux sceaux sous double queue de parchemin.

N° 64.

Mai 1242.

Sentence de Hugues IV, duc de Bourgogne, portant que les hommes de l'abbaye de Saint-Etienne, à Ahuy et à Quetigny, qui quitteront leur résidence dans ces villages, ne pourront y conserver des terres.

Nos *Hugo dux Burgundiæ*, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod cum quidam homines ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* tam de *Aqueductu* et de *Cuntigneio* quam de aliis villis ad eandem ecclesiam pertinentibus, a dictis villis et a dominio dicte ecclesie recessissent, se in castro de *Talant* ad nostrum dominium transferentes, domos suas et mansos de *Aqueductu* et de aliis villis nec non et alia bona omnia mobilia et immobilia que possidebant dum erant in dominio dicte ecclesie, in dominio nostro morantes retinere contendebant : super quo vir religiosus *Stephanus* abbas et conuentus dicte ecclesie nobis grauem querimoniam deportarunt, afferentes hoc esse contra ius et consuetudinem terre nostre et in graue preiudicium et enormem injuriam ecclesie *beati Stephani diuionensis* predictæ ab eisdem hominibus attemptari. Nos vero iura predictæ ecclesie conseruare volentes tanto specialius quanto habundantiꝝ brachiis sincere dilectionis amplexamus eandem quodcumque ius suum distribuere cupimus, et etiam affectamus a bonis viris magnis, prouidis ac fide dignis, tam nobilibus quam innobilibus diligenter inquisiuimus veritatem quod iuris homines predictæ ecclesie ab ipsius dominio recedentes, et se ad nostrum aut ad aliud dominium transferentes in domibus, mansis, terris, pratis, vineis et bonis aliis mobilibus et immobilibus que sicut promissum est predicti homines dum in ipsius ecclesie dominio morebantur, possidebant, habere debeant vel quid iuris eidem ecclesie debeat remanere. Inuenimus autem ex testimonio pre-

dictorum bonorum virorum hoc esse ius et consuetudinem ab antiquis temporibus approbatam in terra *Sancti Stephani diuionensis* quod si homo *Sancti Stephani* de consciencia abbatis qui preest, transtulerit se ad alium dominium, predictus abbas debet eum conducere per terram suam bona fide pro posse suo cum omnibus mobilibus suis. Si autem absque consciencia domini sui transferat se ad aliud dominium, omnia bona sua mobilia que inueniuntur in terra *Sancti Stephani* post recessum eius remanent ecclesie *Sancti Stephani* prenotate; corpus etiam talis hominis sic fugitiui cum omnibus bonis mobilibus que portabit vel ducet in recessu suo poterunt capi sine injuria a mandato *Sancti Stephani* et inde poterit facere ecclesia *Sancti Stephani* suam penitus voluntatem. Si autem de consciencia vel propter conscienciam domini sui recedat homo *Sancti Stephani* transferens ad nostrum vel aliud dominium omnia immobilia que mouebant de *Sancto Stephano* que tenebat homo ille dum morabatur in dominio *Sancti Stephani* remaneat quiete et libere ecclesie supradicte, nec post recessum homo predictus in premissis quodcumque poterit reclamare. Et si contra hoc ius siue consuetudinem aliquis homo *Sancti Stephani* se transferens ad nostrum vel ad aliud dominium immobilia que mouebant de *Sancto Stephano* retinuit post recessum suum contra voluntatem abbatis et couentus *Sancti Stephani* injuriam fecit ecclesie prenotate. Nos autem, de consilio bonorum virorum nobilium et innobilium in utroque iure peritorum solum dum habentes pro oculis ius predictum et consuetudinem approbamus predictam, et pro iure et consuetudine volumus et percipimus de cetero ab omnibus obseruari et ecclesie *Sancti Stephani* predictae presenti pagina confirmamus, promittentes bona fide et statuantes predicta in perpetuum per totum dominium et posse nostrum tam a nobis quam heredibus nostris irrefragabiliter obseruari. Inuingentes balluis

prepositis et aliis seruientibus nostris ut ipsi dictam ecclesiam super predictis non permittant ab aliquo molestari sed predicta faciant inuiolabiliter obseruari. Si quis autem contra hoc venerit vel attemptare quicumque presumpserit, offensam nostram se nouerit incursum. Datum anno Domini m^o. cc^o. quadragesimo secundo, mense iunio, dominica proxima post Ascensionem.

Orig., G. 309, scellé sur lacs de soie jaune, imprimé dans Garnier, *Chartes de Communes...*, t. II, p. 189-192.

N^o 65.

Septembre 1242.

Vidimus sous les sceaux de *Guillaume*, doyen de la chrétienté de Dijon, et *Bertrand*, prévôt de la chapelle du duc, de la sentence de *Hugues IV*, du mois de juin de la même année, portant que les hommes de l'abbaye de *Saint-Etienne* qui quitteront leur résidence à *Ahuy* et à *Quetigny* ne pourront pas y conserver de terre.

Orig., G. 309, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 66.

Novembre 1242 (1).

Bulle du pape Innocent IV, adressée au prieur de Saint-Gemeaux pour rentrer dans les aliénations faites à vie ou à temps ou à perpétuité.

Innocentius episcopus seruus seruorum *Dei* dilecto filio priori *Sanctorum Geminorum* lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Sicut ex parte dilectorum

(1) L'inventaire G. mentionne, en 1242, une charte qui est en réalité de 1450 (G. 361).

filiorum abbatis et conuentus monasterii *Sancti Stephani diuionensis* ordinis *Sancti Augustini* lingonensis diocesis fuit propositum coram nobis quod tam ipsi quam predecessores eorum pensiones, maneria, redditus, possessiones et quedam alia bona eiusdem monasterij datis super hec litteris et interiectis iuramentis nec non et penis adiectis in enormem lesionem ipsius nonnullis clericis et laicis aliquibus eorum ad vitam, quibusdam vero ad tempus et aliis perpetuo ad firmam vel sub censu annuo concesserunt. Quorum aliqui super hijs litteris confirmationis in forma communi a sede apostolica impetrarunt : nos itaque dictorum abbatis et conuentus supplicationibus inclinati discretioni tue per apostolica scripta, mandamus quatenus ea que de bonis dicti monasterij per concessionem huiusmodi alienata inueneris illicite vel distracta non obstantibus predictis iuramentis penis et litteris seu confirmationibus ad ius et proprietatem ipsius studeas legaliter reuocare contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Testes autem qui fuerunt nominati, si se odio vel timore subtraxerint censura simili appellatione cessante compellas veritati testimonium prohibere. Datum *Avenione* calendas novembris pontificatus nostri anno secundo.

Orig., G. 117, scellé sur lacs.

N° 67.

Décembre 1242 (1).

Partage, sous le sceau de Guillaume de Champlitte et Robert de Tanlay, entre Jean, seigneur de Montréal, et Guion, son frère.

Ego *Willelmus de Chanlite*, dominus *Pontis scissi*, vicecomes diuionensis et ego *Robertus de Tanlaio*, notum

(1) La charte porte un large trou à droite.

facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, *Huo*... defuncti *Johannis de Monte regali*, recognouit se omnino pertitum et diuisum esse a *Johanne*, domino de *Montreal*... et partem suam quam eum contingebat et contingere poterat de omnibus bonis paternis et maternis mo... acquisitis in nostra presentia de consilio amicorum utriusque plenarie recepisse; habet... parte sua quicquid habebant in herede poterant apud *Manigneium* super *Tiliam* et apud *Beram* et in *valle Sequane* et apud *Cerseium*; habet etiam insuper tres homines apud *Malliens* et viginti eminas bladi, medietatem frumenti et medietatem avene, percipiendas singulis annis in tertiis de *Tart* ad mensuram de *Thart*, et omnia feoda que pertinent et pertinere possunt ad omnia supradicta. Et pro hiis supradictis diuisis et statutis quod pro parte sua gratanter accepit idem *Huo*, quitauit pro se et omnibus suis heredibus dictum *Johannem* fratrem suum et eius heredes perpetuo de omnibus que ab eodem *Johanne* et suis heredibus posset petere et exigere rationi pertitionis siue ferragii, et in bonis ipsius et heredum suorum quibuscumque de cetero reclamare. Salua utrique eorum escasura que superuiuenti poterit euenire vel eisdem viuentibus ab alio tanquam fratribus; promisit insuper idem *Huo* iuramento corporaliter prestito quod contra quitationem istam non veniet de cetero nec venire per alium faciet aut permittet. Et sciendum quod quicquid pater dictorum fratrum et antecessores eorum tenebant de omnibus supradictis in feodum de dominis idem *Huo* et eius heredes tenent et tenere debent in feodum ligie de dicto *Johanne* fratre suo et heredibus ipsius. In cuius rei testimonium et munimine ad petitionem dictorum fratrum presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo secundo, mense decembri.

Orig., G. 366, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 68.

1243.

Donation d'une maison, rue du Chanet, et d'un pré, en Lampone, finage de Magny, faite par Gelions, veuve de Gauthier Billard, et Hugonin, son fils.

Nos *Joanes*, decanus capelle ducis et magister *Guillelmus*, decanus christianitatis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constituti in presentia nostra, *Gelions* relictæ defuncti *Galleri Billart*, et *Hugoninus* filius eius recognouerunt se diu et dedisse et concessisse in puram et perpetuam elemosinam, pro remedio anime dicti *Galleri* et animarum ipsorum et antecessorum suorum, *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* et abbati et conuentui eiusdem ecclesie, domum quandam cum manso ipsius sitam in vico *au Channex*, iuxta *Corcular* defuncti *Andree de Fixeio* et unam secturam prati sitam *en Lampone* iuxta pratum *Benedicti de Manigneio* ex una parte, et iuxta pratum *Petri maioris de Lampone* ex altera. Recognouerunt insuper quod dictam ecclesiam de dictis domo et sectura prati inuestierunt tempore quo dictam fecerunt elemosinam, et quod ipsos domum cum manso ipsius ac secturam prati promiserunt, et adhuc tenentur super se et omnia bona eorum iuramentoque corporaliter prestito predicte ecclesie et abbati et conuentui ipsius ecclesie ac eorum successoribus contra omnes defendere, et in perpetuum garantire, et nunquam de cetero per se vel per alios contraire, et quod predictam ecclesiam de eisdem inuestientes eandem elemosinam nomine eiusdem ecclesie hactenus tenuerunt; et quia labilis est et cito transit hominum memoria ipsi *Gelions* et *Hugoninus* nolentes super elemosinam predictam eandem ecclesiam aliquo tempore molestari rogauerunt omnia supradicta in scriptis redigi et nostrorum sigillorum munimine confirmari. Et nos ad ipsorum

preces et instantiam presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno Domini m°. cc°. quadragesimo tertio.

Orig., G. 173. — Cop., reg. G. 132, f° 70, scellé de deux sceaux sur double queue.

N° 69.

Janvier 1243.

Obligation en faveur de M. l'abbé de Saint-Etienne, par Henry de Vergy, seigneur de Mirebeau et sénéchal de Bourgogne.

Nos *Petrus* decanus capelle ducis et magister *Albericus* decanus christianitatis diuionensis, notum facimus uniuer-sis presentes litteras inspecturis, quod nos quasdam litteras sigillatas sigillo bone memorie *Hugonis* quondam ducis *Burgundie* verbo ad verbum legimus et diligenter inspeximus, non abolitas, non cancellatas, nec aliqua parte sui viciatas quorum tenor talis est: Ego *Henricus de Vergeio*, dominus *Miribelli*, senescalcus *Burgundie*, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego debeo viro venerabili G... abbati *Sancti Stephani diuionensis* sexaginta libras prouinienses forcium, quas ab eo recepi in numerata pecunia pro negociis meis utiliter expediendis: et ipsas sexaginta libras teneor et promitto reddere predicto abbati vel eius cuncto mandato has litteras afferenti cum super hoc fuero requisitus. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo tercio, mense Januario.

Orig., G. 371, scellé de deux sceaux sous double queue.

Nº 70.

Janvier 1243.

Obligation de soixante livres, souscrite par le sénéchal de la Bourgogne en faveur de l'abbé Gilbert.

Nos mercator decanus capelle ducis et magister *Albericus* decanus christianitatis diuionensis, notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod nos quasdam litteras sigillo nobili viri domini *Henrici de Vergeio* senescalli *Burgundie* et domini *Mirebelli* sigillatas verbo ad verbum legimus et diligenter inspeximus, non abollitas non cancellatas, nec in aliqua parte sui viciatas, quorum tenor talis est : Ego *Henricus de Vergeio* dominus *Mirebelli*, senescallus *Burgundie*, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego debeo viro venerabili *Gilberto* abbati *Sancti Stephani diuionensis* sexaginta libras prouiniensium forcium, quas ab eo recepi in numerata pecunia pro negociis meis utilitate expediendis. Et ipsas sexaginta libras teneor et promitto reddere predicto abbati vel eius cuncto mandato has litteras afferenti, cum super hoc fuero requisitus. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio mense ianuario.

Orig., G. 371, scellé de deux sceaux sous double queue.

Nº 71.

Mars 1243.

Donation de trois journaux de terre et de la dime d'une vigne, à Fauverney, faite au prieur du lieu par Robert, dit le Martenay, damoiseau.

In nomine *Domini* amen : Ego *Robertus* dictus *Li Montenaz*, domicilius, filius defuncti domini *Guillelmi le Mouton*, militis, notum facio uniuersis præsentis litteras

inspecturis quod ego animæ meæ et antecessorum meorum saluti providere cupiens, dedi et concessi in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et prioratui de *Fauuerneio* tria iornalia terræ arabilis sita in finagio de *Fauuerneyo* ubi dicitur en *Cucheuesin* secus viam quæ tendit a *Fauuerneio* en *Chassaigne*, iuxta campum domini de *Courtiuron* ex una parte, et iuxta terram *Pratelli* de *Fauuerneyo* filii defuncti *Joannis Barberii* ex altera. Dedi etiam et concessi in perpetuum *Deo* et prioratui prædicto decimam plantæ meæ vineæ sitæ apud *Fauuerneyum* subtus vineam domini de *Fauuerneyo* et domum meam de *Fauuerneyo*, videlicet sextum decimum sextarium vini totius dictæ plantæ persoluendum et reddendum singulis annis in perpetuum dicto priori dicti loci in *Vindemiis*; et si forte, quod absit, contingeret dictam vineam ad agriculturam casu aliquo deuenire, teneor et promitto rectam decimam persolvere vel facere persolui priori qui pro tempore fuerit in prioratu prædicto vel mandato suo secundum usus et consuetudines terrarum arabilium in finagio *Fauuernei* supradicti, et hæc omnia, pro ut superius sunt diuisa, teneor et promitto dicto prioratui garantire et fideliter obseruare, et in perpetuum deffendere contra omnes iuramento super hoc præstito corporali. Ego autem *Guillermus* dominus *Fauuerney*, de cuius feodo prædicta omnia mouent, prædictam elemosinam a dicto *Roberto* factam laudo et approbo ac confirmo et in perpetuum ratam habere promitto, promittens me de cætero contra dictam elemosinam non venturum. In cuius rei testimonium nos *Robertus* et *Guillermus* prædicti præsentibus litteris sigilla uirorum domini *Petri dicti de Barro* decani capellæ ducis, et magistri *Alberici* decani christianitatis diuionensis fecimus et rogauimus apponi. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense martio.

Cop. d'Arv., reg G. 132, f° 87, scellée de deux sceaux en cire pendants sur double queue de parchemin.

N^o 72.

Mars 1243.

Vente de maisons en la rue d'Isier, à Dijon, par Gauthier,
dit de Joes, et Emeline, sa femme.

Nos *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constituti in presentia nostra, *Galterus dictus de Joes* et *Emelina* uxor eius, cum viris venerabilibus abbate et conuentu *Sancti Stephani diuionensis*, in hunc modum amicabiliter conuenierunt quod, ipsi *Galterus* et *Emelina* concesserunt et in perpetuum quitauerunt dictis abbati et conuentui et eorum successoribus quinquaginta solidos diuionenses censuales assignatos et sitos super domos et mansos earum sitas in vico *Disier*, videlicet a domo *Petry* de *Roura* usque ad domum *Osanne* de *Mornellis*, quos quinquaginta solidos dicti abbas et conuentus vel eorum mandatum percipiens et habebunt annuatim in perpetuum de cetero apud *Diuionem* super dictas domos et mansos earum in terminis inferius annotatis videlicet ad *Penthecoste* viginti septem solidos, et ad festum *Sancti Remigij* viginti tres solidos diuionenses predictorum. De hiis autem quinquaginta solidis, dicti *Galterus* et *Emelina* uxor eius, se coram nobis deuestientes, omnino dictos abbatem et conuentum corporaliter inuestierunt, et iuramento prestito, promiserunt dictis abbati et conuentui et eorum ecclesie perpetuo quinquaginta solidos censuales super dictas domos et mansos earum garantire et defendere contra omnes, et nunquam decetero per se vel per alios contraire. Ita quod nisi dicti census terminis statutis annuatim modo promisso fuerint persoluti, et voluerunt et concesserunt ut dicti abbas et conuentus qui pro tempore fuerint ad dictas domos et mansos earum recurrant, auctoritate propria et sine reclamacione, ad

dictas domos et mansos earum et eas teneant et possideant, et ex eis fructus suos faciant quousque dicti census integre persoluantur, recognoxentes talem esse consuetudinem et talem esse eius super censibus supradictis ; propter quod de hiis omnibus supradictis tenendis et obseruandis perpetuo et de garantia portanda dictis abbati et conuentui super eisdem censibus, sicut supradictum est, obligauerunt ipsi *Galterus et Emelina* predictis abbati et conuentui tria quarteria vinee que eis dicti abbas et conuentus in escambium dictorum censuum in perpetuum quitauerunt, et in super omnia alia bona eorum tam mobilia quam immobilia, tam presentia quam futura ; hos autem quinquaginta solidos censuales dicti *Galteri et Emelina* uxor eius dictis abbati et conuentui quitauerunt perpetuo, et hec omnia supra dicta similiter voluerunt et concesserunt et ratam habuerunt perpetuo in escambium dictorum trium quarteriorum vinee sitorum super *Argilliam Jacobi Balduini* iuxta vineam *Petri Calobrini* et iuxta vineam que fuit defuncti *Mathei Baiuery*, que tria quarteria dicti abbas et conuentus eidem *Galtero et Emeline* ac eorum heredibus in perpetuum quitauerunt et garantire firmiter promiserunt. In cuius rei testimonium ad preces dictorum *Galteri et Emeline* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno *Domini* m^o. cc^o. quadragesimo tercio, mense marcio.

Orig., G. 280. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 60, scellé de deux sceaux.

N^o 73.

Avril 1243.

Vente par Pierre, dit Forrex, prévôt de Tart, et Osanne, sa femme, de tous leurs droits sur le moulin de la Loiche.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituti in presentia nostra, *Petrus dictus Forrex* prepositus de *Thar* et *Osanna* uxor eius, pro utilitate et necessitate eorum sicut confessi sunt, vendiderunt et concesserunt in hereditatem perpetuam viris venerabilibus et religiosiis *Stephano* abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* quicquid habebant et habere potebant vel possent ipsi aut eorum heredes in posterum reclamare in molendino de *la Loiche* et eius appendiciis et pertinentiis omnibus quibuscumque et etiam muneragium quod habebant in molendino predicto. De qua parte sua et iure suo molendini et pertinentiarum illius et de quo muneragio ipsius prepositus et *Osanna*, se coram nobis deuestientes omnino, predictos abbatem et conuentum corporaliter inuestierunt, et in verum dominium perpetuamque possessionem miserunt. Et super se et omnia bona eorum iuramentoque corporaliter prestito, promiserunt dictam venditionem predictis abbati et conuentui et eorum successoribus contra omnes defendere, et in perpetuum garantire et quod contra eandem venditionem seu contra presentes litteras non venient de cetero nec venire per alios facient aut permittent. De pretio si quidem predictae venditionis se tenuerunt coram nobis in numerata pecunia plenarie et integre pro pagatis, et dictos abbatem et conuentum et successores ac ecclesiam eorundem inde perpetuo quittauerunt. Hec autem omnia *Johannes* dominus de *Thar* coram nobis laudauit, voluit et concessit : similiter *Stephanus* clericus, *Petrus Vienettus* et

Hugonettus, liberi dictorum prepositi et *Osanne* coram nobis omnia supradicta laudauerunt et rata habuerunt perpetuo et iuramento prestito se non contra venturos decetero promiserunt. In cuius rei testimonium ad petitionem partium presentibus litteris sigilla nostra apposimus. Actum anno domini m^o. cc^o. quadragesimo tertio mense aprilis.

Orig., G. 356, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 74.

Mai 1243.

Donation de dix sols de rente, sur des vignes au finage de Dijon, par Huon, clerc, et Fourcaut, son frère, fils de feu Hugues Gibuin de Quetigny, chevalier.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Joanes*, decanus capelle ducis, et magister *Guillermus* decanus christiannitatis diuionensis in *Domino* salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod constituti in presentia nostra *Huo*, clericus et *Furcaudus*, fratres, filii defuncti *Hugonis* dicti *Gibuini de Cuntigneio* militis extra omnem aueriam positi, animarum suarum saluti consulere cupientes, in bona mentis et corporis dispositione existentes, pro ipsarum animarum suarum et *Guillelmi* fratris eorum defuncti et omnium antecessorum suorum remedio, dederunt et concesserunt in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* et canonicis ibidem *Deo* seruientibus decem solidos diuionenses censuales qui eis debebantur singulis annis super vineas inferius annotatas, videlicet super vineam *Dominici de Burco* sitam ante *Sanctum Martinum*, quinque denarios, super vineam *Vieneti Louuair* sitam in vico *Sancti Martini* quatuor denarios et obolum; super vineam *Rogarii Lou Torneor* sitam in vico

Sancti Martini quatuor denarios; super vineam *Gilete de Cimiterio* tres denarios et obolum; super vineam *Goolini* quatuor denarios et obolum; super vineam *Petri de Tarsu* octo denarios; super vineam *Viuiani* sitam *en Coefroide* sex denarios; super vineam *Petri Buchalle* sitam in vico *Sancti Martini* octo denarios; super vineam *Colini Loubot* sitam *en Coefroide* sex denarios; super vineam *Templariorum* sitam in via *Mugneroce* octo denarios; super vineam fratrum hospitalis ierusalimitani sitam ibidem nouem denarios; super vineam *Auberici Billote* octo denarios; super vineam leprosorū *Diuiōis* sitam *en Coefrode* duo solidos; super vineam filii *Gras de Pani* duo denarios; super vineam *Constantini Arnaut* decem et octo denarios. De quibus decem solidos censuales dicti *Huo* et *Fourcaudus*, se coram nobis deuestientes, omnino predictam ecclesiam et canonicos eiusdem corporaliter inuestierunt, et in verum dominium pepetuumque possessionem miserunt, volentes et concedentes ut illi qui vineas debentes dictam elemosinam possident et possidebunt decetero et etiam ipse vinee ad reddendum ipsos decem solidos annis singulis in pepetuum decetero predictę ecclesię, et in ipsa ecclesia teneantur et obligentur predictę ecclesię sicut erant eisdem fratribus antea obligate. In cuius rei testimonium ad petitionem dictorum fratrum presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno *Domini* m^o. cc^o. quadragesimo tertio, mense maio.

Orig., G. 173, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 75.

Octobre 1243.

Donation par Oudoins, fille de Bonins, dit sire Bairs, d'une pièce de terre située sous le chemin de Beaune, faite à l'hôpital de Brochon.

Omnibus presentes litteras inspecturis magister *Guillelmus*, decanus christianitatis diuionensis in *Domino* salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituta in presentia nostra *Oudoions*, filia *Bonini*, cognomine *sire Bairs*, recognouit quod ipsa olim volens in transmarinis partibus peregre proficisci, tunc dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam pro salute animæ suæ et antecessorum suorum, laude et assensu *Petri* mariti sui, qui coram nobis ipsam elemosinam laudauit et concessit, *Deo* et *Domui Dei de Brochons* ac fratribus et sororibus ibidem *Deo* seruientibus, quamdam petiam terræ arabilis sitam versus domum prædictam, subtus cheminum de *Belna*, iuxta terram eiusdem domus ; de qua petia terræ ipsa magistrum ac fratres et sorores dictæ domus corporaliter inuestiuit et a tempore dictæ donationis sunt in possessione pacifica dictæ terræ et eadem *Oudoions* in elemosina prædicta perseuerans in nostra præsentia eandem iterato laudauit et aprobauit, et ratam in perpetuum habet et habere promittit, rogans nos humiliter ut ipsam elemosinam sigillo nostro confirmemus. Propter quod nos, precibus eius inclinati, in eiusdem elemosinæ testimonium et munimen prædictis magistro et fratribus ac sororibus dictæ domus de *Broichons* presentes litteras tradidimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno *Domini* millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense octobris.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 67.

N° 76.

Octobre 1243.

Déclaration, par Guillaume, prévôt de Rouvres, et Dannot, sa femme, portant que la maison Ortholan appartient à l'abbaye de Saint-Etienne.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituti in presentia nostra, *Guillelmus* de *Roura* prepositus, et *Dannos* uxor eius recognouerunt quod in domo que fuit *Michaelo Ortholani* sita iuxta domum eorum non habent nec possunt ipsi vel eorum heredes aliquo tempore iuris aliquando reclamare; sed est ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* pleno iure. In cuius rei testimonium ad ipsorum instantiam presentibus litteris sigilla nostra posuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo tercio mense octobri.

Orig., G. 266, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 77.

Novembre 1243.

Confirmation de la donation faite au prieuré de Fauverney, de deux pièces de terre labourable.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constitutus in presentia nostra, *Jocerandus* domicellus de *Fauuerneio* laudauit, voluit et concessit et ratam habuit in perpetuum atque firmam elemosinam quam dominus *Galterus* dominus *Fauuerney*, miles, frater suus fecit domino et ecclesie ac prioratui de *Fauuerneio* et canonicis ibidem *Deo* seruientibus de duabus peciis

terre arabilis sex iornalia continentibus, quarum una continens tria iornalia sita est in finagio de *Fauuerneio* ubi dicitur *in Campo Alodii*, iuxta terram *Manignotti dicti Fiart*; alia continens tria iornalia sita est in finagio de *Fauuerneio* ubi dicitur *en Labouière*, iuxta pratum de *Champelois*. Et de omni iure sibi et suis heredibus in dictis duabus peciis terre competente, priorem et fratres ac canonicos dicti prioratus corporaliter investiuit, promittens iuramento suo corporaliter prestito quod in dictis duabus peciis terre nihil reclamabit de cetero nec reclamari per alium faciet, nec contra dictam elemosinam decetero veniet, nec venire per alios faciet aut permittet. In cuius rei testimonium ad preces dicti *Jocerandi* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo tercio mense novembri.

Orig., G. 348, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 78.

Décembre 1243.

Cession viagère faite par Gilbert, abbé de Saint-Etienne, à Pierre de Quetigny, clerc, d'un meix et d'un pré.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis in Domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod cum vir venerabilis *Gilebertus*, abbas *Sancti Stephani diuionensis* dederit et concesserit *Petro de Cuntigneio* clerico, ad vitam ipsius *Petri*, mansum quemdam qui fuit domini *Richardi de Cuntigneio* situm apud *Cuntigneium* iuxta domum *Herbelotti dou Pasquier*, et unam secturam prati que fuit eiusdem *Richardi* sitam en *Prebergent* in capite prati, cuius medietas est ecclesie *Sancti Stephani* et alia hospitaliorum, et dictus abbas

teneatur ipsi *Petro* quamdiu vixerit dictum mansum et dictam secturam prati contra omnes garantire. Idem *Petrus* promisit in nostra presentia mansum predictum pro posse suo edificare, et eundem cum edificio et dictam secturam prati in bono statu tenere et seruare et quod predicta vel aliquid predictorum non alienabit a suis manibus vel debitis onerabit siue post eius obitum dictus mansus cum toto ipsius edificio et cum dicta sectura prati ad ecclesiam *Sancti Stephani diuionensis* quiete et libere et sine contradictione qualibet et debitorum onere reuertentur. Et quia boni presentis et aliorum bonorum que ab eadem ecclesia et eius menbris recepit hactenus idem *Petrus* memor est, in recompensatione bonorum predictorum et maxime pro remedio anime sue et antecessorum suorum dedit et concessit eidem ecclesie in puram et perpetuam elemosinam omnia bona sua tam mobilia quam immobilia, tam presentia quam futura, tam acquisita quam acquerenda quecumque sint et ubicumque poterunt tempore sui obitus inueniri: et de bonis eiusdem predictam ecclesiam inuestiuit. Dictus vero abbas, deuotione ipsius considerans usumfructum bonorum predictorum predicto *Petro* ad vitam suam contulit et concessit. In cuius rei testimonium ad petitionem dicti *Petri* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense decembris.

Orig., G. 380, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 79.

Avril 1244.

Concession viagère des dîmes de Thenissey, faite par l'abbé Gilbert et le couvent à Jean de Thenissey et à Gertrude, sa femme.

Nos *Gilebertus* abbas et conuentus ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod nos dedimus et concessimus domino *Johanni de Tenisseio*, milite, et domine *Gertrudi* uxori sue ad vitam eorum partem nostram decimarum de *Tenisseio* et eamdem partem nostram tenemur eis quamdiu vixerunt garantire, et quando unus eorum decederit, ille ex eis qui superuixerit, dictam partem nostram decimarum predictarum quo aduixerit possidebit. Ita quod ipsi dictam partem nostram in bono statu tenebunt nec eam diminuent vel diminui facient, vel consentient aut permittent et post eorundem obitum dicta pars nostra decimarum cum omni melioratione decime qua in dicta parte nostra tunc erit ad nos et ecclesiam nostram quiete, libere et sine contradictione quilibet et absque debitorum aut obligationis alicuius onere reuertetur. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo quarto, mense aprili.

Orig., G. 400, scellé sous double queue.

N° 80.

Avril 1244.

Jean de Tenissey et Gertrude, sa femme, vendent à Saint-Etienne tout ce qu'ils ont sur les dîmes de Saint-Martin, Fontaines et Pouilly.

Hugo Dei gratia lingonensis episcopus, uniuersis presentes litteras inspecturis in *Domino* salutem. Nouerit

uniuersitas vestra quod constituti in presentia nostra dominus *Johannes de Thenisseio*, miles, et domina *Getrudis* uxor eius, pro utilitate eorum sicut confessi sunt, venderunt, quittauerunt et concesserunt in hereditatem perpetuam viris religiosi abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* quodquod habebant et habere poterant et debebant in decimis de *Sancto Martino* iuxta *Diuionem*, et de *Poliaco* et de *Fontanis* de omni iure sibi in predictis decimis competente se penitus deuestientes, recognouerunt se inuestiuisse corporaliter abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* superius nominatos : promittentes super se et omnia bona eorum successoribus garantire et deffendere perpetuo contra omnes qui in eisdem decimis aliquod ratione feodi siue alio iure vel modo qualecumque seu occasione alia reclamarent : de pretio si quidem predictæ venditionis se tenuerunt dicti domini *Joanes* et uxor eius coram nobis in numerata pecunia penitus pro pagatis, et iuramento eorum corporaliter prestito, promiserunt se nunquam per se vel per alios contraire : sciendum autem quod super dictas decimas siti sunt et assignati viginti solidi diuionenses annuatim pro refectione conuentus predicti percipiendi die *Iouis post Pentecostem*, quia pro salute dictorum domini *Joannis* et uxoris suæ celebrabitur in ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* missa de sancto spiritu quamdiu vixerunt et post eorum decessum solutio dictorum viginti solidorum cessabit penitus, et dicti triginta quinque solidi ex tunc in antea persoluentur sicut superius est expressum. In cuius rei testimonium ad preces dictorum domini *Johannis* et uxoris eius presentibus litteris sigillum nostrum aposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo mense aprilis.

Orig., G. 332, scellé sous double queue.

Nº 81.

Mai 1244.

Renonciation faite par Laurent, fils de Pierre le Tisserand, au don fait à l'abbaye de Saint-Etienne par Eudes, prêtre, curé de Saint-Julien, d'un meix et d'une maison près la porte Nanxion.

Omnibus presentes litteras inspecturis, frater *Stephanus* permissione diuina *Sancti Benigni* humilis abbas et *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis in Domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod cum discordia verteretur inter viros venerabiles et religiosos *Gilebertum* abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et *Laurentium* filium *Petri Textoris* ex altera, super quadam domo et manso ac appendiciis eius quæ fuit *Odonis* presbiteri incurati *Sancti Juliani*, sita ad portam *Nanxionis*, iuxta domum *Richardi Nigri*, quam domum cum manso et eius appendiciis dictus *Laurentius* petebat, dicens eam iure hereditario ad se pertinere, dictis abbate et conuentu in contrarium asserentibus eandem domum cum manso et eius appendiciis datam esse eis in elemosinam perpetuam ab *Odone* presbitero supradicto. Tandem idem *Laurentius* ad cor rediens proborum et prudentum virorum consilio, nolens predictam elemosinam impedire, et insuper pro bonis quæ a dictis abbate et conuentu recepit, de quibus se pro pagato tenuit et contento dictam elemosinam laudauit in nostra presentia, et ratam habuit in perpetuum atque firmam, et dictam domum cum manso et aliis eius appendiciis dictis abbati et conuentui et eorum ecclesiæ quitauit in perpetuum. Et super se et omnia bona sua, iuramentoque corporaliter prestito, promisit dictam elemosinam dictis abbati et conuentui et eorum successoribus ac ipsorum ecclesiæ garantire et defendere perpetuo contra omnes et unquam de cetero per se vel per alios contraire; recognoscens et affirmans iuramento prestito se contra omnem omnino

sui iuris. In cuius rei testimonium et munimen ad preces dicti *Laurentii* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno Domini m^o. cc^o. xxxv^o. quarto mense maio.

Orig., G. 292, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 82.

Juillet 1244.

Vidimus d'une charte ducale de 1219 contenant donation et confirmation d'une vigne en la combe de Serrigny.

Nos *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod nos litteras inferius annotatas vidimus et diligenter inspeximus non concellatas non abollitas nec in aliqua sui parte viciatas et eas verbo ad verbum legimus quorum tenores et forme tales sunt. Ego *Odo* dux *Burgundie* omnibus notum facio quod cum inter *P...* abbatem *Sancti Stephani diuionensis* et dominum *Iterum de Toccoio* super quibusdam elemosinis silicet vineis, pratis, domibus, mansis et aliis tenementis que *Bartholomeus* presbiter de *Sarrigneo* et *Johannes Munerius* in villa *Sarrigney* ecclesie *Sancti Stephani* in perpetuam elemosinam contulerant, discordia verteretur eo quod dominus *I...* firmiter assereret quod prenominate presbiter neque idem *Johannes* elemosinam illam eidem ecclesie poterant iuste conferre. Tandem requisitus ab eodem *J...* clerico meo, magistro *Columbo* achidiacono matisconense et thesaurario capelle mee *Diuionis* eandem discordiam audiendam commisi, utrum prefatus presbiter et iamdictus *Johannes Munerius* eandem elemosinam eidem ecclesie posset in elemosinam conferre. Prefatus autem magister *Columbus* inquisita super hiis diligenter veritate didicit a ceteris incolis illius terre quod

sine alicuius offensione eandem elemosinam eidem ecclesie vel alibi poterant secundum consuetudines conferre iuste. Et dominus *J...* easdem elemosinas laudauit et comprobauit. Ne vero inter utrosque decetero super eisdem elemosinis questio oriretur secundum quod a magistro *Columbo* audiui ego ipse eandem elemosinam laudauit et approbaui de iure, volens quod ecclesia *Sancti Stephani* perpetuis temporibus eas possideret; hoc tamen saluo quod dominus *J...* in eadem elemosina talem iusticiam habebit qualem in prioratu *Sancti Sequani* qualem apud *Sarrigneium* dignoscitur habere. Actum hoc est anno ab incarnatione domini m°. cc°. tercio decimo.

Manifestum sit omnibus presentem cartam inspicientibus quod *Bartholomeus* capellanus de *Serrenniaco* dedit et concessit *Petro, Stephano, Roberto* filiis suis quicquid habebat apud *Sarrenniacum* in vineis, pratis, terris et domibus propter hoc quod pro remedio anime sue dare disponet et hoc laudauerunt fratres predicti *Bartholomei* scilicet *Galterus, Stephanus, Henricus* si quid iuris in hoc habebant, hoc idem ego *Ictierus Tocei* dominus laudo et confirmo secundum tenorem litterarum predecessoris nostri *Alexandri* et sigilli munimine corroboro. Huius rei testes sunt *Hardimus, Milo, Hugo*, milites et fratres *Renaudus de Monbar miles, Hugo de Ferrenniaco* et multi alii; huius ultime concessionis testes sunt, *Mauricius, Bellinus*, domini, prepositus *Hugo* scilicet de *Serrenniaco, Balterus* marescallus *Caniaci, Renaudus de sancto Chrispoforo*, capellanus de *Ciures* magister *Michael*. Manifestum sit omnibus presentem cartam inspicientibus quod *Bartholomeus* capellanus de *Sarrenniaco* dedit et concessit *Petro, Stephano, Roberto* filiis suis quicquid habebat apud *Sarrenniacum* vineis, pratis, terris et domibus propter hoc quod pro remedio anime sue dare disponet. Et hoc laudauerunt fratres predicti *Bartholomei* scilicet *Galterus, Stephanus, Henricus* si quid iuris in hiis habebant hoc idem ego *Alexander* lau-

daui et concessi et ut ratum haberetur presentem cartam sigillo meo confirmaui. Huius rei testes sunt *Harduinus, Milo, Hugo* milites et fratres *Renaudus de Monbar* miles, *Hugo de Farrenniaco* et multi alii. Ego *Iterus* dominus de *Toceio* notum facio presentibus et futuris quod ego, elemosinam illam quam *Bartholomeus presbiter de Sarrineio* et *I...* munerius in villa *Sarrigney* ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* dederunt eidem ecclesie, concedo in perpetuum obtinendam scilicet vineas, prata, domos, mansos et alia tenementa. Hoc tamen saluo quod ego iamdictus *Iterus* dominus de *Toceio* in eadem elemosina talem iusticiam habebo decetero qualem habere debeo in prioratu *Sancti Sequani* qui est apud *Sarrigneium*. Et ut hoc ratum habeatur presentem paginam sigillo meo feci roborari. Actum est hoc anno ab incarnatione domini m°. cc°. tercio decimo. Et Ego *Odo* dominus *Montis Acuti* notum facio uniuersis presentem paginam inspecturis quod cum inter venerabilem virum *P...* abbatem *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et inter *B...* militem de *Marno* ex altera, questio verteretur super quadam pecia vinee qua est in *Comba Johannis Molendarii* et manso *Johannis Carpentarii*, compromissum fuit hinc inde in dominum *Odonem* clericum de *Sancto Michael*e et dominum *Johannem Bertelas* militem, per quos tota controuersia pacificata fuit in hunc modum. Dictus siquidem miles acquitauit penitus prenominato abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*, supra memoratam peciam vinee salvis xiiii denariis censualibus de martio in martium persoluendis et mansum supradictum. Abbas vero de bonis ecclesie dedit prefato militi ix libras diuionenses monete. Dicta quidem compositio facta fuit laudantibus et consentientibus *Martella* uxore et *Arnulpho* filio uxoris militis supradicti. Quod ut ratum et firmum maneret ad petitionem utriusque partis sigillo meo presentem paginam roborauimus. Actum *Diuione* anno gratie m°. cc°. xiii°. mense februarii.

Nos vero, supradictis litteris omnibus visis et diligenter inspectis ac verbo ad verbum lectis huic earum presenti transcripto sigillum nostrum apposuimus requisiti. Datum anno domini m°. cc°. quadragesimo quarto mense iulio.

Orig., G. 394, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 83.

Juillet 1244.

Donation faite à l'église Saint-Etienne, devant Jean, doyen de la chapelle du duc, et Henri de Vergy, seigneur de Mirebeau, par Adeline, veuve de feu Aymonin dit Coulon, de quatre hommes de Chaumes, et de tout son fief à Belleneuve et à Ahuy.

Nos *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis et *Henricus de Virgeio* dominus *Mirebelli* senescallus *Burgundie*, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constituta in presentia nostra, domina *Adelina*, relicta defuncti *Aymonis dicti Coulon*, in bona mentis et corporis dispositione existens, anime sue salutis cupiens providere, pro ipsius anime sue et antecessorum suorum remedio, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam Deo et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* quatuor homines quos habebat apud *Chaumes* scilicet *Briotum*, *Johannem dictum Comitem*, *Martinum* filium *Briotti*, et *Girardum* filium *Oliueri*, cum omnibus heredibus et tenementis eorum, et quinque eminas frumenti quos habebat et habere debebat annis singulis in parte sua decime de *Talnay*, et totum feodum quod dominus *Guillelmus dictus Chaubruilloz de Bella Noua* miles de ipsa tenet, et tenere debet apud *Bellam Nouam* et apud *Aqueductum* versus *Bellam Nouam*. Et de hiis omnibus virum venerabilem et religiosum fratrem *Gelebertum* abbatem ecclesie *Sancti Stephani* nomine eiusdem ecclesie et conuentus sui corporaliter inuestiuit,

volens, mandans et precipiens suis heredibus *Adelina* predicta quod ad garantiam portandam perpetuo super eadem elemosina predictae ecclesie teneantur. In cuius rei testimonium ad preces dicte domine *Adeline* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m^o. cc^o. xl. quarto, mense iulio.

Cop., reg. G. 126, f^o 106.

N^o 84.

Juillet 1244.

Vidimus d'un accord du mois de juillet 1244, par laquelle Sibille, veuve de feu Pierre Séchaut, cède trois journaux de vigne à M. Jean Séchaut, son fils,

Nos *Gilebertus* abbas sancti Stephani et *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod cum ex quadam compositione habita inter dominum *Girardum Rufium*, militem diuionensem defunctum ex una parte, et dominam *Sybillam* relictam defuncti *Petri Sescalli* sororem eiusdem *Girardi* ex altera, ipsi *Sybilla* et dominus *Johannes Sescallus* filius eius, miles, haberent sicut coram nobis confessi sunt de dote ipsius *Sybille* quatuor iornalia vinearum, quarum tria sunt in una pecia, et quatuor in una. Tandem inter dictam *Sybillam* et dictum dominum *Johannem* filium eius pacificatum est siue compositum in hunc modum, quod dictus dominus *Johannes* habet et habebit dicta tria iornalia que sunt in una pecia et in escambium alterius iornalis siti in una petia. Dictus dominus *Johannes* tradidit, concessit et quittaui in perpetuum dicte matre sue unum iornale vinee situm in finagio de *Mont Chape* iuxta vineam leprosororum diuionensium ex una parte, et iuxta vineam domini *Fardelli* de capella ex altera, iure hereditario possidendum pro

voluntate sua omnimode faciendi. In cuius rei testimonium ad preces partium presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo quarto mense julio.

Orig., G. 305, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 85.

Août 1244.

Bulle du pape Innocent IV pour l'hôpital de Brochon.

Innocentius episcopus seruus seruorum *Dei*, dilectis filiis rectori et fratribus *Domus Dei de Brochone* ordinis *Sancti Augustini* lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem: ut in locis religiosis determinatus sit numerus ministrorum non modicum dignoscitur expedire, ne sustentatione careat superflua multitudo ac ex paucitate dignum *Deo* seruitium subtrahatur; ea propter dilecti in Domino filii, vestris iustis postulationibus inclinati, vicesimum conuersarum numerum quem in domo vestra pensatis eius facultatibus auctoritate venerabilis fratris nostri lingonensis episcopi diocesani loci deliberatione prouida statuistis, sicut est prouide ac salubriter institutus, et ex eiusdem litteris episcopi dicitur contineri auctoritate apostolica confirmamus, et præsentis scripti patrocinio communimus, nisi adeo ipsius domus excreuerint facultates quod præfatum numerum exigant augmentari, mandato sedis apostolicæ in omnibus semper saluo. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* ac beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se nouerit incursum. Datum *Lugduni*

decimo quarto calendas augusti pontificatus nostri anno quarto.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 51.

N^o 86.

Novembre 1244.

Inféodation par Gilbert, abbé de Saint-Etienne, à Guillaume de Belleneuve, chevalier, de la terre d'Ahuy, donnée à l'abbaye par Adeline, veuve de Raymond Colon, chevalier.

Nos *Johannes*, decanus capelle ducis et magister *Guillelmus* decanus christianitatis diuionensis notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, dominus *Guillelmus de Bella Noua* miles, recognouit se recepisse a viro religioso *Gilberto*, abbate *Sancti Stephani diuionensis*, feodum de *Aqueductu* quod domina *Adelina* relictā defuncti *Aymonis dicti Coulon* militis, dedit ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*, et ipsum feodum tenentur heredes dicti domini *Guillelmi* successive ab abbate *Sancti Stephani diuionensis* accipere, et de eodem feodo dictus dominus *Guillelmus* et heredes suit sunt et esse debent homines abbatis qui pro tempore fuerit in ecclesia supradicta. In cuius rei testimonium ad preces eiusdem domini *Guillelmi* presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini M^o. CC^o. XL. quarto mense novembris.

Orig., G. 329, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 87.

Décembre 1244.

Vente de six deniers de cens sur une vigne en la rue d'Isier, faite par Girard Bergier à Etienne Giget, bourgeois de Dijon.

Nos *Radulphus* prior *Sancti Stephani* et *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constituti in presentia nostra, *Girardus* filius defuncti *Henrici dicti Bergerij* et *Lucia* eius uxor, pro utilitate et necessitate eorum sicut confessi sunt, vendiderunt et concesserunt in hereditatem perpetuam *Stephano Gyjet* burgensi diuionensi et eius heredibus ondecim solidos et sex denarios diuionenses censuales, qui ei debebantur annuatim super quamdam peciam vinee sitam in vico *Disier*, iuxta vineam *Galteri de Joes* ex una parte, et iuxta domum et mansum *Richardi dicti Chaumont* ex altera ; qua dicta pecia vinee est predicti *Galtheri de Joes*. De quibus ondecim solidis et sex denariis censualibus dicti *Girardus* et *Lucia* se coram nobis deuestientes omnino predictum *Sanctum Stephanum* corporaliter inuestierunt, et super se et omnia bona eorum iuramentoque corporaliter prestito tenerentur et promiserunt dictos ondecim solidos et sex denarios dicto *Stephano* et eius heredibus contra omnes super dictam petiam vinee defendere, et in perpetuum garantire et nunquam de cetero per se vel per alios contraire. Et de pretio dicte venditionis se tenuerunt coram nobis in numerata pecunia penitus pro pagato. Hanc autem venditionem *Margarita* mater dicte *Lucie* coram nobis laudauit, voluit et concessit et ratam habuit in perpetuum atque firmam. In cuius rei testimonium ad preces partium presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°.cc°. quadragesimo quarto, mense decembris.

Cop., reg. G. 127, f° 74.

N^o 88.

Janvier 1245.

Echange entre l'abbaye et Lambert de Rouvres, chevalier, auquel, pour lui tenir lieu de pension viagère, l'abbaye cède pour sa vie tous ses droits à Couternon, Crimolois, Rouvres.

Omnibus presentes litteras inspecturis, *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Garnerus* decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod coram nobis veniens dominus *Lambertus de Roura*, miles et mandatum domini ducis *Burgundie*, recognouit quod in escambium quorundam pensionum quas ad vitam suam habebat in ecclesia *Sancti Stephani diuionensis* et maxime propter deuotionem quam habebat erga abbatem et conuentum ipsius ecclesie, ipsi abbas et conuentus dederunt et concesserunt ei ad vitam suam similiter quicquid habent in villa et pertinentiis de *Curia Arnulphi* in terris, pratis, aquis, nemoribus, hominibus, iusticiis, redditibus et exitibus et rebus aliis et omnes homines eorum de *Crimolois* et plateam siue mansum sitam vel situm ante domum dicti domini *Lamberti* quantum important domus defuncti *Theobaldi Florie*, et domus quæ fuit defuncte *Marie Petit Consoil* ; in quibus omnibus iura dicte ecclesie manutenere et seruare promisit, et post eius obitum, omnia supradicta cum omni augmentatione et melioratione quas interim in premissis fecerit et acquireret, ad dictos abbatem et conuentum et eorum ecclesiam quiete et sine contradictione qualibet et absque obligatione qualibet et debitorum onere reuertentur. Recognouit insuper idem dominus *Lambertus* quod ipsi abbas et conuentus habent et habere debent post eius obitum annuatim perpetuo sexaginta solidos diuionenses super furnum suum et mansum ipsius furni situm in castro diuionense ; qui sexaginta solidi super ipsum furnum et mansum ipsius eidem ecclesie antea debebant. In cuius

rei testimonium ad preces dicti domini *Lamberti* presentibus litteris sigilla nostra una cum sigillo ipsius apposuius. Actum anno domini m^o. cc^o. xl^o. quinto, mense ianuario.

Orig., G. 266, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 89.

Janvier 1245.

Renonciation faite par Jean, dit Marsalle, et Claire, sa femme, au droit qu'ils prétendaient avoir sur deux chambres et un meix à Dijon.

Omnibus presentes litteras inspecturis, *Johannes* decanus capelle ducis et magister *Garnerus* decanus christianitatis *Diuionis* in *Domino* salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod cum discordia verteretur inter *Johannem* dictum *Marsoille* de *Roura* et *Claram* uxorem eius ex una parte, et viros venerabiles et religiosos abbatem et conuentum ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* ex altera, super hoc quod dicti *Johannes* et *Clara* dicebant dictos abbatem et conuentum minus bene seruasse et tenuisse pacem factam inter ipsos, tempore bone memorie *Petri* tunc abbatis ecclesie memorate, utpote quia eisdem *Johani* et *Clare* non deliberauerant duas cameras sitas ante domum domini *Lamberti* de *Roura* militis apud *Diuionem* cum mansis earum sicut se ingerunt usque ad mansum qui fuit *Aladonne*, et quia vineam quandam sitam en *Champ Eurart* non garantizabant pro ut tenebantur eisdem. Tandem bonis iuris mediantibus inter eos, pax amicabile interuenit sub hac forma, videlicet quod pro dictis duabus cameris et vinea quas dicti abbas et conuentus deliberauerunt et quittauerunt dictis *Johanni* et *Clare* in perpetuum; de quibus dicti *Johannes* et *Clara* se tenuerunt pro pagatis coram nobis et maxime pro bonis aliis que a dictis

abbate et conuentu receperunt, quittauerunt eisdem abbati et conuentui et eorum successoribus in perpetuum pro se et omnibus heredibus eorundem totam escasuram defuncti *Henrici* cambellam et quidquid eis in eadem escasura competere poterat et debebat; quittauerunt insuper dictos abbatem et conuentum et eorum ecclesiam tam in capite quam in menbris de omnibus debitis actionibus, fideiussionibus, querelis, calumpniis discordiis, occasionibus et rebus aliis eis ac eorum heredibus aduersus dictos abbatem et conuentum et eorum predecessores ac ecclesiam eorundem, tam in capite quam in menbris quoquomodo competentibus usque ad diem confectionis presentium litterarum, volentes et concedentes ut pax facta inter ipsos tempore bone memorie *Petri* abbatis ipsius ecclesie, in suo robore permaneat, et littere super ipsa pace confecte sigillis comunie diuionensis et decani oscariensis robur habeant perpetue firmitatis; hec autem omnia supradicta *Odo* clericus et *Laurencius* filii dictorum *Johannis* et *Clare* coram nobis laudauerunt, voluerunt et concesserunt et rata habuerunt et habere perpetuo promiserunt. Et tam dicti *Johannes* et *Clara* quam eorum filii predicti, per sacramentum corporaliter super hoc prestitum, promiserunt contra pacem et quittationes predictas per se vel per alios de cetero non venire. In cuius rei testimonium ad preces partium presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno *Domini* m°. cc°. quadragesimo quinto, mense jannuario.

Orig., G. 266. — Cop., reg. G. 132, f° 71.

N° 90.

Janvier 1245.

Confirmation par Eliot de Barges et Hugonet, maire de Gevrey, des donations faites à l'hôpital de Brochon par la mère d'Eliot.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituti in presentia nostra, *Eliottus de Barges* et *Hugonettus* maior de *Geureio* nepos eius laudauerunt, voluerunt, concesserunt et rata habuerunt et habere perpetuo promiserunt, omnia legata et omnes elemosinas que et quas mater predicti *Eliotti* et omnes predecessores eorum fecerunt *Deo* et domui hospitali de *Broichons* et magistro et fratribus ibidem domino seruientibus, iisque ad diem confectionis presentium litterarum. Quittauerunt et dicti *Eliottus* et nepos ipsius in perpetuum pro se et omnibus eorum heredibus dictis magistro et fratribus et eorum successoribus omnes querelas calumpnias et iura, rationes et actiones, et occasiones quæ ipsis et eorum antecessores habuerunt et habere potuerunt hactenus, tam super legatis et elemosinis quam modo alio qualecumque aduersus dictos magistrum et fratres et eorum successores ac hospitale predictum : promittentes, fide corporaliter prestita, se contra dictas elemosinas et legata et contra quitationem predictam de cetero per se vel per alios non venturos. In eius rei testimonium ad preces dictorum *Eliotti* et nepotis ipsius presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo quinto mense ianuario.

Orig., G. 358, scellé de trois sceaux sous double queue.

N° 91.

Mars 1245.

Bulle du pape Innocent IV, qui confirme l'accord entre l'abbaye de Saint-Etienne et les doyen et chapitre de la chapelle du duc, au sujet d'une prébende demandée par l'abbaye.

Innocentius episcopus seruus seruorum *Dei* dilectis filiis abbati et conuentui *Sancti Stephani* et decano et capitulo capellæ ducis diuionensis lingonensis diocesis salutem et apostolicam benedictionem. Iustis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum et vota quæ a rationis tramite non discordant effectu prosequente complere. Eapropter dilecti in Domino filii vestris iustis postulationibus grato concurrentes assensu, compositionem super quadam prebenda quam vos filii abbas et conuentus petebatis in capella ducis diuionensis lingonensis diocesis inter vos amacabiliter initam, sicut sine prauitate prouide facta est, et sponte, ab utraque parte recepta et in autentico inde confecto plenius dicitur contineri, ad exemplar felicitis recordationis *Honorii papæ tertii* predecessoris nostri, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se noverit incursurum. Datum *Lugduni* nonis martii, pontificatus nostri anno secundo.

Cop., reg. G. 121, f° 39.

N° 92.

Mars 1245.

Confirmation, par Richard d'Arboz et Cécile, sa femme, nièce de Thierry, chapelain de Notre-Dame, de la donation d'une vigne en Parais et d'une maison proche l'église Saint-Nicolas.

Omnibus presentes litteras inspecturis *Johannes* decanus capelle ducis, et magister *Garnerus* decanus christianitatis diuionensis in domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constituti in presentia nostra, *Richardus* dictus de *Arbosio*, et *Cecilia* uxor eius, filia *Humbelotti* defuncti quondam fratris domini *Terrici*, quondam capellani *beate Marie diuionensis*, recognouerunt se tantum recepisse et habuisse de bonis ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* unde se tenuerunt coram nobis integre propagatis pariter et contentis, quod viris venerabilibus et religiosis *Gileberto* tunc abbati et conuentui predictae ecclesie *Sancti Stephani* et eorum successoribus quitauerunt in perpetuum pro se et omnibus suis heredibus et laudauerunt et voluerunt atque concesserunt elemosinam, quam predictus *Terrycus* fecit domino et ecclesie predictae, de quadam vinea quam idem *Terrycus* habebat sitam in finagio de *Proais*, et de quadam domo ac manso et pertinentiis ipsius quam habebat sitam *Diuioni* prope *Sanctum Nicholaum* : et ipsam elemosinam ratam habuerunt et habere perpetuo promiserunt, iuramentoque corporaliter prestito promittentes se contra dictam elemosinam decetero per se vel per alios non venturos. In eius rei testimonium ad preces dictorum *Richardi* et ecclesie presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo quinto mense marcio.

Orig., G. 173, scellé de deux sceaux sous double queue.

Nº 93.

Mai 1245.

Martin Viellons et Luguette, sa femme, vendent à l'hôpital
de Brochon deux pièces de terre arable.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ducentesimo quadragésimo quinto mense maii, ego *Martinus Viellons* et ego *Lugta* uxor eius de *Fixeio*, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod nos pro utilitate et necessitate nostra vendidimus, concessimus et quittauius in hereditatem perpetuam viris religiosis magistro et fratribus *domus Dei de Brochon* duas petias terræ arabilis, quarum una sita est *es Arbues de Charmare* iuxta campum ecclesie *Sancti Antonii de Fixeio* ex una parte, et iuxta terram de *Martiot de Fixeio* ex altera; alia vero petia terræ sita est iuxta fontem de *Chamere* inter terram dictorum magistri et fratrum hinc et inde. De cuius venditionis pretio iusto et legitimo plenam, perfectam et integram solutionem recipimus et habuimus in pecunia numerata; et propter hoc de dictis duobus petiis terræ predictæ, nos omnino deuestiuimus, et dictos magistrum et fratres corporaliter inuestiuimus, et tenemur et promittimus sub obligatione honorum nostrorum omnium mobilium et immobilium, presentium et futurorum, et per sanctum nostrum pro nobis et nostris heredibus quos ad hoc obligamus prestitum super sancta *Dei* evangelia corporale, dictas duas petias garantire dictis magistro et fratribus perpetuo contra omnes quitas et liberas ab onere pro recta decima, et nos pro ipsis magistro et fratribus semper ubique locorum et in omni curia contra personas omnes opponere propter hoc et respondere propriis sumptibus et eos conseruare modis omnibus indemnes, si qui calumniatores aparerent, quod absit, et in nullo per nos vel per alios verbo, facto vel consensu vel modo alio contraire. Hanc autem venditionem

ego *Amaizons* soror dictæ *Margaretæ* et nos *Joanes* et *Guillermus* quondam filii *Humbeloti dicti Truer de Fixeio*, fratres dictarum sororum laudamus, et ratas ac firmas habemus et promittimus in perpetuum habere iuramento prestito corporali, et in nullo de cætero per nos vel per alios ratione auæriæ vel minoris ætatis aut modo alio contraire. Renunciamus autem in hoc facto nos *Martinus*, *Lungta* uxor eius, *Amaizons* soror dictæ *Lungtæ*, *Joanes* et fratres dictarum sororum quilibet nostrum insolidum et pro toto et per sanctum nostrum super sancta *Dei* evangelia, prestitum corporale exceptioni non numerati et non habiti integre pretii et omnibus exceptionibus, defensionibus et iuribus legum decretorum, decretalium et consuetudinum et omni auxilio iuris canonici et ciuilis : in cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum viri venerabilis magistri *Alberici* decani christianitatis. Actum anno et mense predictis.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 66, scellée sous double queue.

Nº 94.

Mai 1245.

Henri de Vergy, seigneur de Mirebeau, reconnaît devoir à Gilbert, abbé de Saint-Etienne de Dijon, la somme de 100 livres.

Ego *Henricus de Vergeio* dominus *Mirebelli*, senescallus *Burgundiæ*, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego debeo viro venerabili domino *Gileberto*, abbati *Sancti Stephani diuionensis* centum libras prui-niensium forcium, quas ei vel cuncto mandato, qui presentes litteras secum attulerit, reddere promitto fide præstita ad festum *sancti Remigii* proximo venturum. Et nisi tunc redderentur quod absit omnia dampna et deperdita que exitus dictus abbas increuerit pro eisdem

centum libris prouiniensibus rehiscendis, teneor et promitto ei integre restaurare per simplex verbum ipsius sine alia probatione, et ad hec omnia adimplenda obligo pronominato abbati me et omnia bona mea mobilia et immobilia, presentia et futura quocumque sint et ubicumque poterunt inueniri. Quot ut ratum sit et firmum permaneat, presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo quinto mense maii.

Orig., G. 371, scellé sous double queue.

N° 95.

Mai 1245.

Donation à l'hôpital de Brochon, d'une pièce de terre à Fixin, par Marie Tierrée, femme de Martin Beliotin.

Nos *Joannes* decanus capellæ ducis diuionensis notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constituta in presentia nostra, *Maria* filia *Tierree* de *Fixins*, uxor *Martini Beliotin* in bona mentis et corporis dispositione, animæ suæ saluti cupiens prouidere pro ipsius animæ suæ et antecessorum suorum remedio, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et hospitali de *Brochon* et fratribus ac sororibus ibidem *Deo* seruientibus, quamdam petiam terræ arabilis sitam in territorio de *Penses*, inter terras eiusdem hospitalis hinc et inde, et de dicta petia terræ dictos magistrum et fratres ac sorores dicti hospitalis corporaliter inuestiuit pro voluntate eorundem omnimodo de cætero facienda, et se ex ea coram nobis penitus deuestiuit, et hanc elemosinam *Martinus* prædictus, maritus eius, coram nobis laudauit, voluit et concessit et ratam habuit in perpetuum atque firmam. Magister autem et fratres ac sorores hospitalis

prædicti deuotioni postmodum dictæ *Mariæ* humiliter occurrentes, concesserunt eidem *Mariæ* ad vitam ipsius vineam eorum sitam in clauso medio iuxta vineam *Cistertii* ex una parte, et iuxta vineam *Giroldi Bouart de Fixins* ex altera, ita quod post obitum eiusdem *Mariæ* dicta vinea ad dictum hospitem in bono statu et in illo quo die obitus eiusdem *Mariæ* inuenietur quitte, libere et sine contradictione qualibet reuertetur, nunc ex tunc in eadem vinea hæredes ipsius *Mariæ* seu aliquis alius quidquid potuerit reclamare ; præterea dicti magister et fratres et sorores dictam *Mariam* cum ipsa decedere contigerit tenentur tanquam unam ex sororibus ipsorum in eorum hospitali sepelire ; in cuius rei testimonium ad preces dictæ *Mariæ* et *Martini* prædicti præsentibus litteris sigillum nostrum aposuimus. Actum anno *Domini* milesimo ducentesimo quadragesimo quinto, mense maii.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 67, scellée sur double queue de parchemin.

N° 96.

Juillet 1245.

Echange entre l'abbaye et Henri de Mont, chevalier, et Reine, sa sœur ; ceux-ci cèdent à l'abbaye la dime d'Asnières qu'ils tenaient en fief, en échange d'une partie des dîmes d'Etaules et de Darois.

Nos *Johannes* decanus capelle ducis, et magister *Garnerus* decanus christianitatis, notum facimus presentes litteras inspecturis quod cum dominus *Henricus de Montibus*, miles, et domina *Regina* soror sua, decimam quam habebant in villa et finagio de *Asneriis*, quam dictus *Henricus* tenebat et eius heredes similiter in feodum et casamentum de abbate et conuentu *Sancti Stephani diuionensis*, et ipse dictis abbati et conuentui et successoribus eorumdem perpetuo quittaui decimam supradictam ; ipsi

abbas et conuentus in recompensationem et escambium illius decimæ dederunt et quittauerunt perpetuo dicto domino *Henrico* et eius heredibus partem suam decimæ villæ et finagiorum de *Stabulis* et de *Darrois*, quam partem decimæ dominus *Henricus* supradictus iam recepit in feodum et casamentum ab ipsis et heredes ipsius successiue similiter a dictis abbate et conuentu, qui pro tempore fuerunt in feodum et casamentum accipere tenentur in ecclesia *Sancti Stephani* apud *Diuionem*. Preterea dicti abbas et conuentus dederunt domino *Henrico* et dominæ *Reginæ*, ad vitas eorundem, duos mansos quos habent in villa de *Stabulis* cum eorum appenditiis libere ita quod manentes in mansis predictis effretiare non poterunt ultra triginta solidos diuionenses annuatim quos manentes in mansis illis soluent ad festum *sancti Remigii* annuatim. Post obitum autem dictorum domini *Henrici* et dominæ *Reginæ* ille ex iis qui superuixerit dictos duos mansos cum eorum appendiciis quamdiu vixerit modo predicto habebit, et post obitum eorundem illi duo mansi cum eorum appendiciis ad dictos abbatem et conuentum et eorum ecclesiam quiete et sine contradictione qualibet et debitorum onere reuertentur : in cuius rei testimonium ad preces utriusque partis, presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo quinto mense iulio.

Orig., G. 321. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, fo 96, scellée de deux sceaux sous double queue.

N° 97.

Septembre 1245.

Donation faite à Dieu, à l'Eglise et à MM. les chanoines de Saint-Etienne de Dijon, par M. Dominique le Riche, chanoine de la chapelle du duc, d'une pièce de vigne située à « la Vaite ».

In nomine sancte et indiuidue Trinitatis, amen : nos *Johannes*, decanus capelle ducis et magister *Garnerus*, decanus christianitatis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis, quod constitutus in presentia nostra, dominus *Dominicus dictus diues*, clericus, canonicus capelle ducis predictæ, in bona mentis dispositione permanens, anime sue saluti cupiens prouidere pro ipsius anime sue et antecessorum suorum remedio, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesie *beati Stephani diuionensis* et canonicis ibidem *Deo* seruientibus, petiam unam vinee sitam *a la Vaite* iuxta vineam aliam quam idem *Dominicus* habet ibidem ex una parte, et iuxta vineam domini *Hugonis dicti Graindorge* presbyteri ex altera. De qua petia vinee, idem dictus dominus *Dominicus* se coram nobis omnino deuestiens, dominum *Gilebertum* abbatem predictæ ecclesie nomine ipsius ecclesie et eiusdem abbatis ac conuentus sui corporaliter inuestiuit, et in verbo veritatis se contra dictam elemosinam promisit de cetero non venturum. In cuius rei testimonium ad preces dicti domini *Dominici*, presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragésimo quinto, mense septembri.

Orig., G. 173. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 70, scellée de deux sceaux sur double queue.

N^o 98.

Septembre 1245.

Confirmation, par le pape Innocent IV, des privilèges et des possessions de l'abbaye de Saint-Etienne.

Innocentius episcopus seruus seruorum Dei, dilectis filiis, abbati monasterij *Sancti Stephani diuionensis*, eiusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem vitam professis. In *Petri* et *Pauli* Amen. Religiosam vitam eligentibus apostolicum conuenit adesse presidium, ne forte cuiuslibet temeritatis incursus aut eos a proposito reuocet, aut robur quod absit sacre religionis infringat. Eapropter, dilecti in domino filii, vestris iustis postulacionibus clementer annuimus, et monasterium *Sancti Stephani diuionensis*, lingonensis diocesis, in quo diuino estis obsequio mancipati sub *beati Petri* et nostra protectione suscipimus et presentis scripti priuilegio communimus. Inprimis si quidem statuantes ut ordo canonicus qui secundum *Deum* et *beati Augustini* regulam in eodem loco institutus esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus, inuiolabiliter obseruetur. Preterea quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium impresentiarum iuste ac canonice possidet, aut in futurum concessionem pontificum, largitione regum vel principum oblatione fidelium seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci, firma iurisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exponenda uerbis locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinentiis suis, *Sancti Michaelis*, *Sancte Marie*, *Sancti Petri*, *Sancti Nicholai*, et *Sancti Medardi* in *Diuione* ecclesias cum omnibus pertinentiis earumdem, ecclesiam *Sancte Marie de Marceniaco*, cum omnibus pertinentiis suis, ecclesiam *Sancti Andree de Parigniaco*, *Sancti Aniani in Aquaductu*, *Sancti Martini de Quintiniaco*, *Sancti Mauritiij de Siliciaco*, *Sancti Germani de*

Copiaco, Sancti Florentini de Tilecastro cum capella *Sancte Marie* et *Sancti Petri de Mirebello*, ecclesias cum decimis, tertijs et omnibus pertinentiis earundem de *Curceyaco, Sancti Martini de Campis* cum capella de *Fontanis, Sancte Marie de Gemellis* cum capella de *Pichangis, Sancti Andree de Ormentiaco* cum capellis suis et de *Colomerio* cum capellis suis, et *Sancti Martini de Arco*, ecclesias cum decimis, tertijs et omnibus pertinentiis earundem; capellam que est inter *Leulerium* et *Sanc-tum Fidolum* cum omnibus pertinentiis suis; locum de *Puteolo*, locum de *Agnino Fonte*, locum de *Galdo Altrei*, locum de *Franceis*, locum de *Bonaualle* virense cum omnibus pertinentiis eorumdem; grangiam de *Geyaco*, grangiam de *Lespai*, grangiam de *Espireio*, villam que dicitur *Asniere* cum omnibus pertinentiis suis, villam que dicitur *Alta Villa*, cum pratis, terris, nemoribus, usuagijs, pas-cuis in bosco et plano, in aquis et molendinis, in vijs et semitis et omnibus aliis libertatibus et immunitatibus suis. Sane noualium vestrorumque propriis manibus aut sumptibus colitis, de quibus noualibus hactenus aliquis non percepit, sive de vestrorum animalium nutrimentis, nullus a vobis decimas exigere vel extorquere presumat. Liceat quoque vobis clericos vel laicos liberos et absolutos e seculo fugientes ad conuersionem recipere, et eos absque contradictione aliqua retinere. Prohibemus insuper ut nulli fratrum vestrorum, post factam in monasterio vestro possessionem, fas sit sine abbatis sui licentia de eodem loco nisi artioris religionis obtentu discedere, discedentem vero absque communium litterarumstrarum cautione, nullus audeat retinere, cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis clausis ianuis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, suppressa voce diuina officia celebrare, dummodo causam non dederitis interdicto. Crisma vero oleum sanctum consecrationes altarium seu basilicarum ordinationes clerico-

rum qui ad ordines fuerint promouendi a diocesano susci-
pietis episcopo, si quidem catholicus fuerit et gratiam et
communione romanam sedis habuerit et ea vobis volue-
rit sine prauitate aliqua exhibere. Prohibemus insuper
ut infra fines parrochie vestre, nullus sine assensu dioce-
sani episcopi et vestro capellam seu oratorium de nouo
construere audeat, saluis priuilegiis pontificum romano-
rum ad hec nouas et indebitas exactiones ab archiepis-
copis, episcopis archidiaconis facta decanis, aliisque omnibus
ecclesiasticis secularisue personis, a vobis omnino fieri
prohibemus; sepulturam quoque ipsius loci liberam esse
decernimus ut eorum deuotioni et extreme voluntati qui se
illic sepeliri deliberauerint nisi forte excommunicati vel
interdicti sint, aut etiam publice usurarij, nullus absibat,
salua tamen iustitia illarum ecclesiarum a quibus mor-
tuorum corpora assumuntur. Decimas preterea et pos-
sessiones ad ius ecclesiarumstrarum spectantes que a
laicis detinentur, redimendi, et legitime liberandi de
manibus eorum et ad ecclesias ad quas pertinent reuo-
candi, libera sit vobis de nostra auctoritate facultas.
Obeunte vero te nunc eiusdem loci abbate, vel tuorum
quolibet successorum, nullus ibi qualibet subreptionis
astucia seu violentia preponatur, nisi quem fratres com-
muni consensu vel maior pars consilii sanioris secundum
Deum et *beati Augustini* regulam prouiderit eligendum.
Paci quoque et tranquillitati vestre paterna in posterum
sollicitudine prouidere volentes, auctoritate apostolica
prohibemus ut infra clausuras locorum seu grangiarum
strarum nullus rupinam seu furtum facere, ignem appo-
nere, sanguinem fundere, hominem temere capere, vel
interficere seu violentiam audeat exercere. Preterea
omnes libertates et immunitates a predecessoribus nostris
romanis pontificibus monasterio vestro concessas, necnon
libertates et exemptiones seculorum exactionum a regibus
et principibus vel aliis fidelibus, rationabiliter vobis

indultas, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare, aut eius possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere seu quibuslibet vexationibus fatigare sed omnia integra conseruentur eorum pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura ; salua sedis apostolice auctoritate et diocesanorum episcopum canonica iustitia in supradictis decimis moderatione concilii generalis. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularive persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertione commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se divino iudicio existere, de perpetrata iniquitate cognoscat et a sacratissimo corpore et sanguine *Dei* et domini redemptoris nostri *Iehsu Christi* aliena fiat atque in extremo examine districte subiaceat ultioni. Cunctis autem eidem loco sua iura seruantibus sit pax domini nostri *Iehsu Christi* quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen.

Rota. — *Sanctus Petrus, Sanctus Paulus, Innocentius* papa III. Fac domine vias vite notas mihi.

Ego *Innocentius* catholice ecclesie episcopus (1). Ego *Petrus* canonicus *Sancti Marcelli* presbiter cardinalis. Ego *Willelmus* basilice duodecim apostolorum presbiter cardinalis. Ego frater *Johannes* canonicus *Sancti Laurentii* in lucina, presbiter cardinalis. Ego frater *Hugo* canonicus *Sancte Sabine* presbiter cardinalis. Ego *Oto Sancti Rufini* episcopus. Ego *Petrus* albanensis episcopus. Ego *Willelmus* sabiniensis episcopus. Ego *Egidius* sanctorum *Cosme* diaconus cardinalis. Ego *Octavianus Sancte*

(1) Monogramme de la formule : *Bene valete.*

Marie in uia lata diaconus cardinalis. Ego *Johannes Sancti Nicolai* in carcere tullinense diaconus cardinalis. Ego *Willelmus Sancti Eustachii* diaconus cardinalis. Datum *Lugduno* per manum magistri *Martini* sancte romane ecclesie vicancellarij, decimo kalendas septembri, indictionis iij, incarnationis dominice anno M^o. CC^o. XLV^o, pontificatus vero Domini *Innocentii* papæ III, anno tertio.

Orig., G. 117, scellé sur lacs (sceau disparu).

N^o 99.

Novembre 1245.

Sentence arbitrale rendue sur un différend entre M. Pierre, abbé de Saint-Etienne, et B. de Marne, relativement à une pièce de vigne située en la Combe de Jean Molinier.

Nos *Garnerus* decanus christianitatis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod nos litteras inferius annotatas vidimus, et diligentes inspeximus, non concellatas non abollitas nec in aliqua sui parte viciatas et eas verbo ad verbum legimus, quarum forma et tenor talis est. Ego *Odo* dominus *Montis Acuti*, notum facimus uniuersis presentem paginam inspecturis quod cum inter venerabilem virum *P...* abbatem *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et inter *B...* militem de *Marne* ex altera, questio verteretur super quadam petia vinee que est in comba *Johannis Molendinarii* et manso *Johannis Carpentarii*, compromissum fuit hinc inde in dominum *Hodonem* clericum de *Sancto Michael*e et dominum *Johannem Bertelais* militem, per quos tota controuersia pacificata fuit in hunc modum: dictus siquidem miles acquitauit penitus prenominato abbati et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis* super memoratam petiam vinee saluis quatuordecim denariis censualibus de martio

in martium persoluendis et mansum supradictum. Abbas vero de bonis ecclesie dedit prefato militi nouem libras diuionenses monete ; dicta vero compositio facta fuit laudantibus et consentientibus *Marcella* uxore et *Arnulpho* filio uxoris militis supradicti. Quod ut ratum et firmum maneret ad petitionem utriusque partis, sigillo meo presentem paginam roborauī. Actum *Diuioni* anno gratie m°. cc°. xix°. mense februarii. Nos vero supradictis litteris omnibus visis et diligenter inspectis de verbo ad verbum lectis hinc earum presenti transcripto sigillum nostrum apposuius requisiti. Datum anno domini m°. cc°. quadregesimo quinto mense *novembris*.

Orig., G. 300. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 65, scellée sous double queue.

N° 100.

Mai 1246.

Fondation d'un anniversaire en l'église Saint-Etienne, par André, fils de feu Chrétien Goyal.

Omnibus presentes litteras inspecturis magister *Garnerius* decanus christianitatis diuionensis in Domino salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod, constitutus in presentia nostra, *Andreas* filius defuncti *Christiani Goyal* animæ suæ saluti cupiens prouidere, in certa scientia permanens pro ipsius animæ suæ remedio, et pro anniuersario suo singulis annis in perpetuum in ecclesia *Sancti Stephani diuionensis* post eius obitum faciendo, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani* predictæ decem solidos diuionenses censuales, singulis annis percipiendos et habendos die anniuersarii predicti, pro pictantia conuentus ecclesie supradictæ. Insuper ipse *Andreas* dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam pro remedio animæ

suæ et antecessorum suorum oleum et prouidentiam olei pro quodam lampade qui erit de cetero perpetuo in ecclesia *Sancti Petri diuionensis* ante maius altare ecclesie prenotate : supradictos autem decem solidos et administrationem et prouidentiam olei supradicti, idem *Andreas* pro remedio animæ suæ et antecessorum suorum assignauit et assedit, percipiendos et habendos singulis annis in perpetuum in locis supradictis super domum suam lapideam, et eius mansum ac pertinentias omnes qualescumque, quæ domus sita est in vica *Sancti Petri* ante furnum qui dicitur furnus *Poilli* : volens et concedens et præcipiens dictus *Andreas* ut, quicumque dictam domum cum toto manerio et manso et pertinentiis omnibus eiusdem domus tenebit, de cætero dictos decem solidos annuatim reddere die predicti anniuersarii et lampadi predictæ prouidere continue de oleo perpetuo teneatur : et ad hoc ipsam domum cum manerio et manso et pertinentiis dictæ domus specialiter obligauit : In cuius rei testimonium ad preces et instantiam dicti *Andreæ* presentibus litteris sigillum nostrum apposuimus. Actum anno Domini m^o. cc^o. quadragesimo sexto, mense maij.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 72, scellée en cire verte sous double queue de parchemin.

N^o 101.

1247.

Sybille, veuve de Chapponay, et Humbert Dentus cèdent à l'abbaye leurs droits de propriété sur le four situé dans la paroisse Saint-Nicolas, rue Devant-l'Eglise.

Nos *Sybilla* relictæ domini *Poncii de Chaponay* militis et *Humbertus Dentus*, ciuis lugdunensis, omnibus præsentes litteras inspecturis, salutem in *Domino* et notitiam

rei gestæ. Uniuersitati vestræ notum facimus quod cum discordia mota esset inter nos ex una parte, et viros venerabiles religiososque abbatem et conuentum ecclesiæ *Sancti Stephani diuionensis* ex altera, super iure positionis furnerii in quodam furno sito apud *Diuionem* in parochia *Sancti Nicolai* in vico ante ecclesiam dicti *Sancti Nicolai*, in quo furno, tam ego *Sibilla* quam ego præfatus *Humbertus* et *Joanna* uxor mea, medietatem per omnia tam in proprietate quam in prouentibus eiusdem furni, et iure positionis furnerii plenarie habebamus, item petebamus a præfatis abbate et conuentu medietatem pro indiuiso aliorum duorum furnorum in eadem parochia sitorum cum pertinentiis et proprietatibus ipsius medietatis; quæ omnia ego *Humbertus* prædictus, dicebam mihi collata ipsius *Sibillæ* uxoris meæ, tandem cum diu durasset discordia me mouata mediantibus bonis viris in quos dictæ partes compromiserunt alte et basse de tenendo dicto seu arbitrio dictorum uirorum, sub pœna centum marcharum argenti apposita, et ad inuicem stipulata firma pax et amicabile compositio inter partes prædictas facta fuit super prædictis omnibus in hac forma. Nos vero *Sibilla*, *Humbertus* et *Joanna* uxor ipsius *Umberti*, filia eiusdem *Sibillæ*, non vi, neque metu, non dolo, neque fraude inducti ab aliquo, nec etiam circonuenti scilicet spontane voluntate et ex certa scientia pro nobis et pro nostris hæredibus præsentibus et futuris quittauiimus, et querpiuimus, cessimus et concessimus pro taxatis abbati et conuentui et suis successoribus in perpetuum dictam medietatem furni et ius apponendi furnerium quod nos *Humbertus* et *Sibilla* habebamus in dicto furno, et quidquid iuris actionis seu dominii, nos *Sibilla* et *Humbertus* et *Joanna* habebamus et habere poteramus in dicto furno, et aliis duobus furnis supradictis, et prouentibus et pertinentiis suis qualibet ratione; deuestientes nos vel quasi de omnibus supradictis et dictos abbatem et conuen-

tum inuestimus vel quasi plenarie de eisdem ; iurauimus etiam super sancta *Dei Euangelia* dictam quittance, guirpitionem, cessionem, concessionem et inuestituram pro nobis et nostris hæredibus nos in perpetuum inuiolabiliter seruaturos et contra per nos vel per alium facto vel verbo in iudicio vel extra de volenti contraire, et quod nihil reclamabimus vel reclamari faciemus supra prædictis in toto vel in parte de cetero aliqua ratione ; conuentum siquidem expresse in ipsa concordia inter partes quod nos *Sibilla*, *Humbertus* et *Joanna* vel hæredes nostri non possumus de cetero alios furnos ædificare in dicta parochia ullo modo, dictam etiam medietatem furni siti in rua ante ecclesiam dicti *sancti Nicolai* promissimus nos in perpetuum garantire legitime ; bona nostra mobilia et immobilia quæcumque apud *Diuionem* habemus, pro prædicta garantia portanda specialiter et generaliter ipsis abbati et conuentui obligantes ; volumus et concessimus quod hæredes nostri ad garantiam prædictam portandam teneantur ; dicti vero abbas et conuentus pro quittance, guerpitione, cessione, concessione, et inuestitura de prædictis sibi facta a nobis, in recompensationem et per mutationem prædictorum et pro bono pacis pro se et suis successoribus, promiserunt nobis *Sibilla* et *Humberto*, bona fide, per expresse factam stipulationem sollemnem, se daturos et soluturos apud *Diuionem* annuatim a prima dominica quadragesimæ mihi *Sibillæ* quandiu vixero, et mihi *Humberto* prædicto, et meis hæredibus in perpetuum post mortem dictæ *Sibillæ* viginti quinque libras diuionensis monetæ nunc currentis vel si eadem moneta diuionensis melioraretur vel peioraretur sexdecim libras et tresdecim solidos et quatuor denarios viennensis monetæ nunc currentis, vel valorem in pecunia numerata ; dictam vero summam pecuniæ annuatim soluendam ut supradictum est. Dicti abbas et conuentus specialiter assederunt et assignauerunt nobis

Sibillæ et *Humberto* et hæredibus mei *Humberti* in perpetuum super omne ius quod ipsi abbas et conuentus habent et habere debent et possunt in ventis diuionensibus, promittentes nobis *Sibillæ* et *Humberto* et hæredibus mei *Humberti* bona fide per expressam stipulationem solemnem, quod ipsi infra octo dies postquam instituerint ventarium suum ad recipiendum partem suam dictarum ventarum diuionensium facient et efficient eundem ventarium promittere mihi *Sibillæ* quandiu vixero, et mihi *Humberto* ac meis hæredibus in perpetuum post obitum dictæ *Sibillæ*, per iuramentum ab ipso ventario corporaliter præstitum, quandiu eas ventas recipiet dictam summam pecuniæ reddet, mihi *Sibillæ* quandiu vixero, et mihi *Umberto* et meis hæredibus post mortem ipsius *Sibillæ* apud *Diuionem* annuatim termino supradicto, dilatione et contradictione aliqua non obstante. Si vero ventarius quicumque institutus ad recipiendum partem dictorum abbatis et conuentus dictarum ventarum diuionensium prædicto termino dictam summam pecuniæ ut supradictum est, non solueret mihi *Sibillæ* quandiu vixero et mihi *Humberto* vel meis hæredibus post obitum ipsius *Sibillæ*, dicti abbas et conuentus elapsis octo diebus postquam dictus abbas siue prior eiusdem loci fuerit requisitus super qua requisitione facta, dicti abbas et conuentus ipsius requisitoris, soli iuramento credere tenebuntur et dederunt et concesserunt nobis *Sibillæ* et *Humberto* et hæredibus mei *Humberti* in perpetuum generalem plenam et liberam potestatem, nullo iudice ecclesiastico vel seculari super hoc requisito, in omnibus bonis suis ubicumque et quæcumque sint, præsentibus et futuris ubicumque voluerimus auctoritate propria per nos vel per alium vadiendi, seu pignora capiendi pro dicta pecunia ut supradictum est non soluta. Promiserunt etiam dicti abbas et conuentus quod propter huiusmodi vadiationem seu pignoris captionem non conquerentur aliquatenus coram

aliquo iudice ecclesiastico vel seculari nec dicent se propter hoc sustinuisse aliquam iniuriam vel grauamen ; hæc omnia supradicta et singula, dicti abbas et conuentus pro se et suis successoribus promiserunt nobis *Sibillæ* et *Humberto* et hæredibus mei *Humberti* bona fide, et per expressam stipulationem solemnem attendere, adimplere et contra per se vel per alium facto vel uerbo in iudicio vel extra ullo tempore non venire ; asserentes et confidentes quod propter huiusmodi pacem et concordiam melior effecta est ut credunt et non deterior conditio suæ ecclesiæ supradictæ ; hanc autem pacem et concordiam prout supra est expressum, dictæ partes acceptauerunt et gratam et firmam habuerunt, promittentes sub religione præstiti iuramenti per se vel per alium, in toto vel in parte de cætero aliquatenus non venire ; renunciauerunt etiam dicti abbas et conuentus, et nos similiter *Sibilla*, *Humbertus* et *Joanna* renunciamus in hoc facto ex certa scientia sub vinculo præstiti iuramenti omnibus actis super dicta controuersia in iudicio factis penitus, et expresse et exceptioni et actioni, doli in factum sine causa vel iniusta causa et quod metus causa dotis, et ypothecæ priuilegio, restitutionis in integrum beneficio et omnibus constitutionibus factis et faciendis et omnibus priuilegiis et indulgentiis apostolicis impetratis, et etiam impetrandis et omni alii auxilio beneficio et iuri canonico et ciuili, scripto et consuetudinario permulgato et permulgando, quod ipsis abbati et conuentui et eorum successoribus et nobis, ac nostris hæredibus ad veniendum contra prædictam in toto vel in parte posset deinceps competere in aliquo vel prodesse. In cuius rei testimonium, nos *Petrus* miseratione diuinæ tituli *sancti Marcelli* presbiter cardinalis, et nos *Philippus*, *Dei* gratia primæ lugdunensis ecclesiæ electus et nos... archidiaconus lugdunensis ad petitionem dictorum abbatis et conuentus *Sancti Stephani* diuionensis ex una parte, et dictorum dominæ *Sibillæ*,

Humberti et Joanna ex altera, præsentibus litteris Sigilla nostra fecimus apponi. Datum anno millesimo ducentesimo quadragesimo septimo.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, fo 85, scellée de trois sceaux en cire, pendants sur cordes en fils de soie.

N° 102.

Février 1247.

Fondation d'un anniversaire par Guillaume de Baleus, chevalier, sur la moitié du four de Velard.

Ego *Nicola* domina *de Poile* notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod, bonæ memoriæ, *Guillelmus de Baleus* miles, dominus et maritus meus, in ultima voluntate sua, dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesiæ *Beati Stephani diuionensis*, pro remedio animæ suæ et antecessorum suorum, et pro anniuersario suo in eadem ecclesia singulis annis in perpetuum faciendo, medietatem quam habebat in furno de *Vilers* subtus *Poile*, libere et pacifice possidendam, et ea libertate et eo usuagio ignis et nemoris in quibus illam medietatem tenebat; quam elemosinam prædictam pro me et meis heredibus presentibus et futuris laudo et approbo et ratam ac firmam habere promitto perpetuo, et eam ecclesiæ prædictæ *Beati Stephani* contra omnes perpetuo garantire; huic autem collationi elemosinæ prædictæ præsentibus fuerunt *Simona* domina *de Boneni*, *Theobaldus* dominus de *Beauueoir*, *Robelotus de Flame*, et ego similiter præsens fui; præterea ego, dictam medietatem furni ad amodiationem retinui ab abbate et conuentu ecclesiæ *Beati Stephani* diuionensis a die præterita anniuersarii dicti mariti mei videlicet a vicesima die intrante octobri super præterito usque ad annum pro sexaginta solidis diuionensibus quos eis iam persolui, sic deinceps annua-

tim pro sexaginta solidis retinebo ab ipsis ad amodiationem dictam medietatem furni quantum eis et mihi placuerit. In cuius rei testimonium præsentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno *Domini* millesimo, ducentesimo, quadragesimo, septimo, mense februario.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 74, scellée en cire jaune sur double queue de parchemin.

N^o 103.

Mars 1247.

Fondation d'un anniversaire pour le repos de l'âme de Aymond Pestot, chanoine, trésorier de la chapelle du duc, par Jean Bonamy Giraut.

Nos mercator decanus capelle ducis et magister *Garnerus* decanus christianitalis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, *Joanes* filius defuncti *Boni Amici Giraut* recognouit se vendidisse, quittauisse et concessisse in hereditatem perpetuam viris venerabilibus et religiosis et abbati conuentui *Sancti Stephani diuionensis* pro anniuersario bone memorie domini *Haymonis Pestot* quondam canonici et thesaurarii capelle ducis predictæ in ipsa ecclesia *Beati Stephani* singulis annis in perpetuum faciendo. quadraginta solidos diuionenses censuales, quos idem *Joanes*, assignauit et assedit dictis abbati et conuentui percipiendos et habendos singulis annis in perpetuum de cetero infra mensem resurrectionis *Domini* apud *Diuionem*, super quandam vineam quam habet sitam rua de *Fontanis*, ante sanctum *Martinum*, iuxta vineam *Guillelmi Pautini* ex una parte, et iuxta vineam *Joanis dicti de Espeignieio* ex altera ; volens et concedens, precipiens atque mandans ut quicumque predictam vineam tenebit de cetero, dictos quadraginta solidos diuionenses annuatim infra mensem resurrectio-

nis *Domini* dictis abbati et conuentui vel eorum mandato apud *Diuionem* reddere sine contradictione qualibet teneatur ; promisitque coram nobis, super se et omnia bona sua, iuramentoque corporaliter prestito, dictos quadraginta solidos super dictam vineam et eamdem vineam pro predictis quadraginta solidis garantire et defendere perpetuo contra omnes dictis abbati et conentui et eorum successoribus, et nunquam de cetero per se vel per alios contraire et ad hoc ipsam vineam et heredes suos, seu alios qui eam tenebunt specialiter dictis abbati et conentui obligauit ita quod nisi annuatim dictis loco et termino dictis abbati et conuentui vel eorum mandato sicut premissum est, fuerint dicti quadraginta solidi persoluti ex tunc in crastino mensis dicte resurrectionis *Domini* : voluit et statuit se et heredes suos seu alios qui dictam tenebunt vineam teneri dictis abbati et conuentui ad emendam septem solidorum diuionensium et quod ipsi abbas et conuentus ex tunc auctoritate propria, et sine alicuius curie reclamatione recurrant ad dictam vineam, et eam teneant, et possideant et ea fructus suos modis omnibus faciant, quousque dicti quadraginta solidi cum emenda septem solidorum de quolibet anno quo in solutione defecerint premissorum eis plenarie et integre persoluantur. In premissorum igitur omnium testimonium ad preces partium presentibus litteris sigilla nostra apposuiimus. Actum anno *Domini* m°. cc°. quadragesimo septimo, mense martio.

Orig., G. 173. — Cop., reg. G. 132, f° 46, scellée de deux sceaux.

N° 104.

Août 1247.

Confirmation par Alexandre, évêque de Chalon, du don d'une vigne à Perrigny, fait à l'abbaye par Jean Munier.

Nos *Alexander* permissione diuina cabilonensis episcopus, notum facimus uniuersis præsentis litteras inspecturis quod nos elemosinam et donationem quam *Joannes Munerius* quondam fecit ecclesiæ *Beati Stephani diuionensis*, de manso suo sito in villa nostra de *Sarrigne*, et de vinea sua sita super *Champs Remers*, quæ nobis tenetur in decem solidis censualibus nobis vel mandato nostro in martio annis singulis persoluendis, ratam et firmam habemus et eandem elemosinam et donationem prædictæ ecclesiæ confirmamus, ipsam ab abbate et conuentu eiusdem possidendam pacifice in perpetuum et habendam in quo, idem ius habebimus, quod habemus in aliis hominibus militum dictæ villæ, et ipse gaudebit eisdem libertatibus et usuagiis quibus gaudent homines manentes in villa superius nominata, et in ipso nihil aliud habebimus quam in aliis hominibus militum nec quidquam aliud poterimus reclamare; quittamus etiam et absoluimus memoratum abbatem et conuentum de omnibus querelis et controuersiis si quæ nobis super præmissis pro censu aut emendis seu qualibet ratione alia competebant; dedimus præterea et concessimus eisdem abbati et conuentui pro remedio animæ nostræ, parentum et antecessorum nostrorum quod eis liceat libere et absolute sine emenda et contradictione, et non obstante banno aliquo in perpetuum annis singulis vendemiare facere vineas suas sitas infra bannum domini de *Sarrigny* in crastina die in qua nostras vineas, vel aliquam de nostris vineis primo vendemiare incipiemus, vel vindemiam per aliquos faciemus. Permittimus insuper bona fide quod contra præmissa aut aliquid de præmissis, non veniemus de cetero nec facie-

mus aut consentiemus quod aliquis contraueniat eisdem que in perpetuum contra omnes legitimam garantiam portabimus de præmissis. Actum anno *Domini* millesimo ducentesimo quadragesimo septimo, mense augusti. In prænominato autem manso prædictæ ecclesiæ abbas et conuentus habebunt unum hominem si habere voluerint in quod idem ius datum ut supra.

Cop d'Arv., reg. G. 132, fo 92, scellée en cire sur double queue de parchemin.

Nº 105.

1248.

Consentement donné par Hugues, évêque de Langres, à l'échange de l'église de Neuilly, proposé entre le chapitre de Langres et l'abbaye de Saint-Etienne.

Frater *Hugo* miseratione diuina *lingonensis* ecclesie minister humilis, religiosi viri abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* salutem in domino *Iesu Christo*. Cum in diuersis ecclesiis nobis subiectis ius patronatus vos proponatis habere ex parte vestra fuit humiliter supplicatum quod aliquid de ipsis vobis daremus licentiam permutandi cum iure patronatus quod venerabiles viri decanus et capitulum *lingonenses* in ecclesia de *Nulleio* prope *Fauuerneiacum* se proponunt habere : attendentes itaque deuocionem quam erga nos et predecessores nostros habuistis hactenus et dante domino habebitis in futurum vobis licentiam, concedimus postulatam permutationem cum facta fuerit ratam habentes et gratam. In cuius rei testimonium vobis presentes litteras tradidimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum *Cabilone* anno domini Mº. CCº. XLº. octavo.

Orig., G. 216, scellé sur lacs de soie (disparu).

N^o 106.

1248.

Donation de l'église de Neuilly, faite à Saint-Etienne,
par Hugues, évêque de Langres.

Frater *Hugo* miseratione diuina lingonensis ecclesie minister humilis religiosi viri abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* salutem in domino *Iehsu Christo*. Dignum est et consentaneum quod rationi ut illis pietate prouideamus paterna, qui abnegantes semet ipsos se domino totaliter deputarunt et sibi faciamus gratiam specialem pro suis hominibus supportandis. Cum ecclesia nostra sicut pro certo didicimus innumerosa transeuntium multitudine sit grauata, nec ad sustentationem eorum proprie suppetant facultates ad supportationem honeris supradicti ecclesiam de *Nulleyo* prope *Fauuerneiacum* cum suis pertinentiis, in quamvis patronatus habetis quamcito ipsam vocare contigerit in proprios usus conuertere, et in perpetuum habere pleno iure liceat vobis auctoritate presentium plenam concedimus facultatem facientes in ipsa per aliquem de vestris canonicis deserui. Et ne nos, vel successores nostros propter hoc requiri oporteat, concedimus vobis quod predicta ecclesia vacante ipsius possessionem auctoritate propria intrare possis, saluo iure per omnia ecclesie lingonensis. In cuius rei testimonium vobis presentes litteras tradidimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum *Cabiloni* anno domini M^o. CC^o. XL^o. octavo.

Cop., reg. G. 126, f^o 5.

N° 107.

Mars 1248.

Donation à Saint-Etienne d'une maison et d'une vigne, à Marsannay, près la maison du prieur J. de Marsannay.

In nomine Domini, Amen. Ego *Johannes de Marcenaio* presbiter existens in bona dispositione mentis et corporis et anime mee saluti cupiens prouidere deuotioni nihilominus quem habeo erga ecclesiam *Beati Stephani diuionensis* humiliter occurendo pro remedio anime mee et antecessorum meorum, do, concedo et quito viris venerabilibus et religiosis abbati et conuentui predictae ecclesie *Sancti Stephani* in puram et perpetuam elemosinam pro voluntate eorum modis omnibus et omni tempore facienda, mansum unum cum vinea ei contigua et ad ipsum pertinente, situm apud *Marcenaicum*, iuxta domum prioris illius loci ex una parte, et iuxta mansum *Boulier* ex altera ; de quo manso predicto et de qua vinea ei contigua ad ipsum pertinente, ego me penitus deuestiens predictos abbatem et conuentum corporaliter inuestiui, et in verum dominium perpetuamque possessionem misi et teneor et promitto, sub obligatione bonorum meorum omnium, et in verbo veritatis et sacerdotij predictum mansum cum vinea ei contigua ad ipsum pertinente dictis abbati et conuentui et eorum successoribus garantire perpetuo contra omnes, et nunquam de cetero per me vel per alium contraire. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla virorum venerabilium domini *Mercurialis* decani capelle ducis et magistri *Garnerii* decani christianitatis *Diuionis* feci apponi. Actum anno Domini m°. cc°. quadragesimo octavo, mense marcio.

Orig., G. 369, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 108.

Mars 1248.

Innocent IV défend à toute personne de molester ou rien entreprendre sur Saint-Etienne et ses dépendances.

Innocentius episcopus, seruus seruorum *Dei*, dilectis filiis abbati et conuentui monasterii *Sancti Stephani diuionensis* ordinis *Sancti Augustini* lingonensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem; ex parte vestra fuit propositum coram nobis, quod nonnulli clerici et laici asserentes contra vos aliquid questionis habere, aliquando canonicos interdum conuersos, et nonnunquam animalia et alia bona monasterii vestri pretextu cuiusdam prauæ consuetudinis temeritate propria, vadiare inuadere ac tandiu detinere præsumunt, donec siteis de huiusmodi questionibus iuxta ipsorum bene placitum satisfactum, quamquam in vos iurisdictionem non habeant qua hæc possint ordinariam vel etiam delegatam : cum itaque iudicialis ordo ideo sit in medio constitutus ut nemo sibi audeat presumere ultionem, et ob hoc id tanquam nullo iure subnixum non sit aliquatenus tollerandum. Nos volentes quieti vestræ consulere et predictorum malitiis obviare auctoritate presentium districtius inhibemus, ne quis auctoritate predictæ consuetudinis vobis memoratas inferre molestias ac bona prædicti monasterii absque iuris ordine occupare, vadiare, inuadere seu quolibet modo detinere præsumat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ inhibitionis infringere vel ei ausu temerario contraire : si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum eius se nouerit incursurum : datum *Lugduni* nonas martii pontificatus nostri anno octavo. Sigillatum in plumbo sub filio serico.

N° 109.

Avril 1248.

Bulle du pape Innocent IV, qui défend à toute personne, même par autorité apostolique, de pourvoir aux bénéfices de Saint-Etienne.

Innocentius episcopus seruus seruorum *Dei* dilectis filiis abbati et conuentui monasterii *Sancti Stephani diuionensis*, ordinis *Sancti Augustini* diocesis lingonensis salutem et apostolicam benedictionem, ut vestræ prouideamus quieti et grauaminibus occurramus vestra supplex deuotio nos hortatur. Hinc est quod nos vestris precibus inclinati auctoritate nobis præsentium indulgemus, ut nulli possit de aliquo prioratu vestro seu de beneficio ecclesiastico siue pensione aut in iure necessariis in vestro monasterio vel in prioratoribus ad vestrum monasterium pertinentibus prouideri per litteras sedis apostolicæ vel legatorum ipsius impetratas nisi per eas ius sit alicui acquisitum, vel etiam impetrandas compelli nisi prædictæ litteræ plenam et expressam de toto tenore præsentis indulgentiæ ac nominatim de vestro monasterio fecerint mentionem etiam si contineatur in eis quod aliqua sedis eiusdem indulgentia non obstat. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire, si quis autem hoc attemptare præsumpserit indignationem omnipotentis *Dei* et beatorum *Petri et Pauli* apostolorum eius se nouerit incursurum. Datum *Lugduni* sexto Idas aprilis, pontificatus nostri anno octauo.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 49, scellée en plomb sur fil de soie.

N° 110.

Mai 1248.

Confirmation des tierces et dîmes données à Saint-Etienne
par Guillaume de Vergy.

Nos *Henricus de Vergeio* senescallus *Burgundiæ* ac dominus *Mirebelli*, *Elisabethque* uxor eiusdem *Henrici*, notum facimus uniuersis presentibus et futuris, quod nos donationem tertiarum de toto territorio seu in adiacenti finagio *Mirebelli* et concessionem quam claræ memoriæ *Guillelmus*, quondam pater *mei Henrici* fecit *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*, necnon et permissionem quam idem *Guillelmus* fecit ecclesiæ memoratæ de decimis computandis et persoluendis in hospitiiis *Mirebelli* de omnibus terris, essartis et omnibus aliis de nouo ad culturam redactis vel etiam imposterum redigendis: has omnes concessiones et permissiones gratas habemus et firmas, ipasque promittimus et promisimus in perpetuum iuramentis nostris corporaliter prestitis tenendas ac etiam obseruandas. Ne autem in posterum hominibus *Mirebelli* super computatione decimarum in hospitiiis facienda et solutione ipsarum detur materia malignandi, promittimus abbati et conuentui ecclesiæ supradictæ, nos homines *Mirebelli*, si qui de computatione decimarum facienda et solutione ipsarum rebelles extiterint, compellere ad earundem decimarum computationem faciendam et solutionem in ipsarum hospitiiis exceptione aliqua nonobstante: promittentes sub religione præstiti iuramenti pro nobis, heredibus et successoribus nostris dominis *Mirebelli* omnia supradicta seruare in perpetuum et tenere et si, quod absit, resiliremus ab aliquo de præmissis, vel contraueniremus aut non ad impleremus permissionem prædictam de computatione facienda et solutione decimarum modo prædicto. Reuerendus pater episcopus lingonensis qui pro tempore fuerit ad petitio-

nem ecclesie antedictæ monitione præmissa, tam in nos quam in heredes et successores nostros dominos *Mirebelli* impediētes vel non ad implētes præmissa excommunicationis sententiam valeat promulgare terram nostram usque ad satisfactionem condignam interdicto districto ad maiorem. Si quidem roboris firmitatem sigillum reuerendi patris *Hugonis, Dei* gratia, lingonensis episcopi una cum sigillis nostris litteris presentibus apponi rogauimus in testimonium veritatis. Actum anno millesimo ducentesimo quadragésimo octauo mense maij. Sigillatum tribus sigillis in cera alba.

Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 82.

N^o 111.

Mai 1248.

Transaction entre Henri de Vergy, sénéchal de Bourgogne, Clémence, sa mère, Elisabeth..., touchant l'exécution d'une maison-Dieu à Mirebeau.

Nos *Henricus de Vergeyo* senescallus *Burgundie*, et dominus *Mirabelli*, et *Clementia* mater eius domina *Fontis Verum* et *Elisabeth* uxor eiusdem, notum facimus uniuersis presentibus et futuris quod cum discordia verteretur inter nos ex una parte, et abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* ex altera, super domo *Dei* quam clare memorie dominus *Guillelmus*, quondam pater mei *Henrici*, in extrema voluntate precepit construi apud *Mirebellum* tandem bonis uiris mediantibus concordatum est sub hac forma. In domo enim predicta non erit collegium religiosum nec conuersi nec conuerse alicuius religionis, in personis ibidem seruientibus et commorantibus, idem ius parrochiatus habebit incuratus *Mirebelli* quod habet in aliis hominibus *Mirebelli*, de omnibus terris quas excolunt vel excoli faciant que tenentur ad decimas

et ad tertias soluere tenebuntur ecclesie *Sancti Stephani* vel eius mandato decimas et tertias sicuti alii homines *Mirebelli*, capellam, oratorium sine altare vel cimiterium habere non possunt nec de voluntate dicti abbatis et conuentus : omnia specialia sani vel infirmi qui in eadem domo erunt recipient de curato de *Mirebel* vel ab eius mandato sicut homines *Mirebelli*. *Domus Dei* predicta conferri vel vendi non poterit alicui religioni nec etiam seculari nec poterit poni in manu religiosi vel secularis scilicet ipsam domum domini *Mirebelli* in manu sua tenebunt, in ipsa domo deseruituris et seruitoribus disponentes. Hec autem omnia supradicta pro nobis et heredibus nostris et successoribus nostris iurauimus et iuramus tenere et fideliter obseruare, promittentes sub religione prestiti iuramenti quod nos contra non veniemus per nos vel nostros verbo vel facto, aut etiam consilium vel auxilium imponendo ; nos firmiter et fideliter renunciantes omni iuri et facto consuetudini et statuto quod nobis posset prodesse et predictis abbati et conuentui nocere. Ad maiorem autem cautelam predictorum, et ut melius et firmitus predicta seruentur, rogamus et requirimus sponte et proinde sine dolo et circumuentione aliqua reuerendum patrem et dominum lingonensem episcopum et ipsius successorem, qui pro tempore fuerint, quod ipsi in personas nostras excommunicationis et in terram nostram inter dicti sententias valeant pro vulgare si contra premissa vel aliquid de premissis ullo nunquam tempore veniremus easdem sententias secundum iuris ordinem aggravantes ipsas obseruent usque ad satisfactionem lingonensis episcopi una cum sigillis nostris presentibus litteris apponi rogauimus in testimonium veritatis. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo octavo mense mayo.

N° 112.

Juin 1248.

Hugues IV, duc de Bourgogne, confirme et garantit à l'abbaye de Saint-Etienne la vente qu'il lui a faite de la seigneurie d'Asnières, et oblige la duchesse Yolande et ses héritiers à assurer cette garantie.

Nos *Hugo* dux *Burgundie* notum facimus uniuersis presentes litteras inspecturis quod cum nos vendiderimus viris religiosis, abbati et conuentui *Sancti Stephani diuionensis* villam de *Asneriis* cum eiusdem ville pertinenciis et finagiis uniuersis nec non receptum et manerium de *Crotis*, longe post venditionem eisdem factam a nobis, nobilis vir *Odo* dominus *Donnepetre* memoratis abbati et conuentui mouit super medietate predictorum in nostra curia questionem. Die vero assignata in nostra curia partibus predictis eisdem abbati et conuentui in iudicio portauimus garantiam, et super premissis nos fecimus et facimus garantorem. Volumus itaque, mandamus et precipimus quod dilecta uxor nostra *Yolendis* et heredes nostri duces *Burgundie* sepredictis abbati et conuentui super venditione predicta in perpetuum portent garantiam et ipsos super hoc conseruent indempnes, ita quod eandem villam cum finagiis eiusdem pertinentiis uniuersis pacifice teneant, habeant, possideant et quiete. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum fecimus apponi. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo octauo mense junio.

Orig., G. 321, scellé sur double queue.

N° 113.

Juillet 1248.

Déclaration d'Etienne de Marigny, seigneur de Perrigny, d'après laquelle l'église de Saint-Etienne de Dijon a un droit d'usage dans le bois de Chambertin.

Nos mercator decanus capelle ducis et magister *Garnerus* decanus christianitatis diuionensis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod, constitutus in presentia nostra, dominus *Stephanus de Marrigneio*, dominus *Parrigneii*, miles, recognouit quod ecclesia *Sancti Stephani diuionensis* habet ex antiquo et habere debet perpetuo usuagium plenum et liberum ad unam quadrigam in nemore suo de *Champ Bertini*, sito subter cheminum levatum a parte ville de *Demois* et in nemore de la *Goute*. In cuius rei testimonium, ad preces dicti domini, presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini M°. CC°. XL°. octavo, mense julio.

Orig., G. 378, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 114.

Octobre 1247.

Accord en forme d'échange entre Bertrand Pelerin, camérier du duc de Bourgogne, et l'abbaye de Saint-Etienne, qui lui donne un pré en Lampone.

Omnibus presentes litteras inspecturis frater *Stephanus* permissione diuina humilis abbas ecclesie *Sancti Benigni*, et frater *Poncus* eadem permissione humilis abbas Besuensis in *Domino* salutem. Nouerit uniuersitas vestra quod cum inter viros venerabiles et religiosos, abbatem et conuentum *Sancti Stephani diuionensis* ex una parte, et *Bertrandum Pelerini* domini ducis *Burgundie* camerarium ex altera, super rebus annotatis inferius

discordia uerteretur. Tandem per bonos uiros dicta discordia pacificata inter eos amicabiliter extitit in hunc modum, videlicet quod dictus *Bertrandus* pro se et suis heredibus presentibus et futuris, quitauit dicti abbati et conuentui et ecclesie ac successoribus eorum in perpetuum quidquid iuris, rationis et actionis ipse et *Geruasius Chaucharz*, socer suus, unquam habuerunt et habere potuerunt et debuerunt in magno clauso sito retro grangiam eorum de *Aqueductu*, et in vinea sita in finagio quod vocatur *Champ Eurart*, et duos domos ligneas cum earum mansis et pertinentiis que fuerunt *Nicholai Rusi* sitas *Diuione* retro capellam ducis *Diuionis*, et domos lapideas cum virgulto et cellario et cum toto manerio et pertinentiis earum ligneis et lapideis que fuerunt domini *Johannis Chauchart* defuncti, sitas diuionensi in castro ante furnum. Quitauit insuper et absoluit in perpetuum predictus *Bertrandus* pro se et suis heredibus presentibus et futuris dictos abbatem et conuentum ac ecclesiam et successores eorum de omnibus debitis in quibus ipsi et ecclesia ac successores eorum ei et dicto *Geruasio* teneri potuerunt usque ad diem confectionis presentium litterarum, et si aliquę litterę super premissis confecte de cetero apparerent, voluit et concessit pro se et suis heredibus supradictis ut contra eos et eorum ecclesiam nullius sint valoris vel moranti nec habeant alicuius roboris firmitatem; hanc autem quitationem predictam et pacem *Jaquetus* filius predicti *Bertrandi* coram nobis laudauit, voluit et concessit, et ratam habuit et habere promisit in perpetuum atque firmam; promiserunt insuper et tenentur dicti *Bertrandus* et *Jaquetus* quitationem presentem omnium predictorum erga quam heredes eorum sub obligatione bonorum suorum omnium dictis abbati et conuentui et eorum successoribus garantire et defendere et facere teneri, et inuiolabiliter in perpetuum obseruari. Quitauerunt et dicti *Bertrandus* et *Jaquetus* pro se et eorum

heredibus presentibus et futuris dictis abbati et conuentui et ecclesie ac successoribus eorum in perpetuum quidquid iuris rationis et actionis dictus *Geruasius* et ipse unquam habuerunt, et habere potuerunt et debuerunt in quodam prato sito in *Lampone* quod vocatur *magna insula*, deductis primo septem falcatis quas in eodem prato ipsi abbas et conuentus et eorum antecessores recipere consueuerunt. Ipsi autem abbas et conuentus pro bono pacis et pro concordia supradicta et quitatione omnium predictorum habito nihilominus respectu ad liberalitatem quod dictus *Girardus* fecit eis et eorum ecclesie et ad deuotionem quam erga eos et eorum ecclesiam habere noscitur ei et suis heredibus, unanimiter et concorditer dederunt et concesserunt in feodum et casamentum perpetuum pratum eorum situm en *Lampone* quod vocatur *parua insula* iuxta dictam *magnam insulam*. Ita quod sui heredes seu quicumque alii tenebunt illud pratum pro tempore ab ipsis et ecclesia et successoribus eorum illud in feodum et casamentum perpetuo tenebunt, et inde abbati ecclesie predictae hommagium facere tenebuntur, et de hoc in domo *Sancti Stephani* dicti *Bertrandus* recognouit se fecisse hommagium abbati ecclesie prenotate; hec autem omnia supradicta dicti *Bertrandus* et *Jaquetus* coram nobis iuramento prestito promiserunt tenere et obseruare perpetuo, pro se, et omnibus eorum heredibus presentibus et futuris et in nullo de cetero pro se vel per alios contraire. Et ad hec inuiolabiliter obseruanda pariter et tenenda, se et heredes suos et omnia bona eorum dictis abbati et conuentui et ecclesie ac successoribus eorum specialiter obligarunt, quitantes nihilominus dictos abbatem et conuentum et ecclesiam ac successores eorum de omnibus querelis, discordiis, calumpniis et actionibus que tam pro ipsis quam pro dicto *Geruasio Chauchart* aduersus ipsos abbatem et conuentum et predecessores et ecclesiam eorum quoquo modo usque

nunc competere potuerunt. In horum igitur omnium testimonium et munimine ad preces dictorum *Bertrandi* et *Jaqueti*, et de uoluntate dictorum abbatis et conuentus presentibus litteris sigilla nostra apposuimus. Actum anno *Domini* m°. cc°. quadragesimo octauo, mense octobri.

Orig., G. 309. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, f° 84, scellée de deux sceaux en cire, pendants sur double queue de parchemin.

N° 115.

1249.

Sentence rendue contre le seigneur de Premeaux, le condamnant. outre une amende, à rendre deux pièces de vigne et à payer une quarte de blé.

In nomine patris et filii et spiritui sancti, amen. Ego *Droco* prepositus *Argilley*, notum facio presentes litteras omnibus inspecturis quod cum inter virum religiosum priorem *Paluelli* ex una parte, et *Perrotum* de *Premeal* et dominum *Andreum* presbiterum fratrem suum et matrem eorum ex altera, diu fuisset mota discordia super tribus peciis vinee et uno campo ostensis, et super hoc quod dictus prior dicebat vim et violentiam factam esse suis hominibus de equis eorum a predictis fratribus et matre eorum, et super hoc quod dicti fratres et mater eorum dicebant quod dictus prior eos iniuste vexauerat. Tandem predictae partes de omnibus supradictis compromiserunt in arbitros, videlicet dictus prior in *Widonem* de *Pontelleio* prepositum vicecomitis et magistrum *Bonum Amicum* et in dominum *Guidonem* de *Vulle* et in dominum *Huonem* fratrem eius, et dicti *Perrottus* et dominus *Andreas* et mater eorum in *Johannem* prepositum de *Woon*a, et in *Johannem* filium *Henrici* de *Woon*a et in magistrum *Garinum* cantorem *Virgey* et in magistrum *Johannem* de *Villa Bichot*. Ita quod de hiis superius nominatis quilibet

debet habere ad diem assignatam unum de suis arbitris et si ad aliam diem sequentem illi duo arbitri, qui ad diem precedentem intererunt, non potuerint interesse, alii duo qui ad illam diem sequentem intererunt ratum habere debent et firmum quicquid per duos precedentes factum fuerit et in negotio procedere supradicto. Preterea statutum fuit et positum in arbitro quod qualibet pars ad probandum intentionem suam super predictis decem testes solummodo potest producere, illa quod illa pars super quam reperietur injuria parti alteri ad respectum arbitrorum, sub pena centum librorum diuionensium tenebitur emendare et hoc terminasse debuissent pace vel iudicio dicti arbitri infra octabas Pasche proximo preteriti. Et si non posset infra predictas octabas dictum negotium pace vel iudicio terminare et ipsi predictum negotium prout per ipsos et coram ipsis esset agitatum ad me nominatum et electum a partibus desuper reportarent predictum negotium quod deberent infra octabas Pasche sequentis pace vel iudicio terminare, et quicquid super hoc pace vel iudicio terminarent partes sub pena centum librarum diuionensium tenerent et firmiter obseruarent. Cum igitur predicti arbitri non potuerint infra predictas octabas, propter temporis breuitatem, dictum negotium pace vel iudicio terminasse, licet testes hinc inde productos receperint et diligenter examinauerint in ipso negotio ulterius procedendo, nolentes excedere fines arbitri dictum negotium ad me prout per ipsos et coram ipsis actum fuerat reportarunt. Ego vero visis rationibus et allegationibus parcium, iudens quod per acta lis coram arbitris legitime fuerit contestata, iuratumque super principali hinc inde visisque dictis et attestationibus testium hinc inde productis et diligenter inspectis iuris ordine in omnibus observato, communicato prudentum consilio per diffinitivam sententiam pronunciaui et adiudicaui priori de *Paluello* sex libris diuionensibus pro vi et mo-

lentia facta suis hominibus et vulnerationem addictis fratribus et eorum hominibus reddendas predicto priori, adiudicaui et per diffinitiuam sententiam prioratui de *Paluello*, peciam unam vinee sitam in finagio de *Premeal super Ulmum*, iuxta vineam *Symonis de Balon* et medietatem vinee dou *Paliz* iuxta vineam *Burelli*, et peciam unam vinee sitam iuxta vineam domini *Guidonis Rapini* presbyteri ; adiudicaui insuper prioratui de *Paluello* per diffinitivam sententiam quartallum unum bladi percipiendum annuatim super campum situm *subter Ulmum* de *Premeal* iuxta terram *Constancy* hominis prioris predicti, percipiens dictis fratribus et eorum matre sub pena centum librarum diuionensium ut dictum arbitrium et dictum meum predictum teneant et obseruant, eis super dictis omnibus perpetuum silentium imponendo. Istud autem arbitrium et dictum meum feci et rogauì pronuciari et proferri per dominum *Bertrandum* prepositum capelle ducis diuionensis, me presente, et in presentia domini mercatoris decani capelle ducis predictæ. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla dicti decani capelle et magistri *Garneri* decani christianitatis diuionensis quia sigillum non habeo feci et rogauì apponi. Actum anno domini m°. cc°. xl°. ad proferendam dictam sententiam coram me *Diuione* partibus assignata.

Orig., G. 377, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 116.

Mars 1249.

Bulle du pape Innocent IV, portant défense à toute sorte de gens de saisir ou mettre en gage les chanoines et biens de l'abbaye de Saint-Etienne de Dijon, sous prétexte des différends qui pourraient naître entre eux.

Innocentius episcopus seruus seruorum *Dei* dilecto filio abbati sancti *Pauli Bizuntini* sanctam et apostoli-

cam benedictionem. Ex parte dilectorum filiorum abbatis et conuentui monasterij *Sancti Stephani diuionensis*, ordinis *Sancti Augustini*, lingonensis diocesis fuit propositum coram nobis quando nonnulli clerici et laici afferentes contra eos aliquid questionis habere, aliquando canonicos interdum conuersos et nonnunquam animalia et alia bona ipsorum monasterii, pretextu praue eiusdam consuetudinis temeritate propria vadiare, inuadere ac tamdiu detinere presumunt, donec sit eis de huiusmodi questionibus iuxta ipsorum beneplacitum satisfactum quanquam in eos iurisdictionem non habeant qua hec possint ordinariam vel etiam delegatam. Cum itaque iudicialis ordo ideo sit in medio constituit ut nemo sibi audeat presumere ultionem et ob hoc id tanquam nullo iure subnixum non sit aliquatenus tolerandum, nos volentes eorum quieti consulere ac predictorum malitiis obuiarestrarum litterarum auctoritate districtius duximus, inhibendum ne quis occasione predictae consuetudinis ipsis memoratas inferre molestas, ac bona predicti monasterii absque iuris ordine occupare, vadiare, inuadere seu quolibet modo detinere presumat. Quanta discretioni tua per apostolica scripta mandamus quatinus dictos abbatem et conuentum super his non permittas contra nostre inhibitionis tenorem ab aliquibus indebite molestari, molestatores huiusmodi per censuram ecclesiasticam posposita appellatione compescendo. Datum *Lugduni* nono martii, pontificatus nostri anno octavo.

Orig., G. 117, scellé sur lacs.

N° 117.

Mars 1249.

Donation faite à Saint-Etienne, par Henri des Monts, chevalier, de la dîme des agneaux, des laines et de tous les animaux de tout genre et des abeilles dans les territoires d'Etaules et de Darois.

In nomine Domini, amen. Ego *Henricus de Montibus* miles, anime mee saluti cupiens prouidere pro ipsius anime mee et animarum omnium antecessorum meorum remedio et salute, dedi et concessi in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesie *beati Stephani diuionensis* totam partem meam integram minute decime agnorum et lanarum, ouium ville, et finagiorum de *Stabulis* et ville de *Darois* ; quam partem meam integram dicte minute decime agnarum et lanarum auum dictarum villarum et finagiorum de *Stabulis* et de *Darois* teneor et promitto fide corporaliter prestita garantire abbati et conuentui predictae ecclesie *Sancti Stephani*, et eorum successoribus perpetuo contra omnes. Dedi et concessi atque quitani in elemosinam perpetuam *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani* predictae, quicquid iuris habebam et habere poteram et debebam in minuta decima omnium animalium cuiuscumque generis sint, et muscarum dictarum villarum et finagiorum ipsarum ; promittens fide prestita contra predictas elemosinas de cetero per me vel per alium non venire, recognoscendo eas mouere de feodo ecclesie supradicte. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla virorum venerabilium domini mercatoris decani capelle ducis et magistri *Garneri* decani christianitatis diuionensis fecimus apponi. Actum anno domini m°. cc°. quadragesimo nono, mense marcio.

Orig., G. 347, scellé de deux sceaux sous double queue.

N^o 118.

Octobre 1249.

Don d'une vigne, en la Cuperie, fait à l'église Saint-Etienne par Gauthier, dit Sarrasin, bourgeois de Dijon, et Bella, sa femme.

In nomine *Domini* amen. Ego *Galterus dictus Sarracenus* burgensis diuionensis, et ego *Bella* femina uxor eius, animarum nostrarum saluti cupientes prouidere, in bona mentis dispositione, pro animarum nostrarum et antecessorum nostrorum remedio, dedimus et concessimus et damus ac concedimus, in puram et perpetuam elemosinam *Deo* et ecclesie *Sancti Stephani diuionensis*, petiam unam vinee quam acquisimus titulo legitime emptionis, sitam in finagio quod vocatur *la Cuperie*, iuxta vineam quam *Renaudus* frater magistri *Alberici* tenet de maritagio uxoris sue, filie defuncti *Hugonis de Cuntigne* ex una parte, et iuxta vineam *Renaudi Gallart* ex altera. De qua petia vinee, nos omnino deustiuimus et virum religiosum dominum *Amideum* abbatem ecclesie predictae *Sancti Stephani* nomine ipsius abbatis et conuentus eiusdem ecclesie corporaliter inuestiuimus, pro voluntate ipsorum abbatis et conuentus, modis omnibus et omni tempore facienda; tenemurque et promittimus ipsam petiam vinee predictis abbati et conuentui et eorum successoribus garantire perpetuo contra omnes et nunquam de cetero per nos vel per alios contrauenire; ad quam garantiam portandam nos et heredes nostros et omnia bona nostra et heredum nostrum eidem ecclesie specialiter obligamus. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla viro-
rum venerabilium domini mercatoris decani capelle ducis et magistri *Garnerii* decani christianitatis *Diuionis* fecimus apponi. Actum anno *Domini* m^o. cc^o. quadragesimo nono mense octobri.

Orig., G. 173. — Cop. d'Arv., reg. G. 132, f^o 65, scellée de deux sceaux sous double queue.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres renvoient aux numéros des chartes.

A

- | | |
|--|---|
| <p>Aalidis, 39, 58.</p> <p><i>Abbas</i>: Amideus, 118 ; Gilbertus, 70, 78, 79, 81, 83, 86, 92, 97 ; Petrus, 1, 8, 20, 27, 31, 32, 34, 35, 36, 47, 51, 89 ; Remundus, 19, 29 ; Stephanus, 73.</p> <p>Acellis (Guillelmus de), 49.</p> <p><i>Acquisitio</i>, 62.</p> <p><i>Actio</i>, 45, 46, 49, 89, 90, 101, 114.</p> <p>Acutus (mons), 99.</p> <p>Adelina, filia Vilanæ de Chandostre, 6.</p> <p>Adelina, relictæ Bertrandi de Fixins, 26.</p> <p>Adelina, relictæ defuncti Aymonis, dicti Coulon, 83, 86.</p> <p>Adelina, uxor Hugonis de Fuchers, 41.</p> <p>Adelina, uxor Petri dicti Cointes, 2.</p> <p>Agna, uxor Bartholomei Achii, 1.</p> <p>Agnina Fonte (capella de), 50, 98.</p> <p>Aheux, 34.</p> <p>Aladonne, 89.</p> <p>Alailenot, filia Vilanæ de Chandostre, 6.</p> <p>Alba, mater Stephani, dicti Chaput, 33.</p> | <p>Albanensis, 98.</p> <p>Albericus, decanus christianitatis divionensis, 59, 71, 93.</p> <p>Albericus de Divione, 51, 60.</p> <p>Albericus, procurator, 20, 32.</p> <p>Alexander, cabilonensis episcopus, 104.</p> <p>Alexander, predecessor Iterii de Toceio, 82.</p> <p>Alta villa, 24, 25, 27, 98.</p> <p>Amaizons, soror Margaretæ de Fixeio, 93.</p> <p>Amideus, abbas, 118.</p> <p><i>Amodiatio</i>, <i>admodiatio</i>, 23, 55, 102.</p> <p>Anagnia, 3, 9, 32.</p> <p>Andreas de Fixeio, 68.</p> <p>Andreas de Parigniac, 98.</p> <p>Andreas, filius Christiani Goyal, 100.</p> <p>Andreas, frater Perroti de Premeal, 115.</p> <p>Andrée (sanctus) de Ormenciac, 98.</p> <p>Anianus (sanctus), 50.</p> <p>Anneloz, 14.</p> <p><i>Anniuersarium</i>, 16, 36, 59, 60, 100, 102.</p> <p>Antonius (sanctus) de Fixeio, 93.</p> <p>Aqueductus, 7, 8, 9, 15, 29, 50, 64, 83, 86, 98, 114.</p> |
|--|---|

Arbiter, 115.
Arbitrium, 101.
Arbosio (Richardus, dictus de), 92.
Arbues de Charmare (ez), territ. de Fixins, 93.
Archidiaconus, 13, 14, 32, 50, 62, 82, 98.
Archiepiscopus, 20, 32, 50, 98.
Arcus, 50, 98.
Argilleium, 115.
Arnaut (Constantinus), 74.
Arnulphus (curia), 88.
Arnulphus, filius Joannis Bertelas, 82, 99.
Asinarius (Humbertus, dictus), 51.
Asmarus (Humbertus), 60.
Asneres, Asnerie, 9, 15, 34, 98, 112.
Assignatio, 40, 100.
Aubericus Billotte, 74.
Aubricus Galarz, 8.
Augustinus beatus, 50, 98 ; sanctus, 9, 20, 32, 43, 66, 85, 108, 109.
Auceria, 14.
Aymon,*dictus Coulon, 83, 86.

B

Bachardus (filius Adelinæ, relictæ Bertrandi de Fixins), 26.
Bairs (Boninus, cognomine sire), 75.
Baiuerus Matheus, 72.
Balduinus Jacobus, 72.
Baleus (Guillelmus de), 102.
Balon (Symon de), 115.
Balterus (marescallus), 82.
Banna (Simon, presbiter de), 13.
Barges (Eliottus de), 90.
Barro (Petrus, dictus de), 71.
Bartholomeus Achiis, 1.
Bartholomeus, dictus Scambio, 15.
Bartholomeus, filius Aubrici Galarz, 8.
Bartholomeus, frater Maurici de Genliaco, 35.

Bartholomeus, nepos Claræ de Rou-ra, 45.
Bartholomeus, presbiter de Sarri-gneio, 82.
Bauduinus, clericus, 51.
Beatrix, mater Moutonis, 10.
Beatrix, uxor Johannis domini de Thard, 16.
Beauvoir, 102.
Becis (en), territoire de Talant, 59.
Beletta, filia Richeri de Binges, 39.
Beliotin Martinus, 95.
Bella, uxor Galteri dicti Sarraceni, 118.
Bella, uxor Richeri de Binges, 39.
Bella neua, Bella noua, 83, 86.
Bellinus (testis), 82.
Bello (Aymo de), 55.
Belna, 75.
Benedictus (sanctonensis clericus), 20, 32.
Beneficium, 101, 109.
Bergerius (Henricus, dictus), 87.
Bere, Bera, 24, 27, 31, 67.
Bernart, Bernard (molendinum), 38, 47.
Bertelas (Johannes), 82, 99.
Bertrandus de Fixins, 26.
Bertrandus Pelerini, 114.
Billart (Galterus), 68.
Billotte (Aubericus), 74.
Binges, 39.
Boiuns (Stephanus, dictus), 29, 30.
Bona vallis, 50, 98.
Boninus, cognomine sire Bairs, 75.
Bonus Amicus Giraut, 103.
Boulier (mans), 107.
Bovart de Fixins, 95.
Briotus, 83.
Brochon, Breschon, 26 ; lieu dit : le Vignon, 26 ; Domus Dei de Brochon, 33, 49, 75, 85, 93 ; Hospi-talis de Broichons, 90, 95.
Buchalle (Petrus), 74.
Burco (Dominicus de), 74.

Burellus, 115.

Burgensis, 45.

Burgundia, 3, 9, 10, 11, 30, 38, 41,
52, 64, 69, 70, 82, 83, 88, 94, 110,
111, 112, 114

C

Cabilo, 105, 106; cabilonensis episcopus, 104.

Calobrinus Petrus, 72.

Cambio, miles, 16.

Campis (sanctus Martinus de), 98.

Campo Alodii (in), territ. de Fauverney, 63, 77.

Canonicus, 13, 14, 15, 16, 19, 23, 77,
97; *ordo canonicus*, 50.

Capellanus, 20.

Capitulum, 23, 61, 91.

Cardinalis, 20, 32, 98, 101.

Carnipreuium, Carnipriuuium, 17.

Carpentarius (Johannes), 82, 98.

Castellio, 15.

Cautio, 50, 98.

Cecilia, uxor Richardi de Arbasio,
92.

Census, 21, 38, 47, 55, 60, 66, 72, 104.

Cerseium, 67.

Chamere (four), 93.

Champ Bertinus, 113.

Champeloy (pratun), territ. de Fauverney, 28, 63, 77.

Champ Eurard, territ. de Rouvres,
89.

Champ Eurart, territ. d'Ahuy, 114.

Champmol, 59.

Champs Remers, territ. de Serri-
gny, 104.

Chandostre, 6.

Chanlite, 66.

Chaponay (Poncius de), 101.

Chapun (Guillermus, dictus), 23.

Chaput de Tayr, 33.

Charmare (ez Arbues de), 93.

Chaubruilloz (Guillelmus, dictus),
83.

Chaucharz (Gervasius), 114.

Chaucins, 51.

Chaulardus (Pontius), 33.

Chaumes, 83.

Chaumont (Richardus, dictus), 87.

Chaunex (au), iuxta Corcular defuncti Andrée de Fixcio, 68.

Chenôves, 44.

Christianus Goyal, 100.

Cistercius, 38, 95.

Clara, uxor Johannis dicti Marsoille,
45, 46, 89.

Clarembaudus, filius Odonis diuitis,
57.

Clementia : uxor Guillermi de Vergio, 52; mater Henrici de Vergio, 111.

Clericus, 20, 23, 49, 66, 97, 98; —
xantonensis, 32.

Closiaux (en), territ. de Marliens,
49.

Coactio, 45.

Coefroide (en), territ. de Quetigny,
74.

Colinus Loubot, 74.

Columbus, archidiaconus matisconensis, 82.

Comes (Johannes, dictus), 83.

Compositio, 53, 54, 82, 84, 91, 99, 101.

Concessio, 37, 41, 47, 48, 50, 56, 58,
63, 73, 82, 98, 101, 109, 110.

Confirmatio, 61, 66, 85, 92, 98, 104,
112.

Consensus, 61, 91, 93, 98.

Constancius (homo prioratus Paluelli), 115.

Constantinus Arnaut, 74.

Consuetudo, 64, 71, 72, 82, 93, 108,
116

Conuentio, 52.

Coulon (Aymon, dictus), 83, 86.

Cortalnon, Cotarnoul, 22.

Cosma, 20, 32.

Courtiuron (dominus de), 71.
 Crimolois, 88.
 Crisse, 5.
 Crotis, 15, 112.
 Cucheuesin (en), territ. de Fauverney, 71.
 Cuntigneium, 64, 74, 78, 118.
 Cuperie (la), 118.

D

Damianus, diaconus cardinalis, 20, 32.
 Dampna, 38, 51, 94.
 Dannos, uxor Guillelmi de Roura, 76.
 Darilla (sanctus Genesius de), 50.
 Darrois, 96, 117.
Decanus : christianitatis diuionensis, 3, 23, 26, 33, 39, 42, 44, 47, 48, 49, 50, 51, 55, 60, 61, 62, 63, 68, 69, 70, 72, 74, 76, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 95, 96, 99, 100, 103, 105, 107, 113, 117 ; — Grancey, 18, 44 ; — oscariensis, 45, 46, 89.
Decima, 50, 52, 71, 79, 80, 83, 93, 96, 98, 110, 111.
 Demois, 113.
 Dentus (Humbertus), 101.
 Dez (Odo, dominus de), 7, 12.
Diocesis lingonensis, 20, 32, 43, 50, 61, 66, 85, 91, 98, 108, 109, 116.
 Disier (vicus), 72, 87.
 Dives (Dominicus, dictus), 97.
 Diuio, 7, 16, 19, 20, 21, 32, 33, 37, 51, 53, 60, 72, 74, 80, 82, 89, 92, 96, 98, 101, 103, 107, 114, 118.
Dolum, 45, 101, 111.
Domicellus, 49, 71, 77.
 Dominicus de Bureo, 74.
 Dominicus, dictus dives, 97.
Dominium, 64, 73, 74.
 Domus Dei de Brochon, 26, 33, 49, 75, 85, 93.

Donation : entre vifs, 21, 40, 41, 48, 49, 63, 71, 110 ; — *pro remedio animæ*, 2, 16, 31, 38, 52, 56, 74, 75, 83, 95, 97, 100, 102, 104, 107, 117, 118 ; — *viagère*, 18, 78, 79, 88, 96.
 Donnepetre (Odo, dominus), 112.
 Douaire, 10.
 Dos, 84, 101.
 Droco (prepositus Argilley), 115.
 Ducissa Burgundiæ, 15.
 Dux Burgundiæ, 15, 21, 22, 24, 25, 28, 38, 64, 69, 82, 88, 112, 114.

E

Egidius, diaconus cardinalis, 98.
 Egidius, filius Adelinae et Bertrandi de Fixins, 26.
Elemosina, 38, 41, 49, 52, 56, 59, 63, 68, 70, 75, 77, 78, 81, 82, 83, 90, 92, 95, 97, 100, 104, 107, 117, 118.
 Eliottus de Barges, 90.
 Elisabeth, uxor Henrici de Vergeio, 110, 111.
 Elisabeth, uxor Willelmi, 6.
 Emelina, uxor Galteri dicti de Joes, 72.
 Emeniardis, uxor Stephani dou Flame, 59.
Emptio, 9, 118.
Episcopus : cabilonensis Alexander, 104 ; Gregorius, 20, 43, 50 ; Hugo, 80 ; Innocentius, 61, 66, 91, 98, 108, 110, 111, 116 ; Robertus, 25, 34, 37, 53, 54.
 Ermengardis, filia Richardi Mau-boer, 35.
Escambium, 22, 49, 72, 84, 88, 96.
 Espegnio (Joanes, dictus de), 103.
 Espireium, 98.
 Eurart (champ), territ. d'Ahuy, 89, 114.
 Eustachius (sanctus), 50, 98.
 Eusticia, uxor Odonis divitis, 57.

Evandoz de Thar, 6.
Evangelia, 93, 101.
Evrardus, dictus dives, 45.
Exceptio, 93, 101.
Excommunicatio, 50, 52, 98, 110, 111.
Exemptio, 50.

F

Fardellus (dominus), 84.
Fauverney, Fauverneyum, Fauverniacum, 10, 21, 28, 63, 71, 77, 105, 106.
Feodum, 22, 42, 44, 67, 80, 83, 86, 96, 117.
Ferricus (officialis lingonensis), 27, 31.
Fiart (Manignottus, dictus), 63, 77.
Fidejussio, 89.
Fidolus (sanctus), 98.
Fixins, Fissins, Fisseium, 26, 48, 68, 93, 95.
Flame (Robelotus de), 102.
Florentinus (sanctus) de Tilocastro, 98.
Florentius (sanctus), 50.
Florie (Theobaldus), 88.
Fontaines, Funtane, 38, 50, 80, 98, 103.
Fontisuerum (Clementia, domina), 111.
Forrex (Petrus, dictus), 73.
Fourcaudus, Furcaudus, filius Hugonis dicti Gibuini de Cuntigneio, 74.
Fraus, 101.
Fructus, 52, 72.
Fucherans (Hugo de), 41.

G

Gaillart (Renaudus), 118.
Galarz (Aubricus), 8.
Galterus Billart, 68.

Galterus, dictus de Joes, 72, 87.
Galterus, dictus Sarracenus, 48.
Galterus dominus Fauverney, 28, 63, 77.
Galterus, frater Bartholomei capellani de Serreniaco, 82.
Galterus, Galterinus, Gualterus, frater Moutonis, 10, 21.
Garantia, 38, 39, 51, 63, 73, 80, 81, 83, 93, 101, 102, 112, 117.
Garinus, cantor Virgey, 115.
Garnerius, Garnerus, decanus christianitatis diuionensis, 88, 89, 92, 96, 97, 99, 100, 103, 107, 113, 117, 118.
Garnerus, filius Girardi li Roussei, 47.
Gelions, relictæ defuncti Galteri Billart, 68.
Gemellis (Sancta Maria de), 50, 98.
Gemini (sancti), 66.
Genleium, Genliacum, 35, 39; — lieux dits : in Bruel et in Maubiez, 5.
Germanus (sanctus), 50, 98.
Gertrudis, uxor Johannis de Tenisseio, 79, 80.
Gertrudis, uxor Johannis Rousset, 38.
Geruasius Chaucharz, 114.
Geureium, 90.
Geyacum, 98.
Gibuinus (Hugo, dictus), 74.
Gilbertus, abbas Sancti Stephani Diuionensis, 70, 78, 79, 81, 83, 84, 86, 92, 94, 97.
Gileta de cimiterio, 74.
Girardus, filius Henrici, dicti Bergery, 87.
Girardus, filius Oliveri, 83.
Girardus li Rousseus, 47.
Girardus Rufus, 84.
Girardus Rusus, 22.
Giraut, 103.
Girolodus Bouart de Fixins, 95.
Goolinus, 74.

Goutte (nemus de la), 113.
Goyal (Christianus), 100.
Graindorge (Hugo, dictus), 97.
Grancey, 18.
Gras de Pani, 74.
Gregorius IX, episcopus, 3, 9, 20, 32, 43, 50.
Griffon (Petrus), 59.
Grumiers (en), territ. de Mirandes, 56.
Guido Bauduinus, 23.
Guido de Tilecastro, 62.
Guido de Vulle, 115.
Guido, dictus Sarracensis, 51.
Guido, filius Girardi, 47.
Guido, filius Guillermi de Vergeio, 52.
Guido, filius Stephani lou Flamme, 59.
Guido Rapinus, 115.
Guillelmus, archidiaconus lingonensis, 13, 14.
Guillelmus, Guillelmus de Acellis, 49.
Guillelmus de Baleus, 102.
Guillelmus de Bella Neua, 86.
Guillelmus, decanus, 55, 56, 58, 59, 68, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 86.
Guillelmus de Roura, 45, 76.
Guillelmus, dictus Chapun, 23.
Guillelmus, dictus Chaubruilloz de Bella Noua, 83.
Guillelmus, filius Humbeloti dicti Truer de Fixeio, 93.
Guillelmus, frater Petri dicti de Thasneal, 58.
Guillelmus le Mouton, 71.
Guillelmus, magister, 63.
Guillelmus, pater Henrici de Vergeio, 110, 111.
Guillelmus Pautinus, 103.
Guillemotte Tholocastæ, 14.
Guioz, filius Jaffeti, 14.
Gyget (Stephanus), burgensis diuionensis, 87.

H

Hardimus (testis), 82.
Haymo de Bello, 55.
Haymo Pestot, 103.
Hemericus de Musceio, 13, 14.
Hemericus, filius Aubrici Galarz, 8.
Henricus de Montibus, 96, 117.
Henricus de Vergeio, 69, 70, 83, 94, 110, 111.
Henricus de Woonna, 115.
Henricus, dictus Bergerius, 87.
Henricus, filius Guillermi de Vergeio, 52.
Henricus, frater Bartholomei, capellani de Sarreniaco, 82.
Herbelottus dou Pasquier, 78.
Hereditas, 22, 45, 47, 51, 58, 60, 67, 73, 80, 87, 93, 103.
Hommagium, 114.
Honorius tertius, papa, 61, 91.
Hospitalis de Broichon, 90.
Hugo, canonicus, Sancte Sabine, 98.
Hugo de Cuntigne, 118.
Hugo de Fuchers, 41.
Hugo, dictus Gibuinus de Cuntigneio, 74.
Hugo, dictus Graindorge, 97.
Hugo, dux Burgundie, 11, 15, 21, 22, 24, 25, 26, 28, 38, 64, 69, 112.
Hugo, frater, 54, 105, 106.
Hugo, lingonensis episcopus, 80, 110.
Hugo, testis, 82.
Hugonettus, filius Petri prepositi de Thar, 73.
Hugonettus, maior de Geureio, 90.
Hugonoz, filius Jaffeti et Margaretæ, 14.
Hugoninus, filius Galteri Billart, 68.
Humbelmus de Sancto Sequano, 6.
Humbelottus, frater Terriçi capellani beatæ Mariæ diuionensis, 92.
Humbelottus, dictus Truer de Fixeio, 93.
Humbertus Asmarus, 60.

Humbertus, canonicus capellæ ducis, 19.
Humbertus Dentus, 101.
Humbertus de Spaniaco, 23.
Humbertus, dictus Asinarius, 51.
Huo, filius defuncti Joannis de Monte Regali, 67.
Huo, filius Hugonis, dicti Gibuini de Cuntigneio, 74.
Huo, frater Guidonis de Vulle, 115
Huo Moncarius, 7.

I

Immunitas, 50, 98.
Indictio, 50, 98.
Injuria, 64.
Innocentius, episcopus, 61, 66, 85, 91, 98, 108, 109, 116.
Isabellis, quondam uxor Guillelmi de Acellis, 49.
Iterus de Toceio, 82.

J

Jacobus, apostolus, 62.
Jacobus Balduinus, 72.
Jacobus, episcopus, 50.
Jaffetus, ciuis lingonensis, 14.
Jaffot, 13.
Janli, 39.
Jaquetus, filius Bertrandi Pelerin, 114.
Jocerandus, domicellus de Fauverneio, 77.
Joes (Galtherus, dictus de), 72, 87.
Johanna, mater Bauduini, 51.
Johannes Barberius, 71.
Johannes Bertelas, 82, 99.
Johannes Boymus, 26.
Johannes Carpentarius, 82, 98.
Johannes Chauchart, 114.
Johannes de Bera, 24, 25, 27, 31.
Johannes, decanus capellæ ducis,

39, 55, 58, 59, 60, 62, 63, 68, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 95, 96, 97.
Johannes de Genleio, 35.
Johannes de Marcenaio, 107.
Johannes de Monte Regali, 67.
Johannes de Sancto Germano, 32.
Johannes de Tenisseio, 22, 38, 79, 80.
Johannes de Villa Bichot, 115.
Johannes, dictus Comes, 83.
Johannes, Joanes, dictus de Espeigneio, 103.
Johannes, dictus Marsoille de Rou-ra, 45, 46, 89.
Johannes, Joanes, filius Boni Amici Giraut, 103.
Johannes, filius defuncti Robini, 42, 44.
Johannes, filius Henrici de Woonna, 115.
Johannes, Joanes, filius Humbeloti dicti Truer de Fixeio, 93.
Johannes, filius Margaretæ, 14.
Johannes, frater Richeri de Binges, 39.
Johannes Laqueste, 51.
Johannes Molendarius, 82, 99.
Johannes Munerius, 82, 104.
Johannes Patoz, 48.
Johannes, prepositus de Woonna, 115.
Johannes, presbiter cardinalis, 98.
Johannes Rousset, 38.
Johannes, quondam dominus de Thard, 16.
Johannes Sancti Nicolai, 98.
Johannes Sescallus, 84.
Johannes Teste, 1, 6.
Jornale, vº *mesures*.
Judicium, 50, 98, 101, 112.
Juhanna de Sancto Sequano, 6.
Julianus (sanctus), 16, 81.
Jupiter, 36.
Juramentum, 45, 51, 66, 67, 68, 72, 73, 77, 80, 87, 92, 93, 101, 103, 110, 111.

Juridictio, 108, 116.
Jus, 39, 43, 45, 62, 64, 73, 76, 77, 80,
89, 90, 101, 105, 108, 114; — *here-
ditarius*, 81, 84, 104.
Justicia, 50, 82, 88, 98.

L

Lache ou Loiche (molendinum de
la), 35, 39, 73.
Lacorgie (en), territ. de Fixins, 48.
Laicus, 66, 98.
La Louière, territ. de Fauverney,
63, 77.
Lambertus de Roura, 88.
Lambertus, frater Richeri de Bin-
ges, 39.
Lambertus Mauboer, 35.
Lampone (en), territ. de Fixins, 68,
114; — lieux dits: Magna insula
et Parva insula, 114.
Laureium, 47.
Laurencius de Mirabello, 40.
Laurentius, filius Johannis de Rou-
vre, 45.
Laurentius, filius Johannis, dicti
Marsoille, 89.
Laurentius, filius Petri Textoris, 81.
Le Loscaret, 1.
Lesio, 66.
Lespai, 98.
Leulerium, 98.
Libariz (Petrus), 35.
Libertates, 50, 54, 98, 104
Libra, v^o *monnaies*.
Lienarde (la), 48.
Lingonensis, 9, 13, 14, 19, 20, 25, 27,
31, 32, 34, 37, 43, 50, 53, 54, 61, 66,
80, 85, 91, 105, 106, 108, 109, 110,
111.
Longes pièces (ez), territ. de Fixins,
48.
Loubot (Colinus), 74.
Louvair (Vienetus), 74.

Lucia, uxor Henrici, dicti Bergery,
87.
Lugta, uxor Martini Viellons, 93.

M

Maior: communie diuionensis, 57;
— de Gevreio, 90; — de Roura,
45, 47.
Mandatum, 37, 57, 64, 69, 71, 72, 85,
88, 94, 111, 116.
Manigneium super Tiliam, 67, 68.
Manignottus, dictus Fiart, 63, 77.
Marcellus, decanus oscariensis, 45.
Marcellus (sanctus), 98, 101.
Marcenaium, Marceniacum, 50, 98,
107.
Marcilleium, 13.
*Margareta, Margarita, filia Vilanæ
de Chandostre*, 6.
*Margareta, mater Lucie uxoris Hen-
rici, dicti Bergery*, 87.
*Margareta, uxor Galteri, domini
Fauverneii*, 63.
*Margareta, uxor Jaffeti, ciuis lingo-
nensis*, 14.
*Margareta, uxor Laurenci de Mire-
bello*, 40.
Maria (beata), 19, 23.
*Maria, filia Adelinæ et Bertrandi de
Fixins*, 26.
Maria, filia Tierrée de Fixins, 95.
Marie Magdeleine, 40.
Marie Petit Consoil, 88.
Maria (sancta), 3, 50, 98.
Maria (sancta) de Gemellis, 50, 98.
Marliens, Marlins, Malliens, 33, 49,
67.
Marne (Miles de), 99.
Marrigneium, Maigneium, 7, 12, 113.
Marsoille (Johannes, dictus), 45, 46,
89.
*Martella, Marcella, uxor Johannis
Bertelas*, 82, 99.

Martinus (beatus), 56.
 Martinus Beliotin, 95.
 Martinus, filius Briotti, 83.
 Martinus (sanctus) de Arco, 98.
 Martinus (sanctus) iuxta Diuionem, 80, 103.
 Martinus (sanctus) de Campis, 50, 98.
 Martinus Viellon, 93.
 Martiot de Fixeio, 93.
 Mauboer (Lambertus), 35 ; — Richardus, 35.
 Mauricius de Genliaco, 35.
 Mauricius de Siliciaco, 98.
 Mauricius (sanctus), 50.
 Mauricius, testis, 82.
 Matheus Baiuerus, 72.
 Medardus (sanctus), 50, 98.
Mesures : *bichelum*, 40, 49 ; *emina*, *emmina*, *mina*, 16, 29, 38, 47, 55, 83 ; *iornale*, 5, 28, 44, 49, 59, 69, 71, 77, 84 ; *marcha argenli*, 23, 101 ; *modius*, 23, 29 ; *operata*, 48 ; *quarterium vini*, 72 ; *sextarius*, 30.
 Michael (magister), 82.
 Michael (sanctus), 50, 98, 99.
 Michaelus Ortholanus, 76.
 Milo, testis, 82.
 Milo Truier, 48.
 Mirandes, 56.
 Mirebellum, Mirabellum, 2, 4, 30, 40, 50, 52, 69, 70, 83, 94, 98, 110, 111.
 Molendarius, Molendinarius (Johannes), 82, 99.
Monasterium, 43, 66, 98, 108, 109, 116.
 Monbar (Renaudus de), 82.
 Moncarius (Huo), 7.
Monnaies : *denarius*, 47, 49, 74 ; *denarius censualis*, 82, 87 ; *denarius viennensis*, 101 ; *libra diuionensis*, 6, 36, 38, 44, 51, 55, 99, 115 ; *libra lingonensis*, 13, 14 ; *libra prouiniensis*, 69, 70, 94 ; *libra stephaniensis* ou *stephaniense monete*,

5, 11, 15, 18, 27, 28, 29, 57 ; *obolus*, 74 ; *solidus*, 5, 23, 53, 59, 60, 88, 96 ; *solidus diuionensis censualis*, 72, 74, 80, 87, 100, 102, 103, 104.
 Mons Acutus, 98.
 Montchape, 84.
 Monte Ciconiaco (capella de), 50.
 Montenaz (Robertus, dictus li), 71.
 Monte Regali (Johannes de), 67 ; Montréal, 67.
 Montibus (Henricus de), 96, 117.
 Moruellis (Osanna de), 72.
 Mouton (le), 10.
 Mouton (Guillelmus le), 71.
 Munerius (Johannes), 82, 104.
 Muntuns de Fauuerniaco, 21.
 Musceio (Henricus de), 13.

N

Nanxio (porta), 81.
 Narduinus de Parreccio, 60.
 Neua (Bella), 86.
 Nichaulaus (sanctus), 50, 92, 98, 101.
 Nichola Rusus, 114.
 Nicola, 6.
 Nicola, domina de Poile, 102.
 Niger (Richardus), 81.
 Nucheium, 39.
 Nulleium, 105, 106.

O

Obolus, v^o *monnaies*.
Obligatio, 44, 51, 69, 70, 72, 88, 93, 103, 114.
Obligation de tous biens présents et futurs, meubles et immeubles, 93, 94.
 Octauianus Sancte Marie, 98.
 Odo, clericus, 89.
 Odo ou Hodo, clericus de Sancto Michael, 99.

Odo de Baisse, 6.
Odo, decanus, 23, 33.
Odo de Marigneio, 7, 12.
Odo, dives, 57.
Odo, dominus Donnepetre, 112.
Odo, dominus Montis Acuti, 82, 99.
Odo, dux Burgundiæ, 82.
Odo, filius Johannis de Roura, 45.
Odo, frater Bartholomei, 1.
Odo, frater Richeri de Binges, 39.
Odo, presbiter, 81.
Odo ou Otho, quondam dominus de Bère, 24, 31.
Officialis, 13, 14, 20, 27, 31.
Oliuerus, pater Girardi, 83.
Ordinatio, 46.
Ormenciacum, 50, 98.
Ortholanus (Michaelus), 76.
Osanna de Mortellis, 72.
Osanna, uxor Petri prepositi de Thar, 73.
Oscara, 38, 47.
Oto, Sancti Rufini episcopus, 98.
Oudoions, filia Bonini, 75.

P

Pactio, 52.
Paluellum, 115.
Pani (Gras de), 74.
Parreceium, 60.
Parrigneium, 113.
Parriniaco (sancta Andrea de), 50.
Pasquier (Herbelottus dou), 78.
Patoz de Fixins, 48.
Paulus Bizuntinus (sanctus), 116.
Paulus et Petrus (apostoli), 3, 9, 20, 32, 43, 61, 85, 91, 98, 108, 109.
Pautinus Guillelmus, 103.
Penses (territ. de), 95.
Pension viagère, 88.
Pentecôte, 36, 72, 80.
Permutatio, 105.
Petitio, 45, 46, 49, 58, 99.

Perroneta, 56.
Perrotus de Premeal, 115.
Pestot (Aymo), 103.
Petit Consoil, 188.
Petrus, abbas, 1, 8, 11, 12, 18, 20, 21, 27, 31, 32, 34, 35, 36, 47, 51, 89.
Petrus, albanensis episcopus, 98.
Petrus, beatus, 9, 50, 98.
Petrus Buchalle, 74.
Petrus Calobrinus, 72.
Petrus, canonicus Sancti Marcelli, 98.
Petrus, clericus, 49.
Petrus de Cuntigneio, 78.
Petrus, decanus, 59, 69.
Petrus de Diuione (sanctus), 50, 100.
Petrus de Roura, 72.
Petrus de Tarsu, 74.
Petrus, dictus Cointes, 2.
Petrus, dictus de Thasneal, 58.
Petrus, dictus Forrex, 73.
Petrus, filius Bartholomei capellani de Sarreniaco, 82.
Petrus, filius Petri dicti Forrex, 73.
Petrus Griffon, 59.
Petrus Libariz, 35.
Petrus, maior de Lampone, 68.
Petrus, maritus Oudoionis, 75.
Petrus, presbiter cardinalis, 101.
Petrus (sanctus), 50, 98.
Petrus Sescallus, 84.
Petrus Textor, 81.
Philippus (apostolus), 62.
Picangis, 50, 98.
Poile (Nicola, domina de), 102.
Poilli, 38 ; — four, 100.
Poliacum, 80.
Poncius de Chaponay, 101.
Poncius, frater, 114.
Pons Scissus, 67.
Pontius Chaulardus, 33.
Pontoilleium, 27, 31, 115.
Possessio, 66, 72, 75, 98 ; — *perpetua*, 63, 74.
Postulatio, 50, 61, 85, 91, 98.

Pratellus de Fauverneio, 71.
Prebenda, 91.
 Prebergent (en), territ. de Quetigny, 78.
Preiudicium, 64.
 Premeal, 115; lieu dit: Superulmum, 115.
Prepositus, 73, 115.
Presbiter, 13, 81, 82, 97, 107; — *cardinalis*, 50, 62, 75, 98.
Pretium, 1, 15, 24, 26, 38, 39, 45, 47, 51, 73, 80, 87, 93.
Prior, 17, 41, 54, 63, 66, 77, 87; — de Marcenaio, 107; — loci dicti en Vendemiis, 71; — Paluelli, 115.
Prioratus, 41, 52, 63, 71, 77, 82, 109.
Priilegium, 43, 50, 98, 101.
 Proais (finagium), 92.
Procuratio, 34.
Promesse de payer, 57.
Proprietas, 66.

Q

Quarterium, v^o *mesures*.
Querela, 45, 46, 49.
Querimonia, 64.
Quintiniacum, 50, 98.
Quittance, 11, 15, 44, 45, 60, 67, 72, 73, 84, 89, 90, 92, 93, 96, 101, 103, 104, 107, 114.

R

Raaudus (presbiter), de Marcilleio, 13.
 Radulphus (prior sancti Stephani), 87.
 Rainaldus, episcopus, 50.
 Rapinus Guido, presbiter, 115.
 Raueriz (ez), territ. de Fixins, 48.
Reclamatio, 38, 48, 51, 72, 76, 101, 103.
Reconnaissance de dette, 94.

Regina, soror Henrici de Montibus, 96.
 Remigius (beatus), 49, 72, 94, 96; — (sanctus), 40, 53, 57.
 Remundus, abbas, 19, 29.
 Renaudus de Monbar, 82.
 Renaudus de sancto Chrispoforo, 82.
 Renaudus Gaillart, 118.
 Renaudus, frater magistri Alberici, 118.
Requisitio, 70, 101.
Responsio, 45.
 Ricardus (diaconus cardinalis), 50.
 Richardus de Cuntigneio, 78.
 Richardus, dictus Chaumont, 87.
 Richardus, dictus de Arbosio, 92.
 Richardus, filius Isabellis, 49.
 Richardus Mauboer, 35.
 Richardus Niger, 81.
 Richerus de Binges, 39.
 Robelotus de Flame, 102.
 Robertus, decanus capellæ ducis diuionensis, 26, 31.
 Robertus de Mirandis, 56.
 Robertus de Tanlaio, 67.
 Robertus, diaconus cardinalis, 50.
 Robertus, dictus li Montenaz, 71.
 Robertus, filius Bartholomei, capellani de Serreniaco, 82.
 Robertus, lingonensis episcopus, 19, 25, 34, 37, 53.
 Robinus, 42, 44.
 Rodulfus, maritus Ermengardis, 35.
 Rofenaul (molendinum de), 16.
 Rogarius lou Torneor, 74.
 Roma, 32.
 Roortes, 2.
 Rosa, filia Johannis de Roura, 45.
 Rousseus (Girardus li), 47.
 Rousset Johannes, 38.
 Roura, 45, 72, 76, 88, 89.
 Rufinus (sanctus), 98.
 Rufius Girardus, 84.
 Rusus Girardus, miles, 22.
 Rusus Nicolas, 114.

S

Saalote, 58.
Sabina (sancta) sabiniensis, 98.
Sacramentum, 38, 89.
Salinz, 20, 32.
Sancta Andrea, 50.
Sanctæ Pudentianæ (presbiter cardinalis), 3.
Sancta Maria, 3, 50, 98.
Sancta Maria de Gemellis, 50, 98,
Sancta Maria de Marceniaco, 50, 98.
Sancta Maria de Tylocastro, 50.
Sancti Angeli (Ricardus), 50.
Sancti Augustini (ordo), 9, 20, 32, 43,
66, 85, 108, 109, 116.
Sancti Benigni (abbas), 57, 81, 114.
Sancti Benigni (administrator), 19.
Sancti Gemini, 66.
Sancti Johannis Baptiste (festum),
49.
Sancto Germano (Johannes de), 20,
32.
Sanctus Andree de Ormentiaci, 98.
Sanctus Andrée de Parriniaco, 50,
98.
Sanctus Amianus de Aqueductu, 50,
98.
Sanctus Antonius de Fixeio, 93.
Sanctus Eustachius, 98.
Sanctus Fidolus, 98.
Sanctus Florentinus de Tilecastro,
98.
Sanctus Florentius, 50.
Sanctus Genesisius, 50.
Sanctus Germanus de Capiaco, 50,
98.
Sanctus Julianus, 16, 81.
Sanctus Martinus de Arcu, 50, 98.
Sanctus Martinus de Campis, 50, 98.
Sanctus Martinus de Quintiniaco, 98.
Sanctus Martinus, iuxta Diuionem,
80.
Sanctus Mauricius, 50.
Sanctus Mauricius de Siliciaco, 98.

Sanctus Medardus, 50, 98.
Sanctus Michael, 50, 51, 98, 99.
Sanctus Nichaulaus, 50, 92, 98, 101.
Sanctus Petrus, 50, 98.
Sanctus Petrus de Diuione, 50, 100.
Sanctus Rufinus, 98.
Sanctus Sequanus, 6, 24, 82.
Sanctus Stephanus diuionensis, 6, 8,
11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 21, 34,
37, 38, 40, 42, 44, 46, 47, 50, 52, 53,
57, 58, 64, 66, 68, 69, 73, 82, 86, 88,
94, 98, 101, 111, 112, 113, 116, 117,
118.
Sarracenus (Galterus, dictus), 118.
Sarracensis (Guido, dictus), 51.
Sarrigneium, Sarrigne, 82, 104.
Sauoinus, 35.
Scabinus, 45, 47.
Seneceium, 55.
Senescalus, 41, 52, 69, 70, 83, 94,
110, 111.
Seruiches, 49.
Sescallus (Petrus), 84.
Sibilla, Sebilla, Sybilla, relicta de-
functi Petri Sescalli, 84.
Sibilla, relicta Poncii de Chaponay,
101.
Sibilla, uxor Bartholomei militis, 15.
Sibilla, uxor Cambionis, 16.
Sigebaldus (presbiter cardinalis), 50.
Siliciacum, 50, 98.
Simona, domina de Bononi, 102.
Simon, archidiaconus, 13.
Simon, decanus de Grancey, 18.
Simon, filius Isabellis, 49.
Simon, magister, 14.
Simon, presbiter de Banna, 13.
*Soumission de tous biens meubles et
immeubles*, 64.
Spaniacum, 23.
Stabula, Stabulum, 50, 96, 117.
Stephanus, abbas, 5, 57.
Stephanus (beatus) diuionensis, 22,
97, 102.
Stephanus de Marrigneio, 113.

Stephanus, dictus Boiuns, 29, 30.
 Stephanus, dictus Chaput de Tayr, 33.
 Stephanus, filius Bartholomei, 82.
 Stephanus, frater, 81, 114.
 Stephanus, frater Bartholomei capellani de Sarreniaco, 82.
 Stephanus Gyjet, 87.
Stipulatio, 101.
Supplicatio, 66.
 Symon de Balon, 115.

T

Talant, 59; castrum de Talant, 64.
 Talnay, 83.
 Tanlaium, 67.
 Tayr, 33.
 Templarii, 74.
 Tenisseium, 18, 22, 38, 79, 80.
 Terricus de Tayr, 33.
 Terricus, quondam capellanus beate Marie divionensis, 92.
Tertiæ, 49, 52, 58, 67, 98, 110, 111.
Testamentum, 13.
Testimonium, 1, 2, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 35, 36, 37, 39, 45, 46, 47, 49, 54, 60, 62, 63, 66, 69, 75, 76, 78, 79, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 95, 97, 100, 102, 107, 112, 113, 114.
Testis, 66, 82, 115.
 Textor (Petrus), 81.
 Thar, Thard, 6, 16, 67, 73, 74.
 Thasneal (Petrus, dictus de), 58.
 Theobaldus, dominus de Beauvoir, 102.
 Theobaldus Florie, 88.
 Thomas, presbiter cardinalis, 50.
 Tierrée de Fixins, 95.
 Tilia, 67.
Titulus legitimus, 118.
 Toceio (Iterus de), 82.
 Torculari, 48.

Torneor (Rogarius lou), 74.
 Trimolois, 59.
 Truer de Fixeio (Humbelotus, dictus), 93.
 Truier Milo, 48.
 Tullei, 5; lieux dits : in Bergis et in Combis, 5.
 Tylocastrum, Tilecastrum, 50, 62, 98.

U

Usagium, usuagium, 41, 102, 104, 113.
Usufruit, 78, 96.
Usurarium, 50.
Usus, 71, 106.

V

Vaite (à la), 97.
 Varranges, 5.
Venditio, 1, 12, 13, 14, 15, 24, 25, 27, 38, 39, 47, 51, 58, 60, 72, 73, 93, 112; — avec réserve d'usufruit, 80; vente de cens, 11, 87.
 Vergeium, 69, 70, 83, 94, 110, 111.
 Verricus de Ausonia, 5.
Vicecomes, 67.
 Viellons (Martinus), 93.
 Vienetus Louuair, 74.
 Vienetus, filius Petri prepositi de Thar, 73.
 Vilana de Chandostre, 6.
 Vilers (furnus de), 102.
 Villabichot (Johannes de), 115.
 Villelmus de Vergeio, 4, 52.
 Vilote, 5.
 Viloze, 6.
 Vindemia, territ. de Fauverney, 71.
Violentia, 50, 98, 115.
Virgeium, 115.
Vis, 45, 101, 115.
 Vivianus, 74.
 Vulle (Guido de), 115.

W

Wido de Pontelleio, 115.
Wido Patoz de Fissins, 48.
Willelmus de Chanlitte, 67.
Willelmus, dictus Muntuns de Fau-
verniano, 21.
Willelmus, dominus Fauuernei, 10.
Willelmus, dominus Mirebelli, 30.
Willelmus, maritus Elisabethæ, 6.
Willelmus, maritus Margaretæ, 6.
Willelmus, presbyter cardinalis,
98.

Willelmus, propositus diuionensis,
7.
Willelmus, sabiniensis episcopus,
98.
Willelmus sancti Eustachii, 98.
Willermus de Vergeio, 41, 52.
Woona, 115.

Y

Yolendis, Yolandis, mulier ducis
Burgundie, 9, 15, 112.
Ypotheca, 101.

